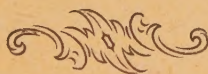


THÈSE
DE
DOCTORAT D'ÉTAT ES SCIENCES ECONOMIQUES
SOUTENUE DEVANT LA
FACULTE DE DROIT D'AIX - EN - PROVENCE
PAR

Mireille MISTRAL

le 8 Mars 1951, à 17 heures

L'Industrie Drapière dans la Vallée du Verdon



IMPRIMERIE DON-BOSCO
40, place du XV^e-Corps
NICE

1 9 5 1

THÈSE
DE
DOCTORAT D'ÉTAT ES SCIENCES ÉCONOMIQUES
SOUTENUE DEVANT LA
FACULTE DE DROIT D'AIX-EN-PROVENCE
PAR

Mireille MISTRAL

le 8 mars 1951 à 17 heures

L'Industrie Drapière dans la Vallée du Verdon



IMPRIMERIE DON-BOSCO
40, place du XV^e-Corps
NICE

1 9 5 1



UNIVERSITE D'AIX - MARSEILLE
FACULTE DE DROIT D'AIX-EN-PROVENCE

Personnel

MM.	
J. BRY	Doyen, Professeur de Droit Romain
L. CREMIEU	Professeur de Droit Civil
J. LEBRET	Professeur de Droit Criminel
A. AUDINET	Professeur de Droit Civil
Ch. DURAND	Professeur de Droit Administratif
A. JAUFFRET	Professeur de Droit Commercial
L. TROTABAS	Professeur de Droit Constitutionnel
P. DE LA PRADELLE	Professeur de Droit International Public
P. KAYSER	Professeur de Droit Civil
J. MACQUERON	Professeur de Droit Romain
G. MARCY	Professeur d'Economie Politique
P. REUTER	Professeur de Droit Colonial
R.-E. CHARLIER	Professeur de Droit International Public
E. BERTRAND	Professeur de Procédure Civile
R. AUBENAS	Professeur d'Histoire du Droit
M.-Y. GUGLIELMI	Chargé de cours
Mlle Y. LOBIN	Chargée de cours

Professeurs honoraires

MM.	
G. RIPERT	Doyen de la Faculté de Droit de Paris
PERROUD	Professeur à la Faculté de Droit de Lyon
LABORDE-LACOSTE	Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux
L. AULAGNON	Professeur à la Faculté de Droit de Lyon
A. DUMAS	

Jury

Président	M. AUBENAS, professeur
Suffragants	M. MARCY, professeur
	M. GUGLIELMI, chargé de cours

L'Université et la Faculté n'entendent donner ni approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MES PARENTS

A MES PROFESSEURS

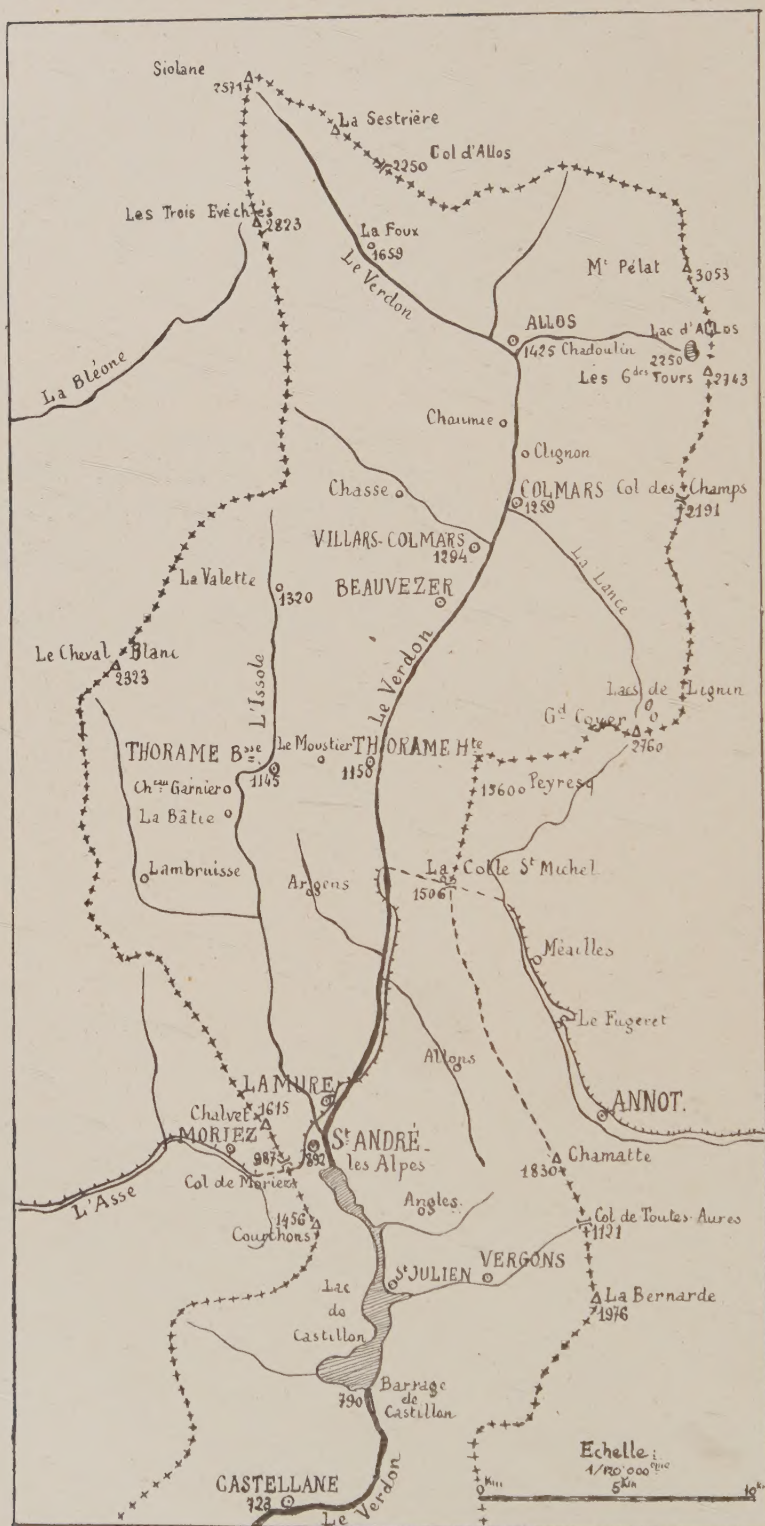


Digitized by the Internet Archive
in 2026

Puisque la technique commande les transformations industrielles, lesquelles sont l'armature changeante de la Société, le rôle de premier plan, dans les gestes de l'humanité, appartient à l'inventeur.

(GRÉGOIRE, op. cit. p. 68).

HAUTE VALLEE DU VERDON



SOMMAIRE

INTRODUCTION	Pages 13
PARTIE PRELIMINAIRE	17
Chapitre Premier : CRITIQUE DES SOURCES	19
1. — Sources manuscrites	20
2. — Sources imprimées	25
3. — Renseignements oraux	32
Chapitre II : DESCRIPTION GEOGRAPHIQUE ET HUMAINE	36
1. — Le Sol	36
2. — Climat	37
3. — Population	39
4. — Ressources	40
5. — Divisions administratives et religieuses	41
Chapitre III : APERÇU HISTORIQUE	42
PREMIERE PARTIE : LES CORDEILLATS ET LES CADIS DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'EN 1819	45
Chapitre Premier : LA NAISSANCE ET LES DEBUTS DE L'INDUSTRIE LAINIÈRE DANS LE HAUT-VERDON	47
1. — Les origines	47
2. — La production pour la consommation domestique	49
3. — Ce que sont les cordeillats	50
4. — La production commerciale	51
Chapitre II : TECHNIQUE DE PRODUCTION ET ORGANISATION DU TRAVAIL	53
1. — Technique de production	53
2. — L'organisation du travail	55
3. — Les salaires	57
4. — Le Haut-Verdon fournit des maîtres à Digne	58
Chapitre III : REGLEMENTATION	60
1. — Les règlements	60
2. — L'anarchie dans la viguerie de Colmars	63
3. — Les conséquences de l'anarchie	65
4. — L'interdiction des toiles peintes	66
5. — Dernière réglementation	68
Chapitre IV : ASPECT COMMERCIAL	69
1. — Les communications sous l'ancien régime	69
2. — Le commerce intérieur	72
3. — Le commerce extérieur	73
4. — La contrebande	75
5. — Contribution de guerre, dettes de la communauté et impôts	76
Chapitre V : LES CENTRES DE PRODUCTION. LEUR IMPORTANCE RELATIVE ...	79
1. — Situation de l'industrie textile en Basse et Haute-Provence et dans le Comté de Nice	79
2. — L'importance de Colmars	80
3. — La décadence de Colmars	81
4. — Allos	84
5. — Castellane	85
6. — Comptes des gardes jurés	87

Chapitre VI : LA CRISE DE LA FIN DU XVIII ^e SIECLE ET LA SITUATION DE L'INDUSTRIE TEXTILE DU VERDON DANS LA DEUXIEME DECADE DU XIX ^e SIECLE	91
1. — <i>L'évolution de l'élevage des moutons</i>	91
2. — <i>La crise de la fin du XVIII^e siècle</i>	92
3. — <i>Situation de l'industrie drapière dans les arrondissements de Castellane et de Barcelonnette entre 1810 et 1818</i> ..	93
a) <i>Approvisionnement</i>	106
b) <i>Production</i>	106
c) <i>Fluctuations de la production</i>	107
d) <i>Débouchés</i>	109
e) <i>Concentration</i>	110
f) <i>Technique de production</i>	112
g) <i>Nombre d'ouvriers par établissement</i>	112
h) <i>Rythme saisonnier du travail</i>	112
i) <i>Salaires</i>	113
DEUXIEME PARTIE : LES DRAPS DE SAINT-ANDRE ET LES DRAPS DE BEAUVEZER DEPUIS 1819 JUSQU'A NOS JOURS	115
Chapitre Premier : LA RENAISSANCE DE L'INDUSTRIE TEXTILE	117
1. — <i>Saint-André-les-Alpes</i>	118
2. — <i>Le mouvement d'expansion prend de l'ampleur et traverse la frontière</i>	119
3. — <i>Pourquoi ce mouvement d'expansion ?</i>	121
4. — <i>Un capitaine d'industrie : André Honnorat</i>	122
5. — <i>La Fabrique Honnorat</i>	124
Chapitre II : CHRONOLOGIE INDUSTRIELLE	127
Chapitre III : REPARTITION GEOGRAPHIQUE DE LA PRODUCTION	147
1. — <i>Concentration</i>	147
2. — <i>Colmars</i>	148
3. — <i>Beauvezer</i>	149
4. — <i>Les deux Thorame</i>	150
5. — <i>Allos</i>	150
6. — <i>Liens de famille</i>	152
Chapitre IV : DONNEES TECHNIQUES	153
1. — <i>Equipement : a) La force motrice</i>	153
b) <i>Les machines</i>	154
2. — <i>Fabrication</i>	155
3. — <i>Variétés de tissus obtenus dans la Vallée du Verdon</i>	160
4. — <i>Concentration, spécialisation et intégration</i>	162
5. — <i>Risque technique</i>	163
Chapitre V : LE COMMERCE	165
1. — <i>L'éternelle lamentation : les communications</i>	165
2. — <i>Approvisionnement en matières premières</i>	166
3. — <i>Les débouchés</i>	168
4. — <i>Les prix pratiqués</i>	171
5. — <i>La gestion des fabriques</i>	171
Chapitre VI : POINT DE VUE SOCIAL	173
1. — <i>Condition des ouvriers</i>	173
2. — <i>Les salaires</i>	175
3. — <i>Durée du travail</i>	177
4. — <i>Librets ouvriers</i>	179
5. — <i>Le travail des enfants</i>	179
6. — <i>Contrats d'apprentissage</i>	186
7. — <i>Travail des femmes</i>	187
8. — <i>Syndicats</i>	187
9. — <i>Accidents de travail</i>	188
10. — <i>Grèves et Coalitions</i>	188

11. — <i>Chômage</i>	188
12. — <i>Conséquence de l'activité industrielle</i>	188
Chapitre VII : LA DISPARITION DES FABRIQUES	191
1. — <i>Le déclin de l'industrie</i>	191
2. — <i>Comparaison</i>	192
3. — <i>Pourquoi ce déclin ?</i>	193
4. — <i>Transformations</i>	199
5. — <i>Etat actuel de la Vallée du Verdon</i>	201
Chapitre VIII : DERNIERES CONSIDERATIONS ET CONCLUSIONS	203
ANNEXES	207
Première Annexe : LA TRANSHUMANCE	209
Annexe II : EXTRAIT DU MEMOIRE DE L'OFFICIER DE TAUX	221
Annexe III : DECOMPOSITION DE LA SUPERFICIE DU DEPARTEMENT DES BASSES-ALPES	225
Annexe IV : EXEMPLE D'UN BULLETIN DE STATISTIQUE	226
Annexe V : CIRCULAIRE	227
BIBLIOGRAPHIE	229

INTRODUCTION

« Se plaçant à un point de vue général, l'école historique allemande semble avoir adopté les cinq principales formes d'industrie suivantes (1) :

- « L'industrie du foyer,
- « Le travail loué,
- « Le métier,
- « L'industrie à domicile,
- « La fabrique ».

Cette classification convient particulièrement bien à l'industrie drapière dans la vallée du Verdon. Nous verrons comment, au cours des siècles, chaque étape a été franchie.

Il est certain qu'à une époque reculée, disons jusqu'au xiv^e siècle ou au xv^e siècle, l'économie familiale a prévalu dans une région fermée, de par sa situation géographique. Chaque famille produisait alors ce dont elle avait besoin ; les échanges, bien qu'existant, étaient très rares.

La pauvreté de la montagne, le manque de ressources naturelles indispensables à la vie, obligèrent les habitants à tirer parti de toutes leurs disponibilités. Les échanges s'intensifièrent, sans doute sous l'influence de la transhumance, pratique remontant au début de l'histoire. Un moyen pour accroître leur maigre subsistance apparut enfin : la fabrication et la vente de tissus de laine, dont la matière première était fournie par les troupeaux du pays. Ce qui n'avait été qu'un moyen de subsistance, devint une véritable richesse.

L'étape du travail loué ne semble pas avoir pris une consistance bien nette dans la Haute Vallée du Verdon, berceau de l'industrie drapière dans la vallée prise dans son ensemble, et dans le département des Basses-Alpes, de façon plus générale. Nous n'avons pas trouvé de traces d'une période où un ouvrier spécialisé, le tisserand, ait travaillé pour le compte d'autrui une matière pre-

(1) Karl Bücher : Les formes d'industrie dans leur développement historique. *Revue d'Economie Politique* 1892, t. 6, p. 624, cité par Charles Blaise : Le tissage à la main du Cambrais, p. 8.

mière qui ne lui appartenait pas. De l'industrie du foyer, nous passons directement à la période du métier indépendant. Cependant, l'artisan du Haut-Verdon n'est véritablement artisan que durant la moitié de l'année. La saison froide est entièrement consacrée à la fabrication des draps, mais la belle saison revenue, les travaux agricoles occuperont toujours les mois d'été, tout au moins jusqu'au ^{xix}^e siècle, c'est-à-dire jusqu'à l'apparition des machines et des fabriques. Les conditions climatiques, la pauvreté du sol, les difficultés de communications et de transports ont réellement imposé ce rythme saisonnier de l'industrie. Toutefois, il ne faut pas s'y tromper ; le cultivateur du Haut-Verdon, presque toujours propriétaire de quelques moutons, si ce n'est d'un troupeau, devient un véritable artisan dès que les gelées recommencent, et un artisan très actif. Ce caractère ne lui est d'ailleurs pas particulier ; aux ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, les frères anglais du tissierand de Colmars lui ressemblent étrangement. C'est en lisant « La Révolution Industrielle au ^{xviii}^e siècle » de Paul Mantoux que nous avons sérieusement pensé à l'étude que nous entreprenons aujourd'hui.

Puis l'évolution a suivi son cours normal ; l'industrie à domicile a eu son époque jusqu'au moment où la fabrique l'a absorbée. Notons cependant que l'absorption n'a jamais été tout à fait complète : les métiers isolés indépendants ont fait preuve d'une grande résistance et nous en trouverons jusqu'à la fin du ^{xix}^e siècle. Par ailleurs, il semble, tout au moins au début, que le fabricant exploitant une entreprise de quelque importance au ^{xix}^e siècle ait conservé, surtout dans la Haute Vallée, un certain nombre d'ouvriers travaillant à domicile pour son compte.

Nous présenterons donc notre étude suivant un plan général historique. Il nous a semblé qu'une division en trois parties conviendrait particulièrement bien à notre sujet.

Dans une partie préliminaire, nous ferons, en même temps que la critique des sources, une présentation succincte de la Vallée du Verdon, tant au point de vue géographique, qu'au point de vue historique. Nous avons pensé que cette présentation était indispensable pour la bonne compréhension de l'ensemble de l'étude, car les événements historiques et les conditions géographiques et climatiques jouent un rôle de premier plan dans l'activité industrielle et commerciale des populations riveraines du Verdon.

L'évolution industrielle et économique qui fait l'objet du présent volume s'est effectuée en deux phases, nous dirons en deux cycles, d'inégale longueur, mais d'allure tout à fait semblable.

Nous nous proposons de consacrer une partie distincte à chacune de ces phases.

Nous consacrerons la première partie aux origines, à la croissance et à la décadence de l'industrie drapière artisanale depuis les environs de 1382 jusqu'en 1819, c'est-à-dire jusqu'à l'apparition des machines dans la Vallée du Verdon. Cette partie couvre une période longue d'environ quatre siècles et demi.

La deuxième partie, au contraire, se rapporte à un cycle d'évolution beaucoup plus court. En effet, si la première fabrique date de 1819, on peut considérer que 1914 marque la fin de cette deuxième phase. Ici encore, nous étudierons les débuts, le plein développement et la disparition de la période industrielle propre-dite.

Dans les deux parties, nous envisagerons l'industrie drapière sous ses différents aspects : technique, économique, commercial, social et humain. Nous essaierons, dans la mesure de nos moyens, de donner une explication, sinon exhaustive, tout au moins logique de chaque situation particulière. Nous regrettons de ne pas avoir pu établir de graphiques, mais les données numériques dont nous disposons sont trop incomplètes pour pouvoir tenter de tracer une courbe. Néanmoins, nous avons pu établir de nombreuses tables qui, pour les besoins de la cause, remplacent la représentation graphique absente. (1)

Enfin, en annexe, nous donnons la reproduction de quelques documents, ou parties de documents, qui nous ont paru les plus intéressants et faisant époque.

(1) La confection de ces tables ne suit pas l'orthodoxie statistique : les centres de production auraient dû être rangés soit par ordre alphabétique, soit par ordre de grandeurs croissantes ou décroissantes. Nous avons préféré conserver l'ordre donné par les documents de l'époque pour respecter la vérité historique.

PARTIE PRELIMINAIRE

CHAPITRE PREMIER

CRITIQUE DES SOURCES

La critique des sources que nous avons utilisées ne peut être compréhensible qu'à condition que nous disions un mot de la genèse de cette modeste étude.

Avant d'avoir l'idée de présenter une thèse, nous avions en effet, écrit un mémoire sur le même sujet. Pour ce faire, nous avions réuni une certaine documentation. Partant de ce travail préliminaire, qui a été le plus difficile et le plus lent et pendant lequel il nous a semblé plus d'une fois que nous cheminions dans un labyrinthe dont nous ne sortirions jamais, nous avons fouillé plus profondément les documents que nous avions déjà étudiés et nous en avons examiné une grande quantité d'autres. Nous parlerons des sources, tant écrites qu'orales, dont nous avons eu récemment connaissance, sans mention spéciale, et nous ferons toujours une allusion au Mémoire pour toutes celles que nous avons utilisées pour la rédaction de ce dernier.

Nous tenons à mentionner dès l'instant l'accueil bienveillant que nous avons reçu partout ou presque partout et tout particulièrement dans la région comprise entre Beauvezer et Allos, où nous avons noté une fierté légitime des habitants, heureux de voir que leur passé ne disparaîtrait pas dans l'oubli. Chacun voulait nous apporter son aide, si faible fût-elle, et cet empressement en devenait touchant. Au cours de l'analyse qui fait l'objet de ce chapitre, nous raconterons en détails cet élan populaire et nous citerons les noms des plus zélés en leur exprimant toute notre reconnaissance.

Nous nous sommes aussi heurtés à des réticences et au mauvais vouloir, surtout chez les personnes que nous connaissions le mieux et desquelles nous espérions recueillir le plus de renseignements. La jalousie seule peut expliquer une telle attitude lorsqu'il s'agit d'un passé assez éloigné pour qu'il fasse déjà partie de l'histoire et que les documents qui le concernent soient, en quelque sorte, tombés dans le domaine public. De ceux-là, nous ne parle-

rons pas pour deux raisons : d'abord, ils forment une infime minorité en face de toutes les bonnes volontés que nous avons rencontrées ; ensuite, si cet ouvrage leur tombe un jour entre les mains, ils reconnaîtront bien la place qu'ils occupent et nous leur laissons ce soin.

Sources manuscrites, sources imprimées (livres et articles), renseignements oraux, tel sera l'ordre que nous suivrons dans notre analyse critique des sources.

I. — SOURCES MANUSCRITES.

Au premier rang des sources manuscrites que nous avons consultées, nous tenons à placer les extraits de *l'Histoire de Colmars* et diverses séries de notes rédigées par M^e Roux, notaire honoraire à Colmars, Conseiller général des Basses-Alpes, et que Mme Vve Roux et Mlle Roux ont mis à notre disposition de façon très courtoise.

Nous avons écrit à Mme Roux au moment où notre Mémoire absorbait tous nos loisirs. Elle avait eu l'extrême bonté de recopier pour nous plusieurs pages du manuscrit de *l'Histoire de Colmars*. Nous avons ensuite accompli un voyage spécial pour aller la remercier, voyage pour lequel le camion d'un fabricant de boissons gazeuses de Saint-André-les-Alpes et notre propre bicyclette ont été nos moyens de locomotion, les moyens de communications étant toujours assez difficiles dans cette région.

Au cours de notre visite, Mlle Roux nous a communiqué certains chapitres originaux du manuscrit. La copie qui nous avait été adressée quelques mois auparavant nous avait frappé par l'absence de références et nous avons pensé qu'elle était imputable peut-être à un oubli. Mais lorsque nous avons eu l'original en mains, nous avons constaté qu'il s'agissait sans doute d'un travail de premier jet, d'une sorte d'ébauche que la mort de M^e Roux avait empêché de prendre une forme définitive.

Par ailleurs, Mlle Roux nous a prêté des *Notes historiques sur les relations de Colmars et d'Allos* et des *Notes inédites sur la Transhumance dans la région de Colmars*, ces dernières comportant un assez grand nombre de références.

Quoi qu'il en soit, de par les qualités intellectuelles de M^e Roux, de par sa profession et ses fonctions administratives, nous pouvons faire entièrement confiance à cet érudit peu connu, et nous

le citerons comme une autorité. Nous pensons aussi que M^e Roux a dû recueillir beaucoup de données par tradition orale. Dans un pays qui, comme nous le verrons, est resté très longtemps dans un demi-isolement, et où l'exagération méridionale proverbiale est plus que tempérée, nous considérons que la tradition orale, elle aussi, est digne de confiance. Nous regrettons seulement que chaque centre manufacturier n'ait pas eu son M^e Roux pour recueillir les souvenirs des anciens.

Maire de Colmars, M^e Roux avait dressé en 1899 un état comparatif de la transhumance dans la commune qu'il administrait. Nous avons pensé qu'il serait utile de reproduire ce texte dans la Première Annexe.

Enfin, mine inépuisable, les papiers personnels de M^e Roux contenaient une copie intégrale du *Mémoire succinct sur l'histoire de la ville, le nombre de ses habitants, son commerce et ses manufactures*, que l'Officier de Taux rédigea en 1775 et à la demande du Ministre de la Guerre qui, par lettre du 7 mars 1774, requérait un mémoire sur la situation militaire de Colmars.

Ce mémoire est un véritable petit manuel sur Colmars depuis ses origines jusqu'en 1775. La partie historique est la plus développée, mais il y a aussi des indications précieuses sur les conditions économiques et les ressources en général de la ville et sur l'industrie des cordeillats en particulier. L'intérêt primordial de ce mémoire est d'avoir été écrit à l'époque et de ne pas être une étude faite a posteriori.

Nous ignorons si ce mémoire a été imprimé ou est resté sous forme manuscrite. Nous inclinons pour la dernière solution, étant donné le peu d'intérêt qu'il y aurait eu à l'imprimer, la portée de cette pièce administrative étant des plus limitées.

Pièce unique en son genre, écrite par un militaire, nous donnons de larges extraits de ce Mémoire dans l'Annexe II.

Nous tenons à remercier tout spécialement Mme et Mlle Roux qui nous ont permis l'accès de documents inédits et d'une rare utilité pour notre tâche.

Véritable perle rare parmi tous les documents que nous avons eu la possibilité de consulter, M^e Auguste Honnorat, notaire honoraire de Saint-André-les-Alpes, nous a prêté quelques pages des *Mémoires* rédigées par André Honnorat, le fondateur des fabriques modernes du XIX^e siècle de la Vallée du Verdon.

C'est ainsi que nous avons appris comment la première fabrique « à la mécanique » fut construite à Saint-André, comment

se fit l'achat des machines, quelles furent les premières difficultés et les premiers succès. L'orthographe pittoresque de ces *Mémoires* leur donne une réelle saveur et il faut les lire à haute voix pour en goûter toute la sonorité méridionale. Pièce tout à fait inédite, pratiquement inconnue, faisant partie de papiers de famille, nous avons eu la chance unique de connaître suffisamment M^e Auguste Honnorat et ses deux fils, M. André Honnorat. Inspecteur principal des Services Fiscaux de la Principauté de Monaco, et M^e Charles Honnorat, notaire à Saint-André, pour qu'elle nous soit communiquée avec beaucoup de bienveillance à notre égard.

Nous remercions très vivement M^e Auguste Honnorat et ses fils pour leur généreuse coopération à notre tâche.

Parmi les autres sources manuscrites que nous avons pu utiliser, nous avons eu la chance appréciable d'avoir à notre disposition un livre journal. En effet, Mme Vve Arnaud, qui nous avait déjà donné de précieux renseignements oraux pour la rédaction de notre Mémoire, a retrouvé dans ses papiers de famille, le dernier *Journal*, écrit de la main même de son mari, et rapportant les ventes de la Fabrique Arnaud de Saint-André-les-Alpes, de 1903 à sa fermeture en 1908.

Ce journal nous a permis de connaître le nom des différentes qualités de draperie fabriquées au moment de la mort de l'industrie à Saint-André ; les prix pratiqués à l'époque ; les lieux d'expédition de la marchandise et le volume approximatif des ventes. Comme dans toute comptabilité personnelle, beaucoup de choses nous ont paru incompréhensibles, mais dans l'ensemble nous avons tiré un très grand profit de la communication de ce document rare, car la plupart des fabriques étant à l'état de ruines ou ayant fermé leurs portes il y a très longtemps, les pièces comptables ont disparu. Lorsqu'elles existent encore, elles sont difficiles à atteindre, car il y a toujours une espèce de pudeur à vaincre pour livrer au grand jour des chiffres montrant avec évidence la situation financière d'une famille et son habileté de gestion industrielle et commerciale.

Difficile à classer parmi les sources manuscrites, mais ne voulant pas la séparer du Journal, disons tout de suite que Mme Arnaud nous a prêté une photographie authentique de la fabrique de son mari, portant la date de 1889 et dans un état de conservation tel qu'il nous a été possible de la faire reproduire.

Que Mme Arnaud trouve ici l'expression de notre entière gratitude.

Viennent ensuite les archives. Pour la période d'avant 1789,

l'essentiel de notre documentation provient des archives de l'Intendance de Provence, classées sous la Série C aux archives départementales des Bouches-du-Rhône. Colmars n'était qu'une viguerie entre tant d'autres dépendant de l'Intendant d'Aix-en-Provence. Nous avons bien réussi à réunir assez de documents pour poser les grands jalons de l'histoire des cordeillats pendant cette période, ainsi que nous l'avions déjà fait pour notre Mémoire, mais beaucoup de points sont restés dans l'ombre, surtout en ce qui concerne les rémunérations, les conditions d'existence et de travail des tisserands, etc...

La même série C des archives départementales des Basses-Alpes est extrêmement mince : elle nous a fourni des textes très précis, mais peu nombreux. Signalons qu'au moment où nous cherchions une documentation pour notre mémoire, M. l'Archiviste des Alpes-Maritimes avait obtenu de M. l'Archiviste des Basses-Alpes le prêt des liasses qui nous intéressaient. Nous venons de réconsulté ces mêmes documents sur place à Digne, sans en avoir tiré un profit supplémentaire appréciable.

Quant aux archives communales, sauf à Allos où nous avons trouvé un registre des délibérations de la fin du XVIII^e siècle, elles sont, nous pouvons l'affirmer, réduites à zéro dans les autres localités. Les incendies de Colmars, de Beauvezer et d'Allos, dont nous aurons l'occasion de parler, et d'autres moins importants mais fréquents, sont certainement la cause de la disparition des archives de la région.

Faut-il croire l'Officier de Taux, lorsque parlant de ce manque de connaissances précises sur le passé de Colmars, il s'exprime ainsi : « La perte des archives de cette ville et le peu d'attention que l'on a d'y consigner les principaux événements ou de conserver les documents qui les contiennent sont apparemment cause de cette ignorance. » (1)

Allos présente de plus cette particularité d'avoir envoyé ses archives de 1388 à 1715 à Turin. Le retour de Tende et La Brigue à la France aura pour conséquence le renvoi de ces archives qui sont incessamment attendues. Enfin, le Secrétaire de Mairie, M. Proal, dont nous reparlerons ultérieurement, est actuellement absorbé par un travail de classification important. Il vient de découvrir une quantité considérable de documents absolument inclassés qui lui demanderont de longs mois d'une application soutenue pour être mis dans un ordre utilisable.

(1) Officier de Taux, Mémoire manuscrit.

Par contre, pour la période allant, grosso modo, de 1810 à 1880, la série M des archives des Basses-Alpes est d'une richesse extrême. Nous y avons découvert un nombre considérable de renseignements statistiques.

Les réponses des maires aux enquêtes faites par les sous-préfets sont souvent sujettes à caution. Cependant, étant donné le caractère des habitants de la Vallée du Verdon et leur honnêteté foncière, faisons confiance aux réponses enregistrées. Malheureusement, ces réponses n'ont pas toujours été envoyées, et les tableaux que nous avons relevés ou dressés nous-mêmes, sont souvent incomplets.

Sans vouloir critiquer quoi que ce soit, nous devons dire que nous avons eu quelques difficultés à utiliser cette série M, et ceci pour deux raisons. La première est qu'il n'existe pas d'inventaire imprimé pour cette série. Lors de la rédaction de notre Mémoire, elle nous avait déjà été signalée par M. l'Archiviste des Basses-Alpes, mais ne pouvant nous rendre à Digne, nous n'étions même pas parvenu à en connaître la teneur. La deuxième est que la classification laisse encore quelque peu à désirer, mais nous avons appris qu'elle doit être remaniée.

Nos difficultés et nos observations reçoivent une consécration dans certains passages des *Documents linguistiques des Basses-Alpes* de Paul Meyer. Se livrant à une étude de la langue provençale d'après les textes les plus anciens, Paul Meyer constate que les « dépôts d'archives (sont) souvent mal classés et dépourvus d'inventaires », (1) « et du reste il n'existe point d'inventaire imprimé pour aucun des dépôts d'archives municipales ou hospitalières des Basses-Alpes » (2). Par ailleurs, « le département des Basses-Alpes est extrêmement pauvre en archives ecclésiastiques, bien que le territoire qui le forme ait contenu cinq sièges épiscopaux (Digne, Senez, Glandève, Riez et Sisteron) et plusieurs monastères. Il n'y a pas non plus d'archives seigneuriales importantes ». (3)

Les archives de la Chambre de Commerce de Digne ne renferment aucun document concernant l'industrie textile de la Vallée du Verdon. Ceci n'a rien d'étonnant, car la fondation de cette Chambre de Commerce se place en 1900, date à laquelle l'industrie drapière était agonisante.

Enfin, les archives du Tribunal des Prud'hommes de Digne ne

(1) Paul Meyer (membre de l'Institut), *Documents linguistiques des Basses-Alpes*, Extrait de *la Romania*, Tome xxvii, p. 338.

(2) Paul Meyer, *op. cit.* p. 433.

(3) — — — p. 341.

sont pas plus riches, ce qui tendrait à montrer que les relations entre patrons et ouvriers étaient parfaites.

II. — SOURCES IMPRIMEES.

1^o Livres.

Nous avons classé les livres que nous avons analysés en trois groupes : les ouvrages d'histoire locale, les ouvrages de géographie et les ouvrages d'ordre général concernant l'industrie textile. C'est dans cet ordre que nous présenterons notre critique.

A) *OUVRAGES D'HISTOIRE LOCALE.*

L'Histoire de Castellane du Prieur Laurensi est un livre assez rare. La première édition est de 1774 et il est pratiquement impossible d'en retrouver un exemplaire. En 1899, Arthur Gauthier en fit une deuxième édition, à la demande de nombreuses personnes. Mais le nombre d'exemplaires en a été très restreint et presque tous ont disparu au fond des bibliothèques des lettrés que l'ouvrage intéressait. Fort heureusement, les Archives départementales de Digne en possèdent un exemplaire, jalousement gardé.

Comme tous les ouvrages écrits par des religieux, c'est avant tout une histoire religieuse et guerrière de la ville de Castellane. Les couvents, les églises, les établissements religieux, y sont minutieusement passés en revue. Les ordres religieux font l'objet d'études détaillées. Enfin, on y trouve la liste de tous les évêques du diocèse de Senez.

Livre fort intéressant à lire, il est un peu décevant au point de vue histoire économique, sauf en ce qui concerne l'agriculture, fort à la mode à l'époque. La maigre contribution qu'il a pu nous fournir présente toutefois à nos yeux une grande valeur : elle est le résultat des observations d'un témoin oculaire, homme cultivé et digne de foi.

Néanmoins, le Prieur Laurensi reste notre référence de base pour notre aperçu historique, pour tout ce qui concerne Castellane.

Nous avons ensuite examiné un ouvrage plus récent, datant de 1861, écrit par l'Abbé Féraud, curé de Sièyes, correspondant du Ministère de l'Instruction Publique pour les travaux historiques, membre de l'Académie des Sciences, Arts et Belles Lettres de Marseille, d'Aix et du Var, membre de la Société française d'Archéologie.

Malgré ces titres ronflants, nous n'avons rien ou presque rien puisé dans *l'Histoire, Géographie et Statistique du Département des Basses-Alpes*, de l'Abbé Féraud, en ce qui concerne l'industrie drapière bas-alpine. Il nous a paru, et des personnes autorisées ont confirmé notre opinion, que les sources mêmes de cet ouvrage sont contestables en plusieurs points. Voici un exemple : « La commune de Beauvezer, qui a vu surgir la première dans son sein la fabrication à la mécanique... » (1). Nous verrons que c'est à Saint-André qu'il faut placer la première fabrique utilisant un outillage mécanique, dans la vallée du Verdon.

Cependant, nous avons trouvé là une compilation commode de statistiques, surtout de statistiques démographiques, qui, par leur origine officielle sont dignes de confiance. Des indications géographiques et descriptives ont complété les connaissances personnelles que nous avions déjà de la région. Nous ne pouvions guère plus demander à un ouvrage de 1861, date où l'industrie drapière était certes dans une de ses phases les plus actives, mais où, justement, le recul du temps manquait peut-être pour avoir une vue bien nette de son importance. Surtout, nous ne pouvions guère plus espérer d'un ouvrage écrit par un abbé, beaucoup plus préoccupé d'histoire religieuse, en même temps que d'histoire militaire, de traditions et de recherches archéologiques, que de questions économiques à proprement parler. Il est regrettable que le bon abbé n'ait pas parlé des draps comme il a parlé des faïences de Moustiers. (2)

Voici comment il traite des questions économiques. En parlant d'une inscription romaine sur un tombeau, à Castellane : « ... on l'a malheureusement caché, il y a peu d'années, dans l'épaisseur des murs de l'église de Notre-Dame-du-Plan, transformée aujourd'hui en filature de laine et fabrique de draps. (3)

« Annot possède un pensionnat de latinité, deux écoles primaires, un bureau de bienfaisance et deux fabriques de draps. L'industrie lainière y avait été encouragée par la province en 1782 ». (4)

Les fabriques de draps ont tout juste le droit de figurer dans des énumérations du type des deux précédentes !

Par ailleurs, l'ampleur de l'ouvrage traitant de l'ensemble du département était une autre cause de faiblesse pour notre sujet très particulier.

Dans ce premier groupe, la meilleure étude est sans aucun

(1) p. 152.

(2) p. 303. — (3) p. 444. — (4) p. 500.

doute *l'Histoire d'Allos* de l'Abbé Pélissier, vicaire général de Mgr l'Evêque de Digne.

Cet ouvrage, plus récent que les précédents puisqu'il est daté de 1901, nous avait été indiqué et communiqué par M. l'Archiviste des Basses-Alpes et nous en avons pris rapidement connaissance lors des prêts que les Archives des Basses-Alpes avaient consenti en notre faveur aux Archives des Alpes-Maritimes, au moment où nous rédigeons notre Mémoire. Le personnel de ces deux administrations avait alors fait preuve d'un grand dévouement pour faciliter notre tâche aride, et nous tenons à le remercier ici, quoique un peu tardivement.

Etant donnée la longueur de l'ouvrage, nous nous étions contenté, à l'époque, de ne lire que les paragraphes épars concernant directement les cordeillats.

Ce livre nous a, à nouveau, été aimablement prêté pour une durée illimitée par M. Gireud, hôtelier à Allos. Une fois de plus, il s'agit encore d'une Histoire qui n'est presque uniquement que militaire et religieuse ; mais certains passages parlent nommément des draps qui se fabriquaient à Allos. Nous y avons relevé de nombreux détails intéressants que nous citerons le moment venu et nous nous sommes rendu compte que M^e Roux avait, soit fait de larges emprunts à l'Abbé Pélissier, soit découvert et étudié les mêmes documents pour écrire ses *Notes historiques sur les relations de Colmars et d'Allos*. Ces *Notes* et *l'Histoire d'Allos* nous ont servi pour bâtir notre Aperçu historique du Chapitre III.

B) LES OUVRAGES DE GEOGRAPHIE.

Nous ne pouvions pas traiter un sujet relatif aux Alpes sans avoir recours aux encyclopédies géographiques de Raoul Blanchard.

Dans l'énorme travail du Professeur Blanchard, deux tomes nous intéressaient. Le tome IV, les Préalpes françaises du Sud, concerne une région englobant Castellane, Moriez et Barrême. Le premier de ces centres est dans notre zone d'étude, les deux autres confinent et ont connu une activité industrielle qui n'est pas étrangère à l'industrie drapière du Verdon.

Le tome V, les Grandes Alpes françaises du Sud, couvre, entre autres vallées, toute la Haute Vallée du Verdon de Saint-André à Colmars.

Nous avons vu le tome IV au moment où nous préparions notre Mémoire, mais nous n'avions pas pu consulter le tome V.

Nous avons eu ainsi une surprise à la fois agréable et désagréable. En effet, nous avons découvert un véritable schéma de notre travail (1). La surprise était agréable, car elle montre que nous ne nous sommes pas grossièrement trompé, mais elle était aussi désagréable, car ce plan aurait pu nous éviter une quantité considérable de temps perdu en vaine recherche.

Par ailleurs, nous avons puisé dans cette colossale étude une bonne documentation sur les voies de communications, les travaux publics et quelques autres questions connexes. Nous y avons également trouvé des renseignements d'ordre statistique relatifs à la transhumance et à la population.

Bien modeste à côté du traité magistral de Raoul Blanchard, *la Haute-Provence* de Eisenmenger et Cauvin, professeurs au Lycée de Digne, est un excellent petit manuel de géographie régionale.

Ce n'est certes pas là que nous pouvions nous attendre à de longs développements sur les cordeillats du bon vieux temps. Quant à la période récente, les draps du Verdon y sont mentionnés à plusieurs reprises, sans toutefois faire l'objet de grands développements économiques. Encore nous inscrivons-nous en faux contre une affirmation telle que la suivante : « L'industrie textile utilise encore la laine des moutons indigènes pour la fabrication de draps grossiers dans la Haute Vallée du Verdon à Saint-André, La Mûre, Beauvezer, Colmars, ainsi qu'à Annot et Barrême » (2). *La Haute-Provence* est datée de 1914 ; or, nous verrons que la dernière fabrique de Saint-André avait cessé de fonctionner en 1908, celle de La Mûre avait fermé ses portes dès 1900 ; quant aux fabriques d'Annot et de Barrême, elles avaient, elles aussi, cessé toute activité en 1914.

Cependant, nous avons trouvé dans cette étude des renseignements statistiques précieux démontrant mathématiquement le dépeuplement du département. Un essai d'explication de ce dépeuplement utilise de très judicieuses observations, notamment en ce qui concerne les migrations de main d'œuvre. Enfin, les questions des voies de communications, du déboisement et du reboisement, de la transhumance, y sont brièvement mais bien traitées.

(2) p. 192

(1) p. 441 et suiv.

C) *OUVRAGES D'ORDRE GENERAL RELATIFS
A L'INDUSTRIE TEXTILE.*

Dans ce troisième et dernier groupe, nous rangeons des ouvrages d'ordre vraiment général, ainsi que des études de caractère particulier, des monographies de telle ou telle branche de l'industrie textile, dont certaines ressemblent de très près à la nôtre. Quatre des cinq livres que nous plaçons sous cette rubrique sont des thèses de doctorat.

En 1899, Charles Blaise soutenait à Lille une thèse sur *Le tissage à la main du Cambrésis*.

Cette étude présente une similitude avec la nôtre. Il s'agit, en effet, d'une monographie d'industrie ; mais alors que M. Blaise décrit une activité vivante, une activité qui se manifeste à chacun des pas qu'il fait au cours de son enquête, au contraire, nous consacrons notre attention à faire revivre une industrie disparue ou presque disparue.

Les monographies d'industrie se ressemblent forcément, sinon par leur plan, tout au moins par les têtes de chapitres et les titres de paragraphes qui y sont traités. Comme M. Blaise, nous serons amenés à parler des conditions économiques du travail, de la durée du travail, des salaires et d'autres questions connexes. Notre plan est cependant différent, en raison même du caractère historique de notre étude.

De plus, étant donné la date de parution de cette thèse, 1899, nous y avons puisé des données numériques relatives notamment aux salaires et aux heures de travail, aux conditions de vie et de travail des tisserands en lin du Cambrais, industrie entièrement étrangère à la nôtre, et région complètement différente du cadre où évolueront nos artisans et nos ouvriers montagnards, mais données qui ont servi à établir des comparaisons.

Par conséquent, bien que traitant d'un sujet entièrement différent du nôtre, cette étude nous a été utilisable par le fait même de son ancienneté.

L'Industrie nimoise du tissage au XIX^e siècle, thèse soutenue en 1914 par Henri Reboul à Montpellier, est, comme la précédente, une monographie d'industrie, mais son sujet est beaucoup plus vaste puisqu'il englobe toutes les formes de l'industrie textile ayant eu une activité à Nîmes.

Son caractère historique la rapproche beaucoup de notre propre étude si sa largeur l'en éloigne. Nous avons emprunté à

M. Reboul de nombreux éléments de comparaison tant pour la période d'avant l'introduction des machines que pour le XIX^e siècle. Ces comparaisons sont d'autant plus intéressantes qu'il s'agit d'une région relativement proche de la nôtre et qu'il existe un lien de parenté certain entre les populations qui les habitent toutes deux. L'esprit d'indépendance et les bons traitements envers les enfants sont les deux rapprochements qui nous ont tout de suite sauté aux yeux.

Enfin, M. Reboul parle, lui aussi, d'un passé prospère, mais d'une industrie morte en 1914. C'est sans doute là le point principal de ressemblance entre son étude et la nôtre. Les deux plans sont différents, car M. Reboul a traité l'historique de chaque branche particulière de l'industrie textile, puis la condition des personnes employées. Notre sujet nous imposait au contraire un plan purement historique, l'évolution industrielle que nous nous proposons de suivre étant divisée en deux cycles semblables, au sens géométrique du mot.

Avec la thèse que J.-A. Grégoire soutenait à Paris en 1924, nous abordons une étude d'ordre vraiment général, dont le titre même indique le caractère : *Du perfectionnement de la technique dans le matériel textile et ses conséquences économiques*.

Ouvrage exclusivement technique, il nous a fourni des renseignements concernant l'historique des procédés de fabrication des draps ainsi que les conditions et les conséquences de l'intégration et de la concentration de l'industrie textile.

Etude d'ordre général, nous y avons trouvé des idées générales qui servent de cadres dans lesquels nos observations particulières, à l'échelle microscopique, s'insèrent parfaitement.

La quatrième et dernière thèse que nous avons examinée est datée de 1945 à Paris. Bernard Pierre a signé de son nom une étude sur *Les textiles artificiels et synthétiques en France*.

Ouvrage très éloigné de notre sujet, nous y avons tout de même glané quelques idées générales et surtout, nous avons eu la confirmation que Beauvezer méritait encore d'être mentionné sur une carte des centres de fabrication de draperies à la date de 1945. Nous devons avouer que cette découverte nous a quelque peu étonné car nous ne pensions pas que ce centre minuscule de production ait l'honneur de figurer sur une carte économique de l'industrie lainière en France à l'heure actuelle.

Le hasard nous a fait découvrir à la Bibliothèque des Nations-Unies à Genève, un *Aide-Mémoire de l'Industrie textile*, écrit en

1920 par D. de Prat, ingénieur civil, directeur de filature et professeur de filature et tissage. Pendant plus de huit jours, cet aide-mémoire a été à notre disposition sur un bureau de la Salle d'Economie Politique de la Bibliothèque.

C'est un livre uniquement technique et nous y avons tiré la majeure partie des données générales de cet ordre que nous jugions indispensables pour la bonne compréhension de notre étude.

Nous avons notamment trouvé là une grande quantité de définitions et d'explications concernant la marche normale de la fabrication des draps. Certains termes que nous avons lus dans des documents du XVIII^e siècle sans en saisir toute la portée ont alors pris un relief nouveau et nous avons mieux compris certaines particularités des réglementations de l'ancien régime.

Au point de vue économie pure, ce livre nous a donné le schéma littéral de deux problèmes types, à savoir le calcul du prix de revient d'un fil et le calcul du prix de revient d'un tissu.

Bien que les cadis et les cordeillats n'y soient jamais mentionnés, et pour cause, cet ouvrage nous a été très utile et d'un usage facilité par l'organisation remarquable de la Bibliothèque des Nations-Unies.

2^o Articles.

Le Journal des Basses-Alpes du 3 mars 1837 publiait un article de J.-J. Julien, intitulé : *Fabriques de Draps*.

Cet article, dont M. l'Archiviste des Basses-Alpes avait eu l'extrême obligeance de nous faire envoyer, à titre définitif, une copie dactylographiée lors de la rédaction de notre Mémoire, est à proprement parler le seul travail qui ait jamais été écrit sur le sujet que nous envisageons de traiter, à notre connaissance tout au moins.

Etude assez brève, environ trois pages et demie dactylographiées, elle est néanmoins un excellent résumé de la situation telle qu'elle se présentait en 1837, c'est-à-dire en pleine période que nous qualifierons de « fièvre des fabriques ». Toutes les questions, si elles ne donnent pas toujours lieu à des développements d'égale longueur, y sont au moins effleurées, y compris la rareté et la timidité des capitaux bas-alpins.

Sans vouloir nous étendre trop sur les mérites de l'article de J.-J. Julien, disons brièvement qu'il nous a apporté une documen-

tation extrêmement riche sur la phase d'expansion du deuxième cycle de l'évolution de l'industrie drapière du Verdon et nous remercions très vivement M. l'Archiviste des Basses-Alpes pour son extrême amabilité.

Dans les Annales des Basses-Alpes, deux articles ont apporté leur contribution à notre tentative de retracer l'histoire d'une industrie qui ne veut pas mourir.

Le premier est une *Histoire des institutions hospitalières et charitables de Digne*, écrit par Mlle Truchot.

Un épisode de cette histoire nous touchait directement, c'est celui de la création d'une fabrique de cordeillats dans l'hospice des enfants, où un certain Engelfred, de Beauvezer, intervient. Nous avons voulu y voir une preuve de la renommée des cordeillats de Colmars et de l'habileté des habitants du Haut-Verdon dans cette sorte d'industrie, puisque l'hospice de Digne n'arriva pas à une production rentable et qu'il l'abandonna au profit de la fabrication des bonnets de laine pour les Turcs qui rapportait, paraît-il, beaucoup plus, à une époque où pourtant Colmars traversait une phase de prospérité.

Le deuxième article est signé de l'Abbé Léon Ventre, vice-chancelier et archiviste, à l'évêché de Digne, et s'intitule : *A propos d'un centenaire 1740-1940 : Jean Soanen, évêque janséniste de Senez*.

Erudit de grande valeur, l'Abbé Ventre est un auteur digne de foi. Malheureusement, son Histoire de Soanen ne l'amène à toucher que de très loin le problème économique des cordeillats. Nous avons également trouvé dans cet article de très bons passages sur les moyens de communications au début du XVIII^e siècle et sur les mœurs austères des montagnards à la fin du XVII^e et au début du XVIII^e siècle.

III. — RENSEIGNEMENTS ORAUX.

Lors de la rédaction de notre Mémoire, nous avons pu nous rendre à Saint-André-les-Alpes, où nous avons interviewé trois personnes fort qualifiées pour nous parler des fabriques de drap de cette localité.

Tout d'abord, nous étions allé voir M^r Auguste Honnorat, petit-fils du plus grand des chefs d'industrie du Verdon : André Honnorat. M^r Honnorat nous a longuement parlé de souvenirs de

famille très précis et il nous a donné une foule de renseignements sur les autres fabriques, tant de Saint-André que des autres centres de production de la région. Il nous a clairement expliqué le caractère familial de cette branche d'industrie et il nous a donné les liens de parenté qui unissaient de nombreuses familles de producteurs.

M. André Honnorat, son fils, grand amateur d'archives et auteur de nombreuses notes historiques, nous a parlé de ses trouvailles et c'est lui qui nous a mis sur la voie de l'intéressante question des inventions et des améliorations techniques qui virent le jour dans la Vallée du Verdon.

Une fois de plus, que la famille Honnorat trouve ici l'expression de notre entière reconnaissance.

Nous avons alors rendu visite à Mme Arnaud, dont nous avons déjà parlé à propos des sources manuscrites. Rassemblant ses souvenirs, Mme Arnaud nous avait expliqué pourquoi son mari avait cessé la fabrication aux environs de 1908. Elle nous avait aussi donné quelques chiffres relatifs aux derniers prix de vente des tissus, aux derniers prix d'achat des laines, et aux derniers salaires.

Nous avons revu Mme Arnaud au cours de l'été passé, et elle nous a communiqué une foule d'autres détails du plus haut intérêt, concernant notamment la fabrication sur place de manteaux de berger.

Enfin, une fête de la lavande ayant lieu au moment de notre séjour à Saint-André, notre attention a été attirée par un char représentant l'enfer de Dante. Une énorme chaudière de cuivre servait à faire bouillir des âmes torturées. Cette chaudière était tout simplement la cuve utilisée autrefois à la fabrique Arnaud pour laver les laines. Nous l'avons photographiée comme il se devait, trop heureux d'avoir pu découvrir un restant d'outillage du passé.

Toujours à Saint-André, et toujours à deux reprises, nous avons aussi longuement bavardé avec M. Ferdinand Brun, dernier ouvrier tisserand ayant travaillé à la fabrique Arnaud et dont le père était contremaître à la fabrique Honnorat, Bongarçon successeur. M. Brun nous a donné le point de vue du côté travailleurs de la disparition de l'industrie. Il nous a longuement parlé des conditions de travail, de l'équipement des fabriques, des techniques employées, des produits obtenus, des salaires, de l'approvisionnement en laines, et de l'intégration d'une industrie de la confection des vêtements pour hommes.

M. Boyer avait enrichi la documentation de notre Mémoire par une lettre où il exposait par écrit ses connaissances personnelles sur les deux centres de fabrication de Thorame-Haute et Thorame-Basse. Entre autre, il nous avait donné de curieux détails sur les moyens de communications et de transports dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Instituteur honoraire, originaire de la Batie et retiré dans ce village, nous considérons la contribution de M. Boyer comme authentique et de valeur indiscutable. Nous la plaçons dans cette troisième section, car sa lettre manuscrite n'est, en dernière analyse, qu'une rédaction d'une relation orale de souvenirs et de traditions.

Lors de notre randonnée à bicyclette du 3 août 1950, où nous avons rendu visite à Mme Roux à Colmars, nous nous sommes arrêté à Beauzezer.

Là, nous sommes allé voir M. Joseph Trotabas dans sa fabrique, où les membres de sa famille étaient occupés à étendre sur une claie spéciale une pièce de drap si séduisante que nous avons commandé séance tenante le métrage qui nous convenait.

M. J. Trotabas nous a reçu dans un ancien foulon à masse. Installé sur une table branlante et une chaise bancale, nous prenions des notes au fur et à mesure que M. Trotabas, juché sur un ballot de laine récemment achetée, rassemblait ses souvenirs. Dans le cours du texte, nous indiquerons par une note les renseignements ainsi recueillis. Nous avons ensuite visité la fabrique et pris une photographie.

Puis, sur les conseils mêmes de M. Joseph Trotabas, nous sommes allé voir son ancien concurrent et homonyme, M. Auguste Trotabas. Pour les différencier, on désigne, aujourd'hui encore, la fabrique de M. J. Trotabas sous le nom de « petite fabrique » et celle de M. A. Trotabas sous le nom de « grande fabrique ». Autrefois, la famille de ce dernier était connue sous le nom de « les Grands Trotabas ».

M. A. Trotabas nous a reçu dans le bureau de l'ancienne fabrique. Vieillard alerte et à la mémoire lucide, M. A. Trotabas nous a parlé pendant plus d'une heure de sa fabrique et des autres fabriques, aujourd'hui disparues, de Beauzezer. Nous avons pris des notes, sur le bureau même qui lui servait autrefois, au temps de l'activité de la fabrique, où tout le travail d'écritures et de comptabilité se faisait évidemment à la main. M. Trotabas nous a dit : « On ne parlait pas encore de machines à écrire et mon frère et moi, nous passions nos soirées à répondre au courrier, à établir des factures et à tenir les registres ».

Ces registres sont d'ailleurs soigneusement rangés sur des rayons et après avoir dormi pendant de longues années, certains retrouvent un usage inattendu à l'époque de leur établissement. lorsqu'un vieil ouvrier vient demander la preuve de son passage à l'usine pour obtenir une retraite de vieillesse de la Sécurité Sociale. Nous avons aussi pris une photographie de la fabrique désaffectée.

Ici encore, nous indiquerons par une note les renseignements recueillis auprès de M. A. Trotabas.

Au cours d'un second voyage dans la Haute Vallée du Verdon, qui cette fois nous a amené jusqu'à Allos et même au delà, et dont nous en avons effectué une partie à pied, nous avons rencontré dans ce village un très grand nombre de bonnes volontés. Plus particulièrement, M. Proal, instituteur honoraire et secrétaire de mairie, dont nous avons déjà parlé, nous a fait part de ses connaissances personnelles sur la question des fabriques de drap. Pour nous, il est allé interroger en provençal les deux doyens d'Allos, les frères Honnorat, qui habitent une ferme encore dénommée « le foulon », dont ils sont les héritiers et propriétaires.

Nous tenons à remercier tout particulièrement les personnes dont nous venons de citer les noms pour leur aimable accueil. Toutes nous ont reçu avec bienveillance et nous ont consacré leur temps sans hésiter. C'est avec un réel plaisir que chacune nous parlait et toutes regrettaient de ne pas pouvoir nous donner davantage de détails.

Avant de terminer ce chapitre, nous voulons encore remercier tous ceux qui nous ont aidé d'une façon ou d'une autre, soit en nous donnant des conseils, soit en nous prêtant des documents, soit en nous donnant de nouveaux noms et de nouvelles adresses où nous sommes allé quémander une documentation. Que tous ceux qui nous ont soutenu dans notre tâche trouvent ici l'expression de notre gratitude.

CHAPITRE II

DESCRIPTION GEOGRAPHIQUE ET HUMAINE

Avant de nous lancer dans une étude purement économique et historique, nous pensons que nous avons l'obligation morale de présenter le cadre géographique et humain où s'est exercé et s'exerce encore l'activité industrielle et commerciale que nous avons choisie comme sujet du présent ouvrage. Cette obligation, nous la ressentons d'autant plus vivement que les centres de production autrefois prospères et connus fort loin, ne sont plus aujourd'hui que des stations estivales ou de sports d'hiver sans grande renommée. Cependant, le Verdon, torrent impétueux et dévastateur qui les arrose, est plus fameux à cause des gorges célèbres qu'il a creusées dans le roc. Malheureusement, ces gorges ne font pas partie de l'unité géographique que nous avons délimitée comme territoire de l'industrie drapière.

Nous essayerons d'exposer le plus brièvement possible quelques idées générales sur le sol, le climat, la population, les ressources et les divisions administratives et religieuses, toutes questions qui ont eu, nous le verrons au cours de notre étude, une influence plus ou moins importante, directe ou indirecte, sur l'activité industrielle de la vallée.

LE SOL.

Tout d'abord, il convient de circonscrire très exactement la zone que nous avons choisie. Nous limiterons notre étude à la Vallée du Verdon, ou plus exactement au bassin fluvial du Verdon, dans sa partie supérieure : c'est-à-dire d'Allos à Castellane.

« Le Verdon prend sa source dans les hautes montagnes de la Sestrière au-dessus du hameau de la Foux, commune d'Allos : de là, il descend à Allos, et coule du Nord au Sud jusqu'à Castellane ;

puis, tournant à l'Ouest, il sert de limite continue entre les Basses-Alpes et le Var, et se jette dans la Durance un peu au-dessous de Vinon, après un parcours de 150 km. Le volume de ce cours d'eau à l'étiage est assez faible, il ne paraît pas dépasser 7 m³. Le volume des hautes eaux, au contraire, est au moins de 1.200 m³ par seconde à Castellane et il atteint 2.000 m³ dans la commune de Gréoulx. Le Verdon est, après la Durance, la rivière la plus considérable du département. » (1)

Entre Allos et Castellane, la Vallée du Verdon est « en partie longitudinale et en partie transversale, en sorte qu'elle présente une suite de petits bassins elliptiques communiquant entre eux par des défilés dont le fond est presque entièrement occupé par le torrent. C'est dans ces bassins et sur les flancs des montagnes qui les bordent, que se trouvent les terrains cultivés. On y a bâti plusieurs bourgs et villages dont les principaux sont Allos, Colmars, Thorame-Haute, Saint-André et Castellane ». (2)

Toutes ces petites villes sont des stations élevées dont voici les altitudes respectives : Allos, 1.475 m. ; Colmars, 1.277 m. ; Villars-Colmars, 1.255 m. ; Saint-André, 900 m. ; Saint-Julien, 800 m. ; Castellane, 720 m. Il n'est pas surprenant que l'activité de la laine soit allée en diminuant au lieu de s'étendre, à l'époque moderne, car en général les exigences de la grande industrie mécanisée et du commerce s'accommodent mal des régions montagneuses telles que notre petite vallée, aux dimensions exiguës et au relief escarpé, entraînant des communications plus que difficiles.

Le principal affluent du Verdon dans cette partie de son cours est l'Issole, dont le confluent est situé à Saint-André. Dans cette petite vallée aussi l'industrie lainière a connu un certain développement et nous aurons l'occasion de parler de Thorame-Basse, le seul centre, du reste, qui soit situé sur cette rivière.

CLIMAT.

Le climat varie entre Allos et Castellane, en raison de la différence d'altitude, mais dans l'ensemble, il s'agit d'un climat de montagne, assez rude, avec de longs hivers et des étés hâtifs.

En descendant la vallée, voici les quelques variantes que l'on rencontre. D'après l'Abbé Féraud, « le climat d'Allos est fort rude. La neige couvre tout son territoire depuis le commencement du

(1) Abbé Féraud : *Histoire, Géographie et Statistique du département des Basses-Alpes*, p. 154.

(2) Abbé Féraud, op. cit. p. 120.

mois de novembre jusque vers la fin d'avril. Il arrive souvent que la neige y tombe en si grande abondance que les communications sont interrompues avec les pays voisins, et que les avalanches entraînent dans leurs courses vagabondes des forêts et des maisons. En 1805, une avalanche détruisit une partie du hameau de Champrichard ». (1)

A Colmars, les choses ne sont guère mieux. Les hivers sont très froids et la neige est abondante. Elle y séjourne longtemps, empêchant toute activité agricole importante. Il y a eu des années record quant à la hauteur de neige tombée, comme il y a eu des hivers exceptionnels sans neige. Écoutons plutôt ce que dit à ce sujet l'Officier de Taux : « Les années 1635 à 1639 y furent remarquables par deux hivers bien différents ; dans la première, il tomba une quantité si prodigieuse de neige qu'elle y eut jusqu'à 18 pieds de hauteur et écrasa la couverture de l'Eglise. Dans la seconde, il en tomba si peu que l'on passa tout l'hiver la montagne au-dessus d'Allos sans neige, chose étonnante et qui n'était point arrivée jusqu'alors et ne s'est point vu depuis ». (2)

A Saint-André, « le climat y est froid, mais sain » (3). La neige est moins abondante que dans la haute vallée, mais le confluent des deux rivières et la trouée du col de Moriez font de Saint-André un village très exposé aux vents, surtout au mistral, ce qui lui vaut d'enregistrer chaque hiver des températures allant jusqu'à — 30°. Les gelées commencent au début septembre et se prolongent souvent jusqu'à la Saint-Jean, au mois de juin. Par ailleurs, le climat est très sec, ce qui rend le froid plus facilement supportable.

A Castellane, de notables différences sont à signaler. En effet, la vigne et l'olivier, sous leurs formes les plus rabougries, il est vrai, pénètrent dans l'antique cité en s'infiltrant le long de la vallée. Il ne faudrait pas croire qu'il y ait culture de ces deux espèces végétales ; certes non. Il fait encore trop froid pour que vigne et olivier se développent pleinement ; mais des spécimens existent néanmoins à Castellane, qui montrent que le climat alpestre est dépassé et que la Basse-Provence n'est pas loin.

Tant que l'industrie drapière a été purement artisanale, tout le travail se faisant à la main, la rudesse du climat n'a pas été une entrave à son plein développement, bien au contraire. Les longs hivers donnaient des loisirs forcés aux habitants pendant la

(1) Abbé Féraud, op. cit. p. 425.

(2) Officier de Taux, Mémoire manuscrit.

(3) Abbé Féraud, op. cit. p. 479.

période de vacances des champs. Ils pouvaient donc consacrer tout leur temps à la fabrication des cordeillats. Mais lorsque les machines ont fait leur apparition, les choses changèrent quelque peu. L'eau était alors la force motrice par excellence ; aussi les hivers rigoureux étaient-ils de réels désastres pour la production, comme nous aurons l'occasion de le voir dans notre deuxième partie, car les canaux gelaient, paralysant les fabriques. Nous reviendrons plus longuement sur cette question ultérieurement.

POPULATION.

Nous inspirant de la tendance moderne qui fait une part toujours plus grande à la psychologie, nous sommes convaincu, ainsi que les anglo-saxons, de l'importance immense de l'« industrial psychology » pour tout ce qui touche de près ou de loin à l'industrie et au monde du travail, pour ne pas dire au monde économique dans son ensemble. Ne voulant pas écrire un chapitre spécial sur ce sujet, c'est d'une manière diffuse au cours des différents chapitres que nous ferons des remarques concernant l'état psychologique des artisans, des ouvriers et des chefs d'industrie de la Vallée du Verdon.

Cependant, si nous réservons pour le chapitre suivant l'énumération des différentes races qui constituent le « background » de la population riveraine du Verdon, et de la population bas-alpine en général, nous conformant à la tradition de toute étude géographique même sommaire, qui se doit d'avoir un côté humain, nous caractériserons cette population ainsi que l'ont fait Eisenmenger et Cauvin. (1)

« L'habitant des montagnes est en général brun ou châtain, de taille moyenne : il est trapu, d'allure lente, de caractère calme, réfléchi, obstiné, très attaché au passé. Il a le goût du travail, de l'épargne, mais aussi l'esprit processif ».

Après un portrait de l'habitant des plaines, les deux auteurs reprennent : « Tous les deux doivent au climat un esprit clair et net, soucieux surtout des réalités, peu enclin à la rêverie, une grande sobriété, un attachement tout particulier au sol natal et à la famille ». Une note ajoute : « Les Basses-Alpes ont produit peu de poètes, d'artistes, mais surtout des érudits, des historiens, des

(1) Eisenmenger et Cauvin : *La Haute-Provence*, p. 150.

médecins, des géomètres, des naturalistes ». Nous sommes tentés d'ajouter à cette liste : des industriels et des inventeurs.

Pour que cette description psychologique prenne tout son relief, c'est à la fin de cette monographie qu'il conviendrait de la placer, mais cette présentation humaine nous est apparue comme indispensable dès le début.

RESSOURCES.

Etant donné le sol et le climat, de quelles ressources dispose la population dont nous venons de parler ? Certes, ces conditions physiques n'ont pas varié dans le temps ; mais des changements dans les conditions de vie ayant entraîné des changements dans l'exploitation des ressources naturelles, c'est sous un angle historique qu'il convient d'étudier le problème des ressources.

Le sous-sol n'a jamais donné aucune production rentable bien que de minuscules gisements de houille aient été repérés entre Saint-André et Thorame-Haute et que la chaîne qui borde le Verdon en face de la Mûre contienne des dépôts de marbre vert. Castellane possède deux fontaines salées qui sont inconnues à l'heure actuelle, mais qui servirent à frauder la gabelle lorsque l'impôt sur le sel devenait excessif. Au temps du Prieur Laurensi, elles étaient exploitées et il y avait des marais salants près du Verdon. (1). Colmars possède une source intermittente. Enfin, le territoire de Castellane contient des couches d'argile à foulon qui sont utilisées pour l'usage des fabriques de draps, dit l'Abbé Féraud. (2)

Les petites plaines du fond de la vallée sont assez fertiles. Les productions varient quelque peu avec l'altitude et le climat. La partie basse de la vallée produit du blé, des légumes, des fruits et du foin. Dans la haute vallée, les grains et surtout le seigle, et les pommes de terre sont les deux seules cultures de quelque importance. Par contre, les montagnes couvertes de gazon naturel nourrissent de nombreux troupeaux qui viennent chaque été de Basse-Provence. Les forêts de pins, de sapins et de mélèzes, longtemps ravagées, ne donnent pas lieu à un grand rendement bien que leur exploitation provoque une certaine activité.

La nouvelle culture à la mode et d'un bon rapport est celle

(1) Laurensi : *Histoire de Castellane*, p. 31.

(2) Abbé Féraud, *op. cit.* p. 125.

de la lavande. Véritable culture industrielle, elle a absorbé l'activité autrefois consacrée à l'industrie proprement dite, aujourd'hui réduite à quelques minoteries et quelques scieries. Une fabrique de conserves alimentaires et la dernière filature en même temps que tissage de Beauvezer sont les seuls établissements faisant figure d'usines lilliputiennes. Les tanneries, les poteries, les fabriques de cire de Castellane ont disparu sans laisser de trace. Cette pauvreté n'a rien d'étonnant si on se réfère à l'ensemble du département dont l'indigence est bien connue. La décomposition de la superficie des Basses-Alpes, que nous donnons à l'Annexe III, est d'ailleurs la meilleure explication de cet état des choses.

Toutefois, industries modernes, l'hôtellerie et le tourisme apportent un sérieux appoint aux revenus des riverains du Verdon, et sont, comme nous le verrons, la cause essentielle de la survivance de la dernière fabrique de draps de Beauvezer.

DIVISIONS ADMINISTRATIVES ET RELIGIEUSES.

Avant d'en terminer avec ce chapitre descriptif, il convient de dire quelles ont été les divisions administratives et religieuses de la Vallée du Verdon, tout au moins dans la partie qui nous intéresse.

Avant le décret des 16 et 26 janvier 1790, la vallée était divisée en vigueries. La viguerie de Castellane s'étendait jusqu'à Saint-André ; celle de Colmars, dont Colmars était le chef-lieu, comprenait dans son ressort Beauvezer, Thorame-Haute, Thorame-Basse et Villars-Colmars. Allos faisait partie de la viguerie de Barcelonnette. (1)

A la même époque, toute la vallée était dans l'obédience du diocèse de Senez, aujourd'hui supprimé.

Avec la division administrative moderne, la vallée fut divisée en cantons et arrondissements. Continuant l'ancienne tradition, le canton d'Allos fait partie de l'arrondissement de Barcelonnette. Les cantons de Colmars et de Saint-André appartiennent à l'arrondissement de Castellane. Quant aux changements de situation administrative de Castellane, ils sont multiples, la petite cité étant tantôt élevée au rang de sous-préfecture et tantôt déchu de son titre honorifique.

(1) Abbé Féraud, *op. cit.* p. 74 et suiv.

CHAPITRE III

APERÇU HISTORIQUE

La région aujourd'hui connue sous le nom de Basses-Alpes et plus particulièrement la Vallée du Verdon ont vu déferler sur leur sol des vagues d'hommes très différents. Certains s'y sont fixés, d'autres n'ont fait qu'y passer, mais en y laissant des traces impérissables de leur passage, si bien que l'expression de « melting pot » peut être employée, sans hésitation, pour caractériser la formation de la population dont nous nous proposons d'étudier une forme d'activité, à savoir l'activité industrielle.

Aux habitants primitifs, au crâne dolichocéphale ou allongé ont succédé d'autres hommes au crâne brachycéphale ou rond. (1). Les Ibères, les Ligures, les Gaulois, les Romains, les Burgondes, les Ostrogoths, les Wisigoths, les Francs et les Sarrazins ont parcouru les bords du Verdon.

Nous n'avons pas l'intention de réécrire un historique détaillé de la Vallée du Verdon, tâche qui a déjà été accomplie par de nombreux historiens locaux au premier rang desquels nous plaçons le Prieur Laurens pour Castellane, l'Abbé Pélissier pour Allos, M^r Roux pour Colmars et l'Abbé Féraud pour l'ensemble du département des Basses-Alpes. Cependant, nous pensons qu'un schéma chronologique des principaux événements qui se sont déroulés dans la Vallée du Verdon a sa place tout indiquée en tête d'une étude d'histoire économique.

Les Saliniens à Castellane et les Gallites à Allos et Colmars furent les premiers habitants sédentaires des rives du Verdon. Après la période de la domination romaine, de nombreux envahisseurs ravagèrent la Vallée. La ville de Castellane fut détruite vers l'an 860 ou 966 (2) et changea de place plusieurs fois par la suite. (3)

La Charte de Colmars de 1056 (4), un des plus anciens

(1) Eisemenger et Cauvin : *La Haute-Provence*, p. 154.

(2) Laurens : *Histoire de Castellane*, p. 65.

(3) Laurens, p. 69 et suivantes.

(4) Cartulaire de l'Abbaye de Saint-Victor de Marseille, t. II, 1^{re} série, p. 110.

documents écrits concernant Colmars et Allos permet d'affirmer qu'à cette date, la première des deux cités était la plus importante.

A cette époque, l'économie était strictement familiale et domaniale ; les relations commerciales étaient rares. « La donation des fromages de nos montagnes, des poissons de nos lacs et de certaines terres prouve la rareté de l'argent à cette époque. » (1)

En 1233, le comte Raymond Béranger octroyait une Charte accordant le Consulat aux habitants d'Allos et de Colmars. Chaque communauté avait un Conseil composé de cinq membres, dont quatre étaient nommés par leurs concitoyens, et le cinquième, le bailli, était nommé par le comte (2). La nouvelle Charte d'Allos de 1385 ne fait que réaffirmer et compléter celle de Raymond Béranger.

Nous aurons l'occasion de revenir sur cette Charte de 1385, qui est le texte le plus ancien dont nous ayons eu connaissance, mentionnant des privilèges accordés aux foulonniers d'Allos. Certes, cela est peu de choses, mais c'est la première trace écrite et elle nous servira de point de départ pour reconstituer les origines de l'industrie drapière dans la Vallée du Verdon.

Louis I^{er} et la Reine Jeanne, son épouse, accordèrent, le 10 octobre 1362, des privilèges à la ville de Castellane. Ces privilèges furent confirmés par les Rois de France. (3)

Allos et Colmars eurent une histoire dramatique, car en 1388, Allos, faisant partie du Vicariat de Barcelonnette, changea de nationalité et devint savoyarde, ayant embrassé le parti de Charles de Duras, contre Louis d'Anjou, tous deux prétendants à la couronne comtale à la mort de la reine Jeanne (22 mai 1382). Les deux villes se vouèrent une haine sans merci, qui n'est pas encore tout à fait morte dans la mémoire des habitants, malgré le retour définitif d'Allos à la France par le traité d'Utrecht en 1713.

Entre 1385 et 1713, l'état de guerre fut presque continu entre les deux cités, Allos changeant plusieurs fois de nationalité suivant les succès ou les revers des événements militaires. Cependant, l'industrie des cordeillats grandissait peu à peu au milieu de cette confusion générale et de la rivalité acharnée d'Allos et de Colmars. L'argent était extrêmement rare et les juifs se livraient à l'usure malgré la fixation légale de l'intérêt courant de l'argent.

Le point culminant de la lutte entre Allos et Colmars est

(1) Abbé Pélissier : *Histoire d'Allos*, p. 99.

(2) Abbé Pélissier, op. cit. p. 115 et suiv.

(3) Laurensi : *Histoire de Castellane*, p. 221.

connu sous le nom « d'entreprise de Parelles, général sarde, sur Colmars, le 24 novembre 1690 ». (1)

À la guerre, il faut encore ajouter la grande peste de 1629 qui fut un réel désastre et qui épargna pourtant totalement un hameau d'Allos. Au cours de cette épidémie, sur 10.000 habitants que comptait Digne, 8.000 environ succombèrent en l'espace de 4 mois. (2)

Lorsqu'Allos revint définitivement à la France en 1713, sa population n'en montra aucun enthousiasme. Mais tous ces conflits, tous ces changements de nationalité n'avaient pu transformer la topographie de la Vallée. Les attaches naturelles d'Allos étaient toujours avec la Provence d'où lui venait sa subsistance. Allos et Colmars avaient des intérêts communs, surtout des intérêts économiques, qui les avaient obligées plus d'une fois à une action commune, d'autant plus nécessaire que la Vallée du Verdon constituait une unité géographique isolée au cœur des montagnes. Cet isolement est un trait caractéristique lourd de conséquences pour un pays arriéré où le progrès ne pénétrait qu'avec un retard considérable. C'est pour cela que les relations économiques l'emportèrent à la longue sur l'attitude agressive séculaire.

Le 8 août 1672 l'incendie détruisit complètement la ville de Colmars. Cette catastrophe eut des répercussions désastreuses sur l'industrie drapière, comme nous le verrons ultérieurement. En 1702, Castellane eut à souffrir d'une inondation (3). Le 13 octobre 1718, Allos subit un violent incendie et Louis XV accorda un secours de 7.500 livres à la petite cité qui avait été ravagée. (4)

La peste de 1720, qui ravagea Marseille, n'atteignit pas le Haut-Verdon, bien que le fléau sévit durement à Castellane. (5)

Un nouvel incendie détruisit Allos le 15 novembre 1747 et Louis XV accorda un nouveau secours extraordinaire de 43.000 livres. (6). Pour la troisième fois, en 1769, le feu détruisit un quartier de la malheureuse cité.

Quant à Saint-André, son histoire ne commencera qu'avec la révolution industrielle et l'introduction des machines, aussi nous n'en parlerons pas dans ce schéma.

(1) M^e Roux, Notes historiques.

(2) Relation célèbre de Gassendi et manuscrit de son ami le médecin Lauret, cités par Eisemenger et Cauvin, op cit. p. 151.

(3) Laurensi, op. cit. p. 356.

(4) Abbé Pélissier, op. cit. p. 345.

(5) Laurensi, op. cit. p. 356.

(6) Abbé Pélissier, p. 363.

PREMIERE PARTIE

LES CORDEILLATS & LES CADIS
depuis les Origines jusqu'en 1819

CHAPITRE PREMIER

LA NAISSANCE ET LES DEBUTS DE L'INDUSTRIE LAINIERE DANS LE HAUT - VERDON

LES ORIGINES.

En 1344, Jean Arnaud était collecteur des impôts de la communauté d'Allos. Le registre de ce comptable est conservé aux Archives départementales des Bouches-du-Rhône, et c'est grâce à lui que nous savons qu'il y avait 361 feux ou familles à cette époque à Allos, ce qui permet une évaluation approximative de la population à 2.000 âmes.

Ce document est aussi une sorte de catalogue des noms propres, et, soit dit en passant, on s'aperçoit vite qu'ils n'ont guère changé depuis cette époque reculée. De plus, les qualités d'un très petit nombre de ces vénérables ancêtres des allosards sont mentionnés sur ce registre. Il y avait alors à Allos : un marchand, un forgeron, un barbier, un peintre, un ancien maître d'école, un maçon et un tisserand. (1)

Nous n'avons pas trouvé de texte plus ancien qui fasse allusion, d'une façon ou d'une autre, à l'activité textile. Le stade de la production familiale, pour les besoins uniques de la famille, était déjà donc franchi puisqu'un artisan au moins était spécialisé et avait le titre de tisserand.

Par la Charte de 1385, le sénéchal Spinola accorda la liberté totale de circulation pour les troupeaux transhumants et fit une réglementation pour la foire d'Allos du 8 septembre, qui paraît avoir été très importante, puisqu'elle exigeait une milice ! Entre autres, les étrangers y venaient, paraît-il, très nombreux. (2)

(1) Arch. des B.-du-Rh., série B., 1825.

(2) Abbé Pellissier, *Histoire d'Allos*, p. 176.

Comme beaucoup de documents anciens, la Charte de 1385 (1) aborde une foule d'autres sujets que les transhumants et la foire. Elle contient notamment des dispositions concernant l'irrigation, et incidemment il est signalé que les possesseurs des moulins et des foulons avaient également la liberté de faire passer par les voies publiques l'eau nécessaire à leurs installations. Curieuse conception de la voirie, dirons-nous. Cette liberté était d'autant plus précieuse que les habitants d'Allos pouvaient, en vertu d'un autre article de ladite Charte, établir des moulins et des foulons sans être obligés de payer aucune redevance. (2)

De tels privilèges accordés aux foulonniers semblent indiquer une importante activité textile dès la fin du xiv^e siècle. Mais Allos était annexée à la Savoie en 1388 et ne devait revenir à la France qu'en 1713. Jusqu'à cette date, les archives que nous avons compulsées ne contiennent rien sur Allos, aussi voyons plutôt ce qui se passait dans le reste de la vallée, à la même époque.

A Colmars, M^e Roux (3) situe vers 1479 les origines du travail de la laine. « A cette époque, l'organisation administrative de la communauté de Colmars se développait paisiblement sous la Constitution Municipale que lui avait valu l'octroi de privilèges royaux. Mais les habitants se rendant compte de leur isolement vis-à-vis du mouvement commercial qui se faisait à l'intérieur de la province et des difficultés qu'ils rencontraient pour se mettre en rapport avec les populations voisines et les grands centres de la région, se préoccupèrent de trouver dans l'exploitation des produits locaux, les ressources nécessaires à leur existence. Ils s'adonnèrent à la culture des céréales et des fourrages et à l'élevage des bestiaux. De cet élevage naquit l'industrie de la laine et des draps. » (4)

D'après J.-J. Julien, « la première industrie a dû être la confection des vêtements, au moyen de la laine provenant de la toison des troupeaux. Chaque ménage a filé sa laine, des tisserands l'ont convertie en drap étroit et commun que l'on nomme encore aujourd'hui (l'auteur écrit en 1837) « cadis ». (5)

L'abbé Féraud place dans la Vallée du Verdon la naissance de l'industrie lainière dans les Basses-Alpes. Il en donne comme raison la consommation sur place de la laine des troupeaux, véritable

(1) Note Abbé Pélissier, op. cit. p. 157, *Catalogue des privilèges d'Allos*, conservé aux archives des Bouches-du-Rhône. Il ne contient pas moins de 80 pages in-4°, dont 40 consacrées à la Charte du 12 août 1385.

(2) Abbé Pélissier, op. cit. p. 177.

(3) *Histoire de Colmars*.

(4) M^e Roux, *Histoire de Colmars*.

(5) Article, *Fabrique de draps*, *Journal des B.-A.*, 5 mars 1837.

nécessité pour tirer profit de la production particulièrement abondante dans cette vallée. (1)

S'il est difficile de donner une date précise marquant le début de l'industrie drapière dans la Haute Vallée du Verdon, nous pouvons sans trop d'erreur la placer dans le courant du xv^e siècle. A cette date, l'industrie de la laine était déjà en décadence à Nîmes. Écoutons plutôt Henri Reboul en parler : « Ainsi que la soie, la laine a toujours été abondante dans la région nimoise. Nous avons vu, en effet, que la première industrie textile de Nîmes a été celle de la laine et que déjà au xiii^e siècle, on exportait à l'étranger des couvertures de laine et des draps grossiers. Cette production s'affaiblit avec les progrès de l'industrie de la soie qui lui porta ombrage vers le xv^e siècle, époque où la soie devenant à la mode, « les grands seigneurs ne voulaient vêtir des draps de laine pas plus que les seigneurs et autres de petits estats qui se vêtent de soie ». (2)

Nous constatons cependant que tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître que cette activité remonte à une époque ancienne, et ils s'accordent aussi pour lui donner comme cause l'élevage des moutons dans une région pauvre, mais bien adaptée pour les troupeaux, ainsi que l'isolement de la vallée, privée de communications faciles au cœur des montagnes.

LA PRODUCTION POUR LA CONSOMMATION DOMESTIQUE.

Les débuts de la fabrication des draps furent des plus modestes : on se contenta d'abord de satisfaire les besoins strictement locaux. « Il sortait des métiers des draps grossiers qu'on appelait « cordeillats », destinés à la confection des vêtements des hommes et des femmes, ou à l'usage des habitations tels que couvertures, rideaux, sacs, ornements de lits, etc... Les draps destinés aux vêtements des femmes étaient teints en rouge, vert ou bleu ; ceux des hommes gardaient la couleur naturelle de la laine ». (3)

J.-J. Julien signale que : « la toison des bêtes à laine étant d'un brun tirant sur le roux, on n'a pas besoin de la faire teindre, on en fait des draps de couleur fauve, c'est la couleur à peu près générale des vêtements des hommes dans la Haute-Provence ». (4)

(1) Abbé Féraud, *Hist., Géog. et Stat. du départ. des B.-A.*, p. 151.

(2) H. Reboul, *L'Industrie nimoise du tissage au XIX^e siècle*, p. 125.

(3) M^e Roux, *Histoire de Colmars*, manuscrit.

(4) Article déjà cité.

Cette industrie domestique, de temps perdu, pratiquée en hiver, qui est à l'origine de l'activité à but commercial qui allait suivre, n'a jamais complètement cessé. On la retrouve jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Rares sont les écrits qui en parlent, tellement la chose paraissait naturelle et devait peu rapporter de bénéfices. Il s'agissait alors d'une production artisanale pour le marché uniquement local.

CE QUE SONT LES CORDEILLATS.

La définition du Larousse est la suivante : étoffe de laine lisse, assez grossière qui se faisait en Langue d'Oc. Autre étoffe de laine très grossière dont se servaient autrefois les ouvriers et les paysans.

Quant au cadis, le Larousse le qualifie de tissu de laine du genre des draps et de l'espèce des bureaux, assez épais et qui n'est pas peigné, au moins pour les qualités ordinaires. D'après Gay, les cadis fins entraient dans la catégorie des flanelles. (1)

Un texte de 1764, dans lequel les habitants de la Vallée de Barcelonnette déclarent ne pas pouvoir acquitter leurs impositions, parle des cordeillats comme de draps grossiers propres pour les paysans. (2)

On se plaignait beaucoup du peu de soin que les fabricants des XVII^e et XVIII^e siècles apportaient à leur fabrication. Les textes qui relatent ce déplorable état de choses sont très nombreux ; nous retiendrons comme le plus qualifié, un mémoire de Fontanes fils, du milieu du XVIII^e siècle, sur les cadis, serges et cordeillats de Provence, qui déplore la mauvaise qualité de la production. Ce document montre que la technique de production était d'ailleurs ultérieurement sur ce détail. L'emploi de la terre à foulon défectueuse dès le début. La laine était mal lavée ; nous revien- pour le foulonnage, d'ailleurs interdit, était vivement déconseillé par Fontanes. (3)

Les cordeillats étaient donc des draps grossiers, mais pure laine et très solides. Ils pouvaient être teints ou garder la couleur naturelle de la laine, les moutons faisant l'objet de l'élevage ayant une toison brune assez foncée. Tous les textes sont unanimes pour

(1) Auteur cité par le Nouveau Larousse illustré, t. II, p. 374.

(2) Arch. B.-A., série C, 2.

(3) Arch. B.-du-Rh., série C. 3381.

insister sur le fait qu'il s'agissait de draps grossiers, ce qui est très important quant aux débouchés possibles pour la marchandise. Nous en verrons de maints exemples.

LA PRODUCTION COMMERCIALE.

Sous quelle influence la production se développa-t-elle ? Nous avouons ne pas le savoir. Toujours est-il que « bientôt la population trouva dans l'apprêt des laines une surabondance de produits qui lui permit de donner à ce commerce une extension considérable à l'intérieur de la province et ensuite à l'étranger ». (1)

En effet, « les bergers de la plaine, en conduisant leurs troupeaux dans la montagne, en ont rapporté l'usage du drap du pays ; il s'est bientôt répandu dans toute la Basse-Provence, et de proche en proche jusque dans les Etats de Gênes ». (2)

La production augmenta considérablement. A défaut de statistiques alors inexistantes, qu'il nous soit permis de donner un point de repère : vers 1620, la foire de Colmars durait dix jours ; il s'y vendait 10.000 pièces de drap (3). C'est à 18.000 qu'on évalue le nombre de pièces qui sortaient chaque année des métiers de la ville (4). Au XVII^e siècle, Colmars et ses satellites, dont Villars-Colmars était le principal, expédiaient pour 200.000 livres de draps en Savoie et à Gênes. (5)

Notre thèse sur les débuts de l'industrie drapière de la Vallée du Verdon concorde parfaitement avec celle de R. Blanchard. Voici groupés les principaux passages de cette explication.

« Le travail des textiles paraît bien n'avoir eu pour objet, pendant des millénaires, que la satisfaction des besoins locaux. Des artisans filent et tissent chaque hiver les seules matières premières dont on dispose, filasse de chanvre et toison des moutons ; ils en fabriquent, pour l'usage de leurs concitoyens, des toiles solides et des draps grossiers. Mais les Alpes-Maritimes n'ont jamais produit beaucoup de chanvre, tandis qu'elles débordent de laine ; le travail drapier y a donc écrasé de bonne heure le tissage de toile, dont on ne trouve que de rares et brèves mentions ; d'autre

(1) M^e Roux, *Histoire de Colmars*, manuscrit.

(2) J.-J. Julien, article déjà cité.

(3) Chaque pièce mesurait alors 11 cannes (22 mètres) de longueur pour une demi-canne de largeur. Voir chap. III.

(4) Officier de Taux, *Mémoire* déjà cité, et M^e Roux, op. cit.

(5) Abbé Ventre, lettre manuscrite personnelle.

part, cette industrie lainière s'est précisément concentrée dans la montagne... » (1).

« ... Ainsi, la montagne n'a pas tardé à prendre de l'avance, à fabriquer plus que n'exigeait sa consommation ; elle a été en mesure de vendre son surplus aux gens d'en bas, puis de l'écouler vers l'extérieur. » (2)

A propos de Colmars, Blanchard ajoute : « Il s'agissait bien d'une fort active industrie, à laquelle la matière première locale ne suffisait déjà plus en qualité ni en quantité, puisque les tisserands « ramassaient des laines qu'ils allaient chercher dans toute la province jusqu'aux portes de Marseille pour occuper leurs femmes et leurs petits enfants » (à filer). (3)

En résumé, la présence de l'élevage des moutons, le manque de ressources, la longueur des hivers sont les causes qui provoquèrent la naissance de l'industrie textile dans le Haut-Verdon. Les bergers accompagnant les troupeaux transhumants furent les agents de publicité, si bien que le commerce s'étendit et les foires attirèrent des étrangers. Les Etats voisins devinrent alors les meilleurs clients.

(1) R. Blanchard, tome v, *Les Grandes Alpes Françaises du Sud*, p. 441.

(2) R. Blanchard, op. cit. p. 442.

(3) R. Blanchard, op. cit. p. 442., avec une citation extraite du *Bulletin de la Société Scientifique et Littéraire des Basses-Alpes*, V. 1891-92, p. 45-50.

CHAPITRE II

TECHNIQUE DE PRODUCTION ET ORGANISATION DU TRAVAIL

TECHNIQUE DE PRODUCTION.

La technique de production était des plus rudimentaires. Au lavage insuffisant de la laine qui conservait une partie de son suint, succédait le cardage au moyen de chardons et le foulonnage avec de la terre à foulon. L'étroitesse des métiers ne permettait la fabrication que de draps de très petite largeur, ce qui devait provoquer une accusation de concurrence déloyale contre les fabricants de Colmars.

A défaut de textes précis relatifs à la Vallée du Verdon, nous pensons qu'il n'est pas superflu de donner quelques extraits du *Rapport général sur l'Industrie française, sa situation, son avenir* (1).

« L'industrie textile mécanique ne remonte pas à plus de 150 ans. Pendant des milliers d'années, le rouissage, le teillage du lin et du chanvre, le lavage de la laine faisaient partie des travaux agricoles. Pour ce qui concerne la laine, on peut croire que le lavage était rudimentaire et qu'on la travaillait comme le font encore les Arabes, les Bretons et les montagnards du Centre de la France, sans la débarrasser complètement du suint. Le fil était plus souple et le tissu obtenu imperméable.

« Le peignage et le cardage se faisaient à la main au moyen de peignes en bois ou en fer et de chardons à cardes. On eut ensuite

(1) Publication officielle du Ministère du Commerce. Direction des Etudes Techniques, 1^{re} partie, tome I, 1919, p. 522 et suiv. Les Industries Textiles, aperçu historique. Cité par Grégoire, Du Perfectionnement de la technique dans le matériel textile et ses conséquences économiques, p. 16-17.

l'idée de couper ces têtes de chardons et de les appliquer sur des cylindres qui furent les premières cartes, puis au siècle dernier, le chardon fut remplacé par des aiguilles d'acier posées sur un ruban de feutre garni de cuir ou de caoutchouc. Ce ruban était enroulé en spirales, sur des cylindres de bois ou de fer.

« Le métier à tisser est resté stationnaire pendant cinq ou six mille ans. Le seul perfectionnement de cette machine consista à porter de deux à cinq ou six le nombre des nappes de chaîne que le tisserand soulevait au moyen de pédales, suivant un ordre déterminé, de façon à modifier légèrement l'aspect du tissu. Le grand initiateur du tissage fut Jacquard, ouvrier lyonnais, né en 1750. Il transforma complètement le métier à tisser, et de telle façon qu'après lui on n'eut plus à y apporter que des perfectionnements insignifiants. Le principe de son invention consiste à commander la levée des nappes de chaîne en nombre illimité au moyen de cartons perforés d'avance suivant le dessin qu'on veut faire apparaître dans le tissu. La machine reproduit automatiquement le dessin le plus compliqué, paysage ou même portrait. La finesse et la perfection du dessin tissé ne dépendent que de la finesse du fil et du nombre des cartons ».

Nous n'avons pas voulu supprimer le paragraphe relatif au métier Jacquard, mais nous sommes à peu près certain que cette invention ne fut pas connue dans la Vallée du Verdon au moment de sa parution, et que jusqu'à l'introduction des machines mécaniques, aucun perfectionnement ne fut apporté aux antiques métiers à tisser.

Nous basons cette affirmation sur une note accompagnant un tableau relatif aux draps communs, de la Statistique Générale Industrielle et Manufacturière de 1811-1812, pour l'arrondissement de Barcelonnette. (1)

« Il faut si peu d'art pour tisser les cadis dont s'habillent les bergers et les vigneron, que le propriétaire qui récolte de la laine et a des enfants devient chef d'atelier. »

Dans un rapport du 20 avril 1812, le sous-préfet de Barcelonnette s'exprime ainsi : « Il n'existe point ici de fabriques de draps. Le père de famille qui veut ouvrir les laines envoie sa fille en apprentissage pendant quinze jours chez son voisin, fait construire un métier qui ne lui coûte pas douze francs et voilà un atelier de plus. Il en existe ainsi deux cents onze dans l'arrondissement ; le père ou le frère cardent, les femmes filent. » (2)

(1) Arch. B.-A. série M. 12, art. 8, arrond. de Barcelonnette.

(2) Arch. B.-A. série M. 14, art. 2, arrond. de Barcelonnette.

Les observations d'un tableau similaire à celui dont nous venons de parler, mais pour l'année 1813, font ressortir qu'« il suffit d'un mois d'apprentissage pour savoir tisser. Le père carde, la mère et les sœurs filent et celle qui est destinée au métier tisse la laine ». (1)

Des textes semblables s'expriment de la même façon pour l'arrondissement de Castellane. Or, il s'agit là de documents statistiques faisant partie d'une série allant de 1810 à 1820, c'est-à-dire la dernière décade avant l'introduction des machines. Tout porte à croire que si la situation était telle à cette date, c'est qu'elle ne faisait que perpétuer un état des choses antérieur, et que nul progrès n'avait changé la technique de production en usage aux siècles précédents.

L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

Nous avons vu que la production atteignait 18.000 pièces de cordeillats par an rien qu'à Colmars. « Pour arriver à un tel résultat, il fallait que tous les habitants fussent occupés à cette fabrication, si l'on compte surtout que ce travail ne se faisait que pendant les vacances des travaux agricoles. Deux proverbes délimitaient la période d'activité de ce travail :

Au commencement :

*Per Nouestre Dame de Septembre,
Les caleus commençons à pendre ;*

A la fin :

*A Nouestre Dame des Mars,
Caleus en bas.. (2)*

Ceci veut dire : Pour Notre-Dame de Septembre (c'est-à-dire pour la fête de la Nativité de la Vierge le 8 septembre), les lampes à huile commencent à pendre ; pour Notre-Dame de Mars (c'est-à-dire pour l'Annonciation le 25 mars), les lampes à huile sont en bas.

On s'éclairait, à cette époque, avec des lampes alimentées à l'huile de noix, fabriquée sur place. Le rythme du travail industriel et le rythme des « caleus » étaient donc semblables, tout deux commandés par le rythme de la vie des champs. En effet,

(1) Arch. B.-A., série M. 12, art. 8, arrond. de Barcelonnette.

(2) M^r Roux, *Histoire de Colmars*, manuscrit.

dès le mois de septembre, il commence à geler dans la région de Colmars et les récoltes sont déjà rentrées. Par ailleurs, les travaux agricoles ne commencent qu'au 1^{er} avril. Le long hiver de la montagne était donc consacré à produire des cordeillats.

Bien que ne travaillant qu'une partie de l'année, les ouvriers se spécialisèrent. « Les jeunes enfants triaient la laine, les plus âgés la cardaient, les hommes et les femmes la filaient et la tissaient » (1). Certes, ce n'est là qu'une spécialisation primitive, suivant les aptitudes physiques de chacun, mais elle permit aux tisserands d'acquérir une certaine habileté et une renommée, ainsi que nous allons le voir au paragraphe suivant. Cette division rudimentaire du travail devait d'ailleurs persister jusqu'à l'introduction des machines, comme le prouvent parfaitement note, observations et rapport du sous-préfet de Barcelonnette, pour la deuxième décade du xix^e siècle, et que nous venons de citer.

Le travail se faisait tout à la main, dans une organisation artisanale et familiale à domicile, et cela devait durer jusqu'à l'ouverture de la première fabrique en 1819. M^e Roux note un détail pittoresque (2) : « Cette adaptation de la population de Colmars à la fabrication des draps s'est manifestée dans l'aménagement des habitations. Quand après l'incendie de 1672, les habitants reconstruisirent leurs maisons, ils aménagèrent presque tous une petite fenêtre à côté de la grande, appelée « fenestroun » et destinée spécialement à éclairer le métier à tisser. »

Avant la Révolution industrielle de 1819, il n'y avait pas de fabriques ; tout le travail était fait sur des métiers à domicile. Cet état de l'industrie textile du Verdon peut très bien être comparé à l'état actuel de l'industrie textile en Afrique. Il est certain que jusqu'au début du xix^e siècle, le travail drapier de la région que nous étudions était uniquement artisanal. (3)

Les conditions de travail et les conditions d'hygiène ne devaient pas être des meilleures. « En 1786, Nicolas décrit, en médecin, les caveaux aménagés pour le cardage des laines, réduits échauffés par les gaz du charbon de bois, méphitisés encore par l'odeur de la laine... n'ayant que de très petites ouvertures au midi » (4). Ce passage a été écrit pour le Diois et les Barronies, plus spécialement pour Valdrôme, mais nous pensons qu'il est tout à fait valable pour notre étude.

Enfin, il convient de dire un mot des traditions. « Le patron

(1) et (2) M^e Roux, op cit. manuscrit.

(3) Interview de M. Auguste Trotabas.

(4) R. Blanchard, *Les Alpes Occidentales*, t. iv, p. 410.

des tisserands était saint Blaise, dont la fête se célébrait le 3 février. Ce jour-là, artisans et ouvriers chômaient, après avoir assisté en corps à la messe en l'honneur du saint, ils se réunissaient en un banquet où il était d'usage de faire de copieuses libations. » (1)

LES SALAIRES.

Il nous a été impossible de mettre la main sur un texte parlant de salaires, ni d'heures de travail (2). Il est probable que dans cette organisation familiale de la production, les salariés devaient être en nombre si restreint qu'on ne leur attachait pas beaucoup d'importance. Y avait-il seulement des salariés ? D'après les observations du tableau de statistique générale de l'année 1813 pour l'arrondissement de Barcelonnette, dont nous avons déjà parlé au paragraphe précédent, « le prix de la journée ne peut donc être calculé, parce que celui du drap qui est vendu par le père est le produit de la laine récoltée sur son troupeau, celui de son travail et celui de sa famille ». (3)

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, les producteurs de Colmars ne s'occupaient plus de la vente de leurs produits, le foulonnier assumant la responsabilité d'intermédiaire entre eux et les acheteurs, comme nous le verrons ultérieurement. Cette nouvelle fonction constituait un maillon supplémentaire dans l'ancienne division du travail. Nous nous trouvons donc en présence d'une forme rudimentaire de capitalisme commercial, qui persistera jusqu'au début du XIX^e siècle, époque de l'établissement des grandes fabriques.

(1) M^e Roux, op. cit. manuscrit.

(2) A défaut de chiffres exacts relatifs à l'industrie des cordeillats, nous empruntons le passage suivant à l'Abbé Féraud, op. cit. p. 65, qui pourrait servir de comparaison si nous avions des données équivalentes pour les tisserands.

« La préoccupation générale des esprits en 1723 était l'exigence des ouvriers des champs, qui réclamaient un salaire si élevé, qu'il n'y avait plus de proportions entre les dépenses et les produits, de sorte que les bourgeois laissaient leurs terres en friche. Les procureurs du pays durent en conséquence publier un tarif du prix des journées : le parlement l'homologua et le rendit obligatoire, le 26 mars de cette année. Ce règlement n'était pas sans précédent ; on en trouve de semblables dans les archives de nos communes. La durée de la journée de travail était réglée, du 15 mars au 30 septembre, de six heures du matin à cinq heures du soir, et de sept heures du matin à quatre heures du soir, du 30 septembre au 15 mars. Dans le temps de la moisson et de la vendange, la journée commençait à la pointe du jour, et finissait au coucher du soleil. Le prix de la journée était fixé comme il suit : pour les travailleurs, à 75 centimes ; pour les femmes, à 30 centimes ; pour la charrue, à 3 fr. 60 ; pour les lavandières, à 50 centimes. Ce règlement déterminait encore le prix des instruments aratoires et celui du ferrage des bêtes de somme. »

(3) Arch. B.-A. série M.12, art. 8, arond. de Barcelonnette.

LE HAUT-VERDON FOURNIT DES MAÎTRES A DIGNE.

Malgré tous leurs défauts, les cordeillats étaient connus dans la région, et les ouvriers de Colmars et des alentours jouissaient d'une bonne réputation.

Dans son histoire des Institutions hospitalières et charitables de Digne, Mlle Truchot cite les faits suivants. (1)

Les enfants hospitalisés étaient soumis au travail tant pour leur apprendre un métier que pour fournir une rémunération régulière à l'établissement. Commenant par de menus métiers, l'institution put ensuite envisager une extension. « Grâce à des salles spacieuses, au voisinage du canal du moulin, à une vaste basse-cour, à des galeries, on put envisager la création d'une manufacture de draps appelée Cordeillats de Colmars. Ce fut un notaire de Barles, M^e Honoré Meynier, associé à Augustin Papon, marchand à Digne, qui prit l'affaire en mains et passa un bail avec les recteurs de la Charité pour une période de neuf années. Meynier payait une rente pour la location des ateliers et pour l'emploi des pauvres au triage, cardage, mélange, teinture des laines, et en retour était propriétaire des draps fabriqués. Il avait à sa charge la fourniture des outils, la nourriture et le traitement des maîtres et ouvriers logés à la Charité, chargés de faire travailler les pauvres de 5 heures du matin à 6 heures du soir, avec repos de 9 à 10 et de 2 à 3 pour le repas et la récréation, ceci du 1^{er} avril au 1^{er} novembre, et de 6 heures du matin à 6 heures du soir, avec repos de 10 à 11 et de 2 à 3, du 1^{er} novembre au 1^{er} avril ». (2)

M^e Meynier céda ses droits à son frère Paul au bout de quatre ans. « La manufacture « rampait », lorsque Jean-Baptiste et Louis Engelfred, originaires de Beauvezer-les-Colmars, proposèrent aux recteurs de la Charité de prendre la suite et de s'établir à Digne « d'une manière à pouvoir se soutenir et à procurer dans « cette ville un négoce et un commerce considérables... parce « qu'étant du pays où ces sortes de draps se fabriquent ils sont « mieux au fait que les gens de ce pays-ci pour les faire travailler, « pour avoir de bons ouvriers et des débouchements pour les « vendre ».

« Ils demandaient le logement pour une quinzaine d'ouvriers, une cave assez grande pour loger les draps, une basse-cour pavée

(1) *Annales des Basses-Alpes*, n° 181, tome xxix, p. 63 et suiv.

(2) Références de Mlle Truchot : Arch. de l'Hôpital, fonds de la Charité E art. 14, 23 février 1714 et Arch. des B.-A. 2 E Digne-Taxy, notaire Joseph Belletrux, registre de 1713-1714, f° 1052 r° à 1055 r°, acte du 23 février 1714.

pour le séchage, la construction d'une « tonne » ou martelière dans les foulons, la fourniture de gros ciseaux ou « fourfès » pour tondre les draps. Tout ceci pour une période de neuf ans, moyennant une redevance de 400 livres par an ». (1)

Un contretemps vint entraver la fabrication dès la première année. L'épidémie qui sévit à Marseille, à Aix et ailleurs s'étendit jusqu'à Gaubert. Les frères Engelfred ne purent trouver des ouvriers, aucun ne consentant à se rapprocher des lieux contaminés. Cette peste de 1720, dont parle l'évêque Soanen, prélat de Senez de 1695 à 1726, eut une répercussion désastreuse sur le commerce international, comme nous le verrons prochainement. Le travail ne commença à Digne qu'en 1724 et se poursuivit pendant une vingtaine d'années, pour être finalement et définitivement abandonné en faveur du tricotage et de la fabrication des bonnets de laine pour les Turcs.

(1) Référence donnée par Mlle Truchot : Arch. de l'Hôpital, fonds de la Charité, E art. 14, 8 avril 1720, et Arch. des B.-A. 2 E, fonds Digne-Taxy, notaire Francoul, registre de 1720-1721, f° 192 v° à 197 v°.

CHAPITRE III

REGLEMENTATION

L'organisation industrielle de l'ancien régime est fameuse pour la minutie des réglementations régissant la production. Nous allons voir les règles auxquelles était soumise la fabrication des cordeillats et comment elles étaient observées par les habitants du Haut-Verdon.

LES REGLEMENTS.

« Le 24 décembre 1634, une délibération de la Communauté de Colmars réglementait la fabrication du « drap cordeillat » dans les termes suivants : « Lequel Conseil unanime sans aucune discussion a délibéré qu'à l'avenir tous les draps qui se feront dans la ville ou les hameaux, seront que de cordeillat bon et marchand, « ordi de 11 cannes et 26 portades ». (1)

La pièce de drap était donc de 11 cannes, c'est-à-dire de 22 mètres de longueur pour une demi-canne, soit un mètre de largeur. La portade est relative au nombre de fils dont se compose la trame du drap. (2)

Colbert, qui donna une si grande impulsion au commerce et à l'industrie en général, s'occupa de l'industrie textile qu'il favorisa par tous les moyens, surtout par une réglementation qui devait

(1) M^e Roux, *Histoire de Colmars*, manuscrit.

(2) D'après une note manuscrite de M^e Roux, que nous avons vue dans son étude, lors de notre visite à Mme Roux, voici quelles étaient les mesures de longueurs en usage anciennement à Colmars :

Canne : 8 pans ou 2 mètres.

Pan : sensiblement 0 m. 25.

Pied : 12 pouces.

Pouce : 12 lignes ou 27 mm.

Ligne : 2 mm. 205.

L'aune valait 3 pieds et 8 pouces.

La toise mesurait 6 pieds.

assurer l'excellence des produits et par des mesures de protection contre la concurrence étrangère. (1)

Les règlements généraux pour les manufactures de draperie du royaume datent de 1669. Cependant, un arrêt du Conseil d'Etat de décembre 1697 (2) « portant règlement pour la fabrication des draperies qui se feront dans les manufactures des Provinces du Languedoc, Provence et Dauphiné et dans les autres manufactures du Royaume, pour être envoyées en Levant » vint modifier les règlements généraux, car les largeurs prescrites ne convenaient pas pour les draps dont la vente et la consommation se faisaient dans les Echelles du Levant. Pour faciliter ce commerce, on réglementait minutieusement la qualité des laines à employer et la manière de les travailler.

La Provence exportait beaucoup vers le Levant, les avis des principaux fabricants avaient été pris et on retrouve dans ce document un luxe de précisions concernant les qualités de laine à employer, les noms des draps, les dimensions des pièces, le nombre des fils de chaîne, la tonture, l'apprêt et les teintures, des peines étant assorties à chaque contravention. Défense était faite de fouler avec de la terre sous peine de 50 livres d'amende.

Les pièces devaient être obligatoirement marquées au nom du fabricant et porter en outre les noms du lieu de fabrication et de la qualité de la marchandise. Les marques se plaçaient à la tête et à la queue de chaque pièce. Trois visites devaient être faites par les gardes-jurés : la première en toile au sortir du métier ; la deuxième au retour du foulon, on apposait alors la marque d'un plomb indiquant le nombre d'aunes que mesurait la pièce ; la troisième avait lieu après la teinture et l'apprêt et servait de vérification pour s'assurer que les pièces n'avaient pas été étirées au tour. Lorsqu'une contravention était découverte, les draps étaient saisis.

Cet arrêt du Conseil d'Etat parle spécifiquement de draps mahous, londrines premières larges, londrines secondes, Londres larges, Londres, seizains et abouchouchou, sans mentionner les cordeillats. Tout porte à croire que ces draps grossiers ne faisaient pas l'objet d'une exportation vers le Levant, mais cette réglementation s'appliquait néanmoins aux fabricants du Haut-Verdon et nous verrons bientôt qu'ils étaient peu soucieux de ce que pouvait ordonner Colbert en 1669 ou, après sa mort, le Conseil d'Etat en 1697.

(1) P. Masson, *Encyclopedie des Bouches-du-Rhône*, p. 198.

(2) Arch. B.-du-Rh., série C. 2227.

Par ailleurs, une ordonnance du 12 avril 1714 (1) prescrivait aux marchands vendeurs de laine de « faire laver à fond » les laines destinées au tissage, sous peine d'amende et de confiscation des laines insuffisamment lavées. L'amende était de 25 livres. Les fabricants employant les laines de Provence s'étaient plaints, car ils avaient eu à souffrir de déchets considérables. Il y avait contre-vention lorsque les laines diminuaient de plus de cinq livres par quintal au cours du travail de filage et de tissage.

La réglementation donna lieu parfois à des abus. D'après P. Masson (2), pendant la crise provoquée par la guerre de la Succession d'Espagne, les manufactures furent menacées par toute une série d'expédients que multipliait l'imagination féconde de contrôleurs dans l'embarras. Non seulement, on rendit la réglementation plus stricte et les taxes plus lourdes, mais de nouveaux offices, entre autre de contrôleurs, visiteurs de draperies, pour le moins inutiles et généralement vexatoires furent proposés, qu'il fallut presque toujours racheter. Il semble que pendant très longtemps le Haut-Verdon n'ait pas subi le poids de ces réglementations, grâce sans doute à son isolement relatif dû à la difficulté extrême des communications, dont nous aurons l'occasion de parler.

On faisait vraiment bien peu de cas de toutes ces dispositions réglementaires. La fabrication laissait grandement à désirer. Une lettre de la Cour du 17 juillet 1735 (3) au sujet des cadis et petites étoffes qui se fabriquent en Provence reconnaît que les fabriques de cadis de Basse-Provence méritent le plus d'attention. Les autres, quoique inférieures, ne doivent point être négligées, car en y mettant plus de règles qu'il n'y en a eu jusqu'à présent, elles pourront devenir d'aussi bonne qualité que les premières.

Un autre arrêt du Conseil d'Etat du Roi, du 13 avril 1734 (4) ordonne que l'aunage des pièces de drap soit fait en aunes (mesure de Paris) et non en cannes. Cette disposition, concernant d'autres régions outre la Provence, a fait l'objet d'un affichage à Aix. Elle intéressait directement la viguerie de Colmars, où nous venons de voir une réglementation utilisant la canne comme mesure.

(1) Arch. B.-du-Rh., série C. 2230.

(2) Op. cit. p. 201.

(3) Arch. B.-du-Rh., série C. 2305.

(4) Arch. B.-du-Rh., série C. 2300.

L'ANARCHIE DANS LA VIGUERIE DE COLMARS.

Au milieu du XVIII^e siècle, les règlements n'étaient pas encore observés. Nous en voulons pour témoignage la lettre que l'Intendant Jobart écrivait au subdélégué de Colmars le 4 février 1742 sur la marche à suivre pour établir le bon ordre dans les fabriques de la viguerie. (1)

Dans ce texte, une phrase a trait à l'envoi à Aix de représentants des fabricants qui devaient travailler avec l'inspecteur envoyé par la Cour pour établir des règlements auxquels tous les fabricants seraient obligés de se conformer.

Le 12 novembre 1774, le subdélégué de Colmars, Jullien, écrivait à l'Intendant Jobart une réponse à une lettre que ce dernier lui avait adressée le 27 septembre de la même année. Dans cette lettre, il est question d'une dispense accordée par le Conseil aux fabricants de petite draperie de ce département des « établissements » ordonnés par les règlements pour les étoffes de ces fabriques qui passent à l'étranger. Pour celles qui sont consommées dans la province ou dans les autres provinces du royaume, les fabricants doivent se conformer aux règlements qui sont établis et en conséquence, Jullien annonce qu'il a fait avertir lesdits fabricants, par l'intermédiaire des Conseils des lieux, afin que chacun se mette au courant des peines de la contravention auxdits règlements.

Jullien prend ensuite la liberté de faire remarquer qu'à la suite des ordres de l'Intendant du mois de février 1742 (il s'agit de la première lettre ci-dessus mentionnée) deux fabricants de ce département avaient été délégués à Aix pour travailler avec l'inspecteur envoyé par la Cour à la confection d'un règlement concernant le bon ordre dans les fabriques. Le règlement a été fait, mais l'inspecteur ne l'a jamais envoyé et aucun bureau de contrôle n'a été établi, de sorte que, dit Jullien, « nos fabricants continuent de faire leurs étoffes et draperies sans ordres et sans règles ». (2)

Ce déplorable état des choses valait parfois des aventures désagréables aux paisibles habitants de Colmars. Voici un certificat que nous reproduisons in-extenso.

« Nous, receveur des fermes du Roy en cette ville, prions tous messieurs les employeurs des Brigades qui sont à prier de laisser librement passer le nommé Jean-François Ventre de ce lieu qui

(1) Arch. B.-du-Rh. série C. 2302.

(2) Arch. B.-du-Rh., série C. 230 2.

s'en va au Martigues y conduisant la quantité de dix pièces Cordeillats pour y vendre on a ses... lesquels sont tous de la propre fabrique qui se travaille dans l'étendue de notre Communauté, et comme n'avions aucun plomb estably à nostre ville luy ay fait le présent certificat à nostre Bureau pour son service et valloir en cas de besoin. Fait à Colmars, ce 26 septembre 1744 » (1). Le certificat porte deux signatures et un magnifique tampon vert.

Jean-François Ventre n'en fut pas moins arrêté à Riez et ses pièces de cordeillats saisies, car non conformes aux règlements et non plombées. Il envoya une supplique à l'Intendant Jobart, le 5 octobre 1744, d'où il ressort qu'il n'est pas fabricant et qu'il descend chaque hiver en Basse-Provence, car il ne peut gagner sa vie à Colmars. Il achète quelques pièces de drap avant son départ et les vend au Martigues. De sa profession, il est ménager à Beauvezer. Il insiste sur le fait qu'il n'y a jamais eu de plombs établis à Colmars.

Le dossier de cette affaire comprend en outre un certificat des Conseillers du Roi, lieutenants généraux de Police et administrateurs de la ville de Martigues, qui attestent que depuis douze ans Jean-François Ventre fait ce commerce et que ses clients sont contents du drap qu'il apporte. Cinq signatures, un tampon vert et un cachet de cire rouge figurent sur cette pièce authentique.

Enfin, le 28 décembre 1744, les lieutenants généraux de police de Colmars envoient un nouveau certificat attestant qu'il n'y a jamais eu de plombs établis en la ville, car il n'y a jamais eu de bureau de plombage et vérification, et que les fabricants n'ont jamais mis les marques requises aux deux extrémités des pièces.

Le 23 janvier 1745, la bonne foi de Jean-François Ventre est reconnue. (2)

A en juger par le passage suivant, les méridionaux dans leur ensemble n'appréciaient pas beaucoup les réglementations. Si à Colmars, on se contentait d'employer la force d'inertie et de passer outre aux règlements, les Nîmois adoptaient une attitude plus bruyante.

La bonneterie subissait alors une crise « aggravée par les règlements de 1700, instituant de véritables corporations fermées. « ce qui ne se prêtait guère aux goûts des Nîmois ».

« De très vives protestations s'élevèrent. La population de Nîmes se divisa en deux camps : les partisans de la réglementation

(1) et (2) Arch. B.-du-Rh., série C. 3381.

et ceux de la liberté. Ces derniers obtinrent finalement gain de cause, et l'arrêt du Conseil du 5 juillet 1812 supprima la maîtrise à Nîmes et la remplaça par un corps de communauté de fabricants » (1).

LES CONSEQUENCES DE L'ANARCHIE.

Au moment de la panique provoquée par la fermeture des frontières du royaume sarde en 1760, que nous verrons au chapitre suivant, les Conseils assemblés de Colmars reconnaissent que les cordeillats n'ont pas le nombre de portées ordonné par les règlements. (2)

La même année, le sieur Fabre, trésorier de la Communauté de Colmars, envoie un placet à l'Intendant à Aix, car dix pièces non conformes aux règlements lui ont été saisis. (3)

Toujours en 1760, les syndics des fabricants de Brignoles protestent contre la concurrence de Colmars qui ne suit pas les règlements. Les pièces fabriquées à Colmars sont plus étroites ; le public est trompé par le bon marché des cordeillats. Les marchands de Colmars sont, paraît-il, à toutes les foires, d'après les affirmations des syndics de Brignoles. Un avertissement est alors envoyé aux fabricants de la Haute-Provence. (4)

Les draps non conformes aux règlements, qui trouvaient un débouché en Sardaigne, ne peuvent être vendus à l'intérieur de la province ; la mévente est grande en 1761 ; la misère commence à apparaître. Pourtant, Girard de Clignon se fait insulter lorsqu'il avertit les fabricants. Personne ne veut obéir malgré la crise épouvantable que traversent les cordeillats. (5)

Le 12 novembre 1760, les Consuls de Colmars demandent une aide, car les fabricants sont, disent-ils, de bonne foi. La réponse leur parvient le 4 février 1761 : il faut améliorer la fabrication et nommer un garde juré qui pourrait être le sieur Girard, bourgeois de Clignon.

Cette fois, les habitants de Colmars comprennent la nécessité. Le poste de garde-juré est confié à Gérard de Clignon, le 12 février 1761. Le même jour, une lettre était expédiée à Aix, dans laquelle on promettait de ne plus se servir du tour pour allonger les étoffes, ce qui portait préjudice à la qualité des produits. (6)

(1) H. Reboul, *L'Industrie nimoise du tissage au XIX^e siècle*, p. 85 et 86.

(2) à (6) Arch. B.-du-Rh., série C. 3381.

Ce malaise avait provoqué de la part du Gouvernement une nouvelle réglementation de la fabrication du drap. Il s'agissait toujours de réprimer les abus plus que nombreux auxquels elle donnait lieu, et qui, en réalité, n'étaient pas étrangers au marasme de l'industrie et du commerce des cordeillats.

« Ce règlement qui porte la date de 1760 fut établi au moyen de renseignements recueillis auprès des commissaires délégués aux chefs-lieux des provinces, par les pays de production ». (1)

Le fait qu'il y ait eu une consultation des fabricants montre que déjà la réglementation entraînait dans la voie des assouplissements. Nous approchons de la période où l'industrie va devenir libre.

Cependant, à en juger par les confiscations qui eurent lieu à Aix en 1766, les règlements ne furent guère mieux observés que par le passé (2). Notons que le règlement initial prévoyant les visites des gardes jurés datait de 1669, et que la nomination du premier préposé de cet ordre à Colmars est de 1761, c'est-à-dire environ cent ans après !

Il convient de signaler que vers la fin de l'ancien régime, la réglementation perdit de sa rigueur. De façon laconique, autorisation est donnée aux habitants des campagnes de fabriquer toutes sortes d'étoffes par décision du 7 octobre 1762. (3)

D'une manière très générale, qu'il s'agisse de fabrication ou de marques, plombage et aunage, nous avons relevé dans les archives de l'Intendance de Provence un nombre impressionnant de contraventions. Si les noms des habitants du Haut-Verdon sont rares à trouver, c'est qu'ils étaient peut-être plus contrebandiers que les autres, mais ils n'étaient certes pas plus obéissants.

L'INTERDICTION DES TOILES PEINTES.

Aux environs de 1735, on trouve dans les archives de l'Intendance de Provence une quantité prodigieuse d'affiches et d'arrêts, une correspondance volumineuse concernant l'interdiction de l'usage des toiles peintes et certaines autres qualités d'étoffes. Certains documents accordaient un délai pour laisser aux Proven-

(1) M^e Roux, *Notes Historiques*.

(2) Arch. B.-du-Rh., série C. 3381.

(3) Arch. B.-du-Rh., série C. 2608, registre p. 211.

çaux le temps de se procurer d'autres vêtements. Malgré ces interdictions réitérées, les contraventions sont innombrables ; les listes des contrevenants sont fort longues. (1)

Parmi les étoffes interdites figure la flanelle. Dans une des listes dont nous venons de parler, datant des six derniers mois de 1742, et concernant l'état des personnes qui, ayant été trouvées habillées de toiles peintes ou autres étoffes prohibées, ont été condamnées à l'amende de trois cents livres, nous avons relevé le nom du sieur Antoine Gravier, bourgeois à Colmars, porteur de 45 pans de flanelles. (2)

Les toiles peintes ne devaient pas avoir un grand succès dans un pays où, de nos jours encore, les vieux paysans ne s'habillent qu'avec de la laine, même en été. Mais le terme de flanelle nous a frappé, car ce genre très spécial de tissu de laine deviendra une spécialité de Villars-Colmars au xix^e siècle. La flanelle était-elle donc fabriquée à Colmars dès 1742 ?

P. Masson (3) signale que l'interdiction d'introduire par mer les « indiennes » ferma des débouchés pour les draps. Nous avons vu que les cordeillats ne s'exportaient guère au delà des mers. Cette interdiction n'a pas dû avoir de répercussions fâcheuses quant à leur commerce. Bien au contraire, elle a dû être une véritable protection, car l'entraînement de la mode aurait pu faire délaisser ces draps grossiers.

(1) Arch. B.-du-Rh., série C. 2300.

(2) Arch. B.-du-Rh., série C. 2309.

(3) Op. cit. p. 200.

DERNIERE REGLEMENTATION.

Tableau indicatif des règles qui doivent être suivies dans la fabrication des étoffes de laine de la Généralité de Provence.

TABEAU N° I

Noms des étoffes	MATIÈRES		Nombre fils chaîne non compris lisières	LARGEUR DES ÉTOFFES ENTRE LES LISIÈRES	
	de la chaîne	de la trame		sur le métier	après foulage
Cadis fins	Laine de Provence ou équivalente peignée (1)	Laine de Provence ou équivalente cardée	1.200	pouces 32	demi aune apprêts
Cadis de couleurs mélangées	—	—	1.100	30	cinq onzièmes
Pinchinats fins ou droguets	Laine de Provence cardée	Laine pelade ou commune de Provence cardée	800	32	demi aune
Pinchinats ordinaires ou droguets larges	Laine de Provence ou équivalente cardée	Laine de Provence pelade ou équiv. cardée	1.280	77	une aune
Cordeillats	Laine de Provence ou équivalente peignée	Laine de Provence et du Levant cardée	960	34	demi-aune

Le tableau précédent est extrait de l'un des derniers textes de l'ancien régime parlant de cordeillats. Il s'agit de Lettres patentes du Roi, portant règlement pour la fabrication des étoffes de laine dans la Généralité de Provence, données à Versailles le 16 décembre 1780, « registrées » en Parlement le 16 février 1781 (2). Nous ne pensons pas qu'il y ait eu un règlement postérieur à celui-ci.

(1) D. de Prat, *Aide-Mémoire de l'industrie textile*, p. 112 et 117. Dénomination commerciale de certaines laines et filature proprement dite.

Laine pelade ou avalie : laine que les mégissiers et les chamoiseurs détachent des peaux.

Au point de vue de la filature, les laines se divisent en deux catégories : 1° Les laines courtes ou laines à carde qui doivent fournir beaucoup d'ondulations et servent à la fabrication des étoffes foulées ; 2° Les laines longues dites « à peigne » qui s'emploient pour les tissus ras.

La classification d'une toison se fait en prenant une mèche à l'épauule.

(2) Arch. B.-A., série C., art. 46.

CHAPITRE IV

ASPECT COMMERCIAL

Avant d'aborder le commerce auquel donnait lieu les cor-deillats, nous estimons nécessaire de dire un mot des communi-cations et des transports dans la Haute-Vallée du Verdon et les régions avoisinantes avant la Révolution. Nous avons déjà eu l'occasion de parler de l'isolement relatif de la vallée, voici de plus amples détails.

LES COMMUNICATIONS SOUS L'ANCIEN REGIME.

« La Haute-Provence a toujours été mal partagée au point de vue des moyens de communications. Le relief oppose un obstacle très grand à la création de routes. En dehors des voies romaines devenues de bonne heure presque impraticables, elle n'a longtemps possédé que des sentiers muletiers d'un accès très difficile ». (1)

« Le seul mode de transport, avec l'homme porteur, est l'animal de bât », dit Raoul Blanchard (2). On empruntait souvent le lit des torrents : les routes étaient impraticables aux voitures, simples sentiers taillés dans le roc, souvent aux pentes raides. Ce qu'écrivit en 1785 l'évêque de Gap pour ses successeurs est certainement valable pour la Haute-Vallée du Verdon : « l'imagination la plus fertile ne peut se représenter, le style le plus énergique ne peut exprimer, ni le pinceau le plus fidèle et le plus expérimenté ne saurait peindre l'horreur des chemins que nous avons parcourus : des sentiers fort étroits aux bords de montagnes fort escarpées et environnées de précipices effroyables, des montagnes même à pic à gravir sont les routes ordinaires qu'il nous a fallu presque toujours suivre ». (3)

(1) Eisenmenger et Caucin, *La Haute-Provence*, p. 187.

(2) et (3) R. Blanchard, *Les Alpes Occidentales*, tome iv, p. 418.

L'évêque Soanen, lui aussi, se plaint de l'état épouvantable des chemins. Son diocèse s'étendait jusqu'à Allos, même sous la domination savoyarde de cette localité. Evêque zélé, Soanen visitait entièrement le territoire placé sous sa direction tous les deux ans. C'est donc en connaissance de cause qu'il parle des difficultés inouïes qu'il avait à cette époque pour circuler dans une région au relief tourmenté. Nous pouvons lui faire entièrement confiance.

Toutefois, dans le diocèse, « la Vallée du Verdon était la plus importante et la plus centrale. Le grand chemin royal, allant des montagnes en Basse-Provence, la traversait d'Allos à Castellane. De nombreux muletiers, porteurs de marchandises, et les troupeaux transhumants empruntaient cette voie où aboutissaient ou partaient de nombreux chemins secondaires. Chaque vallée particulière avait ses propres sentiers ». (1)

Il ne faut pas en conclure hâtivement que la Vallée du Verdon était privilégiée quant aux communications. Voici quel était l'état des chemins entre Allos et Barcelonnette en 1739 :

« Les chemins ont un besoin absolu de réparations, afin que tant les habitants que les voituriers de la Haute-Provence puissent continuer leur commerce, interrompu par la déformosité desdits chemins.

« Le Conseil du 4 octobre 1746 décida enfin, sur l'ordre de l'autorité militaire, de faire réparer le chemin royal, « depuis le « détroit jusqu'au sommet de la montagne », et de planter des pieux sur ladite montagne ». (2)

Cependant, les réparations faites n'avaient pas beaucoup amélioré l'état du chemin royal, car une délibération du Conseil de la Communauté d'Allos, du 29 février 1784, racontant les mésaventures d'un édile qui perdit deux mules entre Allos et Colmars, à cause du très mauvais état du chemin et renonça à son voyage, s'exprime ainsi : « ... que les chemins allant à Colmars ne sont pas en bon état et même impraticables et qu'ayant voulu sazarder à aller faire un voyage en Provence et qui partit de cette ville le dix-neuf courant... » (3)

À l'autre extrémité de la vallée, « toutes les routes du district de Castellane, dit le mémoire Martin en 1792, sont impraticables

(1) Abbé Ventre, A propos d'un Centenaire, *Annales des B.-A.* tome xxviii, n° 178, p. 27.

(2) Délibération du 11 octobre 1739, citée par l'Abbé Pélissier, *Histoire d'Allos*, p. 358.

(3) Registre des délibérations de la Commune d'Allos du 1^{er} janvier 1769 au 18 août 1784, p. 277. (Mairie d'Allos).

aux voitures : ce sont des chemins taillés dans le roc, avec montées et descentes très rapides » (1). Cependant, « Castellane, mieux protégée par son isolement, au milieu d'âpres montagnes, a une étoile de chemins détestables mais nombreux (2). La révision de 1774 y trouve « nombre de muletiers qui font également les routes de Lyon, Dijon et Grenoble ». (3)

Malgré cet état des chemins, on se déplaçait beaucoup en Haute-Provence. Les muletiers étaient nombreux et allaient fort loin. « Ils se réunissaient en de nombreuses confréries, sous le signe et le vocable de saint Eloi. » (4). Au début du XVIII^e siècle, les registres d'affouagement signalaient que les habitants de Saint-André-de-Méouilles tiraient leur principale ressource de la vente du fourrage aux muletiers de Colmars se rendant à Castellane, Draguignan et Marseille (5). Incidemment, ce texte nous montre que Saint-André n'avait pas une grande activité industrielle sous l'ancien régime. Village plus récent que les autres, il faudra attendre l'introduction des machines pour le voir faire une entrée en scène de premier ordre et de grand style.

On voyageait beaucoup, et les visiteurs étaient nombreux et venaient de fort loin. Les marchands de Gênes, du Piémont, du Dauphiné et de Savoie venaient aux foires. La Haute-Provence connut ainsi plusieurs périodes d'activité industrielle et commerciale. « A la fin du Moyen Age, la population était nombreuse et industrielle, les échanges avec l'Italie étaient réguliers, surtout depuis que les Comtes de Provence avaient occupé Naples. Des Juifs et des Italiens étaient fixés dans les principaux centres... » « Un moment interrompue par les longues guerres du XVI^e siècle, cette prospérité reprit aux XVII^e et XVIII^e siècles ». Les routes n'étaient pas meilleures, « mais les mêmes conditions défectueuses se retrouvaient dans les régions voisines ». (6)

En 1789, seules des routes de Marseille à Sisteron et de Marseille à Digne étaient praticables aux voitures. De longues caravanes de mulets faisaient les transports, et malgré la lenteur extrême des communications (une lettre mettait sept jours pour aller de Digne à Castellane), les XVII^e et XVIII^e siècles furent des siècles de prospérité réelle. (7)

Toujours en 1789, trois bacs seulement permettaient de tra-

(1) R. Blanchard, op. cit. p. 418.

(2) et (3) R. Blanchard, op. cit. p. 426.

(4) Abbé Ventre, article cité, p. 27.

(5) Arch. B.-A., série C. 56.

(6) et (7) Eisenmenenger et Cauvin, op. cit. p. 187.

verser la Durance à Volonne, aux Mées et à Manosque. « Le tarif était élevé : 15 sous une charrette à deux colliers 1 fr. 10 une voiture à quatre roues ; 0 fr. 50 par trente brebis. On n'avait encore établi aucun pont sur la Durance au-dessous de celui de Sisteron qui date de 1365. Le Verdon était franchi par quelques ponts de pierre (Saint-Julien, Castellane, 1.300, Aiguines et Quinson) mais il n'existait en général que des ponts de bois souvent emportés par les eaux ». (1)

LE COMMERCE INTERIEUR. (2)

Les débuts du commerce auquel donnait lieu les cordeillats demeurent assez obscurs. Toutefois, à en croire M^e Roux (3), les choses se seraient passées de la façon suivante. Lorsque le drap était tissé, « intervenait sur place des spéculateurs, des colporteurs, qui expédièrent d'abord dans la Province, ensuite dans les Etats de Savoie, la République de Gênes et le Comté de Nice. Voici comment se faisait cette vente. Quand le drap était tissé, on le « foulait » ce qui le rendait plus ferme et plus serré. A cet effet, on le portait aux « foulons », aux « paraires » nombreux dans la région. A Villars-Colmars notamment, il y en avait 23. Après cette opération, les pièces de drap étaient conservées par le « foulonnier », « lou parandier », « lou parandouaire », qui les déposait dans les caves du foulon. Lors de la foire des draps, le 22 septembre pour Colmars, le 23 pour Villars-Colmars, les commerçants de Marseille ou d'ailleurs venaient discuter sur place avec les foulonniers réunis. Une fois l'accord fait et les pièces de drap soigneusement vérifiées, le prix était payé comptant en louis d'or ou écus d'argent de trois francs et distribué par les foulonniers aux ayant-droit selon la quantité de drap déposée par chacun d'eux. Le prix touché représentait généralement le double de la valeur de la laine employée ». Vers le milieu du xvii^e siècle, la pièce de onze cannes coûtait 22 fr. 50, soit 0 fr. 25 le pan.

Cette concentration commerciale dans les mains des foulonniers, véritable embryon de capitalisme commercial, nous semble être une combinaison assez curieuse et peu répandue. Peut-on réellement parler de capitalisme commercial, ou n'y aurait-il pas

(1) Eisenmenger et Cauvin, op. cit. p. 188.

(2) En ce qui concerne les monnaies en usage anciennement en Haute-Provence cf. *Manuel de Numismatique française de Dieudonné*, Paris 1936, p. 339 et suiv.

(3) *Histoire de Colmars*, manuscrit.

plutôt dans cet arrangement pratique pour les producteurs individuels plusieurs coopératives de vente en concurrence sur le marché local ? Pour répondre de façon certaine à cette question, il faudrait disposer d'une documentation plus riche que celle que nous nous sommes péniblement procurée. Toutefois, nous penchons fortement pour la première solution du problème, à savoir : une forme embryonnaire de capitalisme commercial. Cependant, le foulonnier n'achète pas aux producteurs les pièces de drap qu'il revend ensuite. Il ne joue que le rôle d'un intermédiaire entre les fabricants et les acheteurs, distribuant ensuite le produit de la vente aux artisans, au prorata de la quantité déposée par chacun d'eux. Le foulonnier n'est donc pas un capitaliste, mais plutôt un agent commercial agissant au nom de plusieurs mandataires et réalisant ainsi une véritable concentration commerciale.

Nous avons vu que les bergers avaient contribué à répandre l'usage des cordeillats en Basse-Provence. Se plaignant de la mauvaise foi de leurs concurrents de Colmars, les syndics des fabricants de Brignoles disaient qu'on les rencontrait à toutes les foires. Les habitants du Martigues appréciaient les draps de Colmars. S'il est certain que les cordeillats se négociaient dans toute la Provence, il ne semble pas qu'ils aient pénétré plus loin dans le royaume de France. Par contre, ils donnaient lieu à un commerce très actif avec l'étranger.

LE COMMERCE EXTERIEUR.

Colmars faisait plus de commerce avec l'étranger qu'avec l'intérieur. Nous en verrons comme témoignage la délibération de la Communauté d'Allos en 1782, lorsque cette dernière refusa d'être rattachée à la viguerie de Colmars, en ce qui concerne la vérification et le plombage des draps.

Cependant, alors qu'il y a de très nombreuses réglementations relatives à la fabrication, à l'aunage et à la marque des draps à destination du Levant, les cordeillats ne figurent sur aucune de ces listes (1). Draps grossiers, les cordeillats ne devaient pas être

(1) Voir notamment : un arrêt du Conseil d'Etat de Décembre 1697, « portant règlement pour la fabrique des draperies qui se feront dans les manufactures des Provinces du Languedoc, Provence et Dauphiné et dans les autres manufactures du Royaume, pour être envoyées en Levant ». (Arch. B.-du-Rh,

très prisés en Orient ; par contre, ils trouvaient un débouché merveilleux dans les Etats voisins : la Savoie, le Piémont, le Royaume de Sardaigne, Gênes et Nice.

Ce commerce très actif connaissait des crises brutales. Lors de la grande épidémie de peste de 1720, dont nous avons déjà parlé à propos des frères Engelfred de Beauvezer-Jes-Colmars essayant de faire venir des ouvriers du Haut-Verdon à Digne, le Duc de Savoie ferma l'entrée de ses Etats par mesure de sécurité. Les draps cordeillats n'avaient plus leur débouché et, dit un texte de l'époque : « un débit qu'on ne saurait trouver ailleurs ».

Les draps payaient un droit de sortie. Voici un incident à ce sujet qui nous apporte quelques détails.

Nous avons vu que le subdélégué Jullien parlait d'une dispense accordée par le Conseil concernant les « établissements » ordonnés par les règlements pour les étoffes qui passaient à l'étranger. Il s'agit sans doute de l'Ordonnance du Roi du 18 décembre 1742 et portant que les étoffes fabriquées dans la Vallée de Barcelonnette et les vigueries d'Annot et de Colmars ne paieront pendant le délai de deux ans que les dix pour cent pesant et les quatre sols par livre.

En effet, les Conseils de la Vallée de Barcelonnette avaient fait des représentations, qui furent rapportées au Roi. Les Conseils se plaignaient que les commis des fermes exigeaient des marchands et des fabricants de cette Vallée et des vigueries de Colmars et d'Annot les mêmes droits de sortie qu'ils percevaient avant l'arrêt du 2 janvier 1742 sur les cadis et autres étoffes de leurs fabriques qu'ils faisaient passer dans les Etats du roi de Sardaigne, sous prétexte que les étoffes ne se trouvaient point marquées au désir dudit arrêt des plombs de la fabrique et du contrôle ordonné par les règlements concernant les manufactures du royaume.

Le Roi ordonne alors que pendant le délai de deux ans, les dix pour cent pesant et les quatre sols par livre soient seuls perçus bien que les étoffes ne soient point marquées des plombs de fabrique et de contrôle. Ceci n'avait aucune conséquence par rapport aux étoffes de laine des autres fabriques du royaume. De plus, le Roi ordonne la restitution des sommes perçues en trop. (1)

Nous avons déjà fait allusion à la crise de 1760 qui fut beau-

série C. 2227). — L'Ordonnance de l'Intendant Pierre Cardin Lebreton Chevalier, Seigneur de Flacourt, Premier Président au Parlement d'Aix, du 27 avril 1698 (Arch. B.-du-Rh., série C. 2227). — L'Arrêt du Conseil d'Etat du roi du 10 novembre 1708 (Arch. B.-du-Rh., série C. 2554). — L'Arrêt du Conseil d'Etat du roi du 15 janvier 1732 et l'Ordonnance du 9 mars 1733 portant exécution de l'arrêt. (Arch. B.-du-Rh., série C. 2331).

(1) Arch. B.-du-Rh., série C. 2309.

coup plus grave que celle de 1720. En effet, le roi de Sardaigne ferma la frontière de ses Etats en 1760. Il entendait protéger l'industrie naissante des cordeillats dans son royaume. Les habitants de Colmars furent pris de panique devant un droit de 22 livres par pièce de drap de douze cannes. Cela équivalait à « un impôt de 100 % » disent deux documents de l'époque (1). C'était pour le moins une mesure de protectionnisme énergique !

Le 9 novembre 1760, les Conseils assemblés de Colmars envoyèrent une requête au premier président du Parlement d'Aix, Intendant de Provence, exposant qu'après une telle mesure, si les habitants de Colmars ont des difficultés à écouler leur marchandise à l'intérieur de la Province, ils n'ont plus qu'à déguerpir, le pays n'offrant pas assez d'autres ressources (2). Or, nous avons vu que les cordeillats, non conformes aux règlements, s'écoulaient très difficilement en Basse-Provence, et qu'ils donnaient même lieu à des protestations.

La crise fut longue. Au début de l'année 1764 (3), les habitants de la Vallée de Barcelonnette déclaraient être dans l'impossibilité d'acquitter leurs impositions, surtout depuis que le roi de Sardaigne avait défendu l'entrée dans ses Etats des étoffes qu'on y fabriquait. Ils demandaient qu'il leur soit envoyé une troupe en garnison comme le meilleur moyen de leur procurer le débit de leurs denrées.

LA CONTREBANDE.

Il restait une solution : la contrebande, qui, d'après nous, devait être pratiquée même avant les mesures de protectionnisme du roi de Sardaigne. Cette contrebande devint officielle et reçut, s'il est permis de s'exprimer ainsi, une consécration dans les textes.

En effet, le 27 juillet 1782, les syndics des fabricants d'étoffes de la viguerie de Colmars demandent à ne pas être obligés de mettre des lisières à leurs draps parce qu'ils passent tous en Piémont par contrebande et ne pourraient plus être vendus s'ils avaient des lisières (4). Les lisières avaient été prescrites par les lettres patentes du 4 juin 1780. Les pièces étaient d'ailleurs si étroites et si grossières qu'on ne pouvait songer, paraît-il, à les munir desdites lisières.

(1) et (2) Arch. B.-du-Rh., série C. 3381.

(3) Arch. B.-A., série C. 2.

(4) Arch. B.-A., série C. arte. 13 et Arch. B.-du-Rh., série C. 2619 (registre, p. 305).

D'autre part, les habitants de Colmars demandent aussi la dispense des marques aux deux extrémités des pièces. Ils allèguent en leur faveur le peu de débouchés dans le royaume où leurs étoffes ne sont pas connues. Cependant, ils déclarent se soumettre à la formalité du plombage, car le plomb est facilement enlevé à l'entrée en Sardaigne, qui est le seul et réel débouché avec le Piémont, et où les pièces entrent toutes par contrebande (1). On ne peut vraiment être plus franc et parler plus ouvertement.

Le document du 27 juillet 1782 parle alors d'une proposition faite par les fabricants. Ils mettraient à l'avenir deux fils verts bon teint entre deux fils noirs, si les pièces sont conformes aux règlements. Un fil rouge indiquerait une combinaison arbitraire. Mais la négative finit par l'emporter pour éviter des frais de teinture aux pauvres fabricants.

CONTRIBUTION DE GUERRE, DETTES DE LA COMMUNAUTE ET IMPOTS.

Si les cordeillats ne se vendaient pas toujours très bien, ils servaient au moins comme moyen financier en certaines circonstances pénibles.

Voici en quelles circonstances, les cordeillats furent employés pour payer une contribution de guerre.

« Vers l'an 1629, le sieur d'Hugues, Seigneur de Turriers, gouverneur du château du Lauzet, ayant réclamé des subsides, donatifs, cavalcades et entretiens de guerre, sa demande, qui avait pour objet une somme considérable, fut soumise à l'appréciation du Seigneur de Salernes, alors gouverneur d'Allos. Celui-ci fixa le chiffre total de ces dettes à 4.822 livres. La Communauté d'Allos paya cette somme en nature, savoir : cent trente-deux pièces drap cordeillats, et le reste en bétail ». (2)

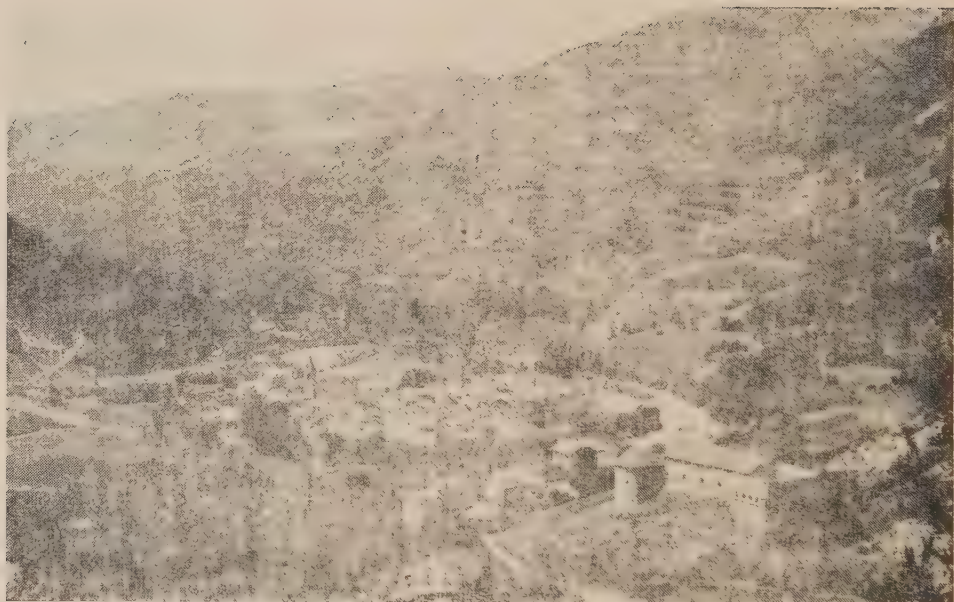
Toujours à la même époque, la Communauté d'Allos était grevée de dettes multiples et les habitants n'étaient pas très riches. Ils payaient parfois les impôts communaux en nature avec des pièces de drap, et l'administration locale se servait du produit de la vente de ces marchandises pour payer ses dettes. Voici comment les choses se passaient : « Cette multiplicité de dettes et l'impossibilité de répondre aux plus impérieuses exigences jetaient la

(1) Arch. B.-du-Rh., série C. 2619, p. 305.

(2) Abbé Pétissier, *Histoire d'Allos*, p. 276.

communauté dans de lamentables convulsions, on ne parvenait à satisfaire quelques créanciers que par les plus douloureux sacrifices. L'administration municipale vendait tantôt de nombreuses pièces de drap fabriquées par les habitants et données en paiement des impositions communales, tantôt des troupeaux de bêtes à laine, tantôt les herbages des montagnes... Hélas ! on vendit même les montagnes ». (1)

(1) Abbé Pélissier, *Histoire d'Allos*, p. 277.



COLMARS

En premier plan : le *Fort de Savoie* ..
Symétrique par rapport à la ville : le *Fort de France*
Dans le lointain : *Villars-Colmars* et *Beauvezet*

CHAPITRE V

LES CENTRES DE PRODUCTION LEUR IMPORTANCE RELATIVE

SITUATION DE L'INDUSTRIE TEXTILE EN BASSE ET HAUTE- PROVENCE ET DANS LE COMTE DE NICE.

« La fabrication était médiocrement importante à Marseille. Un mémoire de 1728 cite huit maîtres fabricants de draps, travaillant huit à dix mois dans l'année ; leur établissement était récent. Au total, une trentaine de métiers battants, fabricant, année moyenne, 700 pièces de draps, dont un tiers de londres larges et deux tiers de sezains servant aux habillements des Orientaux. Sept à huit cents forçats inutilisés sur les galères étaient employés à la « fabrique du Roi » à fabriquer draps, lainages et cotonnades. Dans un état de février 1780 on constate que la draperie est fort peu importante à Marseille, environ 10.000 livres contre 1.200.000 dans le reste de la province. Marseille s'adonnait à la bonneterie qui n'était pour ainsi dire pas représentée dans l'intérieur de la province. La laine du cru y était utilisée pour la fabrication de draps communs ou grossiers qui trouvaient un débit sur place ou dans les foires : il en sortait fort peu du pays. La Basse-Provence autour de la Crau fabriquait des cadis. Des cadis plus forts, propres à faire des culottes pour les soldats et marins étaient fabriqués à Gordes, Apt, Barjols. Toulon avait la spécialité des pinchinats fins ou communs, pour les capotes des gens de mer ; on en fabriquait également à Signe, Solliès, Brignoles (cordeillats) et dans la Haute-Provence, à Colmars notamment ». (1)

Nous compléterons ce tableau d'ensemble en soulignant que les principales fabriques de cadis et petites étoffes étaient à Apt et à Gordes (2). Par contre, l'activité textile de Marseille était

(1) P. Masson, *Les Bouches-du-Rhône*, Encyclopédie départementale, tome III, p. 247.

(2) Lettre de la Cour du 17 juillet 1735, Arch. B.-du-Rh., série C. 2305.

vraiment secondaire. Une « ordonnance de l'intendant portant exécution de l'arrêt du Conseil du 15 janvier 1732 qui règle l'aunage des draps expédiés dans le Levant », s'exprime ainsi : « Attendu qu'il n'y a pas à présent à Marseille un assez grand nombre de fabriques pour former un corps de fabricants et établis entre eux des jurés gardes », il est enjoint aux fabricants et aux négociants de faire porter les pièces au bureau de l'Inspection de Marseille où elles seront mesurées et plombées par les soins de l'inspecteur. (1)

En Haute-Provence, en dehors de Colmars, « la Vallée de l'Ubaye fabriquait des draps grossiers « cadis ou cordeillats » et des serges avec la laine mélangée au chanvre. En 1689, non seulement cette industrie suffisait à la consommation locale, mais la vallée exportait encore plus de 4.000 pièces de drap, que les habitants allaient vendre en Provence, Dauphiné, Piémont ». (2)

Les statistiques de 1728 signalent 22 fabricants en Haute-Tinée, 26 à Péone et à Beuil, 64 dans le Haut-Var, dont 40 à Entraunes, qui était le grand centre de cette région et où il y a « autant de fabricants que de chefs de famille ». La concentration de l'industrie textile dans le Comté de Nice était donc bien dans les montagnes. Pour ces centres de production aussi, le Piémont était le grand débouché. Cependant, quelques pièces étaient vendues aux foires de Puget-Théniers et on en troquait à Colmars et à Barcelonnette contre du vin et des cuirs. (3)

Ce petit tour d'horizon fera mieux ressortir la place de premier plan que Colmars a occupé pendant très longtemps. Nous parlerons ensuite d'Allos et de Castellane, les deux petites villes industrielles les plus actives après la capitale de la Vallée du Verdon sous l'ancien régime et avant le machinisme.

L'IMPORTANCE DE COLMARS.

« Le commerce d'exportation se généralisant, il se produisit des échanges de drap avec les laines des pays limitrophes, ce qui fit de Colmars un centre manufacturier d'une importance rare pour l'époque ». (4)

En effet, les 18.000 pièces de cordeillat qu'on y fabriquait

(1) Ordonnance du 9 mars 1733, Arch. B.-du-Rh., série C. 2231.

(2) Eisenmenger e Cauviti, *La Haute Provence*, p. 188.

(3) R. Blanchard, *Les Grandes Alpes françaises du Sud*, tome v, p. 442.

(4) M^e Roux, *Histoire de Colmars*, manuscrit.

chaque année représentaient une valeur de 200.000 livres. La ville était très connue dans la région : en 1698, les consuls de Castellan décrivent le passage des gens de Colmars se rendant au pays bas pour y acheter vin, huile, fil et laine, dit Raoul Blanchard. (1)

Avant l'incendie du 8 août 1672, qui réduisit la ville à néant, il y avait, resserrée dans les remparts, une population de plus de 3.000 âmes. Une relation de l'incendie, faite par l'évêque de Senez, dit qu'après Aix, Arles et Marseille, Colmars était la ville la plus riche de Provence. (2)

D'après Eisenmenger et Cauvin, Colmars comptait alors plus de 3.000 habitants, grâce à l'industrie très prospère des cordeillats. « La ville était alors habitée jusque sous les couverts des maisons ». Sa richesse venait uniquement de l'industrie textile. Que les débouchés manquassent brusquement, et c'était la panique. C'est ce que nous voyons dans une enquête du 9 novembre 1760, à la suite de l'interdiction d'importer les cordeillats lancée par le roi de Sardaigne. Si les habitants de Colmars ne trouvent pas une aide sous la forme de facilités de vente en France, dit le texte, ils n'ont plus qu'à déguerpir, car l'industrie textile est leur seule ressource. Le pays est très pauvre, il n'y a pas assez de blé, sans parler du reste qui est inconnu. L'enquête s'élève contre un droit sur le blé à l'entrée dans la province (3). Nous sommes dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, c'est l'époque où, de toutes parts, on réclame la liberté de circulation des grains, et d'une façon plus générale, la liberté de circulation de toutes les marchandises et la liberté du commerce.

LA DECADENCE DE COLMARS.

L'incendie du 8 août 1672 détruisit Colmars en quatre heures. Une seule maison fut épargnée. Les états des dettes des communautés de Colmars, Beauvezer, Thorame-Haute et Thorame-Basse, parlent d'un « embrasement général de la ville ». (4)

L'état de prospérité de Colmars avait éveillé la jalousie d'Allos et les députés de cette dernière, « profitant du désarroi et de la misère des habitants de Colmars après cet incendie de leur ville, essayèrent de faire émigrer sur leur territoire les meilleurs

(1) *Les Alpes Occidentales*, tome IV, p. 424.

(2) Eisenmenger et Cauvin, op. cit. p. 188.

(3) Arch. B.-du-Rh., série C. 3381.

(4) Arch. B.-du-Rh., série C. 2239.

ouvriers tisseurs que cette catastrophe laissait sans travail. Les Consuls de Colmars dans leur supplique au roi Louis XIV signalaient ce danger : « Les ouvriers et les habitants se dispersent même hors de la Provence ». Et le Roi leur répond : « Nous ne vous ferons la présente plus longue que pour vous dire que nous voulons et entendons que tous les habitants de la ville y habitent de nouveau et qu'en attendant que les choses y soient disposées à cet effet, ils demeurent dans les villes et villages voisins avec défense de transporter leur demeure hors de notre royaume à peine de désobéissance ». Malgré cette interdiction royale, les efforts des Consuls, les remontrances de l'évêque de Senez et du Comte de Grignan, Gouverneur de Provence, les promesses d'indemnités et de franchises, faites par ses députés au nom du Duc de Savoie entraînèrent quelques défections ». (1)

Cet exode portait un premier coup à l'industrie des cordeillats. Beaucoup plus tard, en 1775, l'Officier de Taux écrit : « Dans le commencement du siècle et depuis jusque vers 1740, on fabriquait dans l'étendue de la viguerie jusqu'à 18.000 pièces qui passaient toutes à l'étranger et attiraient beaucoup d'argent dans la province, mais par suite des temps, le luxe des habitants de ces contrées qui leur fait dédaigner ces sortes d'étoffes, l'industrie qui leur en procure de leurs propres fabriques et les gros droits auxquels celle-ci ont été assujettis par le roi de Sardaigne ont fait tomber ce commerce et entraîne la ruine des fabricants. On fait à peine aujourd'hui 2.000 pièces de ces étoffes dans toute la viguerie qui n'ayant plus de débit chez l'étranger ne procure d'autres avantages que celui de ne point les aller acheter ailleurs ». (2)

En effet, malgré les secours, les exemptions d'impôts et les précautions prises par les autorités, les habitants de Colmars émigrèrent en masse, à la suite de l'incendie qui ravagea la cité. C'est bien là le point de départ de la décadence industrielle de la petite ville.

Au temps de Jean Soanen, qui fut évêque de Senez de 1695 à 1726, il n'y avait plus que 800 habitants à Colmars, alors que Thorame-Basse dénombrait mille âmes et que Thorame-Haute s'en approchait ainsi que Beauvezer.

Malgré cela, parlant des conditions de vie très dures dans le diocèse où la population était en grande partie agricole et pastorale, l'évêque Soanen remarquait que les « artisans et boutiquiers

(1) M^e Roux, *Notes historiques sur les relations de Colmars et d'Allos*, manuscrit.

(2) *Mémoire*, manuscrit.

ou petits commerçants se rencontraient surtout à Colmars, où l'on fabriquait beaucoup de cordeillats ou draps du pays... » (1)

En 1728, Beauvezer disparut à son tour dans un incendie.

Nous venons de voir au chapitre précédent quelle crise très grave secoua l'industrie des cordeillats en 1760. Le 20 mai 1761, Gérard de Clignon signale une mévente catastrophique des draps qui, n'étant pas conformes aux règlements comme nous l'avons déjà dit, ne peuvent être écoulés dans l'intérieur de la province. Les ouvriers commencent à aller mendier ; une grande misère va s'en suivre rapidement, et cela inquiète fortement Gérard de Clignon. (2)

Toutefois, si Colmars subissait une décadence qui lui était propre, ce mouvement était accentué par un mouvement général de régression de l'industrie textile en Haute-Provence. N'oublions pas les doléances de Barcelonnette en 1764, adressées à Dormesson par les consuls de la ville et de la Vallée dans une lettre du 20 février. (3)

Oubliant leur vieille haine, Allos et Colmars se préoccupèrent « au même titre de la décadence qu'éprouva le commerce des draps pendant le cours du XVIII^e siècle ». (4)

En 1761, toujours à propos de la taxe à l'importation sarde, « la viguerie de Colmars réunie en assemblée générale, fit une députation aux communautés d'Allos et de Barcelonnette, à l'effet de s'entendre pour envoyer des commissaires à Turin auprès du roi et solliciter de lui la libre entrée, dans ses Etats, des draps fabriqués dans la contrée ». (5)

Colmars ne devait jamais se relever complètement de cette décadence. D'autres circonstances, que nous verrons dans la deuxième partie de cette étude, vinrent entraver la renaissance de l'industrie textile au XIX^e siècle. En effet, « la population tracassée par le séjour des garnisons, les guerres de la Révolution, le passage fréquent des corps de troupe, le service de la place qu'elle était bien souvent obligée d'assurer, n'avait plus eu le loisir de s'occuper activement de cette fabrication et encore moins de réagir contre le marasme ». (6)

(1) Abbé Ventre, A propos d'un Centenaire 1740-1940... *Annales des B.-A.*, n° 178, tome XXVIII, p. 31.

(2) Arch. B.-du-Rh., série C. 3381.

(3) Voir chap IV, p. 75, Arch. B.-du-Rh., série C. 2.

(4) et (5) M^e Roux, *Notes historiques sur les relations de Colmars et d'Allos*, manuscrit.

(6) M^e Roux, *Histoire de Colmars*, manuscrit

ALLOS.

Même pendant la domination étrangère, « Allos se trouvait en quelque sorte associée à la prospérité industrielle et commerciale de Colmars, qui était à cette époque, par sa fabrication du drap, une des plus importantes villes de Provence, « la plus riche après Aix, Arles et Marseille », dit le rapport de Mgr de Villeserin, évêque de Senez, sur l'incendie de Colmars de 1672. La communauté d'Allos était pour Colmars un gros fournisseur de laines et ses habitants trouvaient un travail rémunérateur à filer et même à tisser une partie de cette fourniture. » (1)

Allos faisait donc figure de satellite de Colmars. La ville fit retour à la France en 1713. Parlant des environs de 1777, l'abbé Pélissier dit qu'on y fabriquait chaque année plus de douze cents pièces de drap. Le travail se faisait à la main, et en grande partie pendant l'hiver. C'était, après l'élevage et le commerce des bestiaux, la principale industrie. (2)

En vertu des lettres patentes et des arrêts du Conseil du Roi de l'année 1780, sur « la police des draps » fabriqués dans la région, on établit à Barcelonnette un bureau de contrôle composé d'un inspecteur royal des manufactures, d'un plombier et de deux gardes jurés.

« A cause de la distance et de la montagne qui nous séparent de Barcelonnette, dit l'abbé Pélissier, (3) l'administration provençale eut le projet d'annexer Allos au bureau de Colmars, pour la vérification et le plombage des étoffes ; mais nos pères protestèrent énergiquement contre ce projet, car, outre la dépense occasionnée par le transport des draps à Colmars, chaque particulier aurait eu à payer « un billet ou acquit-à-caution, comme « étant sur les quatre lieues de la frontière ».

Le 5 décembre 1781, la communauté d'Allos envoya une lettre en ce sens qui reçut avis favorable à Aix le 20 décembre. (4)

Un placet fut ensuite présenté au gouvernement, que le ministre renvoya à l'Intendant de Provence à Aix, et ce dernier le renvoya à M^e Giraud, son subdélégué à Colmars. M^e Giraud se livra à une enquête. Un nouveau dossier fut constitué en 1782, qui

(1) M^e Roux, *Notes historiques*, déjà citées.

(2) *Histoire d'Allos*, p. 387.

(3) — — p. 387-388.

(4) Arch. B.-A., série C., art. 13.

affirme qu'Allos avait alors 300 habitants et produisait treize cents pièces d'étoffes de laine par an. (1)

Il y eut des doutes à Allos au sujet des buts précis de cette enquête. On craignait l'envoi d'un préposé de Colmars qui ferait bien les vérifications sur place, mais rapporterait les registres à Colmars. Instances et protestations recommencèrent de plus belle, la Communauté d'Allos déclarant « qu'elle ne devait pas se détacher des prérogatives de la Vallée de Barcelonnette, pour se joindre à la viguerie de Colmars, qui ne jouissait pas des mêmes privilèges ».

La délibération du 3 février 1782 poursuit : « Allos et Colmars ont un commerce séparé qu'on ne peut unir. Allos a un intérêt essentiel d'être séparé de Colmars et de conserver les droits qui lui sont acquis comme membre de la Vallée (de Barcelonnette). Les étoffes de la viguerie de Colmars passent presque toutes dans les pays étrangers ; celles de la Vallée se vendent, la plupart, dans le Lyonnais et autres provinces du royaume, et il n'en passe presque point en Piémont... » (2)

Les droits d'Allos finirent par être reconnus ; un bureau des marques y fut établi le 9 août 1782 (3). « Jean-Jacques Arvel et Alexandre Péliissier en furent les premiers gardes jurés et ils entrèrent en fonction dès qu'ils eurent prêté serment. Le Conseil ne pouvait les nommer que pour un an. Leur bureau était à la maison de ville ». (4)

CASTELLANE.

A l'autre extrémité de notre zone géographique d'étude, Castellane fabriquait aussi des cordeillats et des cadis. Nous avons été frappé par le peu d'importance que le Prieur Laurensi, dans son étude pourtant si fouillée et si complète en ce qui concerne l'agriculture de la plaine entourant l'antique cité, donne à cette industrie et à l'industrie en général. Voici de quelle façon indirecte il mentionne la fabrication des cordeillats et le commerce qui pouvait en résulter.

(1) Arch. B.-A., série C., art. 13.

(2) Registre des délibérations du 1^{er} janvier 1769 au 18 août 1784, mairie d'Allos. Nous nous excusons d'avoir omis de relever le numéro de la page.

(3) Arch. B.-A., série C., art. 13 et arch. B.-du-Rh., série C. 2619, texte du 22 juin 1782.

(4) Abbé Péliissier, *op. cit.* p. 389.

« Outre les denrées que nous tirons de nos terres, l'industrie nous procure encore bien des productions, soit en laine, comme les draps, les chapeaux, les bas ; soit en peaux, comme les cuirs, les peaux blanches, etc... » A cette énumération, il convient d'ajouter le chanvre et la soie. (1)

La ville a été très commerçante, « on en peut juger par la résidence que les juifs y faisaient anciennement ». (2)

Procédant toujours par allusions, le Prieur Laurensi écrit en 1774, année de parution de son livre : « On y voit huit avocats, deux médecins, quatre maîtres en chirurgie, un droguiste, plus de trente bourgeois honnêtes, quatre marchands drapiers, douze fabriques de différentes marchandises, plus de vingt boutiques de petits marchands, autant de cordonniers, avec un grand nombre d'artisans de tout métier, comme tailleur d'habits, maçons, charpentiers, menuisiers, tisserands, serruriers, etc... » (3)

Pendant que les cordeillats subissaient les péripéties que nous avons vues dans la Haute-Vallée du Verdon, l'industrie textile jouissait d'un sort moins brillant, mais plus paisible à Castellane. La cité poursuivait sa carrière de ville mi-industrielle, mi-commerçante, en même temps que marché agricole. Il est vrai que son climat moins rigoureux, son sol plus riche, sa position de nœud de routes la favorisaient grandement.

C'est un véritable paragraphe d'urbanisme qu'écrivait en 1774 le Prieur Laurensi. En effet, à cette époque, la partie septentrionale était déjà en ruine à cause de la disparition des habitants, tandis que dans la partie méridionale on voyait « une file de jolies maisons qui font face à une grande place... ayant la plupart des jardins et des enclos attenants, remplis d'arbres et de verdure. La rue basse ou du Vallat, qui n'a été faite que depuis environ trois siècles, vaut beaucoup mieux qu'aucune des anciennes, étant toute composée de part et d'autre, de maisons assez bien ordonnées. La rue Droite ou du Mitant en a aussi quelques-unes de mise, et en général elles sont toutes passables, n'offrant que des boutiques partout fournies de marchandises de toute espèce, et d'un grand nombre d'artisans et de négociants ». (4)

Ces descriptions montrent que l'état de la ville était florissant et prospère. L'industrie textile y tenait une place importante, mais la production industrielle de Castellane étant plus éclectique, les

(1) Prieur Laurensi, *Histoire de Castellane*, p. 427.

(2) — — — p. 427.

(3) — — — p. 440.

(4) — — — p. 444.

cordeillats n'y ont jamais joué un rôle de premier plan comme dans la Haute-Vallée dont le système économique était moins complexe.

COMPTES DES GARDES JURES.

Mieux que tout autre développement, des chiffres permettront de comparer la situation des trois centres de production. Ces chiffres n'ont qu'une valeur relative, car ce sont les comptes des gardes jurés chargés de la marque des draps, et nous avons vu que cette formalité n'était pas toujours très bien observée. Cependant, ce sont les seuls documents statistiques que nous ayons pu nous procurer pour cette période.

Ces comptes étaient fort simples. On se contentait souvent d'inscrire le chiffre des recettes et celui des dépenses et on effectuait la différence dans le sens voulu. Voici les résultats que nous avons relevés pour les années 1782, 1783 et 1784.

Année 1782. (1)

ALLOS : Par lettre du 3 février 1783, Pélissier, le premier garde juré d'Allos, avise l'intendant d'Aix qu'il n'a été procédé à aucun plombage pendant l'année 1782 ; les fabricants ayant accompli cette formalité, soit à Colmars, soit à Barcelonnette. Les gardes jurés nommés en 1782, pour la première fois, n'exerceront vraiment leurs fonctions qu'en 1783 et ils enverront leurs comptes en fin décembre.

COLMARS : Une lettre du 6 février 1782, signée par le garde juré Bonnet, soulignant le fait que les gardes jurés n'ont été établis que depuis peu, se termine tout simplement en affirmant que le Bureau de Colmars n'a pas encore de comptes à rendre.

CASTELLANE : Etant donné le rythme saisonnier de la production des cordeillats, les comptes de cette ville couvrent la période de janvier à mai 1782. Les résultats s'établissent comme suit :

(1) Arch. B.-du-Rh., série C. 3365.

TABLEAU N° II

Recette	73 livres	2 sols
Dépense	34 —	10 —
La recette excède la dépense de	38 —	12 —

BARCELONNETTE (1) : Résultat pour l'année :

Recette	116 livres	13 sols
Dépense	162 l.	2 s.
Les gardes réclament 10 l.		
d'honoraires chacun	20 l.	
	182 l.	2 s.
	182 —	2 —
La dépense excède la recette de	65 —	9 —

Année 1783. ()

Pour abrégé, nous ne donnerons pour l'année 1783 que la récapitulation qui figure sur le dossier contenant les comptes rendus des gardes jurés. Il s'agit d'ailleurs de la récapitulation des comptes arrêtés le 28 octobre 1786, et dans laquelle ne figurent que les excédents de recettes ou de dépenses.

COMMUNAUTÉS	EXCÉDENT DE RECETTES	EXCÉDENT DE DÉPENSES
Allos	2 l. 2 s.	
Colmars	66 l. 18 s.	
Castellane	33 l. 7 s.	
Barcelonnette		19 sols

Année 1784. (3)

A titre d'exemple, nous donnerons le détail des comptes pour cette année.

ALLOS : Le document que nous reproduisons ci-après accompagne une lettre du 20 avril 1785, et porte en en-tête : Subdélégation de Barcelonnette.

(1) Nous donnons les comptes des gardes jurés de Barcelonnette à titre de comparaison.

(2) et (3) Arch. des B.-du-Rh., série C. 3366.

TABLEAU N° III

RECETTE :

1 ^{er} quartier : néant.	
2 ^e — : 150 plombs à un lot de pièces	7 livres 10 sols
3 ^e — : quatre cens plombs	20 —
4 ^e — : quatre cens plombs	20 —
Total de la recette : 47 l. 10 s. cy	47 livres 10 sols

DÉPENSE :

Pour neuf cens cinquante plombs à trente-deux sols le cens, quinze livres quatre sols cy	15 livres 4 sols
Pour les frais et honoraires du greffier du bureau	10 —
Total de la dépense	25 livres 4 sols
Résultat : la recette est de	47 livres 10 sols
la dépense de	25 livres 4 sols
Partant la recette excède la dépense de	22 livres 6 sols

COLMARS : Documents accompagnant une lettre du
8 janvier 1785.

TABLEAU N° IV

LA RECETTE :

1 ^{er} quartier : néant.	
2 ^e quartier : mis soixante plombs et un lot pièces trois livres, cy	3 livres
3 ^e quartier : mis trois mille sept cent quarante plombs : cent quatre-vingt sept livres	187 livres
4 ^e quartier : mis 99 plombs	4 livres 19 sols
TOTAL	194 livres 19 sols

LA DÉPENSE :

Pour l'achat de 3.899 plombs à raison d'une livre douze sols le cent, monte 64 livres, cy	64 livres
---	-----------

Pour avoir fait remorquer les poinçons et pour le port de cette ville à celle d'Aix	6 livres 10 sols
Pour le papier des registres et papier à lettres sire d'Espagne et plumes et anex	6 livres
Pour la dresse du présent compte en deux doubles, dix livres, cy	10 livres
TOTAL	86 livres 10 sols
Partant la recette excède la dépense de cent huit livres neufs sols, cy	108 livres 9 sols

CASTELLANE : La pièce comptable pour Castellane manque dans le dossier, mais la récapitulation des comptes arrêtés indique que pour cette ville l'excédent des recettes en 1784 est de 8 livres 7 sols 9.

La supériorité de Colmars ressort écrasante de ces comptes tenus par les gardes jurés. Castellane occupe un rang fort honorable, mais la concentration dans la Haute-Vallée est évidente. En tous cas, la situation est certainement meilleure dans la Vallée du Verdon à cette époque, que dans la Vallée de l'Ubaye et en particulier à Barcelonnette, où le bureau de vérification et de plombage est constamment en déficit.

CHAPITRE VI

LA CRISE DE LA FIN DU XVIII^e SIECLE ET LA SITUATION DE L'INDUSTRIE TEXTILE DU VERDON DANS LA DEUXIEME DECADE DU XIX^e SIECLE

L'EVOLUTION DE L'ELEVAGE DES MOUTONS. (1)

Sous l'impulsion des Physiocrates, les pouvoirs publics se préoccupèrent aussi de favoriser l'élevage. Les méthodes étaient restées les mêmes qu'au Moyen Age, la transhumance étant toujours la pratique essentielle. La Crau nourrissait environ 200.000 têtes, alors qu'on comptait en 1783 un peu plus de 600.000 têtes dans le reste de la Basse-Provence.

Pour circuler au printemps et à l'automne, on formait des associations comptant jusqu'à 40.000 têtes. Les bêtes appartenaient à plusieurs propriétaires ; les bergers ne recevaient pas leur salaire en argent. « Le maître du troupeau leur nourrit une quantité convenue de bêtes qui varie de 30 à 80 suivant le rang et les talents de chaque berger. Cette méthode à laquelle ils sont eux-mêmes fort attachés a paru nécessaire aux propriétaires pour intéresser les premiers à la conservation de troupeaux qui sont pour ainsi dire uniquement abandonnés à leurs soins dans les campagnes perdues ».

Mais les bergers étaient soumis à toutes sortes de vexations le long des routes de transhumance sur lesquelles on avait indûment empiété. Ils étaient responsables des dégâts commis par les troupeaux, et devaient souvent faire des cadeaux ou acquitter des

(1) P. Masson, *Les Bouches-du-Rhône*, Encyclopédie départementale, tome III, p. 233 et 234. — Voir : ANNEXE I.

droits excessifs. Le Parlement de Provence essaya d'intervenir, mais son arrêt de 1783 resta lettre morte.

« A la veille de la Révolution, l'élevage provençal subissait une crise dont les causes étaient, outre les intempéries, froid et sécheresse, le prix excessif du sel, la multiplicité des défrichements qui avaient réduit les pâturages et la consommation plus grande de viande qui ne permettait plus de reconstituer les troupeaux. « Il « n'y a vingt ans que l'on consommoit un tiers de viande en moins « dans les villes, que l'on en consommoit très peu dans les villages : « et aujourd'hui chaque village a sa boucherie. La dernière guerre « (des insurgés d'Amérique) empêchant l'usage du poisson, a donné « l'habitude de la viande ».

« Cette habitude, il est désormais difficile de la faire perdre, et la prohibition de la viande d'agneau que certains réclamaient serait inefficace. Restait à abaisser le nouveau prix du sel ; à prohiber ou à ralentir le déboisement, ce que l'on réclamait aussi par ailleurs ; à interdire l'exportation à l'étranger, l'Espagne notamment, qui se faisait ouvertement ou par contrebande. C'étaient là des remèdes à longue échéance dont la Révolution empêcha l'application ou ne permit pas de voir les effets ».

La situation de l'élevage des moutons n'était pas meilleure dans le Languedoc. A la fin du XVIII^e siècle, le cheptel ovin diminuait dans de grandes proportions, même « dans les cantons où la beauté et la cherté de la laine semblent devoir amener leur multiplication » (1). « Cette diminution des bêtes à laine est de près de la moitié dans le Languedoc ; en l'espace de 32 ans, de 1750 à 1782, leur nombre tombe de 250.000 à 200.000. La cause en est aux mauvais soins, à la mauvaise nourriture, aux maladies et à l'incurie des éleveurs », (2)

LA CRISE DE LA FIN DU XVIII^e SIECLE.

La matière première devenant plus difficile à trouver, la crise et la décadence que nous avons vues dans les chapitres précédents se transformèrent en une période de stagnation. En effet, « pour les lainages et les draps, la matière première était fournie en majeure partie par le pays. On importait bien, par Marseille, des

(1) Dutil, Etat économique du Languedoc à la fin de l'ancien régime, p. 243, cité par H. Reboul, dans *l'Industrie nimoise du tissage au XIX^e siècle*, p. 26.

(2) H. Reboul, op. cit. p. 26.

laines d'Espagne, d'Italie, d'Autriche, mais elles prenaient le chemin du Languedoc et il en restait fort peu en Provence ». (1)

Il est certain aussi, que si le Gouvernement avec Colbert s'était beaucoup préoccupé de l'industrie textile, il fut loin d'en être de même avec les successeurs du grand ministre au XVIII^e siècle (2).

D'ailleurs, cette décadence de la fin du XVIII^e siècle n'est pas particulière à la Vallée du Verdon. D'après Labrousse (3), Dupont de Neumours constate le même phénomène pour la draperie normande, autrement plus importante que la petite industrie locale des cordeillats de Colmars et du Verdon. La draperie languedocienne paraît aussi sur son déclin en cette fin de siècle.

Labrousse montre très clairement que l'effondrement de la petite draperie est général à la fin de l'ancien régime. C'est le moment où la draperie régionale perd, d'autre part, les marchés suisse, genevois, piémontais et italien. Le commerce du Levant décline de 1764 à 1788. On cherche une compensation en développant le marché intérieur, mais cet effondrement général ne peut être enrayé.

Ni la Révolution, ni l'Empire n'apportèrent d'améliorations à cette situation désastreuse de l'industrie textile du Verdon. Il faut attendre l'introduction des machines pour voir une véritable renaissance se dessiner. Avant d'aborder cette nouvelle phase de la draperie du Verdon, nous allons synthétiser par quelques tableaux statistiques l'état de l'activité industrielle lainière pendant la deuxième décennie du XIX^e siècle dans notre petite vallée.

SITUATION DE L'INDUSTRIE DRAPIÈRE DANS LES ARRONDISSEMENTS DE CASTELLANE ET DE BARCELONNETTE ENTRE 1810 ET 1818.

Enfin, nous allons pouvoir disposer d'enquêtes et de statistiques officielles à partir de 1810 :

Le marasme de l'industrie drapière eut pour première conséquence d'entraîner une crise dans la vente de la laine. Une de ces enquêtes officielles, que nous venons de mentionner, précise « qu'il n'y a que l'engrais qui puisse dédommager le propriétaire », si la

(1) P. Masson, op. cit. p. 247.

(2) P. Masson, op. cit. p. 247.

(3) Labrousse, *Mouvements des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle*, p. 507.

laine n'est pas à plus de quinze sols la livre (1). A cette époque, l'engrais est à coup sûr le suprême espoir du possesseur de troupeaux ; la laine vient ensuite. (2)

Nous avons extrait d'une liste de 1810 des manufacturiers et fabricants les plus distingués : 1° dans la soirie ; 2° dans la fabrique de laine ; 3° dans celle du chanvre et du lin ; 4° dans celle du coton ; 5° dans la préparation des cuirs et peaux de toute espèce ; 6° dans les arts qui s'exercent principalement sur les métaux ; 7° dans les manufactures de produits chimiques ; 8° dans diverses autres branches d'industrie, pour le département des Basses-Alpes, le tableau suivant qui, par certains côtés est empreint d'une certaine naïveté, mais qui montre très bien la situation de l'industrie lainière à Villars-Colmars et à Beauvezer (Voir tableau n° v).

Nous ne donnerons ici que les conclusions particulières à ce tableau, réservant des déductions communes avec d'autres tableaux relatifs à la même période pour plus tard.

Nous voyons tout d'abord qu'il y a coexistence du travail dans des établissements spécialement destinés au tissage et du travail à domicile. A quelle date remonte la création de ces ateliers groupant plusieurs ouvriers sous la direction et la surveillance d'un patron ? Il nous a été impossible de le préciser.

Cependant, étant donné que les textes de l'ancien régime ne parlent ni de salaires, ni de fabriques de façon certaine au plein sens du mot ; étant donné qu'en 1812 le sous-préfet de Barcelonnette signale qu'il n'y a pas de fabriques dans tout l'arrondissement, mais seulement des chefs de famille artisans ; enfin, étant donné la comparaison facile à faire entre le nombre d'ouvriers employés dans un établissement à proprement parler et le nombre d'ouvriers employés au dehors, le premier étant bien inférieur au second, on peut en conclure que la création des fabriques est de date récente.

D'autre part, l'origine de la fortune des fabricants attribuée au commerce et à la fabrication des draps et l'importance minime de cette fortune, tant en capital qu'en revenu, viennent appuyer notre hypothèse quant à la création des fabriques. En effet, il s'agit très certainement d'un auto-financement, les bénéfices personnels servant à agrandir la petite entreprise. Il s'agit d'ailleurs d'ateliers plus que de fabriques, tout le travail se faisant alors à la main.

D'après les âges des fabricants, qui ont tous franchi la première moitié de la durée moyenne d'une vie humaine, nous pouvons

(1) et (2) R. Blanchard, *Les Alpes Occidentales*, tome iv, p. 344.

Nom et Prénoms de cha- que manufac- turier ou fa- bricant	Lieu de sa résidence	Situation de sa fabrique ou manufature lorsqu'elle forme un établissement particulier	Genre d'industrie ou de manufature	Nombre d'ouvriers qu'il emploie		A quelle somme est éva- lué le produit de sa manufature	Sa fortune		Son âge	Est-il marié ? Combien d'en- fants ?	Est-il personnellement actif ou laborieux ?	Peut-il se déplacer de loin en loin sans inconvénient ?	Ses lumières s'étendent-elles au-delà de sa profession ? A-t-il reçu une éducation qui lui permette de bien énoncer, et de bien rédiger ses idées
				Dans un établissement spécial	Au dehors en autre- ment qu'à la journée		En capital	En revenu					
Ventre Joseph	Villars- Colmar		Fabricantes draps gros- siers dits cadis	30	40	francs 30 000	francs 100.000	francs 10.000	40	marié 3 enfants	Très actif et labo- rieux		Ses lumières se bornent à sa profession. Il n'a aucune éducation. Sachant lire et écrire
Barbaroux Jean-Jacques	—	—	—	15	20	6.000	25.000	2.000	70	marié 2 enfants	—	Il ne peut ni l ne veut	—
Barbaroux Jean-Baptiste	—	—	—	12	20	5.000	20.000	1.800	54	marié 3 enfants	—	—	—
Giraud de Chasse	—	Chasse ⁽¹⁾	—	10	25	6.000	24.000	2.000	60	marié 4 enfants	—	—	—
Boyer Jean	Beauvezet	Beauvezet	—	8	20	4.000	20.000	1.800	64	marié 4 enfants	—	—	—
Trotabas Peire	—	—	—	6	16	4.000	16.000	1.500	55	marié 3 enfants	—	—	—

Observations sur la réputation dont ils jouissent, sur la progression de leurs établissements en plus ou en moins, sur la manière dont ils ont fait leurs affaires par le passé, sur leur crédit personnel. Ils jouissent d'une bonne réputation et d'un crédit. Ils font bien leurs affaires. Leurs fabriques n'augmentent pas à cause de la cherté des laines.

(1) Hameau de Villars-Colmars.

leurs compagnons de travail. Une colonne de ce tableau ne mentionne-t-elle pas qu'ils sont tous « très actifs et laborieux » ?

Le volume des fortunes des chefs d'entreprise, comparé au volume des produits obtenus et des revenus, montre qu'il y a entreprise privée au sens maximum du mot. La fortune personnelle sert au financement de la fabrique, il n'y a ni société, ni emprunt. La cherté de la laine est le principal obstacle à un plus grand développement.

Enfin, les deux avant-dernières colonnes ne font pas un portrait très dynamique de cette première génération de petits chefs d'industrie.

Département
des BASSES-ALPES

TABLEAU N° VII
FILATURE DE LAINE

ANNÉES
1811, 1812, 1816, 1817

Communes	1811		1812		1816		1817	
	Nb. ouv. travail- lant isolés pour leur compte	Valeur des pro- duits qu'établissent ces ouvriers.	Nb. ouv. travail- lant isolés pour leur compte	Valeur des pro- duits qu'établissent ces ouvriers	Nb. ouv. travail- lant isolés pour leur compte,	Valeur des pro- duits qu'établissent ces ouvriers	Nb. ouv. travail- lant isolés pour leur compte	Valeur des pro- duits qu'établissent ces ouvriers
		fr.		fr.		fr.		fr.
St. André	12	5.700	15	7.600	14	6.720	15	7.500
Angles	8	3.800	9	4.800	10	4.800	10	5.000
Annot	25	12.000	30	15.600	30	14.400	30	15.000
Beauvèze	56	30.000	50	32.400	66	31.680	69	35.000
Blieux	16	7.600	16	8.800	18	8.640	15	7.500
Castellane	25	12.000	30	15.600	40	14.400	45	22.000
Colmars	30	15.000	32	18.000	40	19.800	50	25.000
Villars-Col	100	58.000	85	60.000	98	47.040	100	90.000
Entrevaux	20	9.500	25	12.000	24	11.520	24	12.000
Fugeret	12	5.600	15	7.600	12	5.760	10	5.000
La Garde	10	4.800	10	5.200	12	5.760	12	6.000
Méaille	20	9.500	20	10.500	22	10.560	20	10.000
Peyroules	20	9.200	25	12.000	20	9.600	15	7.500
Senez	15	7.000	16	8.800	20	9.600	18	9.000
Soleilhas	22	11.000	20	10.500	18	8.640	20	10.000
Thorame H.	28	13.000	30	15.500	30	14.320	40	20.000
Thorame B.	39	17.500	40	22.600	34	16.400	44	22.000
Allos	—	—	80	50.000	—	—	—	—
TOTAUX	454	231.200	548	318.500	508	239.040	437	308.500

Source : Arch. des B.-A., série M.12, art. 8, arrondissement de Castellane, folios 14, 1, 63, 87.

TABLEAU N° VI

Arrondissement de Castellane ETAT DE SITUATION DES FABRIQUES ET MANUFACTURES DE DRAPS ET AUTRES ETOFFES DE LAINE DE TOUTE ESPECE PENDANT LES ANNEES 1811 et 1815

Communes	Nombre de		Nombre d'ouvrières employées				Quantité		Fabrication				Total	
	métiers pour le tissage		à la filature par mécanique ou à la main		au tissage		aux autres mains d'œuvre et façons qu'exige la fabrique		Nombre de pièces cadis		Nombre de pièces demi-laine		Nombre de pièces serge	
	1811	1815	1811	1815	1811	1815	1811	1815	1811	1815	1811	1815	1811	1815
Castellane	10	8	40	30	10	8	10	8	60	140	—	80	—	60
St André	4	4	16	15	4	4	4	4	24	74	—	36	—	24
Angles	2	—	8	—	2	—	2	—	12	—	—	—	—	1
Annot	6	6	24	41	6	6	6	8	36	280	—	70	—	36
Beauvezer	18	16	75	70	18	14	18	16	350	608	—	60	—	350
Blieux	6	5	24	20	6	4	6	5	36	50	—	12	—	77
Colmar	10	9	40	44	10	8	10	9	60	136	—	40	—	60
Villars-Colmars	45	40	200	180	30	22	50	36	1000	2900	—	48	—	206
Entrevaux	5	4	20	24	5	4	5	6	40	80	—	24	—	3028
Fugeret	2	2	8	12	2	2	2	2	20	40	—	12	—	416
La Garde	2	2	8	—	2	2	2	—	18	—	—	—	—	62
Méaille	2	2	8	10	2	2	2	—	39	—	—	—	—	18
Peyroules	6	2	24	16	6	2	6	4	60	52	—	10	—	62
Senéz	4	5	16	12	4	7	4	6	30	60	—	10	—	20
Soleilhas	8	7	36	30	8	7	8	7	65	100	—	20	—	82
Thorame Haute	9	8	40	40	9	8	9	10	80	116	—	5	—	84
Thorame Basse	10	8	45	45	10	8	10	11	90	140	—	10	—	80
Totaux	149	126	632	493	134	108	154	134	2001	4815	—	409	—	2001
														427
														5651

OBSERVATIONS

On ne fabrique dans l'arrondissement de Castellane que des draps très grossiers appelés « cadis » en langue du pays, et on observe qu'on ne travaille dans ces ateliers que pendant six mois d'hiver.

SOURCE : Arch. B.-A., série M.14, art. 2.

OBSERVATIONS : TABLEAU N° VII

ANNÉES	QUANTITÉ DE LAINE FILÉE	PRIX DU Q.
1811	560 q.	200 fr.
1812	580 q.	400 fr.
1816	450 q.	358 fr.
1817	480 q.	350 fr.

La valeur des produits portés dans la 2^e colonne est celle résultant du travail des fileuses pendant 150 jours environ, c'est-à-dire pendant les six mois d'hiver.

« Quoique la commune d'Allos ne soit pas de l'arrondissement de Castellane, on a cru cependant devoir joindre à ce tableau le produit des filatures faites dans la commune d'Allos, attendu que ce lainage s'emploie tout dans les fabriques de l'arrondissement ».

*STATISTIQUE GENERALE INDUSTRIELLE
ET MANUFACTURIERE*

Filature des laines

ANNÉE 1812

TABLEAU N° 112

Le tableau porte la mention : néant.

Nous donnons ci-après les observations qui en tiennent lieu.

« 1° Dans un arrondissement où il n'existe aucun établissement de fabrication de draps, mais seulement des métiers isolés, ainsi qu'on l'a établi par le tableau n° 116, il est absolument impossible, malgré la meilleure volonté, de faire connaître le nombre d'ouvriers employés au filage des laines, mais les faits parfaitement connus sont : 1° qu'on file annuellement ici de trente-huit à quarante mille kilogrammes de laine ; 2° que ce fil sert à la fabrication d'environ 4.000 pièces de drap ; 3° que la filature de chaque kilogramme de fil pour la chaîne coûte 50 centimes et 48 centimes pour la trame, pour tout ce qui n'est pas ouvré chez le propriétaire fabricant ; 4° que chaque femme, exclusivement occupée à sa filature, file par jour 8/19 de kilogramme de fil pour la chaîne et un kilogramme 8/19 pour la trame. »

Certifié à Barcelonnette le 14 juillet 1813.

Le Sous-Préfet :

Signé : *Illisible.*

Source : Arch. des B.-A., série M. 12, art. 8., arrondissement de Barcelonnette.

Département
des BASSES-ALPES

MINISTÈRE DES MANUFACTURES ET DU COMMERCE

STATISTIQUE INDUSTRIELLE ET MANUFACTURIÈRE

TABLEAU N° VIII

Draps communs

Régne animal	1811						1812				1816				1817			
	Nb. établi.	Nb. ouvriers	travaillant	pour ces établ.	Prix moyen	Valeur brute des produits	Nb. établi.	Nb. ouvriers	travaillant	pour ces établ.	Prix moyen	Valeur brute des produits	Nb. établi.	Nb. ouvriers	travaillant	pour ces établ.	Prix moyen	Valeur brute des produits
COMMUNES																		
St-André	3	8	1,20	fr.	1.900	fr.											fr.	2.600
Angles	2	4	—	—	950	—	2	4	—	—	1,20	3.000	—	—	—	—	1,20	—
Annot	4	12	—	—	3.000	—	4	12	—	—	—	5.500	5	15	—	—	—	5.000
Beauvezer	10	36	—	—	14.000	—	10	30	—	—	—	17.000	10	32	—	—	—	17.800
Blieux	3	12	—	—	3.000	—	3	12	—	—	—	3.000	3	10	—	—	—	2.000
Castellane	5	20	—	—	5.000	—	5	20	—	—	—	7.000	6	24	—	—	—	5.500
Colmars	6	20	—	—	4.900	—	6	18	—	—	—	5.600	6	18	—	—	—	6.000
Villars-Col.	20	98	—	—	77.000	—	20	85	—	—	—	60.000	26	90	—	—	—	90.000
Entrevaux	3	10	—	—	3.600	—	3	10	—	—	—	3.500	3	8	—	—	—	4.600
Fugeret	2	4	—	—	1.000	—	2	4	—	—	—	1.000	2	4	—	—	—	1.300
La Garde	2	4	—	—	960	—	2	4	—	—	—	900	—	—	—	—	—	—
Méaille	2	4	—	—	950	—	2	4	—	—	—	925	2	3	—	—	—	1.200
Peyroules	5	12	—	—	3.800	—	5	12	—	—	—	3.600	4	6	—	—	—	1.200
Senéz	3	8	—	—	2.400	—	3	8	—	—	—	2.500	3	10	—	—	—	1.600
Soleilhas	6	16	—	—	5.300	—	6	16	—	—	—	5.200	6	16	—	—	—	7.000
Thorame-H.	6	18	—	—	7.400	—	6	15	—	—	—	7.000	8	15	—	—	—	9.000
Thorame-B	8	20	—	—	8.300	—	8	18	—	—	—	8.000	8	16	—	—	—	10.000
TOTAUX...	90	304	—	—	136.460	—	90	280	—	—	—	5	93	278	—	—	—	170.500
													91	234	—	—	—	164.400

Source : Arch. B.-A., série M.12, art. 8, arr. de Castellane, folios 10, 30, 64, 88.

OBSERVATIONS :

ANNÉES	QUANTITÉ DE LAINE UTILISÉE	PRIX DU Kg.
1811	200 q.	2 fr.
1812	175 q.	1 fr. 75
1816	369 q.	1 fr. 69
1817	300 q.	1 fr. 85

La valeur des produits portés dans la 4^e colonne est celle résultant du travail des ouvriers pendant les six mois d'hiver.

NOTE :

NOMS DES PRINCIPAUX FABRICANTS	COMMUNES QU'ILS HABITENT	NOMBRE D'OUVRIERS QU'ILS EMPLOIENT	
		1811	1816
Joseph Gravier	Villars-Colmars	15	16
André Barbaroux	Villars-Colmars	12	12
Joseph Boyer	Beauvezer	8	10
Jean-Dom. Beineguet	Colmars	6	

*STATISTIQUE GENERALE INDUSTRIELLE
ET MANUFACTURIERE*

Draps communs

ANNÉE 1811

TABLEAU N° 116

Nous ne reproduisons pas le tableau qui ne comporte que deux chiffres :

Nombre d'établissements : 211.

Nombre d'ouvriers travaillant isolément pour leur compte : 211.

OBSERVATIONS :

1 kilogramme de laine lavée coûte 4 fr. ; une pièce de drap emploie 11 kg. $\frac{2}{3}$ de laine. La valeur intrinsèque de la matière est donc : 46 fr. 66. Lorsqu'elle est ouvrée, on la vend de 55 à 65 fr. La différence est donc la valeur des produits qu'établissent ces ouvriers.

On a fabriqué en 1811 cinq mille neuf cent trente-neuf pièces de drap.

ANNÉE 1812.

Pour l'année 1812, le tableau n° 116 donne trois chiffres :

Nombre d'ouvriers isolés : 207.

Valeur des produits qu'établissent ces ouvriers : 205.370 fr.

Valeur brute des produits exportés à l'étranger : 164.896 fr.

MINISTÈRE DES MANUFACTURES ET DU COMMERCE

Statistique industrielle et manufacturière

Département
des BASSES-ALPES

TABLEAU N° 122
ANNÉES 1811, 1816, 1817

TABLEAU N° X

RÈGNE ANIMAL

TISSUS LAINE ET FIL

Communes	1811				1816				1817			
	Nombre d'établissements	Nombre ouvriers travaillant pour ces établissements	Prix moyen des journées	Valeur brute des produits	Nombre d'établissements	Nombre ouvriers travaillant pour ces établissements	Prix moyen des journées	Valeur brute des produits	Nombre d'établissements	Nombre ouvriers travaillant pour ces établissements	Prix moyen des journées	Valeur brute des produits
Saint-André	3	6	1,25	750	3	6	1,25	700	3	6	1,25	700
Annot	3	6	1,25	800	3	6	1,25	630	3	6	1,25	600
Bleux	1	2	1,25	260	1	2	1,25	250	1	2	1,25	230
Castellane	4	8	1,50	1.400	4	8	1,50	1.300	4	6	1,50	1.500
Colmars	1	2	1,25	250	2	4	1,25	700	2	4	1,25	650
Entrevaux	3	6	1,25	900	3	6	1,25	450	3	4	1,25	500
Villars-Colmars	—	—	—	—	3	6	1,25	900	3	6	1,25	1.000
Eoux	1	2	1,25	200	—	—	—	—	—	—	—	—
Fugeret	1	2	1,25	250	2	4	1,25	200	2	4	1,25	600
Beauvezer	—	—	—	—	4	8	1,25	1.200	4	8	1,25	1.400
La Garde	1	2	1,25	200	—	—	—	—	—	—	—	—
Méaille	—	—	—	—	1	2	1,25	180	1	2	1,25	200
Moriez	1	2	1,25	280	—	—	—	—	—	—	—	—
Peyroules	—	—	—	—	1	2	1,25	250	1	2	1,25	200
La Mère	1	2	1,25	250	—	—	—	—	—	—	—	—
Senèze	2	4	1,25	500	2	4	1,25	200	2	4	1,25	300
Thorame Haute	1	2	1,25	260	1	2	1,25	60	1	2	1,25	200
Thorame Basse	1	2	1,25	250	1	2	1,25	80	1	2	1,25	150
Soleilhas	—	—	—	—	1	2	1,25	150	1	2	1,25	200
TOTAL...	24	48	—	6.550	32	64	—	7.550	32	60	—	8.330

Source : Arch. B.-A., série M-12, art. 8, arrondissement de Castellane, folios : 13, 67, 91

OBSERVATIONS :

On insiste sur le fait que les cadis étant des draps très grossiers, il ne faut pas une grande habileté pour les tisser. L'apprentissage peut être fait chez un voisin en un mois. Le travail étant artisanal et familial, on ne peut calculer aucun salaire journalier. Les fileuses isolées gagnent toujours 50 centimes le kg. pour le fil de chaîne et 48 centimes pour le fil de trame.

En 1812, on a fabriqué 3.734 pièces de drap, dont le prix moyen s'établit à 55 fr. la pièce. Par suite, la valeur des produits qu'établissent les ouvriers est de 205.370 fr. 1/5 du produit de la fabrication est défalqué pour l'habillement de la population, d'où il reste une exportation de : 164.296 fr.

« D'après ces données, il devient évident que le commerce des draps dans l'arrondissement n'est alimenté par d'autre capital que celui des troupeaux qu'élèvent les habitants... »

« Le produit de la vente des draps exportés à l'étranger n'est point celui d'un capital effectif, mais seulement une partie du revenu des terres et des pâturages ».

Source : Arch. B.-A. série M.12, art. 8, arrondissement de Barcelonnette.

TABLEAU N° IX

Extraits de deux tableaux statistiques :

Nombre de métiers pour le tissage :

1812 : 150

(1)

1816 : 218

(2)

Quantité de laine filée :

1812 : 40.850 kg.

1816 : 10.380 kg.

NOMBRE DE PIÈCES DE

1812

1816

Douzaine

2.522

678

Ménage

1.094

279

Cadis

333

71

Burate

10

16

TOTAL :

3.959

1.042

Source : Arch. des B.-A. série M.14, art. 2, arrondissement de Barcelonnette.

(1) Chiffres annuels.

(2) Chiffres pour le deuxième trimestre seulement de 1816.

OBSERVATIONS : Quantité de matières premières employées :

ANNÉES	NOMB. DE Q. DE CHANVRE	PRIX MOYEN	NOMB. DE Q. DE LAINE	PRIX MOYEN
1811	9 q.	110 fr.	4 q.	225 fr.
1816	13 q.	125 fr.	6 q.	169 fr.

La valeur des produits portés dans la 4^e colonne est celle résultant du travail des ouvriers pendant le nombre de jours où ils ont été occupés à cette fabrication.

NOTE : Les principaux fabricants sont :

Jean-B. Crau à Annot, qui emploie 2 ouvriers ; et Antoine Bourgaru à Castellane, qui emploie 2 ouvriers.

« Depuis au delà de cent ans, on fabrique dans l'arrondissement des tissus laine et fil, et cette fabrication est toujours à peu près la même. »

TABLEAU N° XI

Département
des BASSES-ALPES

ANNÉES 1811, 1812, 1816, 1817

TABLEAU N° 117

MINISTÈRE DES MANUFACTURES ET DU COMMERCE

Statistique industrielle et manufacturière

COUVERTURES DE LAINE

COMMUNES	1 8 1 1				1 8 1 2			
	Nombre d'établissements	Nombre ouvriers travaillant pour ces établissements	Prix moyen des journées	Valeur brute des produits	Nombre d'établissements	Nombre ouvriers travaillant pour ces établissements	Prix moyen des journées	Valeur brute des produits
Beauvezet	1	2	2 fr.	3.000 fr.	1	2	2 fr.	3.500 fr.
Villars-Colmars	1	2	2	3.000	1	2	2	4.000

COMMUNES	1 8 1 6				1 8 1 7			
	Nombre d'établissements	Nombre ouvriers travaillant pour ces établissements	Prix moyen des journées	Valeur brute des produits	Nombre d'établissements	Nombre ouvriers travaillant pour ces établissements	Prix moyen des journées	Valeur brute des produits
Beauvezet	1	2	2 fr.	3.000 fr.	1	2	2 fr.	3.500 fr.
Villars-Colmars	1	2	2	3.400	1	2	2	4.000

Source : Arch. B.-A., série M-12, art. 8, arrondis. de Castellane, folios 11, 31, 65, 89.

OBSERVATIONS :

ANNÉES	QUANTITÉ DE LAINE UTILISÉE	PRIX DU Q.
1811	25 q.	180 fr.
1812	28 q.	200 fr.
1816	30 q.	169 fr.
1817	28 q.	200 fr.

NOTE : André Barbaroux, de Villars-Colmars, employant deux ouvriers, est le principal fabricant.

TABLEAU N° XII

DÉPARTEMENT
DES
BASSES-ALPES

MINISTÈRE DES MANUFACTURES ET DU COMMERCE
Statistique Industrielle et Manufacturière

RÈGNE ANIMAL					TEINTURERIE° EN LAINE			
COMMUNES	1 8 1 1				1 8 1 2			
	Nombre d'établissements	Nombre ouvriers travaillant pour ces établissements	Prix moyen des journées	Valeur brute des produits	Nombre d'établissements	Nombre ouvriers travaillant pour ces établissements	Prix moyen des journées	Valeur brute des produits
St-André	1	2	1,50 fr.	1.800 fr.	1	2	1,50 fr.	1.600 fr.
Annot	1	2	1,50	1.700	1	2	1,50	1.500
Castellane	1	2	1,50	2 000	1	2	1,50	2.100
Colmars	1	2	1,50	1.900	1	2	1,50	1.200
Villars-Colmars	1	2	1,50	2.000	2	4	1,50	4.000
TOTAL				9.600				10.400
	1 8 1 6				1 8 1 7			
	1	2	1,50 fr.	1.800 fr.	1	2	1,50 fr.	2.000 fr
St-André	1	2	1,50	1.800	1	2	1,50	1.500
Annot	1	2	1,50	1.690	1	2	1,50	1.500
Castellane	2	4	1,50	4.000	2	3	1,50	3.500
Colmars	1	2	1,50	1.600	1	2	1,50	4.500
Villars-Colmars	2	4	1,50	4.000	2	4	1,50	4.500
TOTAL				13.050				13.000

Source : Arch. B.-A., série M. 12, art. 8, arrondissement de Castellane, folios : 9, 32, 68, 92.

OBSERVATIONS (du TABLEAU XII) :

Pendant l'année 1811, les teinturiers ont employé : 5 q. métriques de galle du pays au prix de 15 fr., 10 q. de bois jaune au prix de 180 fr., 9 q. de bois campêche au prix de 210 fr., 3 q. de coupe-rose au prix de 75 fr., 3 q. de tartre de tonneau au prix de 75 fr., 2 q. de verdet au prix de 700 fr. et 2 q. d'alun au prix de 120 fr.

Année 1812 : 6 q. galle de pays à 15 fr., 11 q. de bois jaune à 180 fr., 10 q. de bois campêche à 210 fr., 4 q. de coupe-rose à 75 fr., 2 q. de verdet à 700 fr., 2 q. d'alun à 120 fr.

« La valeur des produits portée dans la 6^e colonne est celle résultant des teintures faites pendant les 75 jours ou environ pendant lesquels on a eu du travail. »

NOTE :

1811

NOMS DES PRINCIPAUX FABRICANTS	COMMUNES QU'ILS HABITENT	NOMBRE D'OUVRIERS QU'ILS EMPLOIENT
Antoine Collomp	Saint-André	2
J.-J. Collombet	Castellane	2
Benjamin Ventre	Villars-Colmars	2

En 1816, les principaux fabricants sont : Bagnol et Collombet à Castellane, et Collomp à Saint-André.

Des tableaux qui précèdent, il ressort que les choses n'avaient pas beaucoup changé depuis les origines, tant dans l'arrondissement de Castellane que dans celui de Barcelonnette.

Disons pour commencer comment nous avons établi ces tableaux. Les archives départementales des Basses-Alpes nous ont livré une masse considérable de documents statistiques sous forme de rapports annuels ou trimestriels. Malheureusement, les séries que nous avons eu à manipuler pour la décade 1810-1820 étaient toutes incomplètes. Ces rapports étaient faits sous la forme de tableaux, portant un numéro de série que nous avons conservé : ainsi, les données concernant les couvertures de laine étaient toujours consignées sous le numéro 117. Nous avons aussi conservé la division en colonnes de ces tableaux partiels, et nous avons groupé plusieurs années en une seule table.

Les tableaux proprement dits étaient accompagnés de lettres, d'observations et souvent de papillons rajoutés et collés sur le document primitif, comportant eux-mêmes tableaux et observations. Nous allons essayer de dégager une vue synthétique résultant de ces documents multiples.

Approvisionnement.

La filature des laines n'est faite qu'avec celles des troupeaux du pays. Les artisans fabriquant les draps communs du pays n'utilisent que ces laines. Les tisserands produisant des tissus laine et fil emploient exclusivement laine et chanvre indigènes. Donc, tout l'approvisionnement en matières premières est fait sur place.

Dans tout le processus de fabrication, une seule exception vient confirmer la règle générale et c'est, lorsque les draps sont teints, la phase de la teinturerie. En effet, les drogues et bois colorants entrant dans la fabrication des teintures de l'époque sont presque tous achetés à Marseille. Si l'on ne tient pas compte des produits colorants, d'ailleurs très peu utilisés, on peut dire que la laine des troupeaux élevés dans les montagnes est la base même de toute l'activité industrielle de la Vallée du Verdon.

Production.

Le cliché qui revient sans cesse est celui-ci : « On ne fabrique dans cette contrée que des draps très grossiers qui sont appelés *Cadis* en idiome du pays ».

L'état des teintureries de l'arrondissement de Castellane mentionne que les draps qui sont fabriqués dans l'arrondissement sont presque tous laissés en couleur naturelle de la laine et en blanc, ce qui fait qu'il y a peu de teinturiers et qu'encore ils n'ont de l'ouvrage qu'une partie de l'année.

Outre les cadis, on fabriquait aussi des serges, des douzaines, des ménages, des burates et des demi-laine. Le soin de fabriquer les tissus laine et fil était laissé, en exclusivité, aux fabricants de toiles de chanvre. Leur production se limitait d'ailleurs à un très petit nombre de pièces sortant annuellement des métiers.

Voici un passage du rapport du 20 avril 1812, adressé par le sous-préfet de Barcelonnette au préfet des Basses-Alpes, qui précise fort utilement la qualité des différentes sortes de tissus ouvrés dans l'arrondissement.

« Les pièces de drap se divisent en quatre classes : les pièces de douzaine, les ménages, les cadis, les burates.

« Les pièces de douzaine de vingt-quatre mètres de long, cinquante-cinq centimètres de large, pèsent neuf kilos un quart.

« Les ménages de vingt-huit mètres de long, soixante centimètres de large, pèsent onze kilos deux septièmes.

« Les cadis de trente mètres de long, quatre-vingt centimètres de large, pèsent quinze kilos un sixième.

« Les burates sont une espèce de drap léger destiné à l'habillement des femmes. La chaîne et la trame sont du même fil. Elles ont trente mètres de long sur quatre-vingt centimètres de large et pèsent douze kilos deux tiers.

« C'est d'après ces bases qui sont sûres qu'on a le droit de certifier que pour fabriquer 3.959 pièces de drap, on a filé 65.677 kg. de laine ». (1)

Enfin, la gamme des produits textiles comprenait aussi des couvertures grossières de laine, servant pour couvertures de lit et pour couvrir les charges des mulets de transports.

Fluctuations de la production.

L'état sur la fabrication des draps communs pour l'année 1811, signale que cette industrie avait été prospère jusqu'à l'année 1806 dans le canton de Colmars. « Depuis lors, elle a diminué sensiblement, parce que la stagnation du commerce a fait diminuer et presque cesser tout débit de ces draps ». Une partie de la production de 1811 est restée invendue et le prix en a fort baissé.

La même année, on signalait aussi que la consommation, et par suite la fabrication des couvertures de laine, étaient en diminution depuis 8 à 10 ans. Par ailleurs, le travail des teinturiers en laine avait « infiniment diminué depuis au delà de dix ans ».

L'année 1812 ne présente aucune amélioration, bien au contraire. Dans une lettre du 2 avril 1812, le sous-préfet de Castellane s'exprimait ainsi : « ... je dois encore vous faire remarquer (et mon devoir d'administrateur m'y oblige) que cette branche d'industrie des troupeaux diminue sensiblement depuis deux à trois ans par les gênes que la garde forestière fait éprouver aux habitants dans la jouissance des pâturages communaux. Cette gêne souvent déplacée devient une vexation, parce que les gardes ont la prétention de vouloir empêcher l'introduction des troupeaux dans les endroits escarpés où il n'y a ni bois ni semis. Cette gêne très nuisible à l'intérêt public et particulier et que la loi n'autorise point, détruit cette précieuse branche de commerce et achève de ruiner et de désespérer l'habitant des montagnes. J'ay eu l'honneur

(1) Arch. des B.-A., série M. 14, art. 2.

de vous présenter maintes fois des doléances pour cette importante matière, sans avoir obtenu de vous aucune réponse ». (1)

Une nouvelle lettre du 14 mai 1812 poursuit ce monologue de désolation : « Attendu la misère de la présente année, les ventes et les consommations en toiles et étoffes de laine ont infiniment diminué et par suite la fabrication pendant le 1^{er} trimestre 1812 s'en est ressentie. L'on peut porter au quart la diminution qui a eu lieu tant pour la fabrication des toiles que pour celle des draps et conséquemment il y a eu 1/4 de moins de métiers en activité, 1/4 de moins d'ouvriers employés, 1/4 de moins de matières ouvrées et 1/4 de moins de produits.

« Voilà quel a été pour le commencement de cette année l'effet des malheurs du temps, et de la cessation du commerce sur le littoral des départements méridionaux où se faisait la consommation des draps de cet arrondissement ». (2)

Cette lettre n'était que l'écho d'une missive du sous-préfet de Barcelonnette, datée du 8 mai 1812.

« C'est seulement au dernier trimestre de 1812 que je pourrai vous marquer avec certitude la variation qu'aura éprouvé cette branche de commerce. Elle sera grande, car les trois quarts des laines ayant été vendues ce printemps, il ne restera pas un tiers des métiers employés et on ne fera qu'un quart des draps qu'on fabriquait annuellement ». (3)

Le rapport du 17 mars 1812 du sous-préfet de Barcelonnette, dont nous avons déjà donné un extrait, essaie d'expliquer cette crise. « Ce commerce était plus considérable, mais la fabrication, livrée à l'insouciance ou à l'avidité de l'habitant, s'est senti du défaut de surveillance. Le fabricant ne songeant plus à mériter la préférence par les soins donnés au choix des laines, au filage, au foulon, ne s'est occupé qu'à augmenter le nombre des draps, leur qualité s'en est ressentie et les demandes des consommateurs ont diminué en même raison.

« D'autre part, l'établissement de plusieurs fabriques de draps dans les départements voisins, dont la filature s'exécute par mécanique, doit nécessairement écraser toutes celles dont la filature se fait à la main.

« De plus, plusieurs maisons de détention ont élevé des fabriques de draps. Le prix du travail des détenus, livré à des entrepreneurs, a été fixé à un taux si bas, qu'il est impossible que l'ouvrier libre, qui n'est pas nourri aux dépens de l'Etat, soutienne

(1) (2) et (3) Arch. des B.-A., série M.14, art. 2.

la concurrence. Ce motif a déjà déterminé plusieurs habitants à vendre la laine qu'ils faisaient ouvrir autrefois à des négociants qui la recherchent et la transportent ailleurs. Tout annonce donc que la fabrication des draps dans l'arrondissement de Barcelonnette est au moment de sa chute. Cet événement achèvera la ruine de nos habitants pour lesquels la main d'œuvre était un vrai produit.

« Un objet de cette importance avait mérité toute l'attention de l'administration. On voyait approcher la décadence et on voulait pourvoir aux moyens de l'arrêter ; peut-être est-il trop tard d'y songer par les motifs rapportés ci-dessus qui assurent que la main d'œuvre locale ne peut plus soutenir la concurrence. Cependant, le Conseil d'arrondissement dans ses séances, avait demandé l'établissement d'un inspecteur chargé de surveiller et régulariser la fabrication des draps. J'en ai souvent renouvelé la demande dans mes comptes rendus du trimestre. Son traitement n'aurait pas été à la charge de l'Etat, puisque le Conseil général avait voté un droit de vingt-cinq centimes par chaque pièce de drap que l'inspecteur aurait stampillé. Si ce vœu bien prononcé pouvait encore avoir son effet, je puis croire que ce serait le seul moyen de soutenir, de faire renaître dans cette contrée une branche d'industrie seule capable de faire rentrer le numéraire qui s'échappe par toutes les issues ». (1)

On croirait vraiment lire une lettre du bon Gérard de Clignon ou de l'un de ses collègues de l'ancienne viguerie de Colmars.

L'année 1816 est une année de reprise. En effet, l'état sur les draps communs pour l'arrondissement de Castellane signale un fabricant de plus dans cette localité, employant 3 ouvriers. L'état sur les teintureries annonce que « le travail semble reprendre de la consistance ». Les tisserands fabriquant les tissus laine et fil ont eu deux mois de travail au lieu d'un seul auparavant. Enfin, l'état relatif au deuxième trimestre 1816 sur les fabriques de draps dans l'arrondissement de Barcelonnette remarque que « la quantité de fourrage récoltée en 1815 a produit une augmentation sensible de la fabrication des draps ». Notons que cette année-là le prix de la laine était tombé à 169 fr. le quintal alors qu'il était précédemment à 200 fr.

Débouchés.

Quant à la filature, la réponse est aisée : toute la laine filée est employée dans le pays, « elle ne va pas à l'étranger ».

(1) Arch. des B.-A., série M. 14, art. 2.

Les draps se vendent en partie sur place, « pour l'habillement des gens du peuple » et en partie, la plus grande partie d'ailleurs, dans les départements voisins des Alpes-Maritimes, du Var et des Bouches-du-Rhône. Les grands marchés sont les ports de mer, où les cadis servent « à l'habillement du peuple et surtout des marins ».

Le rapport du sous-préfet de Barcelonnette du 17 mars 1812 énumère comme débouchés : la Côte d'Or, le Var, les Bouches-du-Rhône et la Ligurie.

Il en est de même pour les couvertures de laine qui sont fabriquées pour l'usage du pays et des départements voisins. Les tissus laine et fil ne rentrent pour ainsi dire pas dans le cercle du commerce, ils sont destinés à la consommation locale. Quant aux teinturiers, ils ne travaillent que pour le pays.

Concentration.

« Une partie de la population ouvrière était passée peu à peu dans les localités voisines : Villars et Beauvezer. Vers l'époque dont nous parlons, au lendemain de la Restauration, Villars devint le centre de fabrication ». (1)

Qu'il s'agisse de filature ou de tissage, Villars-Colmars avait alors une supériorité écrasante avec ses cent fileurs et sa centaine de tisserands. C'est là aussi qu'il y avait la plus grosse fabrication de couvertures et l'une des plus grandes teintureries de la vallée.

Beauvezer se classait immédiatement après, concurrencé, pour la filature seulement, par Allos qui envoyait ses laines filées à Villars et à Beauvezer. Colmars n'occupait alors que le troisième rang, encore était-elle égale en bien des points par Castellane. C'est dans cette dernière localité que se trouvait l'autre grand teinturier de la vallée. C'est là aussi qu'on fabriquait le plus grand nombre de pièces de tissu laine et fil, alors que la fabrication en était presque nulle dans la haute vallée, probablement en raison du climat.

Thorame-Haute et Thorame-Basse, d'importance à peu près égale, faisaient figure de centres très actifs. Enfin, occupant un rang tout à fait secondaire, Saint-André ne se remarquait que par sa production assez importante de tissus laine et fil et par une teinturerie classée parmi les plus actives, appartenant à un certain

(1) M^e Roux, *Histoire de Colmars*, manuscrit.

TABLEAU N° XIII

Arrondissement
de CASTELLANE

DEPARTEMENT DES BASSES-ALPES

Etat de situation des fabriques de draps par trimestre (1812-1813)

Périodes	Nombre de filatures par mécanique		Nombre de métiers pour le tissage		Nombre d'ouvriers employés						Quantité de laine filée		Fabrication							
					à la filature par mécanique ou à la main		au tissage		aux autres mains d'œuvre et façons la fabrique				Nombre de pièces cadis		Nombre de pièces serge		Nombre de pièces demi-laine		Total	
	S.A.	B.	S.A.	B.	S.A.	B.	S.A.	B.	S.A.	B.	S.A.	B.	S.A.	B.	S.A.	B.	S.A.	B.	S.A.	B.
1812	4	18	20	100	4	18	4	18			200 K.	1,000 K.	25	200	10	15	12	20	47	235
1 ^{er} trim.																				
1813																				
les trim.																				
2 ^e trim.	(1)	18	5	25	1	4	1	4			50	250	6	50	3	4	3	5	12	59
3 ^e trim.	(2)																			
4 ^e trim.	4	16	16	80	4	15	9	15			190	900	20	180	9	12	10	15	39	207

(1) Pendant les mois d'hiver aucun envoi de statistiques n'a été fait.

(2) Il n'a point été fait de fabrication pendant le trimestre, attendu que les ouvriers se sont livrés dans ce moment aux travaux de la campagne.

Source : Arch. B.-A., série M.14, art. 2.

Antoine Collomp, que nous retrouverons très bientôt dans notre deuxième partie.

Nous ne parlons pas de la poussière des autres villages et hameaux, appelés à disparaître dès l'introduction des machines.

Technique de production.

Toutes les laines étaient filées à la main. Le fil de chaîne se faisait au rouet, celui de trame au grand tour. Cette occupation était réservée aux femmes, dont on peut dire qu'elles étaient toutes fileuses.

Le tissage se faisait sur des métiers à bras. D'une façon générale, tout le travail était fait à la main.

Nombre d'ouvriers par établissement.

Tout le travail de filature était exécuté par des ouvriers isolés. Il n'y avait aucun établissement consacré à cette phase de la production. D'ailleurs, le plus souvent, la laine filée dans la famille était tissée par les mêmes personnes.

Si, à Barcelonnette, il n'y avait aucune fabrique de draps, par contre la Vallée du Verdon, à partir de Colmars, avait quelques petits établissements, groupant au maximum seize ouvriers ; c'est dire qu'il s'agissait de très petites entreprises.

Les établissements fabriquant les couvertures et les tissus laine et fil ainsi que les teintureries, comptaient au maximum quatre ouvriers. Il s'agissait donc d'une organisation presque uniquement artisanale.

Rythme saisonnier du travail.

Tous les documents sont unanimes à constater que les fileuses et les tisserands ne travaillent qu'une partie de l'année, pendant les six mois d'hiver. Le reste de l'an est employé aux travaux de la campagne. De ce fait, les documents statistiques trimestriels ne peuvent être fournis pour le deuxième trimestre de chaque année. Nous avons essayé de mettre en lumière ce rythme saisonnier du travail dans le tableau que nous donnons à la page suivante.

Les fabricants de tissus laine et fil ne travaillent qu'un à deux mois par an. Enfin, les teinturiers n'ont pas un travail suivi.

Ils ne sont occupés à peu près que trois mois dans le courant de l'année.

Salaires.

Les états dressés dans l'arrondissement de Barcelonnette ne donnent qu'une indication indirecte : les fileuses gagnent 50 centimes par kilogramme de fil de chaîne produit, et 48 centimes par kilogramme de fil de trame. Etant donné le caractère familial de la production, aucun autre chiffre n'a pu être fourni.

Les états relatifs à l'arrondissement de Castellane donnent les prix moyens des journées payées aux ouvriers. Rien n'est dit des fileuses, mais les ouvriers fabriquant les couvertures de laine gagnent 2 fr., les teinturiers 1 fr. 50, les fabricants de tissus laine et fil ont 1 fr. 25, sauf à Castellane, où ils ont 1 fr. 50 ; les tisserands de draps communs sont les plus mal rémunérés avec 1 fr. 20 par jour.

A titre de comparaison, voici, d'après divers états de 1817 (1), quels étaient les prix des journées des divers corps de métier.

TABLEAU N° XIV

MÉTIERS	SALAIRES DANS L'ARROND. A CASTELLANE	
Saline	1 fr.	
Carr. et fours à plâtre	1 fr. 25	1 fr. 50
Taillanderie	1 fr. 50	2 fr.
Serrurerie.	1 fr. 25	1 fr. 50
Chaudronnerie	1 fr. 50	
Fours à chaux	1 fr. 50	2 fr.
Poter. comm. et vernissées	1 fr. 25	1 fr. 50
Tuileries et briqueteries	1 fr. 25	
Toile de chanvre, Cordages	1 fr. 25	
Megisserie	2 fr.	
Fabricat. d'huile d'olive	1 fr. 25	
Sellerie et bourrelerie	1 fr. 25	1 fr. 50

La même année, les prix moyens des journées dans l'arrondissement de Forcalquier étaient les suivants. (1)

Manosque : tannerie, 1 fr. 50 ; filature de soie, 1 fr. ; Val-saintes : verrerie, 2 fr. ; Volx : martinet, 2 fr. ; Forcalquier et Peyruis : poteries, 1 fr. 60 ; plusieurs localités de l'arrondissement : tuileries, 1 fr. 50.

Par conséquent, les tisserands avec 1 fr. 20 par jour étaient les plus mal rémunérés de tous les ouvriers, à l'exception près des ouvriers des salines dans l'arrondissement de Castellane, et des ouvriers des filatures de soie de Manosque.

C'est sur ce tableau d'ensemble que nous terminerons notre première partie, en remarquant une fois de plus que rien n'avait beaucoup changé au cours d'environ trois siècles d'activité.

(1) Arch. des B.-A., série M. 12, art. 8, arrond. de Castellane, f° 72 et suiv.

DEUXIEME PARTIE

**LES DRAPS DE SAINT-ANDRE
ET LES DRAPS DE BEAUVEZER**
depuis 1819 jusqu'à nos jours



SAINT-ANDRE-LES-ALPES

Le Verdon et perspective sur la vallée de l'Issole.

CHAPITRE PREMIER

LA RENAISSANCE DE L'INDUSTRIE TEXTILE

L'adoption de machines nouvelles à la fin du premier quart du XIX^e siècle fut le signal d'un réel renouveau que nous allons voir dans notre deuxième partie, à laquelle cette phrase de Eisenmenger et Cauvin pourrait servir d'introduction :

« Après une période de déclin à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle, il se produisit vers 1830 une véritable renaissance de l'industrie en Haute-Provence grâce à la création de routes, de ponts et à la transformation du matériel industriel ». (1)

Examinant les principales conditions de prospérité d'une industrie, J.-J. Julien énumère (2) :

- 1° Des capitaux à un intérêt modéré ;
- 2° La proximité des matières premières ;
- 3° Des débouchés faciles pour les produits fabriqués ;
- 4° Le bas prix de la main d'œuvre et du combustible ;
- 5° La puissance et l'économie des forces motrices.

Les combustibles sont absents du département des Basses-Alpes. Les débouchés faciles font défaut, car à cette époque encore, il n'existait pas de routes praticables aux voitures, surtout dans la partie la plus montagneuse du département. C'est dans cette région que se trouve des cours d'eau puissants et une main d'œuvre à bas prix, ajoute l'auteur de l'article. C'est là qu'existe la fabrication des draps, industrie qui, à l'époque (1837), connaît un renouveau et se trouve en plein développement. De Colmars à Castellane, toute la vallée du Verdon résonnait au bruit des métiers, car là étaient réunis force motrice, main d'œuvre à bon marché et matière première, l'élevage du menu bétail étant toujours une des principales ressources des habitants.

(1) *La Haute-Provence*, p. 189.

(2) *Fabriques de Draps, Journal des Basses-Alpes*, 1^{re} année, 5 mars 1837,

Julien ajoute dans son article : « La prospérité toujours croissante des fabriques de drap de ménage devait donner à des spéculateurs l'idée de s'en emparer ; il s'agissait pour cela de rendre, par l'emploi des machines, la fabrication plus économique, plus active, plus soignée, et ils y sont parvenus ».

Cette vue un peu idyllique de l'état prospère des « fabriques » de drap de ménage nous paraît être une explication facile des débuts de la mécanisation. Certes, le mouvement de reprise que nous avons vu se dessiner en 1816 a joué un rôle stimulant pour amorcer le mouvement de renaissance de l'industrie drapière du Verdon, mais nous émettons quelques doutes quant à « la prospérité toujours croissante » dont parle Julien.

Toujours est-il qu'en 1830, la fabrication des draps prit un essor considérable dans la Vallée du Verdon. Tandis que Colmars ne jouait plus qu'un rôle très secondaire, on vit de nombreuses fabriques s'établir à Villars-Colmars, Chasse, Beauvezer, Thorame-Haute, Thorame-Basse, la Mûre, Saint-André-les-Alpes et Castellane. On assista même à un véritable phénomène de concentration industrielle et commerciale, comme nous le verrons au cours de nos développements ultérieurs.

SAINT-ANDRÉ-LES-ALPES.

Autrefois connu sous le nom de Saint-André-du-Seuil, puis de Saint-André-de-Méouilles, Saint-André ne vit apparaître l'industrie des draps sous une forme vraiment active qu'en 1819. En effet, au temps de la production purement artisanale, Saint-André ne fit jamais figure de grand centre producteur. Certes, il avait dans ce village des tisserands, comme il y en avait dans tous les autres villages de la vallée, mais jamais le nom de Saint-André n'avait été lié à l'industrie des cordeillats et des cadis comme ceux de Colmars, Allos, Beauvezer, Villars-Colmars ou Castellane l'avaient été.

En 1819, les choses changèrent, lorsque André Honnorat construisit la première fabrique digne de ce nom, première non seulement à Saint-André, mais dans la vallée du Verdon, et peut-être dans le département des Basses-Alpes. D'après J.-J. Julien, cette fabrique, d'abord fort exigüe, se composait en 1837 de quatre cadres, dix filatures, neuf métiers à tisser, une tondeuse deux foulons, « tout cela aggloméré dans de vastes bâtiments qui ne manquent pas d'élégance » ajoutait l'auteur de l'article. Elle employait à l'époque cinquante ouvriers, durant toute l'année, et

produisait annuellement 10.000 aunes de drap, dont le prix moyen était de 9 fr. 50 l'aune.

La concurrence s'établit sous le rapport du nombre d'ouvriers, des machines, de la qualité et de la perfection des produits lorsque Adrien Pascal fonda sa fabrique en 1835, à la Mûre. Il occupait une trentaine d'ouvriers. (Il est à remarquer que Saint-André et La Mûre ne sont séparés que par deux kilomètres et que les deux fabriques, situées sur les confins des deux communes, fonctionnaient avec l'eau de l'Issole, à quelques centaines de mètres en amont du confluent de cette rivière avec le Verdon).

Au moment de la rédaction de l'article de J.-J. Julien, une troisième fabrique venait de s'ouvrir à Saint-André en 1837, dont le fondateur était Jean-Baptiste Honnorat, simple homonyme du premier créateur de l'industrie mécanisée dans la petite localité industrielle. Elle comptait une dizaine d'ouvriers seulement. Plus tard, une quatrième fabrique, occupant elle aussi une dizaine d'ouvriers fut ouverte par Simon.

Anticipant un peu, nous dirons tout de suite que vers 1870, Saint-André était le principal centre de fabrication de la région. A cette époque, les draps étaient connus uniquement sous le nom de « draps de Saint-André ». Ce n'est que plus tard, Beauvezer étant la seule localité ayant conservé un embryon d'industrie que ces étoffes prirent l'appellation de « draps de Beauvezer ». Disons aussi que Villars-Colmars, dont nous avons vu l'importance à la veille de l'introduction des machines, eut un moment la spécialité des flanelles.

LE MOUVEMENT D'EXPANSION PREND DE L'AMPLEUR ET TRAVERSE LA FRONTIERE.

En 1832, la fabrique Roux ouvre à Villars-Colmars. En 1836, c'est L. Trotabas qui fonde la sienne à Beauvezer. La même année, l'expansion débordant la vallée du Verdon, J. Roux ouvre les portes de son établissement à Annot, alors que les fabriques J. Ailhaud à Moriez, Gibert à Vergons, Moulard à Annot sont déjà en exploitation. En 1837, la situation est donc la suivante, Thorame-Haute aussi sa fabrique, fondée par Jean-Honoré Dartier (Nous nous limitons bien entendu au bassin fluvial du Verdon).

TABLEAU N° XV

LOCALITÉS	FABRIQUES	FONDATION
Saint-André	André Honnorat	1819
	Jean-Baptiste Honnorat	1837
La Mûre	Adrien Pascal	1835
Villars-Colmars	Honoré Roux	1832
Beauvezer	L. Trotabas (Grande Fabrique)	1836
	Pierre Roux	
Thorame-Haute	Jean-Honoré Dartier	
Vergons	Gibert	

J.-J. Julien soulignait alors dans son article que « M. Engelfred, propriétaire riche et éclairé », se proposait d'établir une troisième fabrique à Beauvezer. Par ailleurs, on annonçait la construction prochaine de trois établissements analogues à Saint-Julien par la Société Gibert, à Allons par Honnorat, et à Allos par Laugéri Rozet. On peut parler d'une réelle « fièvre des fabriques de drap » vers le milieu du xix^e siècle dans la Vallée du Verdon.

Cette fièvre était contagieuse, puisque Saint-Martin d'Entraunes vit s'ouvrir une fabrique avec quatre métiers et dix ouvriers, en 1840. Raoul Blanchard (1) en parle d'ailleurs comme d'un cas exceptionnel, car le Haut-Var et la Haute-Tinée, qui avaient connu une activité industrielle textile assez importante au temps des cordeillats, n'eurent jamais de fabriques mécanisées, sauf cette initiative restée sans écho. Voici d'ailleurs les termes même de Raoul Blanchard : « A ce voisinage de l'ancienne frontière, une émanation française venue du Haut-Verdon avait dû franchir le col des Champs : tout comme à Beauvezer ou Saint-André, un novateur, H. Olivier, a installé vers 1840 tout un appareillage mécanique que Durante décrit en 1847 ». Cette petite fabrique subsista jusqu'au début du xx^e siècle, sans avoir fait école.

Ce qui se passait sur les bords du Verdon n'était pas spécifique à la vallée. « Vers 1838, l'industrie de la laine prend un développement considérable » à Nîmes (2). Or dans cette ville, elle sommeillait depuis le xv^e siècle. Il est vrai que ce regain d'activité nîmoise devait être éphémère. Il était intimement lié à la mode des châles qui est à ce moment-là à son apogée.

En 1846, l'Annuaire des Basses-Alpes publiait le tableau suivant :

(1) *Les Grandes Alpes françaises du Sud*, p. 444.

(2) Henri Reboul : *L'Industrie nîmoise du tissage au XIX^e siècle*, p. 61.

PRINCIPAUX MANUFACTURIERS DU DÉPARTEMENT

Barnaud François, filateur de laine à Castellane ;
Engelfred de Blieux, filateur à Beauvezer ;
Honorat Eugène, filateur de laine à Saint-André ;
Pascal Jean, filateur de laine à La Mûre ;
Roux, filateur de laine à Beauvezer ;
Trotabas, filateur de laine à Beauvezer ;
Bonnet J.-B., filateur de laine à Thorame-Basse ;
Roux Honoré, filateur à Villars-Colmars.

Il convient de souligner qu'à côté de ces fabriques, de nombreux métiers isolés produisaient toujours en quantité assez considérable pour la consommation locale.

Nous pouvons donc souscrire sans réserve à l'affirmation de l'abbé Féraud : « C'est dans la Vallée du Verdon que l'industrie lainière avait pris naissance parmi nous, c'est là encore qu'elle a pris le plus d'accroissement ». (1)

POURQUOI CE MOUVEMENT D'EXPANSION ?

Par le nombre de ses fabriques, c'est Beauvezer qui devait devenir le centre le plus puissant et le plus important de la vallée du Verdon. Nous verrons bientôt qu'il y eut jusqu'à six fabriques en activité dans cette petite localité. C'est donc à M. Auguste Trotabas, l'un des derniers grands fabricants de Beauvezer, que nous avons demandé ce qu'il pensait être la cause primordiale d'un tel développement.

Sans hésiter, M. Trotabas nous a répondu que la présence sur place de la matière première était la raison même de l'origine du deuxième cycle de l'évolution de l'industrie drapière dans la vallée. On ne saurait trop insister sur ce fait. L'élevage des moutons était plus répandu, il y a un peu plus d'une centaine d'années, qu'il ne l'est aujourd'hui. Ne verrons-nous pas qu'un homme comme André Honorat était lui-même propriétaire d'agneaux ?

Dans un sens large et en exagérant quelque peu, mais cela est toujours permis en Provence, on peut dire que l'industrie textile, tout au moins à l'origine des deux cycles d'évolution qu'elle a subis, n'a été qu'une intégration par le haut, se greffant sur une

(1) *Histoire, Géographie et Statistique du Département des Basses-Alpes*, p. 152.

autre activité à but commercial et lui servant de débouché, à savoir l'élevage des bêtes à laine.

Puis, par un phénomène d'accélération, il a dû y avoir très rapidement un renversement, et l'extension du mouvement industriel, à son tour, a agi comme facteur stimulant vis-à-vis de l'élevage et de la transhumance.

La vapeur se renversant une fois de plus, l'utilisation intensive des pâturages et le déboisement ont entraîné le ravinement des montagnes, la destruction des prairies naturelles et la diminution du nombre des moutons. Nous verrons que la perte de matière première indigène est au nombre des causes de la disparition de l'industrie lainière dans la Vallée du Verdon.

Nous pouvons donc dire que la matière première a créé l'industrie. Ce mouvement industriel avait pour origine, nous l'avons vu, la fondation, à Saint-André-les-Alpes, de la fabrique Honnorat. Aventurier et industriel intelligent, ce personnage fut le petit Arkwright de la Vallée du Verdon. Voyons rapidement quelle fut son histoire.

UN CAPITAINE D'INDUSTRIE : ANDRÉ HONNORAT.

Voici en quels termes J.-J. Julien parlait de lui en 1837 :

« Le nom de M. André Honnorat, qui, le premier, a introduit dans son pays l'emploi des machines, appliqué à la fabrication des draps, qui a lutté contre une routine aveugle, qui, naguère encore, prédisait sa ruine, et s'estime heureuse aujourd'hui de suivre son exemple, ce nom devra compter au nombre de ceux que la reconnaissance publique signale comme bienfaiteurs des Basses-Alpes. Mais quelle place plus belle cette reconnaissance ne ménage-t-elle pas au magistrat à la fois habile et bienveillant, dont la sollicitude éclairée doit doter le pays des routes qui lui manquent, et ouvrir surtout à ses échanges deux voies nouvelles de communication : l'une avec le Piémont par Barcelonnette, l'autre avec le Comté de Nice par Entrevaux !... » (1)

Quel était donc cet homme ? D'après les mémoires qu'il a écrits et dont M^r Auguste Honnorat, notaire honoraire, son petit-fils, a bien voulu nous entretenir et nous donner partiellement communication, André Honnorat fit d'abord le commerce des bestiaux

(1) Article déjà cité.

entre la France et le Piémont. Il s'occupait d'animaux de transport, mulets et chevaux, et, cherchant à faire les plus gros bénéfices, il découvrit qu'il pourrait éviter de payer les droits de douane, par une ruse très simple. En effet, les animaux bâtés ne payaient aucun droit. Il mettait donc un bât à tous les animaux qu'il conduisait en Italie ; là il les vendait avec leur bât, sur lequel il réalisait un bénéfice supplémentaire.

Puis, il découvrit que la contrebande du tabac serait une source profitable de revenus. S'étant fait prendre un jour par les douaniers, il enfourcha sa mule et partit au galop à Briançon où résidait l'inspecteur général des douanes pour la région. Il fallait à tout prix que notre homme arrivât avant le procès-verbal de sa contravention. André Honnorat accomplit son exploit de vitesse et parvint à faire enlever ladite contravention avant que le procès-verbal ne fut entre les mains de l'inspecteur général. Ce commerce aurait rapporté à André Honnorat, d'après ses mémoires, de vingt à vingt-cinq mille francs, dans l'espace d'une dizaine d'années.

Pour ce genre d'affaires, mi-régulières, mi-contrebande, André Honnorat était associé avec un certain Béraud. Les deux hommes comprirent que ce trafic ne pourrait pas durer indéfiniment et ils décidèrent de liquider leur association, d'autant plus qu'ils avaient alors des dettes. Mais André Honnorat était un homme d'action : cette phrase de ses mémoires le montre bien : « Nous voila quites avec Beraud mains Lamithie et toujours La mem Moi qui ave a coutume de Gagnier de Largen et de faire de trafic penible Gimagina ce que je pouves antreprendre ». (1)

C'est à ce moment qu'André Honnorat entendit parler d'une fabrique actionnée par l'eau où l'on cardait, filait et tissait la laine à Marseille. Il chercha tout de suite s'il pouvait installer une prise d'eau à Saint-André et trouva l'endroit favorable. Sans plus tarder, en véritable « business man », André Honnorat acheta le terrain nécessaire, en quantité suffisante pour qu'il ne soit pas gêné en cas de réussite. Il partit ensuite à Marseille pour voir fonctionner les machines.

Malgré une convention qui interdisait de faire voir l'installation en fonctionnement, André Honnorat réussit à visiter la fabrique et en fut enchanté. Cependant, il refusa les offres de service du constructeur, car il pensait qu'il trouverait un meilleur outillage à Vienne (Isère), et surtout à meilleur marché. Il regretta par la suite ce refus toute sa vie.

(1) Nous reproduisons textuellement l'orthographe des mémoires manuscrits.

André Honnorat revint à Saint-André, mais il repartit aussitôt pour Vienne. En route, il eut l'idée d'aller d'abord à Lyon. Là, il eut quelque mal à trouver des machines travaillant la laine, le coton ayant alors droit de cité. Il finit par découvrir un constructeur qui, justement expédiait un outillage à Vienne. Pensant qu'il ne pourrait trouver mieux, puisque Vienne s'approvisionnait à Lyon, André Honnorat passa sur-le-champ une convention qui fut datée du 8 juin 1818. Il était entendu que le 15 septembre, tout devait être prêt. André Honnorat avait alors quarante-deux ans. A partir de ce moment, son histoire se confond avec celle de sa fabrique.

LA FABRIQUE HONNORAT.

La convention une fois conclue, André Honnorat repartit pour Saint-André en emmenant le constructeur lyonnais, un certain Théron, avec lui. Arrivé à Saint-André, Théron établit ses plans de concert avec un maçon du pays, un nommé Phillip, et sans attendre, André Honnorat lui-même se mit à l'œuvre pour construire sa fabrique de ses propres mains.

Cette fabrique devait servir de modèle à toutes les autres de la vallée, aussi nous pensons que nous ne sortons pas du cadre de notre étude en donnant quelques précisions sur l'architecture de ce bâtiment, qui a subi plusieurs aggrandissements avant d'arriver à son importance du temps de la prospérité.

De forme rectangulaire allongée, la fabrique comprenait un rez-de-chaussée et deux étages. Tous les autres établissements de la Vallée étaient du même type, ayant deux étages, quelle que soit leur longueur de base.

Les fenêtres du premier étage sont toujours plus hautes que celles du deuxième étage, mais toutes ont la même largeur et elles sont très rapprochées pour permettre un bon éclairage des ateliers. Ces fenêtres étaient munies de vitres en forme de petits carreaux, à la mode de l'époque. Elles ont subsisté jusqu'à nos jours dans plusieurs des bâtiments encore debout.

C'est à cause de cet air de famille, bien plus, de cette ressemblance frappante, qu'il est facile de reconnaître les anciennes fabriques dans la Vallée du Verdon. Que leur toit soit, suivant l'altitude, à pente normale et en vieilles tuiles rondes à la mode provençale, ou qu'il soit très pointu et en mélèze ou en tôle, qu'elles soient délabrées, croulantes ou transformées et remises à

neuf, les anciennes fabriques de la Vallée du Verdon ont toutes la même silhouette qui ne trompe pas et elles ne peuvent pas cacher leur identité.

Après cette digression, revenons à la fabrique Honnorat. Le canal sur lequel André Honnorat établit sa petite usine, et dont l'eau était prise à l'Issole, faisait tourner l'ancien moulin banal, dont il était lui-même propriétaire indivis avec un certain Gibert. Par ailleurs, ce même canal alimentait le foulon de Collomp, personnage que nous avons déjà rencontré dans le rôle d'un teinturier de quelque importance. Deux procès s'ouvrirent en même temps.

Pour mener ses machines, deux cardeuses et une fileuse, André Honnorat avait fait venir deux ouvriers de Lyon. Quoique bons ouvriers, les deux hommes ne lui plaisaient pas. Fauté de main d'œuvre sur place à cette époque, personne ne sachant encore conduire les nouvelles machines, il avait dû les accepter, faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Les deux hommes avaient été recommandés par le constructeur Théron, mais André Honnorat ne les garda pas longtemps et les renvoya.

Peu de temps auparavant, André Honnorat était entré en relation avec les Dufour, du Luc, qui cherchaient à lui acheter ses machines. Les deux ouvriers envoyés allèrent au Luc et furent engagés par les Dufour (père et fils) qui achetèrent les machines d'Honorat. Ce fut une excellente affaire pour ce dernier qui se débarrassa en même temps d'une partie de la laine qu'il avait et d'un certain nombre d'agneaux. Il fit alors croire qu'il allait monter une auberge avec son fils aîné et se débarrassa fort habilement de ses deux procès.

Pendant ce temps, André Honnorat envoya son fils aîné à Vienne, pour acheter un nouvel outillage, et à son retour, il réinstalla sa fabrique, sans rencontrer d'obstacle, si ce n'est la jalousie de certaines personnes qui essayèrent sans succès de lui enlever son crédit déjà fort bien établi.

Malheureusement, ces mémoires d'un intérêt passionnant ne donnent aucun chiffre pour tous ces frais de première installation. Il est probable que l'argent de la contrebande fut la principale source de financement.

Comme nous l'avons vu, les débuts furent modestes. Cardage, filage et tissage se faisaient à la fabrique, mais Collomp était toujours le foulonnier et teinturier chez qui il fallait porter les pièces prêtes au foulage et les laines à teindre. Rapidement, André Honnorat racheta l'installation de Collomp. Cette intégration par le

bas, en concentrant la production, le rendit plus fort. Désormais, la laine qui entrait à la fabrique, en ressortait prête à l'utilisation directe par le consommateur. En 1837, il y avait une cinquantaine d'ouvriers et ce nombre allait bientôt s'élever à la centaine.

Le travail de direction était partagé entre le père et le fils. Le premier allait aux foires acheter la laine et vendre les draps ; le second surveillait la fabrique, tenait les écritures et faisait les expéditions lorsque les commandes arrivaient.

Véritables co-directeurs et co-propriétaires, les choses changèrent un peu en 1832, date à laquelle Eugène se maria. Il devint alors un employé salarié de son père, recevant un tant par an, alors qu'André Honnorat gardait les bénéfices. Cet arrangement souleva des protestations familiales, surtout de la part des gendres d'André Honnorat, mais la combinaison n'en continua pas moins son cours.

Eugène succéda à André, et mourut en 1881. Le gendre d'Eugène Honnorat, M. Bongarçon, hérita, mais il ne garda pas longtemps l'affaire et la liquida en 1886. Longtemps, la fabrique Honnorat avait été la plus importante de toute la vallée, dotée alors des métiers les plus modernes.

CHAPITRE II

CHRONOLOGIE INDUSTRIELLE

Il est difficile de suivre pas à pas l'histoire de l'industrie drapière, car les documents officiels ne constituent pas de séries suivies sur un nombre important d'années successives. Cependant, bien que discontinues, les statistiques et enquêtes que nous avons pu grouper nous ont permis de tracer une esquisse suffisamment précise des principaux événements relatifs aux fabriques de la Vallée du Verdon, ainsi qu'aux différents centres de production.

Nous prendrons comme point de départ l'année 1837. A cette date, d'après J.-J. Julien (1) il y avait onze fabriques en activité, c'est-à-dire les établissements de notre tableau n° xv (2) plus ceux d'Annot, de Vergons et de Moriez. L'auteur de l'article donne alors les précisions suivantes :

Ces onze fabriques représentaient un capital de premier établissement de 183.000 fr. ; un capital de roulement de 245.900 fr. « C'est sans doute peu, mais c'est beaucoup dans un pays où les capitaux sont rares ou timides, et on sait d'ailleurs qu'il n'y a d'avenir et de prospérité que pour les établissements qui, commençant avec de faibles capitaux, ne prennent de l'extension qu'au fur et à mesure de la réalisation des bénéfices ». (3)

Ces fabriques occupaient 260 ouvriers ; elles employaient 81.248 kg. de laine et produisaient 74.248 aunes de drap, dont la valeur était de 800.000 à 1.000.000 de francs. La laine provenait de 60.000 moutons et brebis. (4)

Grâce à un certain nombre de bulletins semblables à celui que nous reproduisons à l'annexe iv, nous avons dressé le tableau n° xvi relatif à l'année 1839 et le tableau n° xvii qui ne porte pas de date, mais que nous pensons être de l'année 1841, ainsi que

(1) Article du 5 mars 1837, Fabriques de draps, op. cit.

(2) Voir plus haut, p. 120.

(3) et (4) J.-J. Julien, article cité.

nous l'expliquons dans une note. Il est manifeste que les noms de tous les fabricants ne figurent pas sur ces deux listes pertinemment incomplètes, mais les deux tables se complètent assez bien et donnent une vue exacte de la situation industrielle de la Vallée du Verdon aux environs de 1840.



COLMARS

La Cascade de la Lance, dont les eaux ne gèlent pas en hiver

NOTE : Les quatre tableaux que nous avons utilisés pour dresser cette table, ne portent aucune date. Nous en reproduisons un dans notre Annexe iv. Ils sont du même type que ceux qui nous ont permis de confectionner la table précédente, avec une légère différence quant au décompte des machines. Cependant, grâce à un rapport du sous-préfet de Castellane, daté de 1841. où il est question de M. Signoret, nous pensons que les quatre documents non datés ont dû être établis en 1841 ou 1842. Ils sont sans aucun doute postérieurs aux documents semblables de 1839, ce qui s'accorde parfaitement avec la légère augmentation que l'on remarque pour le prix unitaire du kilogramme de laine, du litre d'huile et du mètre de drap.

TABLEAU N° XVIII

ARRONDISSEMENT

1841

de

ETAT DES MANUFACTURES

CASTELLANNE

Commune	Nombre de fabriques	Noms des exploitants	Nature des produits	Nombre d'ouvriers
Saint-André	2	Honorat André & Eug.	Draps	68
		Signoret	—	30
La Mère	1	Pascal Pascal et Adr.	—	62
Annot	2	Roux Jean	—	62
		Moulard	—	6
Beauveser	2	Trotabas Louis	—	14
		Roux Pierre	—	12
Castellane	1	Barneaud	—	16
Thorame-H ^{te}	2	Dartier Honoré	—	8
		Arnaud Jean-Joseph	—	8
Thorame	2	Arnaud J.-Bte-Thomas	—	7
		Bonnet et Chauvin	—	7

Source : Arch. des B.-A. série M.14, art. 3.

Nous complétons les deux tables détaillées de 1839 et 1841 par la liste récapitulative précédente qui joue le rôle d'un résumé synoptique.

Voici d'ailleurs quelques précisions, de source officielle. Dans une lettre datée du 14 septembre 1841, le Préfet des Basses-Alpes écrivait au Ministre du Commerce :

« Il résulte des bulletins ci-joint (1) et de ceux que j'ai eu l'honneur de vous transmettre le 6 décembre 1839, que la partie haute du Département se livre spécialement à la fabrication des étoffes. Le climat âpre et rude de ces contrées a pu, dès l'origine, inspirer aux habitants l'idée d'utiliser les laines de leurs nombreux troupeaux. Plus tard, les populations voisines ayant reconnu le bon usage de ces draps grossiers, mais bons et durables, les ont adoptés presque exclusivement pour se vêtir. De là est venue la grande consommation de ce produit et par suite la multiplication des fabriques. Aujourd'hui ces fabriques sont en progrès. M. Engelfred de Bliex, maire de Beauvezer, canton de Colmars, se fait transporter à grand frais dans son établissement des machines venant de Belgique. Il obtient, par ce moyen, des draps plus beaux et plus fins. D'autres industriels ont augmenté le personnel de leurs établissements. Tout donne à penser que ce genre d'industrie est appelé à un certain degré de prospérité ». (2)

Cette lettre s'inspirait très certainement d'un rapport du sous-préfet de Castellane, rédigé la même année. En effet, après avoir parlé du recul de certaines autres industries dans l'arrondissement, le sous-préfet ajoutait :

« Mais ces pertes industrielles ont été compensées par le développement qu'ont pris d'autres fabriques, à la tête desquelles je place celle du Sieur Signoret, de Marseille, qui est venu acheter une des filatures de laine de Saint-André et qui l'exploite sur une assez grande échelle. Son établissement n'occupait que 12 ouvriers l'année dernière et il en a plus de 30 en ce moment. Il est probable qu'il donnera encore plus d'extension à sa fabrication parce qu'il a un débouché assuré dans sa maison de commerce de Marseille ».

Bien entendu, le sous-préfet de Castellane mentionnait avec éloge les efforts d'Engelfred de Bliex avec ses mécaniques belges. Cet industriel éclairé venait d'envoyer « un jeune homme intelligent du pays » en Belgique, pour apprendre à conduire les machines nouvelles et former ensuite sur place des ouvriers. En même temps,

(1) Très probablement, il s'agit des bulletins non datés dont nous avons déjà eu l'occasion de parler.

(2) Arch. des B.-A., série M.12, art. 14.

des échantillons de laine de Haute-Provence, expédiés en Belgique, avaient été ouvrés dans ce pays, et les résultats étaient excellents. Les draps obtenus étaient aussi beaux, si ce n'est plus beaux que ceux fabriqués en Belgique. Les produits ainsi obtenus n'avaient rien de comparables avec les cadis, burels, gavots et autres draps naturels du Verdon. Le sous-préfet accordait tous ses applaudissements à Engelfred de Blieux pour son heureuse initiative, et surtout pour le transport des machines qui tenait du prodige, étant donné l'état déplorable des sentiers, ainsi que nous aurons l'occasion de le montrer ultérieurement.

Enfin, le sous-préfet constatait que l'industrie drapière avait été affectée par une crise dont elle se relevait et qu'elle était en ce moment dans un état plus prospère. Cependant, le prix des laines restait trop élevé ; les capitaux étaient absents ; les moyens de transport très onéreux entravaient le commerce, ainsi que l'imperfection de la fabrication en général et des produits obtenus. (1)

Nous constatons que la crise dont le sous-préfet de Castellane parlait au passé en 1841, correspondait sensiblement avec l'une des grandes crises de l'histoire économique : celle de 1836.

Le document statistique de 1842 manquant, nous sommes obligés de passer cette année-là sous silence, pour arriver à 1843. D'ailleurs, nous n'avons pas de bulletin spécial à chaque fabrique, mais seulement une lettre de la sous-préfecture du 30 septembre 1843, accompagnée d'une nouvelle table que nous reproduisons ci-après, en la simplifiant un peu.

Cependant, d'après la lettre qui suit, il est permis de croire que 1842 n'avait pas été une année de grands changements pour l'industrie drapière du Verdon. En effet, voici quelques extraits de cette lettre qui le montrent, car ils établissent une comparaison avec 1842.

« Des modifications assez importantes doivent être apportées au travail de l'année dernière.

« Six établissements, non compris dans la statistique de 1842, parce qu'ils chômaient ou n'étaient pas encore en complet exercice doivent cette année figurer sur celle de 1843. Ce sont ceux de MM. Engelfred de Blieux à Beauvezer, Arnaud Jean-Joseph à Thorame-Haute, Arnaud à Thorame-Basse, Honnorat Jean à Vergons, Laugier à Moriez et Giraud à Beauvezer.

« Parmi les établissements signalés l'année dernière trois, ceux des sieurs Trotabas et Roux à Beauvezer et de Barneaud de Castel-

(1) Arch. des B.-A., série M.14, art. 3.

lane ont subi des modifications que j'ai constatées sur de nouveaux bulletins. (1)

« Quant aux autres manufactures, elles n'ont subi aucun changement, dans leur organisation ni dans leur personnel ». (2)

Pour compléter ces deux documents relatifs à l'arrondissement de Castellane, nous ajoutons un extrait d'un état des manufactures en activité en 1843, dans l'ensemble du département des Basses-Alpes. Certaines observations, consignées dans une colonne spéciale, ont la valeur d'un véritable rapport, aussi nous préférons les insérer dans le texte.

*Situation des Manufactures de l'arrondissement de Castellane
à la date du 30 septembre 1843*

TABLEAU N° XIX

COMMUNE	Nom du fabricant	Nature de la fabrique	Nombre d'ouvriers (H., F. et Enf.)	Taux moyen de leur salaire par journée	Matières premières employées	Leur origine	Débouchés ou lieux de destination des produits	Valeur totale par approximation en francs
St. André de Méouilles	Honorat	Filature de laine	70	de 76 à 80 centimes	Laines et huiles	Basses-Alpes et Var	Basses-Alpes, Var et Bouches-du-Rhône	98.000
—	Signoret		12					16.800
La Mûre	Pascal		55					77.000
Moriez	Ailhaud		8					11.200
Castellane	Barneaud		20					28.000
Annot	Moulard		12					16.800
—	Roux		15					21.000
Vergons	Gibert		6					8.400
—	Chauvin		6					8.400
Villars- Colmars	Roux		12					16.800
Beauvezer	Trotabas		15					21.000
—	Roux		10					14.000
Thorame H.	Dartier et Cie		10					14.000
—	Arnaud		8					11.200
Thorame B.	Bonnet et Cie		12					16.800
—	Arnaud		5					7.000
Castellane	Loniqny							
TOTAUX			276					386.400

Source : Arch. des B.-A., série M.12, art. 14, lettre de la sous-préfecture de Castellane du 30 septembre 1843.

(1) Ces bulletins sont manquants aux archives des B.-A.

(2) Arch. des B.-A., série M. 12, art. 14.

Communes	Noms des fabricants	Nature de la fabrication	Nombre d'ouvriers			Salaires journaliers			Valeur des matières employées (en francs)	Valeur des produits fabriqués (en francs)	Observations
			H.	F.	E.	Total	H.	F.	E.		
Barcelonnette	Maurin et Cie	Menu- facture de draps	15	16	7	38	1,50 à 2,50	0,75 1 fr. à	0,35 à 0,70	73.375	1
S ^t André-de-Méouilles	Honorat	—	30	20	20	70	1,60	0,60	0,35	86.400	2
Beauvezer	Signoret	—	12	9	12	33	1,75	0,50	0,35	36.400	3
	Engelfred de Blieux	—	20	20	10	50	2	0,60	0,40	87.000	4
	Giraud	—	3	3	4	10	1,50	0,60	0,35	26.000	5
	Roux	—	8	12	6	26	1,65	0,65	0,35	26.000	6
Castellane	Roux	—	2	3	4	9	1,40	0,40	0,25	6.777	7
	Trotabas	—	10	8	10	28	1,50	0,60	0,40	18.875	8
	Barneaud	—	7	7	7	21	1,40	0,60	0,35	22.260	9
	Laugier	—	6	4	7	17	1,50	0,50	0,30	13.075	10
Mortez	Pascal	—	21	16	21	58	1,50	0,50	0,35	49.680	11
Thorame-Basse	Arnaud	—	2	2	3	7	1,50	0,50	0,30	6.407	12
	Bonnet et Cie	—	2	2	3	7	1,10	0,45	0,25	5.335,80	13
Thorame-Haute	Arnaud	—	6	4	6	16	1,50	0,50	0,30	14.388	14
	Dartier et Cie	—	6	6	6	18	1,10	0,50	0,30	13.555	15
Vergons	Honorat	—	3	3	3	8	1,50	0,50	0,30	6.777	16
Villars-Colmars	Roux	—	4	3	3	10	1,40	0,45	0,25	7.518,50	17
Barrême	Ravel	—	3	5	5	13	1,50	0,75	0,30	14.750	18
Annot	Moulard	—	4	7	7	18	1,50	0,50	0,35	7.418,50	19
TOTAUX...			164	149	144	457				391.186,80	607.856

Source : Arch. des B.-A., série M.12, art. 14, statistique de l'Industrie, 1820-1847.

(1) Cette manufacture est en voie de progrès et se ressent de l'état d'amélioration de la route départementale n° 3 qui permet de transporter au moyen de voitures les marchandises que naguère on ne pouvait faire sortir de l'arrondissement qu'à dos de mulet.

(2) Cette fabrique n'a éprouvé aucune variation. Elle est toujours dans un état prospère.

(3) *Id.*

(4) Nouvel établissement. M. Engelfred a fait venir à grands frais des machines de Belgique et ce n'a été qu'avec d'immenses efforts qu'il a pu, par des routes impraticables, les faire parvenir à Beauvezer. Sa fabrique donne d'excellents produits qui sont très estimés dans la contrée et dans les départements limitrophes.

(5) Nouvel établissement.

(6) Cette manufacture a éprouvé quelques modifications. Le nombre d'ouvriers qui n'était que de 21 est aujourd'hui de 26. Le montant du produit net est à peu près le même ce qui prouve qu'il y a eu exagération dans la première estimation.

(7) Cette fabrique n'a éprouvé aucune variation.

(8) Il y a progrès notable tant dans le personnel que dans les produits de cette fabrique. Sept ouvriers y sont employés en plus qu'en 1840. Les produits ont augmenté de plus de 2.000 fr.

(9) Cette fabrique a également pris un accroissement notable. Le nombre d'ouvriers a augmenté et le montant des produits qui n'étaient que de 21.600 fr. en 1840 s'est élevé cette année à 30.000 fr.

(10) Etablissement nouveau qui, dès son début par la quantité et la qualité de ses produits...

(11) Cet établissement n'a éprouvé aucune variation. Il est toujours dans un état prospère.

(12) Nouvel établissement.

(13) Cette fabrique n'a éprouvé aucune variation.

(14) Nouvel établissement qui commence sous de très heureux auspices.

(15) Cette fabrique n'a éprouvé aucune variation.

(16) Nouvelle fabrique qui ne peut manquer d'être d'une grande utilité dans cette petite commune.

(17) Cet établissement n'a éprouvé aucune variation depuis 1841.

(18) *Id.*

(19) Cette fabrique n'a éprouvé aucune variation. Elle est toujours dans un état prospère.

Pour résumer la situation en 1843, nous pouvons dire que la filature de la laine et la fabrication des draps sont les seules industries qui méritent d'être mentionnées dans l'arrondissement de Castellane.

En dehors des tentatives d'Engelfred de Blieux, deux autres fabriques sont en construction à Beauvezer à cette époque. Cependant, « cette industrie recevrait une notable impulsion d'une nouvelle route carrossable de Castellane à Draguignan. C'est par cette voie que les laines arrivent et que les produits sont dirigés sur Toulon et Marseille ». (1)

Par ailleurs, « la misère du pays, et surtout l'absence de capitaux sont les causes qui réagissent le plus fâcheusement sur la fabrication pour réaliser des bénéfices et donner quelque extension à cette industrie. Il faudrait agir avec une masse de fonds considérable. L'esprit d'association qui, ailleurs, crée de si grandes choses est encore nul dans l'arrondissement ». (2)

La table suivante, donnant le classement par arrondissement et par catégorie des établissements industriels des Basses-Alpes en 1843, montre clairement l'importance de l'industrie drapière du Verdon, en la plaçant dans la perspective du département pris dans son ensemble et de l'activité industrielle générale de la région.

1943

CLASSEMENT PAR ARRONDISSEMENT ET PAR CATÉGORIE
DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DES BASSES-ALPES

TABLEAU N° XXI

Arrondissements	Papeteries	Fabriques de drap	Tanneries	Filatures de soie	Manufactures d'étoffes de soie	Fabrique de chapeaux	Fabriques de faïence	Poterie
Barcelonnette		2			2			
Castellane		17						
Digne	3	4	1				2	
Forcalquier			5	8		2		2
Sisteron	1							
TOTAL.....	4	23	6	8	2	2	2	2

Source : Arch. des B.-A., série M.12, art. 14.

(1) et (2) Arch. des B.-A., série M. 12, art. 14.

Par arrondissement, le total s'établit comme suit :

Barcelonnette	:	4
Castellane	:	17
Digne	:	10
Forcalquier	:	17
Sisteron	:	1

Total	:	49
-------	---	----

En effet, sur 49 établissements industriels situés sur le territoire du département, 23 sont des fabriques de drap, dont 17 sont dans l'arrondissement de Castellane, et deux seulement dans celui de Barcelonnette. Il est certain qu'étant donné l'époque et l'ordre de grandeur des établissements industriels dont il s'agit, nous nous trouvons en présence d'un véritable phénomène de concentration industrielle, ainsi que nous aurons l'occasion de le montrer ultérieurement.

Or, le mouvement d'expansion n'était pas terminé puisqu'en 1846 un rapport du préfet constate que l'industrie des draps tend encore à se développer. La qualité s'améliore sans cesse et la production augmente.

De 1846, nous passons à 1856, faute de documents. Pendant le premier trimestre de 1856, l'état est stationnaire. « Le défaut de communications et de relations faciles, dans un pays situé à l'extrême frontière, sans communications avec l'étranger, est la seule cause qui paralyse l'essor de l'industrie ». (1)

Au troisième trimestre, on signale que la fabrication est en augmentation dans l'arrondissement de Castellane, comparative-ment aux années précédentes. L'essor pourrait être encore plus grand s'il n'y avait pas des droits de douane considérables à payer au Pont du Var, pour introduire les marchandises en Piémont. Dans l'ensemble, la vente est sous d'heureux auspices et les prix sont avantageux pour les fabricants. Les foires de Digne et de Grasse ont permis d'écouler une grande quantité de pièces de drap. (2)

Une observation relative au premier trimestre signale que « la fabrique de M. Pascal Pascal, située sur la limite du territoire de Saint-André et de La Mûre, mais sur celui de cette dernière commune, est aussi rapprochée de Saint-André que de La Mûre et occupe un grand nombre d'ouvriers de Saint-André » (3). On ajoute que la fabrique de M. Honnorat a une importance réelle.

(1) (2) et (3) Arch. des B.-A., série M. 14, art. 2.

Arrêtons-nous un moment et demandons-nous pourquoi la production était en augmentation en 1856, et pourquoi il n'y a pas de documents pour la décade 1846-1856. Nous pensons que la réponse à cette double question est dans la troisième des grandes crises économiques de l'histoire, celle de 1847 qui affecta si durement les chemins de fer. Henri Reboul, dans sa thèse, *L'Industrie nîmoise du tissage au xx^e siècle*, rencontra aussi cette crise. Voici comment il l'a décrit :

« Après la Révolution de 1848, elle (l'industrie du tissage de la soie à Nîmes) dut suspendre presque complètement ses travaux, faute de commandes et de crédit. Elle subit également un grand contre-coup de la crise financière et commerciale, qui sévit sur toute l'Europe à partir de 1846, causée par des circonstances économiques et politiques : mauvaises récoltes de blé, cherté du pain, les routes défoncées empêchant le transport des blés à l'intérieur, inondations dans la région (à Alais et sur les bords de la Loire), mécontentement de l'Angleterre, à cause des mariages espagnols, etc... » (1)

TABLEAU N° XXII

SITUATION INDUSTRIELLE DANS L'ARRONDISSEMENT DE
CASTELLANE PENDANT L'HIVER 1856-57

Communes	Nombre de fabriques	4 ^e trimestre 1856			1 ^{er} trimestre 1857		
		Nombre d'ouvriers	Nombre de pièces fabriquées	Valeur de la vente (francs)	Nombre d'ouvriers	Nombre de pièces fabriquées	Valeur de la vente (francs)
Castellane...	1	16	45	7.000	14	150	26.000
S ^t Julien	1	10	30	5.000	12	140	24.000
S ^t André	4	100	170	30.000	100	700	130.000
La Mûre	1	80	125	23.000	84	550	100.000
Moriez	1	15	37	6.000	15	140	20.000
Colmars	1	12	30	5.000	15	130	24.000
Villars-Colmars..	2	21	40	9.000	20	150	26.000
Beauvezer...	5	160	292	52.000	150	1.100	210.000
Thorame Haute..	2	16	35	6.000	16	120	20.000
Thorame Basse..	1	8	17	3.000	8	60	10.000
Annot.....	2	40	49	5.000	40	200	60.000
TOTAUX	21	477	870	148.000	474	3.440	650.000

Source : Arch. des B.-A., série M.14, art. 2.

Remarque : On fabrique plus de drap en 1857, que pendant les années précédentes. La vente est favorable.

L'essor constaté pendant le quatrième trimestre de 1856 s'est poursuivi en s'accéléralant au cours du premier trimestre de 1857, ainsi que la comparaison des différentes colonnes du tableau n° XXII le montre aisément. Cependant, cette expansion devait s'essouffler rapidement.

En effet, au troisième trimestre de 1857, on constate que pour les trois grands centres de production, Saint-André, La Mûre et Beauvezer, « il y a plutôt réduction qu'augmentation à cause de la cherté de la laine. Les quarante kilogrammes, qui se vendaient 70 fr., se vendent 80 à 100 fr. aujourd'hui ». (1)

Une fois de plus, nous constatons que 1857 est une année de grande crise économique mondiale. Ceci n'empêchait pourtant pas le sieur Derbès, propriétaire à Beauvezer, de demander la concession d'une prise d'eau sur la rive droite du Verdon, pour établir une nouvelle fabrique. (2)

Pour l'année 1858, nous renvoyons au tableau n° XXIII en soulignant la baisse considérable sur les laines, et le mouvement de reprise.

En 1859, c'est au tour des draps de baisser de valeur ; les draps communs sont vendus à un prix inférieur à leur valeur. Cependant, il n'y a pas de diminution de la fabrication qui reste active, car les qualités supérieures sont mieux vendues. On note toutefois que les bénéfices sont inférieurs à ceux des autres années.

La douceur exceptionnelle de l'hiver a permis aux fabriques de tourner pendant le premier trimestre de l'année, alors qu'habituellement il y a de nombreux chômages causés par le gel des cours d'eau. (3)

Par contre, l'hiver suivant de 1860, signalé comme très rude, a ralenti la fabrication, d'où une légère diminution. Les communications sont toujours très mauvaises. Les débouchés à l'étranger étant inexistant, on espère que le rattachement de Nice et de la Savoie donnera un nouvel élan et provoquera un nouvel essor. (4)

1861 est marquée en noir par un désastre : l'incendie de la fabrique Pascal, dont nous reparlerons. D'autre part, il y a de sérieuses difficultés pour les draps communs ; les prix des laines sont en hausse ; on note une diminution du nombre des ouvriers. (5)

(1) Arch. des B.-A., série M.12, art. 14, statistique de 1848 à 1879 et série M.14, art. 2.

(2) (3) et (4) Arch. des B.-A., série M.12, art. 14 (1848-79).

(5) Arch. des B.-A., série M.12, art. 14, statistique de 1848 à 1879 et

TABLEAU N° XXIII
*Situation industrielle dans l'arrondissement de Castellane
pendant l'année 1858*

Principaux centres de fabrication	Nb. d'établisse- ments en activité				Nb. d'ouvriers occupés				Etat de fabrique et de la vente				Causes d'augmentation ou de réduction			
	TRIMESTRE				TRIMESTRE				TRIMESTRE				TRIMESTRE			
	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3 et 4	4	2	3 et 4		
Castellane	1				18				Les draps qui se sont fabri-	Amélioration des qualités		Il y a baisse sur les laines	La fabrication augmente. Chaque	perfection des voies de communi-		
St Julien	1				8				qués pour la saison d'hiver se	chines. Draps plus fins, plus		très sensible et non sur les	années, on ajoute de nouvelles	Et stationnaire attribué à l'im-		
St André	3				200				dant ce trimestre. On fabri-	par l'achat de nouvelles ma-			d'ou essor donné par les fabri-	les produits qu'à grand-peine pen-		
La Mûre	1				45				pedier en Août.	units. Expédition dans le			cants, favorisés cette année par	Et stationnaire attribué à l'im-		
Moriez	1				12				que en ce moment pour ex-	Nord commence.			une moins-value des laines qui est	Et stationnaire attribué à l'im-		
Colmars	1				16											
Beauvezer	5				142											
Thorame-B	1				8											
Thorame-H	2				24											
Villars-	2				14											
Colmars																
Annot	2				36											
TOTAUX...	20		20		523			473								

Source : Arch. des B.-A. série M.12,
art. 14, statistique de 1848 à 1879.

Observations : Le commerce prendrait de l'importance si le bureau des douanes
de Colmars était ouvert à la libre circulation des laines.

NOTE : Exemple d'un groupement de tableaux partiels trimestriels, par arrondissement.

Notons que ces bulletins trimestriels sont le plus souvent incomplets et que très souvent, le bulletin du deuxième trimestre, qui est le trimestre le plus calme pour la fabrication et le commerce, est manquant. Il est difficile de trouver une année complète, pour ne pas dire impossible. Dans la série prise dans son ensemble, certaines années manquent totalement.

Le 25 juin 1862, le chiffre de 3.890 broches en activité est donné. La fabrication est active, mais la matière première n'est pas recherchée avec le même empressement que les années précédentes. Les prix continuent à être en baisse, mais la vente laisse à désirer. L'importance des draps grossiers diminue alors que les articles fins sont en progrès.

Le 24 septembre de la même année, une augmentation sur le prix des laines s'amorce : la laine blanche qui valait de 68 à 70 fr. passe à 78 et 79 fr. (1)

La cherté des laines entraîne un ralentissement en 1863. Fin novembre, la matière première commence à être délaissée, ce qui provoque une baisse, par manque d'acheteurs. Si 4.470 broches sont en activité et s'il n'y a pas de réduction dans les heures de travail, il y a du chômage partout. Le travail est languissant, les difficultés de la vente provoquent un encombrement inhabituel des magasins. (2)

Un an plus tard, en novembre 1864, on signale que si les produits fabriqués ont pu être écoulés, la vente en a été difficile et s'est effectuée à bas prix. Il y a un ralentissement très net, bien que l'activité persiste dans tous les centres de production. Les laines restent chères ; de plus, les draps du Verdon souffrent de la concurrence des importations. (3)

En effet, 1860 a marqué un renversement de tendance dans la politique douanière de la France. D'un protectionnisme rigoureux, notre pays passe sans coup férir à la pratique des traités de

(1) (2) et (3) Arch. des B.-A., série M.12, art. 14, statistique de 1848 à 1879 et série M.14, art. 2.

commerce de caractère libre-échangiste. Le traité de commerce avec l'Angleterre est signé par Napoléon III le 23 janvier 1860. Nos petits fabricants bas-alpins commencent à en sentir les effets néfastes pour eux en 1864 ; ils sont les victimes de la politique nationale.

Cependant, la situation se redresse une fois de plus pour eux dès 1865. La fabrication redevient brusquement active et la vente avantageuse ; la laine est recherchée, 4.495 broches sont en activité. (1)

La laine continue à être recherchée en 1866, aussi les prix tendent à la hausse. Mais la concurrence étrangère continue, elle aussi, à faire sentir ses effets, par suite la vente se fait dans des conditions qui ne sont pas assez rémunératrices. Cependant, les produits sont écoulés, il n'y a pas encombrement des magasins. Au printemps de 1866, les ventes d'hiver étant terminées, on attend avec impatience la toison nouvelle, dont le prix s'établira au moment de la tonte. (2)

En 1868, si la fabrication est active, par contre la vente est calme (3). Il semble donc que la crise de 1866, qui, il est vrai, eut son paroxysme en Angleterre, n'ait pas eu de trop fâcheuses conséquences dans la Vallée du Verdon.

Peut-être vaut-il mieux dire que les répercussions de cette crise n'ont été que très tardives, car en 1870 « la fabrication est lente et les transactions sont presque nulles. L'importation croissante des produits étrangers, les mauvaises récoltes et surtout la concurrence faite par des étoffes fabriquées avec de mauvaises matières, telles sont les principales causes qui rendent stationnaire la fabrication dans un pays et impriment un mouvement rétrograde à l'écoulement de nos draps ». (4)

Si à quelque chose malheur est bon, la guerre de 1871 « a eu pour résultat d'imprimer une impulsion favorable à la fabrication des draps et de faciliter l'écoulement de cette marchandise qui s'entassait dans les magasins sans espoir de vente ». (5)

De nouveau en 1875, les matières premières sont chères et la concurrence des autres pays manufacturiers devient redoutable, car ils vendent à des prix plus bas. (6)

Cependant, la situation redevient bonne en 1877, année où

(1) Arch. des B.-A., série M.14, art. 2, et série M.12, art. 14, statistique de 1848 à 1879.

(2) Arch. des B.-A., série M.14, art. 2.

(3) (4) (5) et (6) Arch. des B.-A., série M. 14, art. 2.

la vente est animée et où il y a une diminution notable du prix de la laine. (1)

Enfin, en 1879, Beauvezer souffre de la concurrence étrangère, alors que le manque de capitaux handicape surtout Castellane. Pourtant, Saint-André note cette année-là une reprise des affaires. (2)

SAINT-ANDRE-LES-ALPES



Deux vues de la puissante fabrique HONNORAT dans son état actuel, servant de grange

(1) Arch. des B.-A., série M.14, art. 59.

(2) Arch. des B.-A., série M.12, art. 14, statistique de 1848 à 1879. affaires. (8)

TABEAU N° XXIV
SITUATION INDUSTRIELLE DE 1868 à 1879

Localités	1868		1869		1870		1871	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
Beauvezer	6	206	5	95	5	40	6	80
Saint-André	2	142	2	160	2	91	3	84
Thorame (H.)	2	12	2	14	2	7	1	8
Villars-Colmars	2	15	2	12	2	13	2	14
Colmars	2	25	2	18	2	12	2	10
Castellane	1	7	1	8	1	6	1	5
La Mûre			1	25	1	17	1	19
Moriez	1	8	1	10	1	8	1	7
Thorame (B.)								
	16	415	16	342	16	194	17	227

	1872		1873		1874		1875	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
Beauvezer	5	95	5	93	5	102	4	50
Saint-André	3	110	3	110	4	55	3	100
Thorame (H.)	2	15	2	12	1	4	1	5
Villars-Colmars	2	13	2	14	2	10	2	10
Colmars	2	19	2	12	1	6	2	10
Castellane	1	9	1	6	1	6	1	4
La Mûre	1	27	1	19	1	30	1	15
Moriez	1	12	1	9	1	8	1	6
Thorame (B.)			1	7	1	3	1	2
	17	300	18	282	17	224	16	212

	1876		1877		1878		1879	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
Beauvezer	4	50	4	62	4	48	4	60
Saint-André	3	100	3	90	3	80	3	33
Thorame (H.)	1	5	1	6	1	4		
Villars-Colmars	2	10	2	12	2	8	2	12
Colmars	2	10	2	14	2	10	2	12
Castellane	1	4	1		1			
La Mûre	1	15	1	20	1	12	1	30
Moriez	1	6	1	6	1	4	1	
Thorame (B.)	1	2	1	4	1	4	1	5
	16	212	17	214	16	170	14	152

(1) Nombre de fabriques. — (2) Nombre d'ouvriers

Source : Arch. des B.-A. série M.14, art. 59, statistique de 1848 à 1879.



La Fabrique ARNAUD à St-André-les-Alpes en pleine activité en 1889

CHAPITRE III

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DE LA PRODUCTION

CONCENTRATION.

Si nous nous reportons aux tableaux du chapitre précédent, un fait éclate avec une évidence indiscutable : la capitale de l'industrie drapière du Verdon est Saint-André-les-Alpes, sans rivale jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Beauvezer, la concurrente la plus redoutable, finira par triompher du prestige de Saint-André, et surtout maintiendra la tradition de l'activité industrielle jusqu'à aujourd'hui.

La table de 1839 semble faite uniquement pour mettre en lumière la supériorité écrasante de la fabrique d'André Honnorat, supériorité à tous les points de vue : consommation de matières premières, volume de la production, nombre d'ouvriers employés, importance de l'équipement et de l'outillage, hauts salaires accordés aux ouvriers et même chiffre de la patente et de la valeur locative.

La table similaire pour 1841 met en relief la supériorité de la fabrique du sieur Signoret, comparativement aux autres fabriques énumérées dans le même document.

De l'état des manufactures de 1841, il résulte que les fabriques les plus importantes sont à Saint-André et à La Mûre, alors que la Haute-Vallée s'équipe à peine. En 1843, sur un total de 276 ouvriers, 137 sont dans les établissements de Saint-André et La Mûre, c'est-à-dire plus de la moitié de l'effectif total de l'époque, pour l'arrondissement de Castellane.

Pour la même année 1843, un tableau valable pour le département pris dans son ensemble donne, sur un total de 457 ouvriers, les chiffres de 161 pour Saint-André et La Mûre réunis, et 123 pour Beauvezer. Il n'est pas rare de rencontrer dans les statistiques que

nous avons manipulées deux valeurs différentes pour une même donnée. Nous n'attachons pas une importance très grande à la valeur absolue des grandeurs numériques, leur valeur relative suffit amplement pour étayer notre argumentation.

En 1858, Saint-André tient toujours la tête des petites cités industrielles de l'arrondissement de Castellane. Le nombre de ses ouvriers ajouté à celui des ouvriers de La Mûre s'élève à 245, contre 142 seulement à Beauvezer, le total pour l'arrondissement étant alors de 523.

Voyons rapidement quelle était la situation dans les autres localités et ce qu'étaient devenus les centres de production en honneur durant les siècles passés.

COLMARS.

Nous avons déjà vu que Colmars avait cédé sa place au profit de Villars-Colmars sous la Restauration. Cette tendance à occuper un rang secondaire alla toujours en s'accroissant. Voici la chose telle que la décrit M^e Roux (1) :

« Puis, quand cette fabrication acheva son évolution, quand elle se transforma par la « substitution de la machine au travail des bras, pour le triage, le cardage et la filature des laines, Colmars fut surclassée par les autres communes du canton, Villars, Beauvezer, Thorame-Haute et Thorame-Basse, qui n'étaient pas entravées par des servitudes militaires et qui créèrent de nombreuses fabriques alors que Colmars, gênée par les zones de servitude de la Place Militaire ne possédait que deux petites fabriques maintenant disparues. Elles étaient tributaires des eaux de la Lance qui ne gèlent pas en hiver et avaient la vertu d'être meilleure que celles du Verdon ou de la Chasse pour la teinture ».

Il est certain que Colmars, enserrée dans ses remparts et entourée de zones soumises aux servitudes de la Place Militaire a vu son développement industriel paralysé alors que ses anciens satellites grandissaient au point de l'éclipser presque totalement! Sur une photographie prise en 1885, que nous avons vue chez M^e Roux, nous avons relevé la légende suivante : « On voit sur les flancs rocheux du Fort de Savoie « leis laouves » un étandage de laines, autorisé par ordonnance du Duc de Villars du 2 avril 1716 ».

Colmars ne pouvait pas être à la fois une place militaire et une

(1) *Histoire de Colmars*, manuscrit.

ville industrielle, cependant l'antique activité drapière eut toujours droit de cité chez elle, et elle y persista plus tard que dans beaucoup d'autres villages du Verdon.

BEAUVEZER.

Point n'est besoin d'insister sur la place de Beauvezer, que nous avons déjà mise en lumière. Cependant, à tout seigneur, tout honneur. Puisque Beauvezer est la seule des petites cités du Verdon qui ait su maintenir la tradition de l'industrie drapière, voici quelques précisions supplémentaires la concernant.

Comme toujours, nous nous adressons à M^e Roux (1). Voici son point de vue :

« Bientôt, du reste, la fabrication tendit à se centraliser à Beauvezer, où il se trouva jusqu'à six fabriques en pleine activité sans compter les métiers de tissage particuliers. Cependant, malgré son état moderne, cette fabrication était loin d'atteindre l'importance qu'elle avait eu à Colmars dans les temps reculés et qui accusait annuellement de 15 à 18.000 pièces pour l'exportation. L'exportation moderne n'a jamais dépassé 8 à 10.000 pièces ».

Pour l'année 1862, M^e Roux donne, comme production dans le canton de Colmars, le chiffre de 5.211 pièces. Mais l'auteur ajoute tout de suite une correction :

« Comme la pièce de drap qui se fabriquait par ces moyens modernes était plus longue et plus large que l'ancienne, il y a lieu d'augmenter cette fabrication d'un tiers environ, ce qui en élève l'importance par rapport à l'ancienne à 6.948 pièces. Rappelons que cet état de choses qui n'a été malheureusement que passager constituait cependant un progrès sur la situation en 1775, puisque d'après le rapport de l'Officier de Taux, la fabrication dans toute la viguerie de Colmars était tombée à cette date à 2.000 pièces ». (2)

D'après M. Joseph Trotabas, les broches étaient ainsi réparties, entre 1860 et 1880 :

TABLEAU N° XXV

Fabrique Engelfred	600 broches
— des Grands Trotabas	480 —
— des Petits Trotabas	120 —
— Giraud	240 —
— Roux	120 —
— Chalve	120 —
Total pour la ville	1.680 broches

(1) et (2) *Histoire de Colmars*, manuscrit.

LES DEUX THORAME.

Des renseignements que nous avons recueillis sur place, il résulte que l'une des deux fabriques de Thorame-Basse se trouvait au hameau du Moustiers, au pied du Massif de Cordeil. Sa création reste assez imprécise. Elle était exploitée par la famille Daumas. Sur l'emplacement de cette fabrique, dont il ne reste aujourd'hui que des débris, se fait aujourd'hui la prise de l'eau pour l'alimentation du Moustiers et de Thorame-Basse.

La seconde fabrique de Thorame-Basse était située au hameau de la Bâtie. Elle était exploitée par la famille Bonnet André aux environs du milieu du ^{xix}^e siècle. Il n'en subsiste plus aujourd'hui que quelques pans de murs, une roue à aubes et des ferrailles inutilisables. Nous verrons ultérieurement l'histoire du transport des machines de cette fabrique.

La principale fabrique de Thorame-Haute appartenait à la famille Arnaud. Elle était située en dehors de l'agglomération et assez éloignée d'elle, puisque fixée sur la rive du Verdon, au fond de la vallée.

Centres secondaires, les deux Thorame ont connu une activité importante et enviable au milieu du siècle dernier. Mais la dimension réduite de leurs manufactures les rendait plus vulnérables. Aussi verrons-nous que ces petites fabriques furent les premières à fermer leurs portes lorsque l'industrie drapière sombra dans la Vallée du Verdon.

ALLOS.

Allos, dont l'industrie textile avait été si importante avant la Révolution, ne semble pas avoir participé à l'essor du ^{xix}^e siècle. bien que J.-J. Julien ait annoncé dans son article de 1837 la construction très prochaine de la fabrique Laugéri Rozet.

Au cours de notre voyage dans cette localité, en août 1950, nous avons vainement cherché quelques traces précises. Les noms de « Foulon » et « Paraire », qui, plus d'une fois, nous ont mis sur le bon chemin, sont actuellement encore en usage pour désigner des fermes et des quartiers, mais M. Proal, le dévoué secrétaire de Mairie, nous a fait remarquer, à juste titre, que, si sur l'état de sections qui accompagne le cadastre de 1825 (1), le nom de

(1) Folio 234, cadastre de 1825, Mairie d'Allos.

Jean Honnorat, foulonnier, est porté, aucun fabricant n'est inscrit et le cadastre ne porte l'indication d'aucune fabrique, alors qu'un bâtiment est désigné sous le nom de foulon.

Le petit-fils de Jean Honnorat, Rosin Honnorat, né en 1868, et son frère André, plus jeune il est vrai, ne se rappellent pas avoir vu travailler la laine. Toutefois, ils affirment qu'il ne devait pas y avoir longtemps que le « foulon » était inactif. Il avait dû cesser de fonctionner vers 1860 ou 1865 au plus tard.

Or, il est une chose certaine, c'est que la tradition du tissage était restée vivante à Allos, au moins pendant la première moitié du XIX^e siècle. Tout porte à croire que l'industrie était restée de type uniquement artisanal. D'ailleurs, pendant la Révolution, les réquisitions de paille, de fourrage, de planches, de grains, sont nombreuses, mais il n'est jamais question de réquisitions d'étoffes. La production était donc très faible.

Enfin, il n'y a pas à Allos, de bâtiments ou de ruines portant le nom de « fabrique ». Nous pouvons donc affirmer que le mouvement industriel du XIX^e siècle n'a pas atteint Allos où la concurrence des petites cités industrielles voisines, et surtout la concurrence de Beauvezer, a probablement de très bonne heure tué l'infime production artisanale.

En effet, revenons à Jean Honnorat, foulonnier à Allos. A sa mort, ses biens se partagèrent entre ses deux fils, Jean-Joseph et Augustin, ce dernier né en 1833. Jean-Joseph, père de Rosin et André eut les terres : Augustin eut le foulon. Or, d'après les frères Honnorat, l'oncle Augustin n'a pas travaillé très longtemps « parce que les fabriques de la vallée, modernisées depuis peu, payaient la laine plus que lui », et exportaient leur drap, alors qu'il lui était impossible, soit de moderniser son installation, soit de vivre en ne travaillant uniquement que pour les éleveurs en faisant l'échange laine-drap.

Ce détail montre que le foulonnier achetait la laine et la donnait à ouvrir chez des particuliers, puis terminait la fabrication dans son petit établissement et procédait à la vente. Continuant la tradition de Colmars et de Villars-Colmars, le rôle du foulonnier commerçant s'était donc conservé à Allos jusque dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

LIENS DE FAMILLE.

Propriétés familiales, les fabriques faisaient partie des héritages. Nous avons vu comment Eugène Honnorat succéda à son père André. A la mort d'Eugène, son gendre M. Bongarçon, prit l'affaire en mains. Pendant ce temps, les Pascal se succédaient à La Mûre et les Trotabas des deux fabriques à Beauvezer.

De plus, les Honnorat de la famille du grand inovateur de Saint-André étaient apparentés avec les Honnorat fabricants à Saint-Julien et avec les Ravel, fabricants à Barrême. Les Pascal de La Mûre étaient très proches parents des Pascal de Saint-André, qui avaient racheté la deuxième fabrique Honnorat J.-B. Les deux familles avaient des liens très étroits avec les Simon, propriétaire de la troisième fabrique de Saint-André.

Lorsque les Simon vendirent leur établissement, il fut racheté par les Arnaud, fabricants à Thorame-Haute ; or, la famille Arnaud avait des attaches avec la famille des Grands Trotabas de Beauvezer et avec la famille Bonnet exploitant la deuxième fabrique de Thorame-Haute. A La Mûre, les Dol succédèrent aux Pascal. Comme par hasard, les deux familles étaient unies par des liens de parenté, et de plus, les Dol et les Arnaud n'étaient pas étrangers.

Nous pouvons donc dire que des cousins plus ou moins éloignés de deux grandes familles régnaient sur l'industrie drapière du Verdon de Beauvezer à Saint-Julien et contrôlaient même Barrême. La concentration géographique des fabriques de drap dans la Vallée n'a certainement rien d'étranger avec la concentration familiale que nous venons de voir. La première n'est sans doute que la conséquence de la deuxième, l'émulation jouant entre cousins à qui serait industriel et dépasserait le voisin.

CHAPITRE IV

DONNEES TECHNIQUES

EQUIPEMENT.

La force motrice.

La force motrice employée par toutes les fabriques était la force hydraulique. Chaque établissement avait sa roue hydraulique, les plus grands d'entre eux en ayant jusqu'à trois. Un document de 1843 signale une exception : une ou deux mécaniques de l'arrondissement de Castellane auraient été alors mues par des chevaux. (1)

La puissance de ces roues variait de 12 à 18 CV. Or, « la force motrice absorbée par les métiers est essentiellement variable. Il y a des métiers légers qui demandent à peine un quart ou un demi-cheval vapeur, et d'autres, munis de Jacquard, comme les métiers à tapis, qui demandent cinq chevaux vapeur et plus ». (2)

En dehors de la consommation de force motrice par le métier, une partie de la puissance est perdue dans les transmissions. A ce point de vue, « il est à remarquer que, dans les transmissions mécaniques à longue distance, comme c'est le cas pour les bâtiments à simple rez-de-chaussée, la perte en transmission atteint 25 à 30 % » (3). Les bâtiments à deux étages que nous avons observés dans toute la Vallée du Verdon étaient donc un bon agencement pour économiser la force motrice.

Nous verrons que la seule fabrique toujours en activité utilise l'électricité pour actionner ses machines. Or, dans les transmissions électriques, la perte de puissance est réduite à 5 %. « Aussi, dans beaucoup de tissages actuellement, notamment dans les Vosges, emploie-t-on la force motrice électrique, produite par une station centrale où à l'usine même par une chute d'eau. Les métiers sont alors actionnés par de petites dynamos, une par métier, qui donnent un résultat économique ». (4)

(1) Arch. des B.-A., série M. 12, art. 14.

(2) (3) et (4) de Prat, *Aide-Mémoire de l'Industrie textile*, p. 277.

Nous ne reviendrons pas sur cette question de la force motrice, mais si une renaissance de l'industrie drapière devait un jour avoir lieu dans la Vallée du Verdon, elle ne serait possible que grâce à l'électricité produite par les chutes individuelles des anciennes roues hydrauliques, ou par les barrages modernes, dont un vient d'être terminé à Castillon, entre Saint-Julien et Castellane.

Les machines.

Au milieu du ^{xix}^e siècle, chaque fabrique avait de 2 à 12 métiers à tisser, de 4 à 11 métiers à filer et de 3 à 5 cardes. Les plus petites fabriques n'avaient pas de foulon et les plus grandes en avaient jusqu'à trois. Les mieux équipées possédaient en outre une tondeuse. Les rapports de l'époque signalent qu'on achetait sans cesse de nouvelles machines qui permettaient d'améliorer la qualité des tissus et que le nombre de cardes allait en augmentant. On accroissait le matériel et on le modernisait.

Cet élan de modernisation incessante était dû à la première génération de fabricants, aux pionniers de l'espèce d'Engelfred de Blieux qui allait jusqu'en Belgique acheter son outillage. Mais M. Brun, parlant des deux dernières décades du ^{xix}^e siècle, nous a dit qu'à cette date, les machines ne suivaient pas le progrès de trop près. A la fermeture de la fabrique Honnorat Bongarçon, en 1886, les métiers étaient encore à main. Par suite d'aggrandissements, il y avait alors non pas trois, mais quatre foulons. Primitivement foulons à masses, dont on se souvenait encore, ils avaient été jugés d'un fonctionnement trop pénible et remplacés, le progrès se faisant tout de même jour, par des foulons à rouleaux, beaucoup plus faciles à actionner.

Les métiers à tisser se divisent en cinq classes. On distingue :

a) Les métiers à lames avec excentriques ou tambour quand le nombre des lames ne dépasse pas 8 ;

b) Les métiers à lames avec mécaniques d'armures ou ratières, quand le nombre des lames ne dépasse pas 32 ;

c) Les métiers Jacquard, quand le nombre des fils de chaîne évoluant séparément est supérieur à 32 ;

d) Les métiers à plusieurs navettes, qui sont employés quand il y a des duites de grosseur, couleur, ou nature de fils différentes. Ces métiers se subdivisent en métiers à boîte montante et métiers à boîte revolver, qui se subdivisent à leur en tour en métiers à

duitage pair, chaque navette produisant deux duites successives, et duitage impair, chaque navette ne produisant qu'une duite.

e) Enfin, les métiers automatiques, à changement automatique de canettes ou de navettes. (1)

Les métiers à main des fabriques du Verdon étaient des métiers à quatre marches et à armures. Quant aux métiers mécaniques actuellement en activité à Beauvezer, ils sont d'origine allemande. Ce sont des métiers à manivelle, construits par Schoenherr à Chemnitz (Saxe).

Pas très loin des rives du Verdon, Auguste Ravel, fabricant à Barrême, inventa une machine à laver les laines qui révolutionna cette industrie par le perfectionnement qu'elle apporta au lavage de la matière première. La famille de l'inventeur sait bien qu'une médaille avait été décernée pour cela à l'aïeul, mais elle a oublié la date de cet événement et ne peut affirmer qu'une chose, c'est que si cette invention fit la fortune des industriels qui s'en servirent, l'inventeur, seul, ne sut pas en profiter.

FABRICATION.

La première opération à laquelle la laine est soumise en arrivant à la fabrique est le triage, qui a pour but de séparer les différentes parties des laines par qualités. Les laines les plus fines produisent les numéros de fil les plus élevés (2). Les laines nerveuses fournissent la chaîne, les autres donnent la trame. Les qualités inférieures et les pailleuses sont mises à part. (3)

« Les parties les plus fines d'une toison sont : les longées du cou, les épaules, les flancs, le dos, le haut de la cuisse et le ventre. Les laines à chaîne doivent être plus élastiques que les laines à trame auxquelles on demande surtout d'être creuses ». (4)

Le triage se fait à la main. On dispose pour cela les toisons sur des claies, et la production moyenne, pour un bon trieur peut atteindre 150 kg. par jour (5). Dans les fabriques du Verdon, ce travail était fait par les femmes.

Vient ensuite le battage dont le but est d'ouvrir la laine restée en mottes. Avec l'équipement moderne, le travail est fait par une

(1) De Prat, op. cit. p. 206.

(2) Un fil porte le n° 1 si 1 kg. de fil donne mille mètres. Les peignés donnent 120.000 mètres de fil au kg. On appelle titrage le rapport entre le poids et la longueur. Beauvezer emploie maintenant le titrage métrique comme à Vienne.

(3) (4) et (5) de Prat, op. cit. p. 118.

batteuse ouvreuse, qui ouvre la laine à sec « pour en détruire les parties feutrées et éliminer les poussières qui nuisent au lavage ». La production est de 1.000 kg. par jour. (1)

Pendant cette phase, on procède aussi à l'épillage et à l'échardonnage.

Certaines fabriques achètent la laine déjà lavée. Ce n'était pas le cas dans la majorité des établissements que nous étudions.

La laine étant achetée en suint, il fallait donc procéder au lavage qui se faisait à la fabrique ; la déperdition était énorme : trois kilogrammes de laine en suint ne donnaient qu'un kilogramme de laine utilisable. Pourquoi y avait-il un tel déchet ? Parce que la tonte des moutons ayant lieu au printemps, l'opération se plaçait, pour les troupeaux du pays, au moment de leur sortie de la bergerie, après le long hiver alpestre. Leur laine était donc particulièrement sale. Ceci nous rappelle une ordonnance de 1714 prescrivant de « faire laver à fond » les laines destinées au tissage, et le rappel que l'intendant Jean-Baptiste des Galois avait dû faire de cette ordonnance en 1738.

Le désuintage est un lavage plus complet de la laine. « La quantité de suint sur la laine est variable ; elle augmente avec la finesse des brins, elle donne aux laines les plus fines une coloration jaune brun sale et aux laines les plus communes une teinte jaunâtre. Elle est de 20 % pour les laines ordinaires et de 75 % pour les laines extra-fines. Une partie du suint est soluble dans l'eau et c'est ce qui classe les laines en deux catégories : laines en suint, laines lavées à dos ». (2)

Le suint se compose de carbonate de potasse, de matières grasses (oléine, stéarine, etc...) et de matières terreuses. On le traite par le carbonate d'ammoniaque (3). Le suint est la source de sous-produits dont nous ne parlerons pas, car ils étaient perdus dans les fabriques rudimentaires de la Vallée du Verdon.

Ces opérations préliminaires terminées, le travail des laines se fait de deux façons différentes : travail de la laine à cardes et travail de la laine à peigne. La laine à cardes est la laine courte qui, en général, est fortement frisée : la laine à peigne est la laine longue, elle est tenace et presque sans frisure.

La laine à cardes subit les traitements suivants :

Le louvetage : opération que subit la laine pour être assouplie et ouverte ; on utilise un appareil appelé loup.

(1) (2) et (3) Op. cit. p. 50 et p. 109.

Le graissage ou ensimage : « opération importante, car elle compense le peu de crochets dû à la faible longueur des filaments. Elle se fait avec un mélange de savon et d'huile d'olive pure dont la proportion varie suivant que l'on fabrique des fils de chaîne ou de trame » (1). Le but de l'ensimage est de rendre les fibres de laine souples et glissantes, de les empêcher de se feutrer ou de se briser sous l'action des cardes.

« Le cardage a pour but de démêler les brins, de les paralléliser, de les nettoyer. Il repose sur le principe suivant : prenons deux plaques, l'une, *a*, fixe, est recouverte de fines dents métalliques et flexibles montées sur toile ou cuir. On y amène la matière textile qu'on fait pénétrer dans les dents au moyen d'une autre plaque mobile, *b*, ayant des dents inclinées en sens inverse. On imprime à cette plaque *b* un mouvement de va-et-vient dans un sens, de manière à ce que les fibres se parallélisent dans le sens de ce mouvement et à ce que les matières utilisées restent dans ce peigne. En imprimant ensuite à la plaque *b* un mouvement rétrograde, on force les filaments à sortir de la plaque *a* et on a ainsi une mèche cardée ». (2)

Enfin, le filage transforme les fibres en fils, il se fait par torsion, « ayant pour but d'enchevêtrer les filaments et de les disposer en spirale afin de rendre le fil élastique et résistant ». (3)

La laine à cardes sert pour la fabrication des étoffes de laine foulée et des draperies cardées. On emploie pour les premières des laines grossières et pour les secondes des laines fines et douces. La laine est alors davantage ensimée pour lui donner plus d'adhérence. (4)

La laine à peigne subit les traitements suivants :

Le défeutrage, qui consiste en un laminage, lequel redresse et parallélise les fibres.

Le peignage, qui se faisait autrefois avec des peignes à main, est aujourd'hui mécanique. « Il a pour but d'éliminer les fibres courtes ou celles présentant des défauts. Le peignage repose sur l'action d'un peigne qui s'enfonce dans la fibre, retenue par une de ses extrémités, et qui se meut dans le sens de la fibre ». (5)

« L'étirage a pour but d'allonger la mèche en faisant glisser les filaments les uns sur les autres, et par conséquent à répartir ceux-ci sur une plus grande longueur. L'étirage se combine avec le doublage ayant pour but de réunir plusieurs mèches ensemble, de manière à répartir les défauts qui pourraient se produire sur

(1) p. 137. — (2) et (3) p. 50.

(4) De Prat, op. cit. p. 137. (5) p. 50.

l'une d'elles (coupures, grosseurs) ou sur les autres et d'obtenir ainsi la régularité du fil ». (1)

Les opérations suivantes sont : le laminage, le tortillonnage, le filage et le dévidage.

La laine à peigne sert à la fabrication des étoffes de laine rase.

Que la laine ait été cardée ou peignée, on obtient deux genres de fils : le fil de chaîne, présentant une grande résistance due à une torsion forte et qui est celui qu'on monte sur le métier, et le fil de trame, présentant une faible résistance, due à une faible torsion, qui est celui qu'on passe avec la navette au travers de la chaîne.

Suivant le traitement subi par la laine, les fils portent encore les noms de fil cardé ou fil peigné. Le fil double peigné provient d'une laine cardée et peignée deux fois.

Une fois le fil obtenu, la teinture intervient. Lorsque cette opération avait lieu dans les fabriques du Verdon, elle était exécutée à l'usine même. Mais bien souvent, on conservait la couleur naturelle de la laine marron qui servait à la fabrication des draps burels, recherchés par les bergers. Depuis les débuts de l'industrie drapière au ^{xiv}^e siècle, cette teinte était traditionnelle. A l'heure actuelle, les laines sont teintées, la gamme des coloris allant du naturel blanc ivoire au marron très foncé, avec parfois un fil de teinte vive, rouge ou bleu. Le noir est employé pour produire les tissus de deux teintes : blanc et noir.

Quittant les métiers à filer et les cuves à teinture, la laine passe alors sur les métiers à tisser. Les différentes opérations se poursuivent alors de la façon suivante :

« L'ourdissage consiste à combiner et à assembler en une longueur égale tous les fils d'une pièce dont l'ensemble reçoit le nom de chaîne, enfin à les disposer parallèlement les uns aux autres dans l'ordre déterminé par la nature du tissu » (2). On appelle compte le nombre de fils de chaîne et de trames contenus dans un centimètre. La portée représente 40 fils de chaîne réunis par un lien, la demi-portée ne groupant que 20 fils. (3)

« Le mode d'entrelacement ou de croisement de la chaîne et de la trame peut donner lieu à des variations indéfinies. Ces variations jointes à celles de la matière et à la grosseur des fils employés, produisent les différents effets de tissu.

« L'expression « d'armures » désigne la variété des entrelace-

(1) p. 138. — (2) et (3) p. 50.

(2) Op. cit. p. 201.

(3) Op. cit. p. 201.

ments. On distingue les armures fondamentales qui servent de base à la fabrication des tissus, même les plus compliqués et les armures façonnées qui forment dans le tissu des figures, fleurs ou effets façonnés quelconques.

« Les armures fondamentales, dont nous nous occuperons seulement ici, sont : l'uni, le croisé, le sergé, le satin, le brillanté, la côte. L'uni et le croisé sont des tissus sans envers, classiques et d'une fabrication très courante. Le sergé oppose de simples liages à des effets de flotté plus ou moins étendus. Le caractère des satins est de rompre l'ordre du liage, en évitant le plus possible les diagonales ou sillons réguliers. Le brillanté est un tissu produit d'une variété de petits effets de trame qui flotte sur la chaîne. Les tissus à côtes se composent de boucles unies et d'effets formés par la réunion de deux ou plusieurs duites passées dans des ouvertures similaires de chaîne.

« En dehors de ces armures fondamentales, il existe différents autres genres de tissus, tels les cannelés, les piqués, les gazes, les velours et les façonnés obtenus par la mécanique Jacquard ». (1)

Après le tissage, on fait subir aux draps les opérations suivantes :

L'éponage, consistant à couper les nœuds ;

L'épincetage, ayant pour but d'enlever avec une pince les pailles qui ont pu échapper à l'épaillage ;

Le foulage et dégraissage, ces opérations ayant pour but de nettoyer la toile tissée, d'enlever l'huile de l'ensimage et de produire un rapprochement des fils qui donne un tissu imperméable. Ces deux opérations peuvent être simultanées ou séparées.

« Le foulage ou foulonnage est pratiqué surtout pour les tissus de laine cardée. Il agit comme dégraisseur et comme feutreux. On obtient une condensation ou un retrait du tissu qui peut aller jusqu'à 25 %. Cette opération se fait par compression (fouleuse à clapet) ou par percussion (fouleuse à maillet), après avoir fait passer le tissu dans un liquide alcalin ou savonneux quelconque. Le foulage peut être plus ou moins accentué suivant la nature de l'article ». (2)

(1) Grégoire, *Du perfectionnement de la technique dans le matériel textile et ses conséquences économiques*, p. 12.

(2) De Prat. op. cit. p. 273.

VARIETES DE TISSUS OBTENUS DANS LA VALLEE DU VERDON.

Les cordeillats d'avant la Révolution avaient été remplacés par les cadis, les ménages, les burates, les douzaines et les demi-laines de la Restauration. Aux environs de 1840 on fabriquait surtout des draps dits burels et des tissus plus grossiers, cadis et gavots. Les fabriques en produisaient de 1.275 mètres à 14.400 mètres par an suivant leur importance. Les procédés de fabrication avaient été importés de Vienne. Presque tous les draps étaient alors laissés en couleur naturelle de la laine.

C'est à ce moment qu'Engelfred de Blieux faisait ses essais pour imiter les draperies belges et introduisait une teinturerie à Beauvezer. Puis, les améliorations se succédèrent. L'achat de machines nouvelles permettait de produire des draps de plus en plus fins et de plus en plus unis. Ces perfectionnements sont soigneusement consignés dans les rapports officiels de 1858 et des années suivantes. Cependant, en 1861, l'abbé Féraud parle de draps « recherchés », mais « communs ». (1)

Au moment de la fermeture de la fabrique Honnorat Bongarçon, les variétés comprenaient : les carreaux, les rayures, les diagonales et le burel. Leur caractère commun était d'être pure laine ; peut-être un peu grossiers, ces draps étaient inusables. Ils étaient du genre de ceux actuellement fabriqués à Mazamet, qui aurait, paraît-il, copié Saint-André-les-Alpes, et dont l'activité s'est continuée parce que l'outillage a été modernisé à temps.

A Beauvezer, les choses n'étaient pas différentes. Dans l'ensemble, on fabriquait surtout de gros draps convenant aux cultivateurs des régions froides et aux vieillards, car d'excellente qualité et pratiquement inusables.

Au cours d'une tournée dans l'Est, M. A. Trotabas reconnut un de ses tissus, transformé en pantalon, sur un paysan de la région de Contrexeville. Il s'enquit de savoir si ce dernier était satisfait de la qualité de la marchandise et reçut une réponse élogieuse, car le pantalon servait à son propriétaire depuis de nombreuses années. Un colonel de Toul, en voyage dans les Alpes, vint saluer et complimenter M. A. Trotabas, car son tailleur lui avait fourni une qualité de tissu introuvable. Lors de sa visite, il portait d'ailleurs le costume taillé dans ce fameux drap.

(1) *Histoire, Géographie et Statistique du Département des Basses-Alpes*, p. 151.

La spécialité de la région a toujours été le drap dit « drap de berger », tissé avec de la laine non entièrement désuintée et par conséquent imperméable. Les couvertures pour chevaux et mulets occupaient une large part dans la production ; aussi, lorsque le moteur à explosion fera diminuer considérablement le nombre de ces animaux, un débouché des fabriques se fermera, et de façon définitive. On fabriquait aussi des couvertures de voyage, mais en très faible quantité.

Avec la mode des sports, et surtout des sports d'hiver, les gros draps de Beauvezer trouvèrent de nouveaux clients. Nous verrons que de Paris on venait acheter dans la Haute-Vallée du Verdon, peu de temps avant la fermeture de la Grande Fabrique de Beauvezer, en 1937.

A ces produits divers, il faut encore ajouter la flanelle blanche, qui faisait l'objet d'une activité importante, car elle était très prisée. La flanelle est un tissu fait avec de la laine cardée et il est peu foulé.

Dans le livre journal de la fabrique Arnaud, nous relevons les dénominations suivantes : chevron gris et noir, chevron marron, diagonale, millerai noir et blanc, millerai marron et blanc, millerai trois couleurs, millerai fantaisie, burel affiné, drap de chasse mérinos, carreaux burel et blanc, carreaux trois couleurs, carreaux écossais, rayé fantaisie, drap brut anglais, flanelle blanche, pinchina, natté mode, natté gris et grisaille (1). En outre, des couvertures de plusieurs qualités et dimensions pour chevaux et mulets allongent la liste des produits de la fabrique. Cette énumération montre tous les progrès qui avaient été réalisés depuis les cordeillats.

Pendant la guerre de 1914-18, Beauvezer produisit une certaine quantité de drap bleu horizon et de drap kaki pour l'armée, contribuant ainsi à l'effort de guerre général. Les livraisons étaient faites par marchés à un camp militaire de Marseille.

Dans l'ensemble, tous les draps de la Vallée du Verdon étaient des cardés.

(1) La chaîne du tissu grisaille est en laine. Dans la trame, on fait alterner des duites en coton avec des duites en laine. L'armure de ce tissu est taffetas. Tissu mélangé, laine et coton, on produisait très peu de grisaille, et seulement au moment de la débacle de l'industrie. La tradition des draps pure laine a été reprise à l'heure actuelle à Beauvezer.

CONCENTRATION, SPECIALISATION ET INTEGRATION.

L'uniformité des draps du Verdon est un fait caractéristique. L'explication de cette constatation est que les fabriques étaient en même temps des filatures et des tissages. En effet, « les tisseurs de drap classique, employant un petit nombre de fils, toujours les mêmes, intègrent aisément une filature ; mais ceux qui font les draps fantaisies, où se mêlent les fils les plus variés et différents, d'une saison à l'autre, ne peuvent que beaucoup moins avantageusement s'annexer ce compartiment. Pour s'adapter au tissage, la filature devrait produire une trop grande diversité de fils, et toutes les catégories qu'elle débiterait ne seraient pas utilisées tous les ans ». (1)

« De leur côté, les négociants en tissus ont installé à côté de leur commerce, des filatures et des tissages, délogeant ainsi les industriels » (2). Saint-André-les-Alpes a connu cet exemple avec le sieur Signoret, négociant à Marseille, venu acheter un des établissements de la petite ville.

En 1910, le Président de la Chambre de Commerce de Roubaix s'exprimait ainsi : « L'intégration est la résultante inéluctable de cette concurrence outrancière qui force la production à répartir sur un plus grand nombre d'opérations ses frais généraux, afin d'alléger son prix de revient. C'est vous dire que sur cette voie nous ne sommes guère près de nous arrêter, à moins que les capitaux ne fassent défaut.

« Un certain nombre de gros tisseurs ont monté des filatures ou annexé celles qui travaillaient à façon. De puissantes firmes ont même réuni toutes les industries successives de la laine ». (3)

Que manquait-il au processus de fabrication que nous avons étudié pour qu'il soit un exemple parfait d'intégration d'une industrie ? La réponse est simple : la confection. La chose fut faite.

Entre 1882 et 1886, M. Bongarçon fit venir un coupeur et la confection pour hommes fut ajoutée aux activités de la fabrique. Etant donné la date tardive de cette intégration par le haut, on peut y voir une mesure de défense contre la crise qui emportera l'industrie dans les circonstances que nous verrons dans un prochain chapitre.

L'exemple fut suivi par M. Arnaud. Il est vrai qu'il ne s'agissait plus alors de confection à proprement parler. Une ouvrière à

(1) Grégoire, op. cit. p. 34.

(2) Op. cit. p. 48.

(3) Op. cit. p. 50.

domicile exécutait pour le compte de la fabrique des manteaux de bergers, avec ou sans cape et capuchon. Le livre journal de 1903 à 1908 mentionne la vente d'un assez grand nombre de ces manteaux.

RISQUE TECHNIQUE.

L'incendie semble avoir été le plus grave risque technique qui pesait comme une menace permanente dans une région où, même aujourd'hui, les moyens de lutte sont encore rudimentaires.

Nous avons encore en mémoire les incendies célèbres de Colmars et de Beauvezer. En 1844, l'Annuaire des Basses-Alpes publiait la rubrique suivante :

BELLES ACTIONS

Aux sieurs Honnorat César, tanneur ; Chalve Jacques, menuisier ; Philip Joseph, maçon ; Philip Urbain, maçon, et Collomp Simon, mégissier, tous domiciliés à Saint-André-de-Méouilles, pour le zèle et le courage dont ils ont fait preuve pour arrêter l'incendie qui menaçait de dévorer la fabrique de laine de M. Honnorat : 20 francs à chacun.

Plus tard, un deuxième incendie se déclara à la fabrique Honnorat. Nous en avons entendu parler sans qu'il nous soit possible d'en préciser la date.

La fabrique Pascal, de La Mûre, brûla à son tour en 1861. La colonne de fumée qui s'éleva fut visible de Vergons. Des traces subsistèrent sur les murs jusqu'à la fermeture de l'entreprise vers 1900.



La fabrique ARNAUD dans son état actuel, transformée en immeuble d'habitation



M. F. BRUN, le dernier ouvrier
de la fabrique ARNAUD,
et le fils du contremaître de la fabrique
HONNORAT-BONGARÇON successeur

CHAPITRE V

LE COMMERCE

L'ETERNELLE LAMENTATION : LES COMMUNICATIONS.

Nous avons vu l'état lamentable des communications sous l'ancien régime. Bonaparte visitant la région en 1794 s'était écrié :

« Que viens-je faire dans ce pays de casse-cou ? Peut-on s'imaginer qu'un corps d'armée autrichien s'aventure dans ces coupes-gorges ? » (1)

La fin de l'article de J.-J. Julien est un réel cri du cœur pour demander la création de routes praticables par les voitures, pour faciliter le commerce. En effet, en 1837, tous les transports se faisaient encore à bât, les cours d'eau étant loin d'être navigables. Or, chacun sait que les transports à dos de mulets sont extrêmement onéreux. Dans son article, J.-J. Julien donne la référence suivante : « Le transport à dos de mulet augmente de 15 fr. par quintal métrique le prix du combustible ». Quinze francs en 1837 était une somme exorbitante. (2)

Tous les rapports et autres documents que nous avons dépouillés imputent à l'état déplorable des sentiers le ralentissement de l'essor de l'industrie drapière. On a même peine à croire qu'une industrie ait pu se créer et se développer dans une région où les moyens de communication faisaient presque totalement défaut.

Dans un rapport Blànqui de 1843, on estime que les populations de l'arrondissement de Castellane sont « plus éloignées de l'influence française que les îles Marquises. Les communications ne sont ni grandes ni petites, elles n'existent pas ». (3)

M. Boyer nous a donné les précisions suivantes. Les machines de l'une des deux fabriques de Thorame-Basse furent apportées,

(1) M^e Roux, Bonaparte dans les Basses-Alpes, Une visite à Colmars, *Annales des Basses-Alpes*, n^o 179, t. xxviii, p. 169.

(2) Article précité.

(3) R. Blanchard, *Les Alpes Occidentales*, t. iv, p. 418.

vraisemblablement de Marseille, jusqu'à Saint-André. Là, il fallut les charger sur des chariots qui suivirent le lit de l'Issole, car la route, qui n'était guère qu'un chemin muletier, ne permettait pas le passage des roues. Aucune voiture du reste n'existait alors dans la commune. Ce n'est que plus tard que le premier « char à bancs » fut utilisé dans le village de Chateaugarnier, acheté en commun par trois propriétaires ! (1) Les éloges décernés à Engelfred de Blieux pour le transport de ses mécaniques belges étaient donc bien mérités.

A la même époque, la calèche du sous-préfet de Barcelonnette était apportée dans cette ville en pièces détachées et à dos de mulet, pour être ensuite remontée sur place et être utilisée en champ clos.

Cet état des routes n'était pas particulier à la Vallée du Verdon. « Si l'on se reporte à 25 ans, disait le 14 juin 1840 le Maire de Digne, le roulage n'arrivait à Digne qu'à grand peine. Le courrier de Paris arrivait une fois par mois, puis quatre ou cinq fois, enfin sous la Restauration, trois fois par semaine. Les voitures étaient inconnues parmi nous. Une mauvaise cariole faisait de temps en temps le voyage de Marseille ; il fallait trois jours pour faire 30 lieues ». (2)

En 1861, l'Abbé Féraud s'exprimait ainsi : « L'industrie commerciale consiste dans l'exportation du drap de nos fabriques et de nos produits du sol. Ce commerce n'offre pas de vastes développements ; il ne s'étend guère au delà des départements voisins, privé qu'il est de communications rapides ». (3)

APPROVISIONNEMENT EN MATIERES PREMIERES.

La laine et l'huile d'olive sont les deux matières utilisées dans les fabriques du Verdon. Si nous nous reportons aux tables xvi et xvii pour les années 1839 et 1841, nous voyons que l'ordre de grandeur de la consommation, suivant l'importance des fabriques, variait de 1.400 à 16.000 kilogrammes de laine, et de 236 à 2.400 litres d'huile d'olive par an.

Sans qu'il nous soit permis de donner un chiffre global pour la consommation de la laine dans l'arrondissement de Castellane, étant donné les insuffisances des statistiques dont nous disposons, nous nous basons sur le chiffre de 55.000 kilogrammes, obtenu en

(1) Interview de M. Boyer, instituteur honoraire.

(2) Eisenmenger et Cauvin, *La Haute-Provence*, p. 188.

(3) *Histoire, Géographie et Statistique du Département*, p. 153.

additionnant les consommations des tables de 1839 et 1841, pour évaluer la consommation moyenne annuelle de laine à 80.000 kilogrammes au milieu du XIX^e siècle, ces deux tables ne comprenant dans leur ensemble que huit fabriques.

A titre de comparaison, l'industrie de la laine à Nîmes absorbait 33.500 kg. de matière première en 1825, 20.000 kg. en 1826, et 70.000 kg. en 1840. (1)

Les laines indigènes entraient dans la fabrication pour les deux tiers, le Var fournissait l'autre tiers. Les achats faits sur place résolvaient la question des transports, et la chose était facile, puisque le département pratiquait l'élevage des moutons, à une assez grande échelle.

Dans l'ouvrage précité de l'Abbé Féraud, nous relevons le tableau suivant : (2)

EXTRAIT D'UN RAPPORT SUR LE SERVICE FORESTIER DES BASSES-ALPES EN 1857

TABLEAU N° XXVI

ARRONDISSEMENT	MOUTONS INDIGÈNES ADMIS au parcours dans les terrains communaux et particuliers	TROUPEAUX transhumants
Barcelonnette	56.112	36.800
Castellane	63.483	28.310
Digne	152.163	17.100
Forcalquier	57.342	»
Sisteron	58.136	8.598
TOTAUX	387.236	90.808

Outre la Vallée du Verdon, les régions d'approvisionnement étaient le Val de Barrême, et au delà de la frontière du département : la Vallée de Guillaumes. Les grands fabricants, tel Honnorat, Signoret, Trotabas, Engelfred, achetaient sur les marchés du Var, les belles laines marron d'un usage traditionnel, le complément de fourniture que le département ne leur livrait pas. Arles vendait aussi aux fabricants du Verdon.

M. Auguste Trotabas nous a donné les précisions suivantes :

(1) Henri Reboul : *L'Industrie nîmoise du tissage au XIX^e siècle*, p. 50, note 3.

(2) P. 151. Voir aussi l'Annexe 1 : *La Transhumance*.

les achats de laine se faisaient d'abord sur place, aux propriétaires des troupeaux passant l'hiver dans les bergeries. La laine provenant de ces moutons, appelée laine d'écurie, n'est pas duvetée et elle est de qualité inférieure. Les achats se poursuivaient dans le Var, là même où se faisait la tonte des animaux transhumants, au printemps, bien avant le départ pour les alpages. Somme toute, il s'agissait toujours de laine provenant d'animaux passant une partie de l'année dans le pays où elle était travaillée. D'ailleurs, la laine des transhumants, dite laine de plein air, est duvetée et plus fine. Elle est aussi beaucoup moins sale, ainsi que nous l'avons déjà fait ressortir.

Quant aux prix, comme tous les prix, ils ont varié. En 1839, la laine valait 3 fr. 50 ; en 1841, elle coûtait 3 fr. 55. En 1857, on se plaignait amèrement de la cherté de la matière première, alors qu'en 1858, une baisse de l'ordre de 15 % était enregistrée. Il s'agissait alors de laines lavées.

La laine en suint valait 0 fr. 60 le kilogramme en 1870. Elle atteignit de 1 fr. à 1 fr. 75 en 1914. Les cours se relevèrent fortement pendant la première guerre mondiale, la laine fut alors payée de 8 à 10 fr. le kilogramme. Le prix normal pendant la période entre les deux grandes guerres, à l'exception des années 1927-1928, où il atteignit jusqu'à 30 fr., fut de 20 fr.

Enfin, pour en terminer avec les approvisionnements, disons que l'huile d'olive utilisée pour l'ensimage, provenait toute du Var où on la payait 1 fr. 50 et 1 fr. 55 en 1839 et 1841.

LES DEBOUCHES.

Au moment de la création des fabriques, la vente se faisait surtout dans le département des Basses-Alpes, aux grandes foires, plus particulièrement à celle de Digne, citée par André Honnorat dans ses *Mémoires*. La production augmentant, les Bouches-du-Rhône et le Var absorbèrent une quantité croissante de draps du Verdon. En 1843, deux tiers des produits s'écoulaient par Marseille et Toulon.

Ce n'était d'ailleurs là que la reprise de l'ancien courant commercial depuis que les Etats italiens avaient fermé leurs frontières à l'exportation des cordeillats et des cadis. Le grand-père de M. Auguste Trotabas, avant même l'éclosion champignonesque des fabriques, allait vendre dans le Var les pièces de drap fabriquées par les particuliers. Il partait avec une caravane de mulets, passait

par Draguignan et remontait des marchandises en échange du produit de la vente, entre autres choses : du vin et de l'huile d'olive, introuvables dans les montagnes.

André Honnorat parle de Toulon comme d'un excellent marché. Ce grand industriel expédiait aussi une certaine quantité de sa production à Vienne. Il a bien mentionné dans ses *Mémoires* qu'il avait ainsi gagné beaucoup d'argent, mais aucun chiffre n'est explicitement donné. D'après lui, la meilleure période aurait été de 1818 à 1832. C'est la période où ses concurrents n'étaient pas encore installés, ou n'avaient pas atteint une puissance redoutable pour lui.

Comme la production, les ventes suivaient un rythme saisonnier. Elles avaient lieu surtout en été et en automne, les foires d'arrière-saison amenant toujours un regain d'activité, à l'approche de l'hiver. Le mauvais état des chemins paralysait le commerce pendant la saison froide, où les communications devenaient d'une difficulté extrême. Enfin, en plus de ces ennuis saisonniers, le prix des transports majorait très lourdement les tissus vendus au loin.

Cependant, en 1858, on signalait que les expéditions « dans le Nord » commençaient. M. Joseph Trotabas, parlant de la période après 1870, c'est-à-dire de la construction des premières routes, nous a dit que les expéditions se faisaient régulièrement sur Grenoble, Lyon, Chambéry et dans l'Ain. D'une façon générale, les draps de Beauvezer étaient écoulés dans la région située sur la rive gauche du Rhône, mais ne franchissaient pas le grand fleuve.

D'après M. Auguste Trotabas, l'Est était la grande région de vente pour les produits de sa fabrique. Strasbourg, Toul, Nancy, Contrexeville achetaient les gros draps chauds et inusables. Dijon et Lyon, où trois grandes maisons de gros étaient clientes, venaient ensuite. Enfin, la Savoie, le Dauphiné et l'Aveyron, s'inscrivaient sur la liste des acheteurs. Quelques années avant la fermeture de la fabrique des Grands Trotabas, deux ou trois maisons spécialisées dans l'équipement pour les sports d'hiver furent les dernières clientes hors du département.

Dans le livre journal de M. Arnaud, de Saint-André-les-Alpes, nous avons relevé les villes suivantes comme destinataires des expéditions effectuées entre 1900 et 1914 : Le Puy, Clermont-Ferrand (Maison Conchon Quinette), Grenoble, Voiron, Buis-les-Baronnies (Drôme), Gray (Haute-Saône), Issoire, Ardes-sur-Couze (Puy-de-Dôme), Rouère (Haute-Loire), Lyon et Besançon. En outre, Marseille, Nice, Grasse et une foule de villes et de villages des départements du Sud-Est figurent sur la liste des expéditions.

Quant au commerce avec l'étranger, il n'a jamais repris l'importance qu'il avait eu au temps des cordeillats. Ayant une fois de plus recours à l'article de 1837 écrit par J.-J. Julien, voici quelle était la situation du commerce avec l'Italie dans la première moitié du XIX^e siècle.

« Les fabricants ont encore demandé la facilité d'exporter leurs draps, avec jouissance de prime, par la douane d'Entrevaux, ce qui leur donnerait les moyens d'échanger leurs produits contre les laines blanches, longues et fines que produisent les troupeaux des hautes vallées du Comté de Nice et du Piémont ; mais l'administration a opposé à cette demande des objections qui disparaîtront sans doute, dès qu'elle saura que la mesure intéresse réellement un pays peu favorisé par la nature, et que les abus sont impossibles ».

Le souvenir de la contrebande des deux siècles précédents était-il encore vivant ? Il semblerait qu'une réponse affirmative ne soit pas déplacée.

Les tables de 1839 et 1841 indiquent qu'une exportation en faible quantité à l'étranger commençait par Nice. Quelques années plus tard, on protestait contre les droits trop élevés qu'il fallait payer à la douane du Pont du Var. En 1858, on signalait que le commerce prendrait de l'importance, si le bureau des douanes de Colmars était ouvert à la libre circulation des laines. Mais si le vieux courant d'exportation vers l'Italie se poursuivait toujours au milieu du XIX^e siècle, ce commerce extérieur ne portait pas sur un gros volume d'affaires. Au moment du rattachement de Nice à la France, en 1860, on espérait que cet événement aurait un heureux effet sur les débouchés des draps de Saint-André et de Beauvezer.

Nous verrons que les derniers fabricants durent se transformer en voyageurs de commerce pour pouvoir écouler leur marchandise. Sans avoir pu retrouver une trace sûre, on nous a dit que l'un d'entre eux allait, tout au début du XX^e siècle, jusqu'en Russie vendre ses draps à la foire de Nijnii-Novgorod !

Que les destinataires soient en France ou à l'étranger, nous remarquons qu'ils étaient tous dans les régions montagneuses ou froides, et dans des zones d'agriculture où la qualité des draps du Verdon était appréciée. Lorsque les paysans se lassèrent des draps épais, une autre clientèle se forma, ce qui laisse une perspective nouvelle pour l'avenir.

LES PRIX PRATIQUES.

Les draps burels et les draps gavots valaient 6 fr. et 6 fr. 50 le mètre en 1839 et 1841. Pendant longtemps, ces prix ne varièrent guère et subirent plutôt des réductions que des augmentations. En 1903, suivant les qualités, le journal de M. Arnaud indique des valeurs comprises entre 5 fr. 25 et 7 fr. le mètre. En 1908, à la suite d'une augmentation lente et graduelle, la plus belle qualité atteignait 9 fr. le mètre, alors que les manteaux de bergers étaient passés de 28 et 30 fr. à 35 et 37 fr. M. J. Trotabas et M. A. Trotabas nous ont confirmé ces données, en ajoutant qu'à la veille de la déclaration de la guerre, en 1914, la hausse se poursuivant, c'est 10 et 12 fr. le mètre qu'on vendait les draps de Beauvezer.

Entre 1918 et 1939, les prix suivirent les fluctuations générales, et notamment ils varièrent largement en 1926, suivant de près les mouvements du cours de la livre. Les charges sociales s'ajoutant aux frais généraux, c'est de 30 à 60 fr. qu'il fallait compter le mètre avant la deuxième guerre mondiale.

LA GESTION DES FABRIQUES.

La plus grande faiblesse des fabriques du Verdon était certainement dans leur gestion. Sans vouloir anticiper sur la fin de notre étude, nous décrirons ici sommairement cette gestion.

Le propriétaire était en même temps directeur industriel et commercial. Il n'y avait ni comptable, ni caissier, le patron assumant ces deux fonctions. C'était lui aussi qui répondait au courrier et faisait les expéditions de marchandises.

Il n'y avait pas de voyageur de commerce ou de représentant. Lorsque le besoin s'en faisait sentir, c'est le propriétaire qui partait en tournée, laissant la direction de la manufacture et l'expédition des affaires courantes à un proche parent : frère ou fils.

Les fonds étaient d'origine privée, le petit industriel investissant sa fortune personnelle dans son affaire. Souvent aussi, il s'agissait de la fortune familiale lorsque plusieurs membres de la même famille collaboraient pour la bonne marche de l'entreprise. Rappelons encore, pour mémoire, les multiples liens familiaux qui unissaient les principaux industriels de la Vallée du Verdon.

A l'exception du livre journal de M. Arnaud, qui ne couvre d'ailleurs que les années 1903 à 1908, c'est-à-dire les années qui ont immédiatement précédé la fermeture de la fabrique, il nous

a été impossible de mettre la main sur des documents comptables. Beaucoup ont disparu ou sont jalousement conservés par les familles, mais il nous a semblé, de façon très nette, que ces industriels de souche montagnarde aient éprouvé une certaine gêne à mettre noir sur blanc des chiffres qui permettent de calculer leurs bénéfices ou d'avoir une vue précise de leurs difficultés financières.

Voici de quelle manière alambiquée s'exprime un document statistique de 1841 :

« Il est encore utile d'observer, d'une manière générale, que sur le bénéfice qui résulte des calculs de l'autre part, par la comparaison de la matière première avec le produit, il faut prélever le salaire des ouvriers, l'intérêt du capital employé à la filature, les frais de réparations des outils et tous les autres frais d'exploitation, ce qui atténue considérablement ce bénéfice ». (1)

Quant aux valeurs des produits qui figurent dans les nombreuses tables des chapitres précédents, elles étaient calculées par approximation de la façon suivante :

« La valeur des produits a été calculée à raison de 1.400 fr. par chaque ouvrier, compensation faite de l'un à l'autre. Cette base a été fournie par les fabricants les plus expérimentés et paraît aussi exacte que possible ». (2) .

Notons enfin un détail curieux : M. Joseph Trotabas nous a dit qu'il a toujours fait ses calculs en francs germinal, convertissant ensuite au taux correspondant à la date de l'opération commerciale.

Cette gestion empirique, manquant de méthodes comptables fermement suivies rendait les petites fabriques du Verdon particulièrement vulnérables à la concurrence d'entreprises mieux organisées et mieux dirigées, ainsi que nous le verrons dans notre avant-dernier chapitre.

(1) et (2) Arch. des B.-A., Série M. 12, art. 14, statistique de 1820-47.

CHAPITRE VI

POINT DE VUE SOCIAL

Nous remarquerons tout d'abord qu'il y avait à la fois travail à domicile et travail à l'usine. La petite taille des fabriques peut expliquer cette coexistence de l'activité des particuliers ainsi que probablement le partage du marché : les particuliers produisant pour la consommation domestique locale, les fabriques expédiant leur production hors du département. Que ce soit avant ou après la Révolution de 1789, il est presque impossible de retrouver des traces écrites précises concernant cette activité domestique. Elle a toujours été intimement liée à la production de caractère commercial, et semble avoir été de peu de rapport. Il s'agit, bien entendu, d'un travail de temps perdu, donnant peut-être lieu au troc.

M^e Roux (1) donne la répartition suivante des quatorze métiers particuliers en activité en 1862 dans le canton de Colmars :

Colmars : 1 ; Villars-Colmars : 4 ; Beauvezer : 7 ; Thorame-Haute : 1 ; Thorame-Basse : 1.

Il s'agissait bien de métiers particuliers et de travailleurs indépendants, car, « tandis qu'en 1810 les fabricants de Beauvezer et de Villars-Colmars employaient deux fois plus de travailleurs à domicile qu'en atelier, en 1833 il n'y a plus d'ouvriers hors du local patronal ». (2)

CONDITION DES OUVRIERS.

Nous ne nous lancerons pas dans une description littéraire et sentimentale de la vie des ouvriers des fabriques de la Vallée du Verdon. Il suffit de savoir que la plupart des ouvriers étaient propriétaires d'un lopin de terre ou en louaient un, de sorte que

(1) *Histoire de Colmars*, manuscrit.

(2) R. Blanchard, *Les Grandes Alpes Françaises du Sud*, p. 443.

chacun avait un jardin servant de complément aux revenus du ménage.

Les conditions de logement étaient très défectueuses. Une famille entière se logeait souvent dans une seule pièce, le taudis classique des monographies ouvrières du XIX^e siècle. Conséquence inévitable, la mortalité infantile était très élevée.

Le tableau suivant donne la composition de la classe ouvrière entre 1848 et 1879 par sexe, âge et statut civil.

TABLEAU N° XXVII

*Etat Civil des ouvriers
appartenant aux principaux Etablissements manufacturiers
des arrondissements de Castellane et de Barcelonnette*

Nature des établissements et localités où ils sont	Célibataires		Mariés		Veufs		Enfants		TOTAUX		
	H.	F.	H.	F.	H.	F.	G.	F.	H	F	Tot.
Barneaud, filateur de laine à Castellane	10	0	2	0	0	0	0	3	12	3	15
Honnorat, fabricant de draps à St-André	16	13	23	8	4	6	9	11	52	38	90
Pascal, fabricant de draps à La Mure	13	12	15	6	1	2	12	3	41	23	64
Engelfred, fabricant de draps à Beauvezer	12	12	4	1	1	0	1	0	18	13	31
Trotabas, fabricant de draps à Beauvezer	8	10	3	5	0	1	4	3	15	19	34
Maurin et Cie, fabricant de draps à Barcelonnette	10	11	5	1	0	0	0	2	5	14	29
TOTAUX	69	58	52	21	6	9		22	153	110	263

Source : Arch. des B.-A., série M.12, art. 14, statistique de l'Industrie de 1848 à 1879.

En 1846, le Préfet des Basses-Alpes s'exprimait ainsi dans un rapport : « En général, messieurs, la classe ouvrière n'éprouve pas de véritables besoins dans le département ; quoique pauvre, il offre des ressources assurées à ceux qui veulent mettre à profit leur industrie ou leurs bras ». (1)

D'une enquête de 1879, il ressort que les rapports entre ouvriers et patrons étaient faciles et même cordiaux, il n'y avait même pas utilité pratique à créer des conseils de prud'hommes. (2)

Néanmoins, nous allons examiner un certain nombre de questions relatives au travail et à ses conditions.

LES SALAIRES.

Les salaires variaient d'une fabrique à l'autre et les tableaux xvi et xvii montrent clairement que les établissements les plus puissants accordaient les salaires les plus élevés. En 1839, le tarif pour les hommes allait de 1 fr. 25 à 1 fr. 60 par jour, alors que les femmes gagnaient 0 fr. 50, à l'exception des ouvrières de la fabrique Honnorat qui recevaient 0 fr. 60. Les enfants gagnaient 0 fr. 35, sauf à Castellane, où ils avaient 0 fr. 40.

En 1841, la gamme était plus étendue, allant de 1 fr. 10 à 1 fr. 75 pour les hommes ; de 0 fr. 45 à 0 fr. 55 pour les femmes et de 0 fr. 25 à 0 fr. 35 pour les enfants.

Le taux moyen par journée de travail établi par le tableau xix se fixe à la valeur de 75 à 80 centimes ; mais la méthode de calcul n'étant pas donnée dans le document, cette moyenne ne nous paraît pas avoir une grande signification pratique.

Le tableau xx, relatif à l'ensemble du département donne les gammes suivantes : pour l'année 1843 : hommes : 1 fr. 10 à 2 fr. 50 ; femmes : 0 fr. 45 à 1 fr. ; enfants : 0 fr. 25 à 0 fr. 70. Une fois de plus, nous remarquons que Signoret, Honnorat et surtout Engelfred donnaient les plus hauts salaires. Nous dirons que leurs fabriques étaient les grosses « Maisons » de la Vallée à l'époque.

Ces salaires étaient-ils suffisants ? Il est difficile de répondre à la question, car en suivant les rapports officiels, on trouve que si en 1862 les salaires étaient «abondants» et ne tendaient ni à dimi-

(1) Annuaire des Basses-Alpes, année 1846.

(2) Arch. des B.-A., série M. 14, art. 58.

nuer, ni à augmenter, l'année suivante, en 1863, ils étaient insuffisamment rémunérateurs, et en 1865, ils étaient à nouveau « abondants ». Comme élément de comparaison, nous dirons qu'entre 1840 et 1850, à Barcelonnette, le pain coûtait 0 fr. 38 le kilogramme et la farine 0 fr. 43, alors que pendant la même décade, les prix de ces deux denrées étaient respectivement de 0 fr. 37 et 0 fr. 42 à Castellane. (1)

Le mode de rémunération était régi par la loi du 15 mars 1850 relative au tissage et au bobinage. A Castellane, les salaires étaient fixés à la journée ou au mois, excepté pour les tisseurs, payés à la tâche. Les conventions se faisaient verbalement et il n'y avait pas de livres de compte de façon. A Saint-André, Moriez, Saint-Julien, les habitudes étaient à peu près les mêmes. (2)

Le rapport du sous-préfet de Castellane poursuit : « Dans les fabriques de Beauvezer et des environs, les usages suivis se rapprochent davantage des prescriptions du législateur. La loi est affichée, les instruments de pesage et de mesurage sont à la portée des ouvriers, chaque tisseur a un livret correspondant à un compte courant tenu par le patron et sur lequel sont portés, quant à la chaîne et à la trame et au prix de façon les indications prescrites, mais on y fait peu bobiner à la pièce.

« L'application de la loi de 1850 a plus ou moins pénétré dans les fabriques de l'arrondissement de Castellane proportionnellement à leur importance et s'il reste quelques progrès à faire sous ce rapport, les errements suivis sont toutefois en harmonie avec les besoins reconnus et ne donnent pas lieu à des réclamations ». (3)

Un autre rapport du 14 janvier 1861 ajoute : « Les ouvriers tisseurs sont tous payés à la tâche ; les fabricants basent le prix du tissage sur notre unité métrique et c'est à tant le mètre de longueur que se paie cette opération. Dans la manufacture de MM. Engelfred de Blioux et Cie, chaque ouvrier tisseur est muni d'un livret spécial sur lequel sont inscrits le poids et la longueur de la chaîne, le poids de la trame et le prix est calculé sur un mètre de longueur et cela pour chaque pièce livrée au tisseur. La filature et le bobinage se font à tant le kilogramme lorsque l'ouvrier n'est pas à la journée ». (4)

En 1884, les tisserands de la fabrique Honnorat Bongarçon gagnaient en moyenne 2 fr. 50 par jour, la rémunération étant soit à la tâche, soit à la journée. Entre 1900 et 1908, les fileurs de

(1) Arch. des B.-A., série M. 12, art. 14.

(2) (3) et (4) Arch. des B.-A., série M. 14, art. 60. Rapport du sous-préfet de Castellane du 14 janvier 1861.

la fabrique Arnaud recevaient 50 fr. par mois, ce qui faisait une moyenne de 2 fr. par jour.

M. J. Trotabas nous a dit qu'un peu avant 1914 les salaires variaient de 2 fr. 50 à 3 fr. 50, la rémunération étant à la journée pour les ouvriers. Les contremaîtres étaient payés au mois, à raison de 120 fr. ou 130 fr. par mois, soit en moyenne, un salaire de 4 fr. à 4 fr. 50 par jour.

D'après M. A. Trotabas, pour la même période, les salaires étaient de 1 fr. 25 par jour pour les femmes et de 3 fr. à 5 fr. pour les hommes. Les tisserands étaient payés aux mille coups, mais en général la rémunération était au mois. Les contremaîtres recevaient un traitement annuel.

Peu de temps avant la fermeture de la fabrique des Grands Trotabas (M. A. Trotabas), le travail étant très irrégulier, les salaires avaient atteint 5 à 10 fr. par jour, soit 100 à 150 fr. par mois, en 1936.

M. J. Trotabas a ensuite ajouté que les charges sociales étaient venues majorer les salaires proprement dits. Avantage pour les ouvriers, elles grevaient le budget patronal, entraînant une montée régulière des prix de revient et de vente. En 1938, le salaire moyen était de 50 à 60 fr. par jour. En admettant qu'il y ait vingt-cinq journées de travail par mois, cela faisait un minimum de 1.250 fr. par mois, salaire somme toute convenable, à cette époque. Il est vrai qu'à Vienne, les ouvriers de l'industrie textile gagnaient davantage.

Comme points de comparaison, en 1899, les tisseurs à la main du Cambrais gagnaient 1 fr. 95 pour 14 heures de travail. (1)

A Nîmes, les salaires variaient fortement suivant les crises. A partir de 1860, les ouvriers de la bonneterie recevaient de 3 à 5 fr. et ceux des tapis de 5 à 7 fr. (2)

DUREE DU TRAVAIL.

Deux textes régissaient cette question : le décret du 14 septembre 1848 et le décret du 31 mai 1851. Un rapport du sous-préfet de Castellane signale que « la journée de travail de l'ouvrier adulte n'excède ordinairement douze heures, elle n'est même souvent que de onze heures. Il arrive cependant qu'à Beauvezer la

(1) Blaise, *Le tissage à la main du Cambrésis*, p. 53.

(2) Reboul, *L'Industrie nimoise du tissage au XIX^e siècle*, p. 125.

durée de la journée dépasse onze heures pour ceux qu'on emploie à la foulerie et à la corderie ».(1)

Le travail ne semble donc pas avoir été excessif. Le rapport du 14 janvier 1861 abonde dans ce sens. « Tous les ouvriers sont assujettis à un travail dont la durée n'excède jamais douze heures par jour et lorsque des opérations prévues du reste par la loi des 9-14 septembre 1848 nécessitent un travail de nuit, on n'y emploie que des ouvriers de plus de 16 ans. Tout travail est sévèrement interdit les jours de dimanche et de fêtes ». (2)

La lettre du 8 mars 1881 du Préfet s'exprime en des termes à peu près semblables : « Il résulte des renseignements qui m'ont été fournis par MM. les Maires des communes qui possèdent des établissements de l'espèce, que dans aucun cas, la durée moyenne de la journée d'ouvrier n'a dépassé douze heures et qu'aucune plainte n'a été portée par les ouvriers contre les patrons à cette occasion ni pour tout autre motif.

« A Beauvezer, qui possède cinq fabriques de drap, la durée moyenne de la journée a été, en 1880, de dix à onze heures sans qu'elle ait jamais dépassé douze heures. Aucun usage n'a fixé ces heures de travail qui sont acceptées sans observation par les ouvriers.

« A Saint-André, pour la même industrie, la journée est de dix heures en hiver et de douze heures en été ; il n'y a pas de réclamation ». (3)

Ces horaires n'ont guère varié jusqu'à la fermeture des fabriques, vers 1914. Le travail commençait avec le jour et se terminait le soir à 9 heures. Les journées étaient coupées par deux intervalles de repos : à 8 heures le matin, les ouvriers avaient une demi-heure pour prendre leur petit déjeuner et ils bénéficiaient d'une heure à midi pour leur repas. Dans l'ensemble, on n'exigeait pas un gros rendement, aussi, les ouvriers supportaient-ils assez bien ces longues heures de travail.

Les tisseurs de lin du Cambrais, travaillant chez eux accomplissaient à la même époque des journées de treize et quatorze heures. (4)

(1) et (2) Arch. des B.-A., série M. 14, art. 60.

(3) Arch. des B.-A., série M. 14, art. 64.

(4) Blaise, op. cit. p. 49.

LIVRETS OUVRIERS.

La loi du 26 juin 1854 prescrivait l'établissement de livrets ouvriers, le décret d'application étant du 30 avril 1855. Cette loi était généralement observée.

« Les lois et les règlements sur les livrets d'ouvriers sont affichés en placards dans les fabriques importantes de l'arrondissement où aucun ouvrier n'est admis s'il n'est porteur d'un livret. On n'a pas encore constaté d'infraction à la loi. La plupart des manufacturiers possèdent le registre prescrit ; ceux qui ne l'ont pas ont été invités à se le procurer. J'ai dit plus haut que les enfants au-dessus de seize ans et les femmes n'étaient pas toujours munis de livrets ; cette observation n'est applicable qu'aux fabriques de Saint-André.

« J'ajouterai encore que le défaut de livrets remarqué pour les enfants et les femmes dans les fabriques de Saint-André n'a aucune conséquence regrettable, on pourrait assurément exiger une exécution plus stricte de la loi : mais on n'a pas encore senti l'utilité de cette disposition légale dans cette localité où l'on n'a jamais abusé du travail des enfants où l'on n'emploie guère que des ouvriers du pays que les manufacturiers connaissent ainsi que leurs familles et où jamais aucune plainte pouvant faire regretter la négligence de cette prescription ne s'est produite ». (1)

Le nombre de livrets d'ouvriers délivrés en 1878 était de 25 à Castellane, 5 à Saint-André, 6 à Beauvezer ; en 1879, les nombres respectifs pour ces trois localités étaient de 20, 7 et 8. (2)

LE TRAVAIL DES ENFANTS.

La loi du 24 mars 1841 régissait le travail des enfants. Si cette loi n'était pas toujours observée rigoureusement dans l'arrondissement de Castellane, son esprit et son but étaient atteints. « Ainsi, à de rares exceptions près, on n'admet pas dans les manufactures les enfants au-dessous de douze ans ; ils ne travaillent jamais au delà du temps fixé par la loi et s'ils peuvent fréquenter l'école et le catéchisme, ordinairement ils le font. A Beauvezer, les industriels ont l'habitude d'employer des enfants de huit ans, jusqu'à ce qu'ils aient accompli leur douzième année on a soin de ne leur imposer aucun travail qui exige une présence continue et le maximum de travail rarement atteint et jamais dépassé est de huit heures par jour ». (3)

(1) Rapport du 14 janvier 1861.

(2) Rapport de 1879, Arch. des B.-A., série M. 14, art. 58.

TABLEAU N° XXVIII

COMPOSITION DE LA MAIN D'ŒUVRE EN 1855

Source : Arch. des B.-A., série M.14, art. 61.

COMMUNES	Noms des manufacturiers	Genre d'industrie	Nb. d'ouvriers employés						
			Hommes	Femmes	Filles	Garçons	Enfants de 8 à 12 ans	Enfants de 12 à 15 ans	Total
Saint-André	Honnarot Eugène	Fabrique de draps	28	22	20	24		0	102
	Astier Léuis		2	2	3	3			10
La Mûre	Pascal P. et A.		25	15	10	12		8	70
Moriez	Michel M. Julien		3		6	2		6	17
Annot	Moulard Honoré		2	1	1	4	3	2	13
	Roux F.		2	2	1	4	2	3	14
Castellane	Farnaud François		7			3	2	3	15
Saint-Julien	Honorat Jean-Baptiste		3	2	2	4	1	2	14
Beauvezer	Engelfred de Blieux		23	8	11	6	6	14	68
	Trotabas père et fils		5	2	2	5		3	17
	Roux P.		3	1			2		6
	Giraud Dominique				7	3	1	2	12
	Bonnet Joseph		2	1		3	3		9
Thorame-Basse	Daumas Joseph		3	2	1	1	4		11
	Arnaud Etienne		2		2	4	1	3	12
Thorame-Haute	Latrémouille A.					1		1	2
	Peyron Jean				2	2			4
	Roux F. père		1		2	3		2	8

TABLEAU N° XXIX

DÉPARTEMENT DES BASSES-ALPES

*Etat des Manufactures, Fabriques, Usines et Ateliers
où sont employés des enfants au-dessous de 16 ans*

1872

COMMUNES	Nature de l'usine	Noms des propriétaires ou raison sociale	L'usine a-t-elle un moteur à vapeur ou à eau.	Ouvriers occupés dans chaque établissement				Nombre d'enfants au-dessous de 16 ans occupés dans chaque établissement		
				H.	F.	Enf. des 2 sexes	TOTAL	G.	F.	TOTAL
La Mûre	Manuf. Draps	Dol Edouard	Eau	15	10	4	29	3	1	4
Colmars	—	Roux Jean	—	5	4		9			
	—	Barbaroux	—	4	4		8			
Saint-André	—	Joseph								
	—	Honnorat	—	40	8	10	58	8	2	10
	—	Eugène								
	—	Simon Joseph	—	8	1	2	11	2		2
	—	Pascal Joseph	—	5	1		6			
	Appre- teur	Juglar Casimir	—	2			2			
Beauvezer	Manuf. Draps	Engelfred de Blicux	—	15	9	6	30	3	3	6
	—	Trotabas frères	—	15	8	2	25		2	2
	—	Roux Adrien	—	4	4		8			
	—	Trotabas et Derbez	—	8	6		14			
	—	Giraud	—	5	11		16			

*Observations**: La situation était en 1871 comme elle l'est en 1872.

Source : Arch. des B.-A., série M.14, art. 61.

Un inspecteur des manufactures exerçait une surveillance sur les établissements employant des enfants. Voici quelques extraits du rapport annuel de 1843.

« C'est surtout à Saint-André, véritable siège de l'industrie drapière dans cet arrondissement, que mes investigations et mon contrôle se sont exercés.

« Aucun des enfants admis dans les fabriques de Saint-André et de La Mûre n'a moins de huit ans. Cette prescription de la loi est rigoureusement exécutée. Il en est de même en ce qui concerne les heures de travail. Les chefs d'ateliers n'usent même pas de toute la latitude que la loi leur laisse à ce sujet. Tout travail de nuit est inconnu dans ces fabriques.

« L'observance des dimanches et jours de fête a sa sanction plus encore dans les habitudes religieuses de la population que dans la loi qui n'est jamais enfreinte.

« L'article 5 de la loi relatif à la fréquentation des écoles publiques et privées est assez généralement respecté surtout à Saint-André où une dotation particulière assure l'admission gratuite des enfants sur une grande échelle...

« A Beauvezer, dans le principal établissement, aucun enfant âgé de moins de 12 ans n'est employé...

« Partout, les bonnes mœurs et la décence publique sont sévèrement respectées, nulle part de mauvais traitement ni de châtiement abusif.

« Quant aux conditions de salubrité et de sûreté, il n'y a peut-être pas de pays manufacturier où les enfants soient mieux traités sous ce rapport dans cet arrondissement. Ils portent sur leurs figures le témoignage irrécusable de l'entier accomplissement de la loi sous ce rapport. Je dois même dire que les enfants employés dans les fabriques sont peut-être ici mieux portants et plus valides que ceux qui restent oisifs. Cela tient sans doute à l'exercice modéré de leurs forces, à un peu plus d'aisance et à une meilleure nourriture... » (1)

Dans son rapport de 1845, l'inspecteur, M. Philip signale « qu'il y a toujours progrès en ce qui concerne les livrets que les Maires sont tenus de délivrer au père, à la mère ou au tuteur, cette mesure tend de plus en plus à se vulgariser ». Il en est de même en 1846. (2)

(1) Rapport du 14 janvier 1861.

(2) Arch. des B.-A., série M. 14, art. 61.

TABLEAU N° XXX

Communes	Noms des industriels	Nature de l'industrie	Nombre d'ouvriers		Nombre de filles mineures de 16 à 21 ans	Nb. d'enf. de moins de 16 ans		Total	Nombre d'heures de travail	Heures supplémentaires	Ateliers	Accidents	Enfants et filles travaillant	
			H.	F.		G.	F.						la nuit	le dimanche
Annot Beauvezer	Roux	Fab.	9	4	2	1		16	12 h.	Pas d'h. suppl.	ateliers salubr.	Pas d'acc.	non	non
	Trotabas Frères	Draps	20	6	2			28	10 —	—	—	—	non	non
	Adrien	—	3	1				4	12 —	—	—	—	non	non
	Buetti	—	4	1				5	12 —	—	—	—	non	non
	Derbez	—	5	1				6	12 —	—	—	—	non	non
Colmars La Mûre Thorame-Basse	Giraud	—	5	3				8	12 —	—	—	—	non	non
	Roux	—	6	1				7	10 —	—	—	—	non	non
	Dol Ed.	—	12	6	1		1	20	12 —	—	—	—	non	non
	Bonnet	—	Il n'y a que les membres de la famille qui y sont occupés.											
	Peyron Hyacinthe	—	6	4	3			13	14 ^e en été	—	—	—	non	non
Villars-Colmars	Roux N.	—	3	2				5	14 ^e en été	h. sup.	—	—	non	non
	Laugery Honoré	Appr.	5	3				8	14 ^e en été	pas d'h.	—	—	non	non
	Fab.	—												
	Ravel	Draps	4	2		1		7	10 h.	—	—	—	non	non
	Longarçon	—	25	2				27	10 —	—	—	—	non	non
Annot	Roux François	—	11	3				14	12 —	—	—	—	oui	non
Saint-Julien	Honorat	—	1					1	10 —	—	—	—	non	non

Mais M. Philip fut déclaré démissionnaire de sa fonction en 1849, car étant en même temps juge de paix, il ne faisait pour ainsi dire pas d'enquête sur place, et on le déclarait inspecteur « in partibus ». (1)

M. Imbert fut nommé à sa place par arrêté ministériel du 10 décembre 1849. Voici un extrait de son premier rapport :

« ... Aussi dans aucune de nos manufactures n'ai-je point rencontré d'enfant au-dessous de huit ans, tous arrivent presque à leur douzième année.

« Tous les chefs d'établissement ont fait afficher la loi du 22 mars 1841... aussi ai-je trouvé partout que les enfants au-dessus de douze ans ne travaillaient que dix à onze heures divisées par des repos, qu'au-dessous ils ne travaillaient que huit heures divisés également par des repos et au-dessus de neuf heures du soir, aucun enfant ne travaillait plus.

« Il y a également chômage les dimanches et les jours de fête, principalement pour ce qui concerne les enfants au-dessous de seize ans. Les enfants fréquentent les écoles et les exercices religieux qui sont surtout nécessaires à ceux qui n'ont point encore fait leur première communion. Les chefs d'atelier n'acceptent les enfants qu'à cette condition. Aussi, y a-t-il toujours progrès pour ce qui concerne les mœurs, la décence, l'instruction primaire et l'enseignement religieux ; il n'en est pas de même pour ce qui concerne les livrets, l'article 6 de la présente loi est très peu observé. Néanmoins promesse de la part des parents et des maires a été faite pour que l'exécution en eut lieu. J'ai trouvé généralement que les conditions de salubrité et d'hygiène publique régnaient dans les ateliers... » (2)

En 1853, un rapport similaire signale que certains enfants travaillent plus de 12 heures par jour. Dans l'ensemble, il y a peu d'enfants employés, ils sont en bonne santé, les ateliers sont salubres, aérés, convenablement chauffés et sans émanations nocives. Tous les enfants qui travaillent appartiennent à des familles extrêmement pauvres et ils ne fréquentent pas l'école, « la misère faisant à chacun du produit de la journée entière une nécessité absolue ». (3)

En 1854, une commission départementale de surveillance est instituée. Elle a pour mission de veiller à l'exécution de la loi de 1841. Finalement, ce sont des commissions communales qui furent nommées. Voici leur constitution en 1855.

(1) (2) (3) Arch. des B.-A., série M.14, art. 61.

- A Saint-André, pour les fabriques de drap Honnorat et Astier :
MM. Honnorat, juge de paix ;
Roux, notaire ;
Abbé Roman, curé ;
Simon, instituteur.
- A La Mûre, pour la fabrique de drap Pascal, père et fils :
MM. Attenoux, ancien maire ;
Simon, maire ;
Abbé Daumas, curé ;
Sicaud, instituteur ;
Collomp, percepteur.
- A Castellane, pour la fabrique Barneaud :
MM. Bongarçon, percepteur ;
Demandolx, avoué ;
Bernard, greffier du tribunal ;
Philip, juge de paix ;
Chauvin, maire ;
Abbé Brun, curé.
- A Saint-Julien, pour la fabrique Honnorat :
MM. Bongarçon, percepteur ;
Martel, conseiller municipal ;
Gibert, maire ;
Abbé Bourrillon, curé ;
Guirard, instituteur.
- A Beauvezer, pour les fabriques Engelfred, Trotabas, Roux et Giraud :
MM. Arnaud, percepteur ;
Richelme, maire ;
Abbé Cottier, curé ;
Ruelle, instituteur.
- A Thorame-Basse, pour les fabriques Bonnet et Daumas :
MM. Arnaud, percepteur ;
Monge, ancien maire ;
Ailhaud, maire ;
Abbé Gabriel, curé ;
Roux, instituteur.
- A Thorame-Haute, pour les fabriques Arnaud et Latremouille :
MM. Arnaud, percepteur ;
Barbaroux, membre de la chambre consultative ;
Arnaud, maire ;

Abbé Chaix, curé ;
Giraud, instituteur.

A Villars-Colmars, pour les fabriques Peyron et Roux :

MM. Arnaud, perceuteur ;
Gravier, suppléant du juge de paix ;
Ventre, maire ;
Abbé Jaubert, curé ;
Halec, instituteur. (1)

CONTRATS D'APPRENTISSAGE.

La loi qui régissait cette question était celle des 22 février, 4 mars 1851.

Voilà comment en parle le rapport du 14 janvier 1861.

« La fabrication des draps qui forme la principale et même la seule industrie de l'arrondissement consiste en une série d'opérations qui exigent chacune la présence d'un ouvrier et d'un ou plusieurs aides ordinairement jeunes. Ces ouvriers aides deviennent à leur tour ouvriers chefs s'ils suivent attentivement et avec le désir de s'instruire le travail de celui qu'ils secondent. Leur apprentissage se fait ainsi insensiblement, ils reçoivent un salaire journalier basé sur les services qu'ils rendent. Le salaire avec la journée légale forment seuls le contrat entre le patron et l'ouvrier. Chaque ouvrier gagne un salaire et la seule différence qui distingue l'ouvrier de l'apprenti consiste dans la nature du travail et la valeur du salaire graduées suivant la capacité de l'individu. Les contrats qui interviennent entre les patrons et les apprentis pour les petites industries telles que celles de menuisier, tailleur d'habits, cordonnier, maçon, etc... se font généralement par accords verbaux et suivant les usages locaux qui sont en harmonie avec la loi du 24 février, 4 mars 1851 ». (2)

Les contrats d'apprentissage n'étaient jamais faits par acte public ; ils se faisaient sous seing privé, et plus généralement par accords verbaux. En 1878, à Castellane, sur 7 contrats, 5 sont sous seing privé et 2 verbaux ; en 1879, sur 5 contrats, le partage précédent se fait de 3 à 2. Pour ces deux années, le nombre des contrats à Saint-André est de 3 et 2. Ici encore, il n'y a pas de difficultés, les contrats ne donnent jamais lieu à contestation. (3)

(1) Arch. des B.-A., série M. 14, art. 61.

(2) — — — art. 58.

(3) — — — art. 59.

En 1883, rien n'avait changé, les contrats se faisant toujours verbalement. Les rares contestations qu'il y avait se réglait à l'amiable sans l'intervention du juge de paix. La durée du contrat était généralement de deux ans. Ensuite, la plupart des apprentis s'en allaient dans les grandes villes, soit pour se perfectionner, soit pour trouver un travail leur permettant de subvenir à leurs besoins. En 1884, le nombre de contrats d'apprentissage était de : 2 pour Castellane, 1 pour Beauvezer, 2 pour Colmars et 2 pour Saint-André. (1)

Signalons en passant que M. A. Trotabas ne prenait jamais d'apprentis dans sa fabrique. Un essai avait causé beaucoup de désordre et une sérieuse perte de temps et d'argent, aussi les jeunes ouvriers de 18 ans étaient-ils difficilement acceptés. Les hommes faits, ouvriers spécialisés, avaient la préférence.

TRAVAIL DES FEMMES.

Le personnel féminin formait environ la moitié des effectifs vers la fin de l'exploitation des fabriques. Les femmes étaient occupées au triage des laines et à l'ourdissage des pièces. Elles ne travaillaient pas aux métiers à tisser, pour la plupart à main et nécessitant un effort physique trop grand pour que ce travail leur soit confié.

La durée de la journée était moins longue pour les femmes qui ne travaillaient que huit ou dix heures. Leurs salaires étaient toujours inférieurs à ceux des hommes, ainsi qu'on le remarque dans toutes les tables insérées dans cet ouvrage. En général, elles n'habitaient pas loin de leur travail, sauf pour les ouvrières de Saint-André allant travailler à La Mûre. Pour celles qui n'étaient pas logées dans leur famille, leur loyer était de 3 francs par mois pour une pièce. (2)

SYNDICATS. (3)

Il n'a jamais existé de syndicats ouvriers de l'industrie des draps dans la Vallée du Verdon.

(1) Arch. des B.-A., série M. 14, art. 59.

(2) Arch. des B.-A., série M. 14, art. 61.

(3) — — — art. 62.

ACCIDENTS DU TRAVAIL. (1)

Nous n'avons retrouvé aucune trace d'accidents du travail dans les documents que nous avons consultés. Cependant, par tradition orale, nous savons qu'il y avait eu quelques accidents. Notamment, un nommé Martel, amputé du bras gauche, à la suite d'un accident de machine survenu à la fabrique Bongarçon à Saint-André quelque temps avant la fermeture, est un exemple. A sa sortie de l'hôpital, grâce aux relations de M. Bongarçon, ce malheureux ouvrier fut nommé facteur rural d'Angles, canton de Saint-André.

Dans l'ensemble, on peut dire qu'il y avait peu d'accidents, et que les arrangements intervenaient toujours à l'amiable.

GREVES ET COALITIONS. (2)

Pendant toute l'histoire de l'industrie drapière de la Vallée du Verdon, il n'y eut ni grèves, ni coalitions. Les patrons faisaient preuve d'un véritable paternalisme. Les ouvriers faisaient partie de leur famille. Ils les encourageaient à améliorer leur position et à développer leur intelligence.

CHOMAGE. (3)

Aucun secours de chômage n'était prévu. Il ne semble pas qu'il y ait eu beaucoup de chômage pendant la période de fonctionnement des fabriques. Il y eut ensuite un arrêt brutal, la question du chômage étant réglée par l'exode des ouvriers hors de la Vallée du Verdon ou leur changement de métier.

CONSEQUENCE DE L'ACTIVITE INDUSTRIELLE.

En 1837, J.-J. Julien écrivait : « Devenue un commerce important, la vente des draps du pays a produit, dans la Vallée de Colmars, une aisance que l'on chercherait vainement dans les parties les plus fertiles et les plus riches du département ; l'aisance a amené à sa suite une vie meilleure, des habitations plus saines :

(1) Arch. des B.-A., série M.14, art. 63.

(2) — — — art. 67.

(3) — — — art. 65.

aussi, tandis que l'on voit assez communément dans les hautes vallées du Var et du Collomp une population chétive, malingre, et en quelque sorte étiolée, on trouve dans la Vallée de Colmars et notamment à Thorame-Haute, Beauvezer et Villars, un sang magnifique, un air de vigueur et de santé qui feraient envie aux contrées les plus favorisées sous ce rapport ». (1)

Il est certain que cette activité industrielle a apporté dans une région extrêmement pauvre une aisance inattendue. Elle a permis de nourrir une population abondante étant donné les maigres ressources du sol.

L'industrie eut même une action stimulante sur l'agriculture. En effet, la demande croissante de laine était un réel encouragement à l'élevage du bétail. La rigueur de l'hiver obligeant les éleveurs à rentrer leurs troupeaux, un des sous-produits de l'élevage est la production du fumier de bergerie : le migon. Les agriculteurs bénéficièrent donc d'une quantité croissante d'un engrais actif et précieux dans une région au sol âpre et à une époque où l'usage des engrais chimiques n'était pas encore connu.



La roue de l'ancien moulin banal,
dont le co-propriétaire intenta un procès à HONNORAT en 1819

(1) Article du 5 mars 1837 : Fabriques de draps. *Journal des B.-A.* 1^{re} année.



BEAUVEZER

La fabrique de M. J. TROTABAS,
la seule en activité à l'heure actuelle

CHAPITRE VII

LA DISPARITION DES FABRIQUES

LE DECLIN DE L'INDUSTRIE.

Dès 1879, Thorame-Haute et Castellane cessent de donner les renseignements statistiques annuels. Les deux dernières décades du xix^e siècle ont vu le début de l'agonie de l'industrie textile du Verdon. Cette crise fatale atteignit également toutes les fabriques du département des Basses-Alpes, ainsi que celles des Hautes-Alpes.

La fabrique Honnorat, Bongarçon successeur, cessa la première son activité dès 1886. En 1900, la deuxième fabrique Honnorat, de Saint-André, et la fabrique Pascal, Dol successeur, de La Mûre, étaient fermées ou venaient de fermer, ainsi que les deux fabriques de Thorame-Basse. Quatre établissements de Beauvezer, trois de Villars-Colmars, et un de Colmars avaient aussi cessé le travail. Quant aux petits centres de production tels que Saint-Julien et Vergons, ils avaient, eux aussi, arrêté leurs métiers.

Au début du xx^e siècle, il ne restait donc que quatre petites fabriques, dont voici la répartition : une à Saint-André-les-Alpes, une à Colmars, deux à Beauvezer. Voilà tout ce qui demeurerait des vingt et une fabriques du milieu du siècle précédent. C'était bien peu, et ce peu devait encore disparaître, ou presque.

La fabrique Arnaud, de Saint-André-les-Alpes ayant fermé vers 1908, en 1914, toute l'industrie drapière était à nouveau concentrée dans la Haute Vallée, son point de départ à la fin du Moyen Age. Il subsistait alors une fabrique à Colmars, avec dix ouvriers, 120 broches et trois métiers à bras, et deux à Beauvezer, l'une avec 40 ouvriers, 400 broches, cinq métiers mécaniques, et l'autre avec quatre ouvriers, 120 broches, et deux métiers mécaniques, la seule qui subsiste encore. (1)

(1) Renseignements recueillis sur place.

La dernière fabrique de Colmars a fermé ses portes en 1926, après la mort de son propriétaire et directeur M. Roux, ancien huissier. De peu d'importance, elle n'occupait plus qu'un petit nombre d'ouvriers et produisait des bures et des couvertures pour mulets.

Les deux entreprises de Beauvezer appartenaient, l'une à M. Auguste Trotabas, la Grande Fabrique, et l'autre à M. Joseph Trotabas, la Petite Fabrique. La Grande Fabrique cessa son activité en 1937 ; seule, la Petite Fabrique a survécu en se modernisant. Sa force motrice est l'électricité provenant de deux turbines actionnées par deux chutes d'eau. Le travail est entièrement mécanisé et la main d'œuvre est réduite à quatre personnes. La matière première est toujours la laine régionale. La production consiste en draps de montagne dont les principaux acheteurs sont les estivants et les hivernants, amateurs de sports de montagne, et les touristes qui apprécient les qualités de solidité, légèreté, imperméabilité des draperies de Beauvezer, de style très anglais.

COMPARAISON.

Si les Basses-Alpes avaient connu la fièvre des fabriques, les Hautes-Alpes n'y avaient pas échappé. Plusieurs établissements avaient été ouverts dans ce département, notamment à Veynes, Embrun, Briançon et Saint-Firmin. A notre connaissance, tous ont disparu, à l'exception de deux d'entre eux, situés, l'un à Briançon et l'autre à Saint-Firmin. Leurs produits étaient semblables à ceux des fabriques des Basses-Alpes.

Que représente au juste la petite fabrique de Beauvezer ? Une goutte d'eau dans l'Océan. En effet, en 1920, il y avait 3.700.000 broches en France travaillant la laine peignée ou cardée, et 65.000 métiers battants (1). Que sont à côté les 120 broches et les deux métiers de la Petite Fabrique ? Aussi, c'est avec un réel plaisir que nous avons constaté que Beauvezer figurait sur la carte n° vi « Tissage de draperies, étoffes d'ameublement, tapis et couvertures », (sous la rubrique draperie) insérée dans la thèse de Bernard Pierre, datée de 1945, et traitant des « Textiles artificiels et synthétiques en France ».

Au moment où l'industrie lainière disparaissait, les fileuses de chanvre et les tisserands de toile arrêtaient aussi leurs rouets et leurs métiers. La vieille tradition du tissage s'éteignait avec la

(1) De Prat, *Aide-Mémoire de l'Industrie textile*, p. 291.

mort des vieux ouvriers, les jeunes n'ayant pas appris à filer et à tisser, ou ayant déserté le pays natal. Le chanvre suivit donc le même sort que la laine, et s'il reste aujourd'hui encore une petite fabrique témoin qui produit de beaux draps, il est impossible de montrer un centimètre de fil ou un mouchoir qui ait été ouvré dans le département des Basses-Alpes.

POURQUOI CE DECLIN ?

Tout d'abord, les clients devinrent de plus en plus difficiles, or, nous avons vu que si les draps de Beauvezer étaient inusables, ils n'étaient pas toujours très fins ni très variés. Les exigences de la mode ne s'accordent guère avec la monotonie des draperies allant du blanc au marron foncé, mais toutes dans les gammes beige et noisette. Les teintures n'ont jamais été la spécialité du Verdon. L'épaisseur même des tissus les rendait impropres à la confection de vêtements élégants, surtout aux environs de 1900, époque où la mode sport n'avait pas encore fait son apparition.

L'invasion des draps anglais fut un rude coup à recevoir par la petite industrie bas-alpine, après le nouveau tarif douanier de 1860 et pendant la politique libre-échangiste qui le suivit.

A ces causes extérieures à la région elle-même, s'ajoutent de nombreuses causes propres à la Vallée du Verdon. Voyons-les successivement.

D'après M. Grasset, ancien fabricant à Barcelonnette, actuellement banquier, la disparition des fabriques est due à la disparition de la main d'œuvre. Les jeunes n'ont jamais voulu apprendre un métier qui leur apparaissait excessivement peu rémunérateur. M. J. Trotabas a franchement parlé d'une expatriation des ouvriers, ainsi que M. A. Trotabas. Ce dernier a ajouté que les ouvriers de Vienne, qui auraient pu combler les vides, refusaient de venir, car le climat trop rude du Haut-Verdon les effrayait. L'hiver, lorsque les canaux d'amenée de l'eau aux fabriques gèlent, il faut journellement les dégager au prix d'un travail très pénible. La crise de main d'œuvre est un fait certain, mais d'autres raisons sont venues la renforcer et prévenir toute tentative de réaction.

Tous les ouvrages que nous avons consultés parlent du recul de la transhumance et de l'élevage des moutons devant le reboisement. Nous pensons que notre Annexe 1 met ce phénomène suffi-

(1) Voir aussi Pellissier, *Histoire d'Allos*, p. 457.

samment en lumière pour qu'il soit inutile d'insister ici sur ce sujet (1). C'est en se basant sur cet argument que notre vieil ami M. Brun, nous a expliqué l'arrêt brutal de l'industrie drapière à Saint-André-les-Alpes.

Lorsque les terrains communaux qui servaient de pâturages ont été soumis au régime forestier, les habitants n'ont plus su où envoyer paître leurs moutons, le pacage étant alors interdit. Ils vendirent leurs troupeaux, et en même temps se précipitèrent chez les fabricants pour se faire payer les fournitures de laine qui leur étaient dûes. La matière première manqua au moment où une crise de trésorerie se développait, et ce fut la catastrophe. Une version identique nous a été donnée par M. J. Trotabas, pour Beauvezer et la Haute Vallée.

Nous venons d'employer le terme de crise de trésorerie, le problème était en réalité plus grave car il s'agissait d'une véritable crise de financement. Au début du xx^e siècle, une modernisation complète de l'outillage s'imposait, mais cela coûtait cher et les capitaux ont toujours été rares dans une région aux ressources très limitées. M. A. Trotabas nous a parlé de cette crise de financement, mais c'est Mme Arnaud qui nous a fourni le plus de précisions concernant ce grave problème.

« Nos machines étaient trop vieilles, nous a-t-elle dit ; il fallait acheter un équipement neuf, entièrement mécanique. Cela représentait alors un investissement nouveau de l'ordre de 200 à 300.000 francs. Aux environs de 1908, la somme nous parut colossale, une sorte de folie. Mon mari préféra fermer sa fabrique pour ne plus s'occuper que du commerce des laines, qu'il expédiait à Roubaix et à Tourcoing ».

C'est en termes semblables que M. J. Trotabas nous a exposé le problème de la modernisation indispensable de l'équipement en face du manque de capitaux.

En plus du manque de main d'œuvre, le phénomène démographique de la dépopulation des campagnes, plus exactement le phénomène démographique de la disparition des grandes familles est intervenu. Nous parlant des difficultés de son mari, Mme Arnaud nous a dit : « Etant fils unique, mon mari ne pouvait être à la fois le directeur de l'usine et le voyageur de commerce. Il fallait qu'il voyage pour vendre la marchandise ; il fallait qu'il reste pour surveiller la fabrication. Il ne pouvait pas faire face aux deux tâches à la fois ».

M. A. Trotabas exploitait son établissement avec l'aide de son frère. Ils étaient tous les deux célibataires, c'est faute de successeur

(1) Voir aussi Pellissier, *Histoire d'Allos*, p. 457.

que M. A. Trotabas arrêta son usine lorsqu'il eût atteint 70 ans. Peut-être qu'une nouvelle génération, aux idées plus modernes, aurait trouvé le moyen de remonter le courant adverse !...

Pendant des siècles la défectuosité des chemins avait entravé le commerce des cordeillats, puis des burels et des gavots. Un véritable chœur de lamentations réclamait des routes carrossables, or, par un revirement curieux, c'est justement l'irruption tardive des voies de communication, combinée avec une politique de travaux publics qui fut la ruine de l'industrie textile.

D'après M. A. Trotabas, les communications plus faciles eurent pour conséquence l'arrivée de marchands ambulants qui apportèrent des draperies, certes de moins bonne qualité, mais bien meilleur marché. La concurrence des grands centres de production du Nord et de Normandie ne s'est réellement fait sentir qu'après l'ouverture des routes et elle a fait disparaître les fabriques régionales.

De plus, les forains apportaient de la confection à bas prix, ce qui fit diminuer considérablement la consommation domestique des draps du pays. Les routes amenèrent aussi dans les montagnes des commissionnaires en laine, qui venaient rafler, à des prix plus élevés, la matière première. Conjugué avec la diminution de l'élevage, ce fait a provoqué une véritable crise de l'approvisionnement en laine.

Raoul Blanchard reprend à peu près le même thème en le développant (1). En effet, les routes datent du dernier quart du XIX^e siècle : celle d'Annot est achevée en 1863, celle d'Allos, ouverte en 1854, n'est vraiment praticable qu'un peu avant 1870. Elles devaient amener les inventions révolutionnaires, ainsi que les voies ferrées, plus tardives et qui ne font leur entrée en scène que vers 1890.

Il faut bien se rendre compte que dans un pays très retardé, du fait même de son isolement, ce déluge de nouveautés submergeant tout sur son passage a été une épreuve terrible, dont la petite industrie textile fut la grande victime.

Par ailleurs, depuis 1860, une politique de travaux publics tend à améliorer les conditions d'existence dans une région longtemps négligée. L'effort a porté surtout sur les endiguements et les canaux d'arrosage. Les canaux de Colmars, de Beauvezer et de Saint-André-les-Alpes, sont achevés en 1869, le Verdon les alimen-

(1) *Les Alpes Occidentales*, t. IV, p. 586, et *Les Grandes Alpes françaises du Sud*, p. 443, 449, 450 et 452.

tant. Les travaux de protection de la plaine de Beauvezer contre ce torrent fougueux commencent en 1869. La terre réclame de plus en plus de bras à un moment où les routes facilitent l'exode vers les villes et permettent l'entrée des produits du dehors. L'expatriation d'une partie de la population en même temps qu'un changement de répartition dans la main d'œuvre restante a donc provoqué une véritable crise, et une crise particulièrement grave entraînant la disparition presque totale de l'industrie textile.

Le tissage à domicile a disparu le premier, dès que les communications plus faciles ont été établies. « La fabrication des draps en petites usines pourvues d'un moteur hydraulique a été évidemment plus coriace : il y avait là un essai de concentration industrielle et commerciale qui permettait quelque résistance. La débacle, moins rapide, n'en a pas moins été à peu près totale ». (1)

La vieille organisation était fondée sur l'isolement, le défaut de communications étant la véritable protection de l'industrie dans une région reculée, où la main d'œuvre était abondante, parce que privée de mobilité. Or, n'oublions pas que « c'est sur l'abondance de la main d'œuvre qu'était le plus souvent fondé le vieil édifice industriel ». (2)

Cause psychologique, les petits industriels du Verdon n'avaient pas les qualités nécessaires pour mener à bien la lutte contre la concurrence extérieure, le manque d'ouvriers et le manque de capitaux.

Nous avons approfondi, dans l'ouvrage de M. Bernard Pierre, une analyse des trois types d'entrepreneurs (3) qui nous paraît fort pertinente. La voici :

« On distingue : le « chef technique », à la fois inventeur et entrepreneur. C'est un spécialiste qui s'efforce d'assurer le succès du produit. A cette fin, il voue toute son intelligence et tout son temps ; cherchant à la poursuivre sur une échelle aussi vaste que possible. Tous ses efforts vont à l'organisation de son exploitation, et le marché qui a pour lui le plus d'intérêt est celui du travail : il tend principalement à se procurer et à employer judicieusement la main d'œuvre nécessaire à la réalisation industrielle de son invention. Son activité joue dans une seule dimension : en profondeur. A ce type d'« entrepreneur », on a souvent donné le nom de « capitaine d'industrie ». Certains économistes lui ont décerné celui, évocateur, de « pionnier ».

(1) R. Blanchard, op. cit.

(2) R. Blanchard, *Les Alpes Occidentales*, t. IV, p. 586.

(3) *Les textiles artificiels et synthétiques en France*, p. 92 et 93.

« La deuxième catégorie d'entrepreneurs est représentée par le « chef commercial » qui, lui, au contraire, prend pour point de départ les besoins du marché et s'attache à fournir les produits qu'il considère comme susceptibles d'être vendus avec facilité. Il cherche à prévoir l'orientation de la demande à laquelle il contribue par la publicité. Le chef commercial idéal est celui qui sait provoquer des besoins nouveaux, par rapport auxquels ils s'assurera, durant une certaine période, la situation d'un monopole de fait. Ce n'est pas sur le marché du travail, mais sur celui des marchandises, qu'il concentre son attention. Tout son labeur consiste, moins dans l'organisation d'une exploitation que dans celle des débouchés. Il agit donc, à la différence du précédent, en surface, en ampleur. La langue anglaise désigne ce chef sous le nom de « business man ».

« Quant au « chef financier », sa principale activité vise à se procurer et à grouper des fonds. Des trois marchés, celui des capitaux l'intéresse davantage. Il se consacre tout entier à la formation des entreprises, qu'il unit par le lien des participations, pour en opérer finalement la fusion ».

Au cours de l'histoire économique, ces types apparaissent le plus souvent dans l'ordre chronologique précédent, et ils sont rarement à l'état pur. Auquel des trois appartenaient les petits industriels du Verdon ? Au premier type. Si les pionniers ont été nombreux, tels André Honnorat, Engelfred de Blieux et Ravel, les « business men » et les chefs financiers ont été absents, à l'exception près de Signoret, encore était-il venu de Marseille et n'a pas séjourné longtemps dans la vallée. Quant à nos pionniers, ils appartenaient à la première génération des fabricants, leurs successeurs n'avaient plus leurs qualités d'organiseurs et pas encore celles d'habiles hommes d'affaires. Aussi, on ne note pas une grande résistance au moment de la débacle.

Nous avons déjà montré que la gestion défectueuse des petites entreprises était leur gros point faible. Certes, un homme comme Engelfred, plein d'idées constructives modernes, avait l'âme d'un pionnier, mais il menait grande vie, roulait carrosse, alors que sa fabrique manquait de direction et que son contremaître sous-directeur, Ruel, le ruinait à son profit. Ce même Ruel racheta la fabrique à Engelfred et lui succéda.

La bonne gestion économique d'une entreprise, si petite soit-elle, demande un certain nombre de connaissances comptables et mathématiques. Le prix de revient des produits doit être minutieusement calculé. Les industriels de la Vallée du Verdon ont-ils jamais résolu les deux problèmes suivants ? Nous ne le pensons pas.

Prix de revient d'un fil cardé. (1)

(Le problème est résolu de façon schématique et littérale).

1° Intérêt du capital à 5 % : a .

2° Intérêt des fonds de roulement à 5 % : b .

3° Amortissement : c , comprenant :

15 à 20 % sur le matériel ;

5 à 10 % sur les immobilisations.

4° Main d'œuvre pour 300 jours ouvrables :

Lavage et dessuintage	2	ouvriers
Echardonnage	2	—
Battage et loup	3	—
Cardage	12	—
Métiers à filer au continu	18	—
Contremaîtres	2	—
Ouvriers divers	10	—

formant un salaire total annuel : d .

5° Frais généraux : contributions et assurances ; direction : employés et frais de bureau ; charbon, graissage, savon, soude, ensimage, courroies, cordes à broches, fuseaux ; entretien ; réparations ; frais accessoires, etc... formant un total annuel : e .

La production étant de 300.000 kg. par an, le prix de revient au kg. de la façon de filature sera de :

$$\frac{a + b + c + d + e}{300.000}$$

(Il y a lieu d'ajouter le prix d'achat de la laine brute, la perte au poids au lavage et au dessuintage et de tenir compte du déchet de filature et de la récupération des sous-produits).

Prix de revient d'un tissu de laine. (2)

Les éléments de calcul de ce prix de revient comprennent :

a) Les frais généraux par jour et par métier, qui varient suivant la largeur du métier.

D'après la production moyenne et le duitage, on détermine le nombre de jours que l'ouvrier mettra à tisser sa pièce et l'on en déduit la valeur des frais généraux affectés à cette pièce.

b) Main d'œuvre de l'ouvrier : on paiera, par exemple, à l'ouvrier, tant par 1.000 duites.

(1) De Prat, *Aide-Mémoire de l'Industrie textile*, p. 144.

(2) Op. cit. p. 249.

c) **Matières :**

1° Poids de chaîne déterminé par la largeur en peigne et le compte. Il faut tenir compte de 3 % de déchets et de 6 % d'embuvage. Le prix de la chaîne est calculé au cours du jour.
2° Poids de la trame, déterminé par le compte. Il faut tenir compte de 5 % de déchets et du temps passé par les fils, en moyenne 3 %.

d) Il faut ajouter les frais du montage de la pièce, bobinage, ourdissage, encollage, nouage, rentrayage, époutissage, mesurage. Les frais s'établissent par pièce de 100 mètres et varient suivant que la pièce doit être tissée sur le métier 7/8, 4/4 ou 6/4.

e) Le montage des apprêts.

On a ainsi le prix de revient total.

Chacune des causes de disparition que nous avons énumérées était suffisante pour entraîner la débacle de l'industrie drapière. Toutes ensemble, elles l'ont emportée avec la force et la rapidité d'un ouragan.

TRANSFORMATIONS.

Que sont devenus les bâtiments abritant les fabriques disparues ? A notre connaissance, à Thorame-Haute et à Thorame-Basse, il n'y a plus que des ruines, les deux villages s'étant considérablement dépeuplés.

A Beauvezer, la fabrique de M. A. Trotabas, fermée en 1937, vient d'être rachetée par la fabrique survivante de M. J. Trotabas, mais elle reste inactive. Toujours à Beauvezer, l'héritière de la fabrique Engelfred, institutrice au Maroc et décédée en 1949, a fait don du bâtiment à la Faculté de Paris, qui a accepté ce legs.

A Saint-André-les-Alpes, la fabrique Arnaud a été transformée en appartements. La fabrique Honnorat-Bongarçon sert de grange : mais à côté, un curieux petit bâtiment y a été accolé. C'est la distillerie de lavande de la maison Lautier et fils de Grasse. Véritable culture industrielle, la lavande est la nouvelle source de fortune pour les habitants des bords du Verdon. La deuxième fabrique Honnorat J.-B., transformée, elle aussi, en maison d'habitation, s'est vu adjoindre un garage moderne avec atelier de réparations.

La fabrique Pascal-Dol, de La Mûre, est devenue la Minoterie des Alpes, moulin moderne, avec un équipement mécanique comprenant une chute d'eau de six mètres actionnant une turbine. Cet établissement est actuellement en pleine prospérité.

Dans la Haute Vallée du Verdon, l'orientation est presque uniquement tournée vers l'industrie hôtelière. Les trois fabriques de Villars-Colmars sont devenues, toutes les trois, des hôtels. A Beauvezer, la fabrique Giraud est devenue l'Alp Hôtel, qui fait figure de petit palace dans la Haute Vallée, avec son tennis et son bar américain. Les bâtiments de la fabrique Giraud étaient divisés en deux corps, la fabrique proprement dite, transformée en hôtel, et le foulon, servant de garage et d'entrepôt. Les forces de la Résistance utilisèrent l'ancien foulon en 1943-44. Au cours d'opérations de nettoyage, les troupes allemandes s'en emparèrent et firent sauter le vieux bâtiment dont il ne reste absolument rien aujourd'hui.

Les fabriques une fois fermées, la laine des moutons du pays a été achetée par des commerçants en laine. A Barcelonnette, la Maison Grasset et Cie a exercé ce commerce jusqu'en 1941, date à laquelle son activité a été suspendue par la guerre. Par ailleurs, la même société exerçant cumulativement les fonctions de banque, le statut bancaire lui a interdit l'exercice du commerce. M. Grasset a alors constitué une nouvelle société : le Comptoir lainier du Sud-Est, qui a repris l'activité de l'ancienne Maison Grasset et Cie.

Cette activité consiste en l'achat de laines à la propriété dans la région du Sud-Est, puis leur expédition à Roubaix et Tourcoing, où elles sont transformées en peignés ensuite vendus aux fabriques.

En dehors du Comptoir lainier, de nombreux petits acheteurs locaux groupent les laines des Basses-Alpes et les revendent ensuite à des courtiers, ou directement à des usines du dehors.

Remarquons enfin que les moutons burrel ont presque tous disparu par croisement avec ceux d'Arles, dont la laine est plus fine et blanche.

Quant à la main d'œuvre, si autrefois il y avait pléthore, il n'en est plus question aujourd'hui. Dans l'hypothèse où on voudrait relever cette industrie presque morte, la plus grosse difficulté serait bien le problème de la main d'œuvre. Le dépeuplement a été considérable. Lorsque la fabrique des Grands Trotabas battait son plein, il y avait 800 habitants à Beauvezer, il y en a aujourd'hui 250. La terre est pauvre, il n'y a pas de grandes propriétés, donc pas de grandes familles. Les habitants se sont expatriés : la guerre de 1914-18 a, de plus, causé des vides immenses et impossibles à combler. Dans un hameau de Beauvezer, la Combe, sur les treize mobilisés, un seul est revenu, amputé d'une jambe.

L'orientation professionnelle, s'il nous est permis de nous

exprimer ainsi, a changé de voie. C'est en quantité vraiment industrielle que Beauvezer a produit des instituteurs, alors que Villars-Colmars donnait à l'Eglise un nombre important de prêtres.

ETAT ACTUEL DE LA VALLEE DU VERDON.

Une vue à peu près exacte de l'état actuel de la situation industrielle de la Vallée du Verdon est donnée par l'enquête sur l'artisanat rural de 1938. (1)

Les maires des communes ont répondu à un questionnaire imprimé de quatre pages. L'impression générale qui se dégage de l'ensemble des réponses est qu'il y a un abandon des campagnes et un exode vers les villes. Le maire de Thorame-Haute en a fourni la raison de façon laconique : « La commune de Thorame-Haute va en déclinant comme population faute d'industrie pendant les mois d'hiver ».

La formule de l'ancienne industrie lainière était bien celle qui convenait le mieux à la région, avec son activité interrompue pendant la belle saison pour permettre les travaux agricoles.

Nous avons été grandement déçu de constater que la feuille concernant Beauvezer avait disparu du dossier. Nous espérions y trouver quelques remarques relatives à la dernière fabrique, témoin d'un passé prospère ; mais notre espoir a été vain.



SAINT-ANDRE-LES-ALPES

La fabrique J.-B. HONNORAT,
transformée en maison d'habitation et garage moderne

(1) Arch. des B.-A., série M. 12, art. 63.



BEAUVEZER
La Fabrique des GRANDS TROTABAS,
qui a cessé son activité en 1936

CHAPITRE VIII

DERNIERES CONSIDERATIONS ET CONCLUSIONS

Le département des Basses-Alpes, pris dans son ensemble, fait figure de département très pauvre. La Vallée du Verdon, sans doute moins mal partagée que beaucoup d'autres vallées secondaires, n'échappe pas à ce triste sort du département. Appauvrissement, dépeuplement, dévastations ont marché de pair, ces trois facteurs réagissant simultanément les uns sur les autres pour produire un phénomène d'accélération.

Si nous en croyons Eisenmenger et Cauvin (1), « c'est aux défrichements inconsidérés et à l'accroissement continu des troupeaux dans les pâturages qu'il faut attribuer « l'exagération contemporaine de la torrentialité » et ses tristes conséquences dans la Haute-Provence.

« Le mal remonte très haut. Déjà, au xv^e siècle, les communautés de la vallée de Barcelonnette se préoccupaient de défendre de couper les bois, de faire paître dans les endroits ardu, de procéder à l'écobuage, c'est-à-dire d'arracher dans les communaux des mottes de gazon pour les faire brûler dans les champs cultivés afin de fumer les terres. Le Parlement de Provence ne cessa de faire paraître des règlements contre les défrichements, l'accès des chèvres dans les bois et les pâturages. Au xviii^e siècle, les conséquences de cette exploitation imprévoyante frappaient les esprits. Un administrateur du département, Bouche, déclarait en 1790 : « Les défrichements ont été et sont la cause unique des ravages « et des dégâts faits par les eaux sur le penchant des montagnes et dans les plaines, de la perte des bois et de la diminution des troupeaux. Les terrains les plus fertiles ont été emportés ».

La diminution des troupeaux était très sensible : en 1663, on comptait 80.000 à 100.000 bêtes à laine dans la communauté de

(1) *La Haute-Provence*, p. 133.

Barcelonnette (troupeaux indigènes et troupeaux transhumants). En 1914, il n'y avait plus que 25.000 moutons indigènes et 30.000 transhumants.

Les travaux de reboisement entrepris par l'Etat, il y a 80 ans, furent d'abord mal vus ; mais les montagnards comprirent rapidement qu'il ne pouvait en être autrement s'ils ne voulaient pas voir leurs terres et leurs villages disparaître dans les torrents. Ils sont heureux maintenant des belles forêts qui couvrent les pentes naguère dénudées et croulantes. Le rapport de ces forêts augmente chaque année par leur mise en exploitation systématique. Mais surtout comment évaluer le service inestimable de protection qu'elles procurent ?

Raoul Blanchard arrive à des conclusions similaires, après avoir constaté l'étendue du déboisement commencé avant l'époque romaine (1). Cependant pour lui, le crime n'a pas été commis par les troupeaux. En effet, « la nocivité des troupeaux à l'égard des versants, dont on a tant parlé de nos jours, n'est rien moins que prouvée ; ce qui livre les pentes aux morsures de l'érosion, c'est l'abus et la multiplication des essarts, pratique universellement employée dans ces Préalpes ». Les mouvements de population variant en raison inverse du reboisement du xvi^e au xix^e siècle tendraient à démontrer cette affirmation.

Mais si les forêts sont en train de repousser, l'œuvre de dépopulation est accomplie. Si Blanchard (2) établit la courbe de la population préalpine aux xix^e et xx^e siècles avec une montée de 1806 à 1836 et une chute de 1836 à 1936, nous adoptons ce schéma pour le département tout entier des Basses-Alpes, et plus particulièrement pour la Vallée qui nous intéresse.

Voici la démonstration de notre généralisation. Une note de l'ouvrage de Eisenmenger et Cauvin nous a fourni les éléments nécessaires à la comparaison des populations en 1837 et 1905. (3)

TABLEAU N° XXXI

ARRONDISSEMENT	1837	1905	PERTE
Barcelonnette	18.700 h.	13.500 h.	27 %
Castellane	23.800 h.	15.000 h.	35 %
Digne	53.000 h.	38.000 h.	28 %
Forcalquier	35.850 h.	28.700 h.	23 %
Sisteron	27.700 h.	17.000 h.	37 %

(1) *Les Alpes Occidentales*, t. iv, p. 189.

(2) *Op. cit.* p. 476.

(3) *La Haute-Provence*, p. 155.

Nous insistons sur le fait, qu'à l'exception de l'arrondissement de Sisteron, c'est dans l'arrondissement de Castellane, où était concentrée l'industrie drapière, que la perte de population a atteint le chiffre le plus élevé avec 35 %.

Quelles sont les causes de cette dépopulation ? Elles sont nombreuses et complexes. La pauvreté du pays, l'émigration, l'excédent des décès sur les naissances, le fait que l'économie du pays restait malgré tout agricole alors que l'industrie provoquait ailleurs des concentrations de population, sont les principaux facteurs qui sont intervenus.

Nous avons déjà suffisamment parlé de la pauvreté du pays et du caractère agricole de son économie. L'excédent des décès sur les naissances est un phénomène démographique trop général pour qu'une étude sur ce sujet entre dans le cadre de notre ouvrage. Mais il convient que nous donnions quelques détails sur le problème de l'émigration.

De tout temps, la Haute-Provence a été un pays d'émigration active, mais temporaire. Cette émigration était bienfaisante : elle rapportait au pays des « gavots » (1) perdu au fond des montagnes aux chemins quasi impraticables, des idées nouvelles et quelques capitaux. C'était une réelle nécessité.

« Déterminé d'abord par la transhumance, ce mouvement avait abouti à l'extension de l'élevage, à l'amélioration de la race indigène (la ravate à laine grossière) puis à l'industrie des draps grossiers (cadis, cordeillats) enfin à un mouvement commercial actif. L'hiver, de nombreux habitants allaient vendre les draps, puis d'autres marchandises en Provence, Dauphiné, Piémont, Ligurie et même beaucoup plus loin » (2). On reconnaît là les *xvii^e* et *xviii^e* siècles.

L'émigration temporaire consécutive à la transhumance n'a pas cessé. Un exemple entre autres, car il est caractéristique, est celui du village d'Allons. Dans le courant des dernières années, douze familles, soit un tiers de la population, continuant la tradition, partaient à l'automne pour le Var et les Bouches-du-Rhône. Si le nombre des partants est moins important à l'heure actuelle, le mouvement n'en continue pas moins et nous avons assisté aux arrivées du mois de juin et aux départs du mois d'octobre.

Dès le *xviii^e* siècle, le courant d'émigration définitive s'était amorcé (3). Marseille, Aix, Toulon attiraient les montagnards. Quelques habitants de la Vallée de l'Ubaye s'étaient fixés à Lyon,

(1) Terme provençal qui désigne les habitants de la Haute-Provence.

(2) et (3) Eisenmenger et Cauvin, *La Haute-Provence*, p. 158.

Dijon, Bruges, Amsterdam. A la même époque, quelques « gavots » intrépides s'établissaient aux Antilles, dans les ports du Levant, et en Egypte. Mais ces départs définitifs restaient peu nombreux et les vides étaient vite comblés.

La diminution du troupeau, seul capital dans la région montagnaise, l'extension du reboisement et la disparition de l'industrie artisanale, ont déterminé, en 1821, le premier départ des « Barcelonnettes » vers le Mexique. Peu à peu, la Vallée s'est dépeuplée. « Depuis 30 ans (l'ouvrage est de 1914) les départs sont de plus en plus nombreux, non seulement dans la Vallée, mais encore à Allos, Colmars, Seyne, Auzet, Chanolles, Barrême, Digne, etc. vers le Mexique, la République Argentine, les Etats-Unis. C'est une perte annuelle d'environ cent personnes » (1). Certains reviennent au pays pour y faire construire une belle villa, mais la vie dans un village ne leur plaît plus, et ils vont se fixer à Nice, à Marseille ou à Paris, et leurs enfants ne reviennent plus.

Lorsque le service militaire durait sept ans, un quart environ des jeunes recrues ne rentraient pas, une fois leurs obligations militaires remplies. Sortis des montagnes, ils ne voulaient plus y retourner. Enfin, le fonctionnarisme enlevait les meilleurs éléments qui restaient encore.

Les conséquences d'une telle émigration sont navrantes. Le département devient un désert. Un programme de grands travaux, construction de routes et surtout de barrages, a provoqué une immigration étrangère comprenant des Italiens et des Espagnols. Mais ces éléments ne se font pas naturaliser et ne s'amalgament que difficilement.

Grande consommatrice d'une main d'œuvre spécialisée, l'industrie textile a lourdement souffert de cette perte énorme de population. Or, la dépopulation n'est que la conséquence de l'évolution industrielle générale. En effet, « l'évolution qui s'est opérée au XIX^e siècle dans l'industrie (substitution des méthodes scientifiques aux procédés empiriques, concentration des industries à proximité des voies de communication, emploi de capitaux de plus en plus grands) a eu pour conséquence la ruine de l'industrie dans la Haute-Provence, a privé ce pays de tout élément de trafic et déterminé en partie la dépopulation qui a sévi depuis 70 ans ». (2)

Faut-il terminer sur une note pessimiste ? Non, car un espoir subsiste : la force électrique. En commençant par le commencement, c'est-à-dire en construisant des barrages qui donneront l'électricité nécessaire pour faire tourner des moteurs, et pour moderniser les habitations, problème capital pour retenir la population et peut-être attirer de nouveaux habitants, fatigués des grandes villes, on peut entrevoir une nouvelle prospérité et un nouvel essor aux pays des « gavots ».

(1) et (2) Eisenmenger et Cauvin, *La Haute-Provence*, p. 159 et 200.

ANNEXES



SAINT-ANDRÉ-LES-ALPES

Le Foulon,
tel est le nom de cette ferme qui fut
le foulon de la fabrique A. HONNORAT

PREMIERE ANNEXE

LA TRANSHUMANCE

« La Haute Vallée du Verdon fut avant tout le pays des moutons et l'élevage des troupeaux y fut la première profession des hommes » (1). Ce caractère n'aurait rien de remarquable si les exigences climatiques n'avaient entraîné une forme d'élevage assez particulière : la transhumance, « qui partage l'existence des troupeaux dans un système cadencé entre les pays de montagne et la Basse-Provence ». De cette pratique, naquit une solidarité « entre cette vallée si enclose dans les hautes montagnes et les pâturages du bord de la mer, rapprochant comme dans une vaste unité pastorale des régions d'aptitudes économiques aussi opposées que les hauts pâturages du Haut-Verdon et les plaines maritimes du Var et des Bouches-du-Rhône ».

Les liens qui s'établirent ainsi entre la Haute et la Basse-Provence ne furent pas uniquement économiques, la transhumance ayant été un véritable « agent de civilisation ». En effet, le pays plat reçut des éléments de civilisation bien avant les montagnes ; petit à petit, les bergers et leurs familles apportèrent de nouvelles façons de vivre et les habitudes qu'ils avaient contractées en Basse-Provence. « Il est des hameaux, tels ceux de Chasse, de la Valette et d'Aurent, pour ne citer que les plus rapprochés, dont la population, quand ils étaient encore habités, était manifestement plus policée que celle des agglomérations plus importantes qui les voisinaient, parce que tout le village pratiquait la transhumance ».

A quelle date peut-on fixer le commencement de cette coutume ? En ce qui concerne l'antiquité, nous ne savons pas si la transhumance était déjà pratiquée, bien que l'élevage des moutons ait été connu depuis fort longtemps.

Le texte le plus ancien que nous connaissions est tiré des « Lettres de Cassiodore sur l'histoire des Goths » (2). Le ministre

(1) Toutes les citations sans mentions spéciales sont tirées des *Notes sur la Transhumance dans la région de Colmars*, manuscrit de M^e Roux.

(2) Livre IV, lettre 49, citée par M^e Roux et par l'Abbé Pellissier, *Histoire d'Allos*, p. 53.

de Théodoric rapporte qu'en l'an 500, le « roi des Ostrogoths ordonnait à son général Fridibundus de défendre les troupeaux des Alpes de toute pillerie ».

D'après un rapport présenté en 1784 au Parlement de Provence (1), avant qu'il y ait eu appropriation des terres « les troupeaux en consommant insensiblement les pâturages changeaient insensiblement de lieux. L'on ne connaissait pas alors de « draye » ni d'autres chemins. Chacun suivait la route qui lui paraissait ou la plus commode ou la plus courte, sans crainte de fouler la propriété d'un autre ». C'est bien là l'origine des communaux.

La *Carta Collomartio* de 1056, dont nous donnons la traduction française, montre qu'à cette date le principe de la propriété des pâturages était connu. Voici la traduction de ce texte, d'un très grand intérêt, et dont nous avons déjà parlé.

« Moi Adalbert et ma femme Ermengarde et nos héritiers Roustan et ses fils ; Guillaume et ses frères ; Pons Engelfred et ses fils, Guigues et Theurade, ainsi que son fils Arnaud et son neveu Forique Lentrède, ses filles et ses gendres, Boniface et Alienus et leurs neveux, Villeme et ses frères, et Pons Révolta, donnons à Dieu, à Saint-Victor de Marseille et aux moines qui servent Dieu, dans ce monastère, la dîme des fromages des montagnes de Colmars et du pays des Alleux et des poissons du lac appelé Levidone. Voici quels sont les confins et les limites de ces montagnes : part du torrent qui porte le nom de Cimet, s'élève sur la montagne du Coyer, s'abaisse sur le quartier de Ligny, pour arriver à Pélen, traverser et redescendre au Col des Champs. De là, elle arrive à la Caiollole, puis à Talon, au Col de Chancelaie et à Siolane. Elle passe ensuite au Pic appelé Sardon, pour arriver à Resta et enfin à Chamate où prend la source du petit torrent de Ganon qui va se jeter dans le Verdon ». (2)

« Ce document trouve sa place dans les annales de la transhumance car il n'est pas douteux qu'un pâturage de cette étendue devait comporter un troupeaux exceptionnellement important, pas moins de 40.000 bêtes, dont la nourriture exigeait des pâturages d'hiver ».

Les comtes de Provence accordèrent une large protection à la transhumance. « Le comte Raymond Bérenger, entre autres, accordait le 27 novembre 1233, aux habitants d'Allos et de Colmars le droit de louer librement leurs pâturages et de disposer du prix

(1) Arch. B.-du-Rh., t. II, p. 110, cité par M^r Roux.

(2) Cartulaire de l'Abbaye Saint-Victor de Marseille, publié par Guérard, Paris, Lahure, 1857, in-4°, tome II, p. 110, cité par l'Abbé Pollissiez, *Histoire d'Allos*, p. 92-93.

sans diminution aucune, outre l'exemption des droits de passage, pulverage, péage et ramage pour les troupeaux transhumants. Ces droits furent confirmés à la demande des habitants d'Allos le 12 août 1385, le Sénéchal ayant pris les dispositions suivantes : « Les troupeaux d'Allos qui vont hiverner dans la Basse-Provence et qui reviennent dans les montagnes pour y passer l'été, auront le passage libre et gratuit sur toutes les terres du Comte de Provence et de Forcalquier et les conducteurs de ces troupeaux n'auront aucune indemnité ou redevance à payer, excepté pour les dégâts faits dans les blés, les vignes et les prés. On pourra également conduire ces bestiaux ailleurs, pour les vendre ou pour tout autre motif, malgré les défenses existantes ou qui pourraient être faites et qui seront non avenues pour les troupeaux d'Allos ; mais il ne sera pas permis de vendre les bestiaux aux ennemis du roi ou de la patrie ». (1)

L'annexion d'Allos à la Savoie de 1368 à 1714 et la tension qui en résulta furent une sérieuse entrave pour la transhumance. « Les propriétaires des troupeaux craignaient d'être spoliés s'ils conduisaient leurs bêtes sur les montagnes d'Allos, terres ennemies. Le Duc de Savoie leur donnait cependant à cet égard tous apaisements, mais les bergers ne s'y fiaient pas ».

« Cette situation préoccupait les pouvoirs en France. Qu'on en juge : le 4 juin 1690, le Duc de Savoie, Victor-Amédée II traitait avec Charles-Quint et avec l'Angleterre, rompant par ce geste son alliance avec Louis XIV. M. de Grignan, lieutenant général de Provence, avertit Versailles le 26 : « les troupeaux d'environ 40.000 bêtes, disait-il, qui ont accoutumé d'aller paître pendant l'été en des montagnes voisines qui sont dans les Etats de M. le Duc de Savoie, allaient y entrer et l'ordre que je donnai pour les empêcher arriva à temps ». (2)

« De Grasse, le 9 juillet, le Comte de Grignan revint sur la question : « Monsieur de Savoie a déjà fait expédier une sauvegarde pour les troupeaux de brebis d'Arles qui ont accoutumé d'aller manger les herbages de ses montagnes près d'Allos. Elle a même été envoyée à Arles par l'Abbé Pélissier de ce village. J'ai mandé qu'on me l'envoie pour voir ce que c'est ».

« Les troupeaux ne regagnèrent pas cette année les pâturages habituels. Le 25. M. de Grignan en adressant à la Cour une copie de la sauvegarde accordée par M. de Savoie pour les troupeaux de

(1) Abbé Pellissier, *Histoire d'Allos*, p. 175.

(2) Référence du manuscrit de M^e Roux, Guerre Al, 1002 54.

Provence, ajouta : « Les propriétaires de bestiaux ne sont pas disposés à en profiter craignant les représailles ». (1)

« Quatre ans après, en 1694, ces difficultés n'avaient pas disparu puisqu'on trouve trace d'une démarche faite par l'avocat Pascalis, au nom d'Allos, auprès de la Cour, en vue d'obtenir des facilités pour le passage des bêtes à laine de Provence dans la vallée de Barcelonnette, démarche qui fut chaudement appuyée par la communauté de Colmars ».

Il fallait créer des voies le long desquelles les troupeaux pourraient se déplacer et trouver leur nourriture sans causer de dégâts aux propriétés riveraines. Ces voies spéciales portent le nom de « carraires » ou « drayes ».

« Les carraires sont des voies fort anciennes dont l'existence est formellement attestée à partir de 1232 ; il n'est pas douteux qu'elles existaient antérieurement à cette époque et sans aller jusqu'à affirmer qu'elles étaient vraisemblablement les seules voies tracées avant les voies romaines, il y a tout lieu de croire qu'elles remontent à une époque très reculée ». (2)

Très nombreuses dans toute la Provence, ces carraires ont disparu, soit par abandon, soit par incorporation des propriétaires riverains à leurs terres, soit par absorption par les grandes routes. « La dernière dont on se souvienne à Colmars est celle qui permettait la circulation des troupeaux par la rive gauche du Verdon du Pont du Moulin à Thorame-Haute, au Pont de la Lance à Colmars. Cette carraire encore en usage il y a moins de 50 ans, a disparu soit qu'elle ait été détruite par les crues du Verdon dans la région de Thorame-Haute, soit qu'elle ait été envahie par les bois dans la région de Beauvezer et surtout celle de Colmars ».

On redoutait le passage des troupeaux, car les communaux avaient à en souffrir. Des taxes étaient levées et des règlements étaient établis en vue de protéger les communautés traversées. En ce qui concerne Colmars, « on trouve trace de ces préoccupations dans la délibération du Conseil général de la Communauté, du 1^{er} juin 1688 par laquelle il fut réglementé le passage des troupeaux étrangers sur la carraire qui partait du Pont du Villars sur le Verdon, au quartier d'Adoux, aujourd'hui disparu, et dans celle du 9 mai 1788, homologuée par la Cour des Aides qui établit une double taxe sur les mêmes troupeaux étrangers ».

(1) Référence du manuscrit de M^e Roux : Guerre AI. 1002 76.

(2) Joseph Fournier : Les Chemins de Transhumance en Provence. (Extrait du *Bulletin de Géographie historique et descriptive* n° 1-2, 1900, p. 5, cité par M^e Roux.)

Depuis les libertés et franchises accordées par les Comtes de Provence au Moyen Age, les choses avaient bien changé ; les transhumants étaient sans cesse arrêtés dans leur marche par des taxes et des droits à payer. « Un article de l'état de dénombrement donné le 18 mai 1775 par les Consuls de Colmars à la Cour des Comptes d'Aix est consacré aux droits de passage, péage et pulvérisage que la commune prélevait sur tous les bestiaux et averages qui passaient par la ville et son territoire. Ce droit avait été bien des fois contesté par les troupeaux transhumants ; à diverses reprises, la communauté avait été obligée de plaider avec la ville d'Arles ».

Pour limiter les dégâts et les inconvénients occasionnés par les troupeaux, « la commune avait fait établir un seul et unique passage sur son territoire, celui où aboutissait la carraire générale, au point dit « le Pas Roubinous ».

Faisons un bond dans le temps : En 1856, le préfet des Basses-Alpes signalait au Conseil Général du département « les invasions annuelles de 500.000 moutons, véritable plaie d'Egypte qui ne laisse que le désert après elle ». (1)

Le reboisement en interdisant le pacage dans de vastes zones a fait reculer la transhumance. Nous pouvons en juger d'après le rapport suivant que nous donnons in extenso.

ETAT DE LA TRANSHUMANCE DANS LA COMMUNE DE COLMARS EN 1898 COMPARE A CELUI DE 1880,

résultant d'une lettre de M. Roux, Maire de Colmars, au Préfet des Basses-Alpes, du 15 janvier 1899.

- 1° Propriétaires des montagnes / en 1898.
2° Quantité de moutons

Tableau n° 1, page 215

3° Durée du séjour dans la montagne.

Les troupeaux transhumants arrivent sur leurs quartiers de montagne du 20 au 25 juin. Le départ est moins bien déterminé. Les troupeaux attendant généralement la neige. Il a lieu ordinairement du 15 au 25 octobre. La durée de séjour est donc de quatre mois.

(1) Eisenmenger et Cauvin, *La Haute-Provence*, p. 180.

4° Comment s'effectue le trajet de Provence au lieu de pâturage.

Les troupeaux qui passent l'hiver dans le département du Var échelonnent leurs quartiers d'hiver dans cette zone de plaine qui s'étend de Fréjus à Toulon et à Hyères en passant par Les Arcs. Ces troupeaux viennent à Colmars en passant par Draguignan, Comps, Jabron, Castellane et St-André. Le trajet se fait tout à pied.

Ceux qui passent l'hiver dans les Bouches-du-Rhône, ont leurs quartiers d'hiver dans la Crau ou dans la Camargue. Ils viennent également à pied dans la Haute Vallée du Verdon en passant par Aix ou Salon, Meyrargues, Vinon, Gréoulx, Valensole, Mézel, Barême et St-André. Ils pourraient, il est vrai, emprunter le chemin de fer jusqu'à Digne ; l'essai en a été fait à plusieurs reprises, mais on a abandonné ce mode de transport d'abord parce que de Digne il fallait revenir sur Mézel et perdre ainsi par ce trajet supplémentaire une partie du bénéfice du chemin de fer, et ensuite parce que le transport par chemin de fer, étant donné qu'on est obligé pour faire une économie appréciable, d'entasser le troupeau dans les wagons et qu'on ne peut le nourrir pendant le trajet, fatigue davantage le mouton que le trajet à pied s'il est bien conduit.

5° Quelle est la gare la plus proche ?

La gare la plus proche est Digne. Il ne faut pas songer en effet à utiliser pour un transport de ce genre le chemin de fer du Sud de Digne à St-André. La ligne à voie étroite comporte des wagons trop petits ; d'ailleurs, le transbordement de Digne serait un obstacle suffisant.

6° Quelle est la différence qui a été constatée depuis 1880 dans le nombre des moutons venant paître dans la commune de Colmars ? A quelle cause l'attribue-t-on ?

Voici quelle était la situation de la transhumance dans la commune de Colmars en 1880 :

Tableau n° 3, page 217

TABLEAU N° I

N° D'ORDRE	PROPRIÉTAIRES DES TROUPEAUX	NOMBRE DE BÊTES	PROVENANCE DE LA TRANSHUMANANCE	QUARTIERS DE MONTAGNE	PROPRIÉTAIRES DES MONTAGNES	PRIX DE FERME
1	Giraud J.	200	Var	Grand Paul	Roux	300 fr.
2	Girard Basile	400	—	Muletier	Allègre	300
3	Richelme A.	600	Bouches-du-Rhône	Clot de Lai	Ventre	850
4	Ventre Magloire	900	—	Bressanges	Ventre	1.100
5	Girieu Eugène	200	Var	Mouries	Maurel	350
6	Coulet	380	—	Muletier	Ventre	400
7	Daumas Aug.	250	—	Leyssanet	Grandalbert	300
8	Fournier	400	—	Autapie	Peyron	750
9	Blanc Frères	450	—	Col des Champs	Colmars	600
10	Girard Ant.	120	—	Lançonnet	Bonnet	250
11	Girard J.	100	—	Leyssanet	Girard	150
	TOTAUX :	4.000				5.350 fr.

Depuis 1880, 17 troupeaux et 6.000 moutons transhumants ont donc disparu de la commune de Colmars. La cause principale de cette différence considérable est l'aliénation des pâturages, soit par la commune, soit par les particuliers au profit de l'Etat pour le service du reboisement. Il est vrai que ces aliénations n'ont fait que hâter, tout au moins pour les communaux, la disparition de ces pâturages ; leur ruine causée par l'érosion des eaux et l'abus des pâturages aurait produit, à brève échéance, le même résultat.

Jusqu'en 1892, la situation était restée à peu près la même ; mais à partir de cette époque, l'Administration des Eaux et Forêts a commencé ses acquisitions et le nombre des troupeaux diminuait au fur et à mesure des acquisitions.

Voici d'ailleurs, d'année en année, le tableau de ces aliénations :

TABLEAU N° II

N° D'ORDRE	ANNÉE DE LA VENTE	MONTAGNE VENDUE	VENDEURS
1	1892	Gros Rochas	la Commune
2	—	Coulette	—
3	—	Roche de Monier	—
4	—	Adrech	—
5	1893	Encombret	Girieud
6	—	Carton	Gravier
7	1894	Pré de Raterly	Boyer
8	—	Autapie	la Commune
9	—	Autapie	—
10	—	Serre	—
11	—	Tronchon	—
12	—	Leyssanet	—
13	—	Muletier	—
14	—	Lignin	—
15	1895	Aco de Juge	Barbaroux
16	1897	Lac de Lignin	—
17	—	Autapie	—
18	1898	Noncières	Julien

TABLEAU N° III

N° D'ORDRE	PROPRIÉTAIRES DES TROUPEAUX	NOMBRE DE BÊTES	PROVENANCE DE LA TRANSHUMANCE	QUARTIERS DE MONTAGNE	PROPRIÉTAIRES DE MONTAGNES	PRIX DE FERME
1	Jaufred	550	Var	Autapie	Barbarous	750 fr.
2	Girieux	380	—	Leyssanet	Ventre	400
3	Roux	700	Bouches-du-Rhône	Pré de Rattery	Baudun	800
4	Blanc	550	Var	Col des Champs	Peyron	800
5	Maurel	600	Bouches-du-Rhône	Noncières	Julien	900
6	Fournier	300	Var	Grand Paul	Roux	400
7	Richelme	700	Bouches-du-Rhône	Aco de Juge	Barbaroux	1.300
8	David	800	—	Clot de Lai	Ventre	900
9	Balp	400	—	Bressange	Barbaroux	550
10	Gravier	200	—	Lac de Lignin	Gravier	300
11	Ventre	900	—	Carton	Ventre	1.100
12	Girard	500	Var	La Mole-Mouries	Colmars	700
13	Girard	400	—	Langonnet	—	600
14	Maurel	250	—	Gros Rochas	Maurel	350
15	Gravier	400	Bouches-du-Rhône	Muletier	Pellissier	400
16	Girieux	150	Var	Encombret	Colmars	250
17	Barbaroux	200	Bouches-du-Rhône	La Coulette	—	200
18	Blanc	50	Var	Adrech de Monier	—	60
19	Girard	100	—	Autapie	—	250
20	Girieux	100	—	Autapie	—	250
21	Roux	100	—	Le Serre	—	150
22	Fournier	150	—	Tronchon	—	200
23	Garcin	150	—	Leyssenet	—	180
24	Girard	250	—	Muletier	—	300
25	Barbaroux	80	—	Lignin	—	100
26	Giraud	180	—	Leyssenet	Barbaroux	250
27	Girard	100	—	Leyssenet	Girard	150
28	Ventre	200	—	Muletier	Allegre	300
29	Garcin	250	—	Autapie	Grandalbert	300
TOTAUX :		9.690				13.190 fr.

Il est utile d'ailleurs, pour que l'œuvre du reboisement soit réellement efficace et complète, que l'Etat fasse d'autres acquisitions. Il en a l'intention. Il est donc certain que dans quelques années, il ne viendra plus ou à peu près plus de troupeaux transhumants à Colmars.

Mais l'intervention de l'Administration des Eaux et Forêts et la poursuite de son œuvre ne sont pas les seules causes de la diminution de la transhumance. Sans le reboisement la disparition des pâturages et par suite de la transhumance aurait été plus lente et plus sûre et surtout définitive, cela pour deux raisons déjà indiquées ci-dessus : le ravinement et l'abus du pâturage.

Le ravinement fait en effet de terribles ravages dans nos montagnes déboisées. Le terrain dénudé se décharne rapidement. Sous l'effet des crues subites des torrents des pans de terrain s'écroulent en entier ; l'argile disparaît, laissant à nu les terres noires du lias qui s'étendent sous presque tous les pâturages sur lesquelles aucune végétation ne peut se produire.

Cette action du torrent trouve d'autre part un puissant auxiliaire dans le troupeau transhumant lui-même. L'invasion annuelle de ces milliers de moutons, plus dangereux que les moutons indigènes par leur manière de brouter plus ras et par la forme plus coupante de leurs sabots, par leur appétit plus grand, par le nombre excessif de bêtes admis dans les pâturages, surtout dans ceux des communes, par le pacage trop hâtif du printemps. Toutes ces circonstances appauvrissent le pâturage, le ruinent, faisant dépérir les plants, l'arrachant même, laissant ainsi la terre sans défense à la merci des éléments.

L'effet de ces raisons est tellement certain que l'on relève que de 1850 à 1880 le nombre de moutons admis sur un pâturage donné aurait diminué de 10 %. Pendant la période seule de 1880 à 1899 pour les montagnes pastorales qui existent encore, la diminution a été de 12 %. Or, si l'on songe que cette situation ne peut que s'aggraver, que cette proportion ne peut que s'accroître, il est facile de prévoir que dans un temps relativement court la disparition des pâturages aurait été complète, sans avoir l'espoir que laisse aujourd'hui l'œuvre du reboisement de voir rendre un jour au parcours des troupeaux non seulement les pâturages que l'Administration a achetés pour les conserver, mais aussi ceux qu'elle aura reconstitués.

Tel est le rapport de M. Roux, lorsqu'il était Maire de Colmars.

Il est certain que la diminution du troupeau avait commencé avant le reboisement. En effet, en 1857, il y avait 387.238 moutons

indigènes dans les Basses-Alpes ; en 1900, on n'en comptait plus que 296.260. (1)

Mais la situation s'est à nouveau modifiée. Sans indiquer de date, M^e Roux a ajouté une note manuscrite à son rapport de 1899. En voici l'essentiel.

L'administration ayant reconnu, après des essais infructueux, que certains quartiers de montagne trop élevés et trop froids ne permettaient pas le reboisement et ayant constaté que le gazonnement qui s'était affermi assurait par lui-même la conservation du sol, les a de nouveau livrés au pacage des ovins. Tels sont les quartiers du Lac de Lignin, du Clot de Lai, d'Autapie, du Col des Champs, de l'Encombret. D'autres quartiers à pentes peu déclives tels que Noncières, le Juge et Ratery, reboisés en clairières défendables ont été livrés au pâturage des bovins.

Il en résulte qu'à l'heure actuelle le contingent des troupeaux transhumants admis dans la commune de Colmars s'est à peu près rétabli comme avant le reboisement et que par ailleurs celui des bovins a considérablement augmenté. (2)

L'usage de la transhumance est encore largement répandu. Les « bayles » se succèdent de génération en génération ; c'est ainsi que dans la famille Ventre, de Beauvezer, le grand-père, le père et le fils ont conduit et conduisent toujours leur troupeau, l'automne venu, des montagnes en Basse-Provence.

Nous avons parlé d'Allons dans le cours de notre étude (3), où, en 1914, douze familles portaient chaque automne. Le nombre en a diminué, mais nous connaissons plusieurs familles qui continuent à quitter le village pour aller passer l'hiver avec leur troupeau dans le Var, à la Garde Freinet. D'autres bergers de la région vont à Arles.

(1) Eisenmenger et Cauvin, *La Haute-Provence*, p. 180.

(2) Voici les chiffres que donne R. Blanchard (*Les Alpes Françaises du Sud*, tome v, p. 492-93) :

Pour Allos et Colmars, 80.000 moutons transhumants en 1860. Ce chiffre étant tombé à 15.000 à cause du reboisement est remonté à 24.000 après l'adoucissement des règlements. Aujourd'hui, la Haute Vallée du Verdon reçoit encore 46.300 transhumants.

(3) Voir plus haut p. 186 (avec la numérotation actuelle).



LA MURE

La Fabrique PASCAL, dans son état actuel de Minoterie des Alpes

ANNEXE II

EXTRAITS DU MEMOIRE SUCCINCT SUR L'HISTOIRE DE LA VILLE, LE NOMBRE DE SES HABITANTS, SON COMMERCE ET SES MANUFACTURES, écrit par l'Officier de Taux à Colmars en 1775

Laissant de côté l'exposé historique, nous reproduisons ci-dessous les passages relatifs à la population, au commerce et aux manufactures et aux productions du pays.

POPULATION.

Les environs de cette ville étant peu fertiles, elle n'a jamais été fort peuplée ; elle comprend à peine 678 habitants de tout âge et de tout sexe et ses quatre hameaux qui sont le Villars, Chasse, Chaumie et les deux Clignons en ont 1.010, ce qui fait au total 1.688 dans la communauté. On trouve dans un ancien dénombrement fait vers l'année 1200 des villages de Provence inscrits au registre Pergamenorum que cette communauté était alors affouagée 20 feux et comme elle ne l'est à présent que de 13 $\frac{3}{4}$ on peut présumer qu'elle était alors de moitié en sus plus peuplée qu'à présent. Il paraît même que cela s'est soutenu à peu près sur ce pied jusque vers 1730 ou 40, mais la décadence de la manufacture qui est en ce pays, la perte de quelques terrains le long du Verdon, la détérioration des autres et l'augmentation des impositions et autres charges qui ont doublé depuis ce temps, toutes ces choses, dis-je, ont sans doute occasionné des émigrations successives qui ont réduit la population au point où elle est à présent.

COMMERCE ET MANUFACTURE.

La manufacture dont on vient de parler consiste en étoffes grossières nommées cordeillats ; elles se débitaient autrefois dans les Etats du Roi de Sardaigne où on n'avait pas d'autres ressources pour l'habillement du peuple. Dans le commencement du siècle et depuis jusque vers 1740, on fabriquait dans l'étendue de la viguerie jusqu'à 18.000 pièces qui passaient toutes à l'étranger et attiraient beaucoup d'argent dans la Province, mais par la suite des temps, le luxe des habitants de ces contrées qui leur fait dédaigner ces sortes d'étoffes, l'industrie qui leur en procure de leurs propres fabriques et les gros droits auxquels celle-ci ont été assujettis par le roi de Sardaigne ont fait tomber ce commerce et entraîne la ruine des fabricants. On fait à peine aujourd'hui 2.000 pièces de ces étoffes dans toute la viguerie qui n'ayant plus de débit chez l'étranger ne procure d'autres avantages au pays que celui de ne point les aller acheter ailleurs.

PRODUCTION DU PAYS.

Cette manufacture qui est le seul objet du commerce de ce canton étant sur le point d'être anéantie, les habitants sont réduits à la seule ressource des produits du pays. Ces productions ne sont en grains que de 2.400 charges qui suffisent à peine pour la nourriture des trois quarts des habitants. Ce vide est compensé par quelques légers bénéfices que procure la faible garnison de cette ville et par l'absence de deux cents de ses habitants qui vont chercher pendant les hivers du travail en Basse-Provence.

Ce pays étant extrêmement froid et environné de hautes montagnes sèches et arides ne produit ainsi qu'on vient de le dire que peu de grains, point de vignes et peu ou point de fruits ; le Verdon, torrent rapide et les autres qu'il reçoit dans son sein occupent par leurs graviers presque toute la plaine sur laquelle ils empiètent encore tous les jours, de façon qu'on ne peut cultiver que les pentes jusqu'à une certaine hauteur et ces pentes sont elles-mêmes exposées à une détérioration fréquente de la part des orages ; aussi ne le maintiennent-elles dans un certain état de fertilité que par une culture d'autant plus assidue qu'elle réunit à présent tous les soins des habitants qui n'ont plus d'autre occupation depuis la décadence de leur manufacture. Mais cette fertilité diminuera insensiblement jusqu'à ce qu'enfin le roc étant découvert, il faudra les abandonner.

Cet inconvénient serait beaucoup moindre si l'on avait plus d'attention à soutenir ces terres par des murailles dans les endroits les plus rapides. On pourrait gagner aussi sur les graviers des rivières beaucoup d'espace, mais cela exigerait des digues solides et d'une dépense considérable au-dessus des forces d'une communauté telle que celle-ci, on a négligé jusqu'à présent une opération aussi utile.

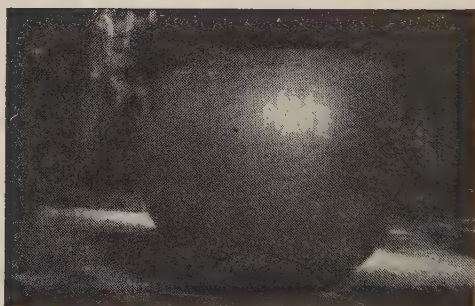
Il y a au surplus dans quelques quartiers de montagne des pâtures pour le gros bétail et d'assez bons fourrages ; la cime de ces montagnes est réservée pour celle des bêtes à laine qui y viennent tous les étés de la Basse-Provence.

Dans d'autres endroits, il y a des bois en petite quantité à la vérité, mais qui pourraient procurer d'excellents arbres pour la charpente, ce sont pour la plupart des mélèzes, espèce de sapin dur, préférable au chêne dans les ouvrages exposés à l'air. Cet arbre croît si naturellement dans le pays qu'il suffit de mettre un canton en réserve pour qu'au bout de quelques années il en soit couvert à n'y plus pouvoir pénétrer, mais le peu d'attention que l'on a toujours apporté à la conservation de ces bois en occasionne la ruine et l'on peut assurer que s'il était question d'une construction considérable qui exigeât des bois d'une certaine grosseur, on ne les trouverait point dans les environs ; il faudrait les aller chercher au loin avec beaucoup de peine et de dépense, à cause de la difficulté des chemins, opération à laquelle on serait peut-être obligé de renoncer.

Ce n'est pas le service seulement qui souffrirait de ce manque de bois. Si la ville éprouvait un incendie comme cela lui est arrivé deux fois dans le dernier siècle, ainsi qu'on l'a vu précédemment, on serait forcé de l'abandonner ne pouvant pas la reconstruire. Cependant, elle est aussi exposée à ces incendies qu'elle l'était autrefois. Toutes les maisons y étant encore couvertes de planches, ce serait presque impossible d'arrêter les progrès du feu qui se communiquerait d'une maison à l'autre par ces couvertures. Il est donc d'une grande nécessité de le proscrire absolument. C'est à quoi on parviendrait en peu d'années, si les particuliers ne rétablissaient dorénavant qu'en tuiles leurs couvertures à mesure qu'elles dépérissent.

Signé : DE TAUX.

(Situation militaire de Colmars en 1775. Demandée par le Ministre de la Guerre par lettre du 7 mars 1774.)



Fabrique ARNAUD
Chaudière en cuivre servant au
lavage des laines. Hauteur : 1,30 m.

ANNEXE III

DECOMPOSITION DE LA SUPERFICIE DU DEPARTEMENT DES BASSES-ALPES D'APRES L'ABBE FERAUD (1)

Terrains cultivés, propriétés bâties, places, chemins, etc.		225.035
Terrains arides appartenant aux communes	44.765, 32	
Terrains arides appartenant aux particuliers	28.233, 29	72.998, 61
Terrains propres aux pâturages appartenant aux communes	103.454, 89	
Terrains propres aux pâturages appartenant aux particuliers	175.022, 67	278.477, 56
Montagnes pastorales appartenant aux communes	17.773, 42	
Montagnes pastorales appartenant aux particuliers	20.893, 92	38.667, 34
Terrains boisés communaux soumis au régime forestier	39.209, 45	
Terrains boisés communaux non soumis à ce régime	13.786, 07	
Terrains boisés particuliers	72.730, 76	125.726, 28
TOTAL		740.904, 79

(1) Abbé Féraud, *Histoire, Géographie et Statistique du département des Basses-Alpes*, p. 117, qui renvoie au rapport sur le service forestier des Basses-Alpes, par l'inspecteur chef de service, sous la date du 12 août 1857, c'est-à-dire bien avant que l'œuvre du reboisement n'ait été entreprise.

Annexe IV

Ouvriers :

Nombre :	Hommes	6
	Femmes	6
	Enfants (1)	6
Salaire :	Hommes	1,40 fr.
	Femmes	0,55 fr.
	Enfants	0,30 fr.

Moteurs :

Moulin à eau (roue à eau)	1
---------------------------------	---

Feux :

Néant.

Machines :

Métiers	3
Autres mécaniques	3

SOURCE : Arch. des B.-A., série M.12, art. 14, statistiques de l'industrie : 1820-1847.

NOTES : Ce tableau ne porte aucune date, mais fait partie de la série statistique de 1820 à 1847. Des tableaux similaires à celui-ci, ne portant pas de date, ou portant celle du 21 septembre 1839, nous ont permis de dresser les tables xvi et xvii.

(1) Enfants au-dessous de 16 ans.

ANNEXE IV

STATISTIQUE DE FRANCE-INDUSTRIE

Département des BASSES-ALPES

Fabrique ou Manufacture de Draps dits Burels

Arrondissement
de CASTELLANE

M. DARTIER & Cie

Commune
de THORAME-HAUTE

PRODUCTION INDUSTRIELLE	NATURE DES OBJETS	QUANTITÉ	VALEUR	VALEUR TOTALE PAR APPROXIMATION	LIEUX D'ORIGINE DES MATIÈRES PREMIÈRES
Matières premières empl. annuellement	Laines Huiles	(1) 3.600 kg. 500 l.	3,55 le kg. 1,55 le l.	12.780 fr. 775 fr.	Le département des Basses- Alpes et du Var.
Produits fabriqués ou manufact. annuellement	Draps dits burels	3.350 m. par an	6,50 fr. le m.	21.775 fr.	DÉBOUCHÉS OU LIEUX DE DESTINATION DES PRODUITS Dans les départements des Basses-Alpes, des Bouches- du-Rhône et du Var, et principalement à Marseille et à Toulon. Quelques piè- ces de drap passent à l'étranger par Nice.

(1) Laine lavée.

Valeur locative de l'établissement : 390 fr.
Montant de la patente : 51,81 fr.

ANNEXE V

Nous avons vu que l'industrie drapière de la Vallée du Verdon a pratiquement disparu. L'industrie lainière dans son ensemble et les textiles naturels en général ont eu à souffrir de la concurrence effrayante des textiles artificiels.

Nous reproduisons sans commentaire le texte de la circulaire suivante :

B.O. n° 13 - 30 mars 1950.

Leçons à l'occasion de manifestations. N° 1 (25-2-50)

Circulaire du 25 février 1950.

OBJET : Campagne de propagande en faveur de la laine.

Le Secrétariat International de la Laine se propose de faire une campagne dans le but de propagande en faveur de l'emploi de la laine. Un programme a été dressé comprenant :

1° Une distribution de brochure *L'Histoire merveilleuse de la laine*, adaptée pour les enfants de 8 à 11 ans, distribution qui sera faite directement par les soins de l'Office International aux directeurs d'écoles ;

2° Des conférences illustrées par des films sur :

- a) l'élevage des moutons, la tonte, l'expédition en France de la laine brute ;
- b) la fabrication : lavage, cardage, peignage, filature, tissage, teinture et apprêts ;
- c) une étude scientifique expliquant la fibre de laine sur un plan chimique et démontrant les possibilités nouvelles d'application qui lui sont offertes.

Vous voudrez bien porter...

L'Inspecteur Général :

Signé : E. JOLIBOIS.

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES.

- PH. ARBOS. — *La vie pastorale dans les Alpes françaises*, Thèse, Paris, 1921.
- CHARLES BLAISE. — *Le tissage à la main du Cambrésis*, Thèse, Lille, 1899.
- RAOUL BLANCHARD. — 1° *Les Alpes occidentales*, tome IV, Les préalpes françaises du Sud, B. Artaud, Grenoble-Paris, 1945 ; 2° *Les Grandes Alpes françaises du Sud*, B. Artaud, Grenoble-Paris, 1949.
- T. BRIOT. — *Les Alpes françaises*, Etudes sur l'économie alpestre et l'application de la loi du 4 avril 1882 à la restauration et à l'amélioration des pâturages, Paris 1896.
- T. BRIOT. — *Nouvelles études sur l'économie alpestre*, Paris, 1907.
- G. EISENMENGER et C. CAUVIN. — *La Haute-Provence*, Imprimerie P. Jacques, Aix-les-Bains, 1914.
- L. FLAGGE. — *Provenzalisches Alpenleben in den Hochtälern des Verdon und der Bléone*, Firenze, 1935.
- J.-J.-M. FERAUD. — *Histoire, Géographie et Statistique du Département des Basses-Alpes*, Vial, Digne, 1861.
- J.-A. GREGOIRE. — *Du perfectionnement de la technique dans le matériel textile et ses conséquences économiques*, Thèse, Paris, 1924.
- LABROUSSE. — *Mouvements des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle*, Dalloz, 1933.
- LAURENSI (Prieur). — *Histoire de Castellane*, A. Gauthier, éd. Castellane, II^e édition, 1899.
- PAUL MASSON. — *Les Bouches-du-Rhône*, Encyclopédie départementale, tome III (Ch. VIII, IX et X, Histoire économique par V. L. Bourrilly), Marseille, Archives départementales des B.-du-Rh., 1921.
- PAUL MEYER. — Documents linguistiques des Basses-Alpes, extrait de la *Romania*, tome XXVII, Paris, 1898.
- J.-E. PELLISSIER. — *Histoire d'Allos*, Chaspoul et Vve Barbaroux, Digne, 1901.
- BERNARD PIERRE. — *Les textiles artificiels et synthétiques en France*, Thèse, Paris, 1945.
- D. DE PRAT. — *Aide-mémoire de l'industrie textile*, Paris-Liège, 1920.
- HENRI REBOUL. — *L'Industrie nimoise du tissage au XIX^e siècle*, Thèse, Montpellier, 1914.
- P. ROUQUETTE. — *La transhumance des troupeaux en Provence et en Bas-Languedoc*, Thèse, Montpellier, 1913.
- M^e ADRIEN ROUX. — *Histoire de Colmars*, manuscrit.

ARTICLES.

- J. FOURNIER. — Les chemins de transhumance en Provence et Dauphiné d'après les journaux de route des conducteurs de troupeaux au XVIII^e siècle. *Bulletin de géographie et histoire descriptive*, 1900, p. 237-262.
- J.-J. JULIEN. — Fabriques de Draps, *Journal des Basses-Alpes*, 1^{re} année, 5 mars 1837, col. 109-111.
- P. MARTIN. — L'économie du Haut-Verdon, *Bulletin de la Société de Géographie et d'Etudes Coloniales de Marseille*, tome LXII, années 1942-43, p. 6 et suivantes. (Sous la direction de M. Bénévent).

- Mlle TRUCHOT. — Histoire des institutions hospitalières et charitables de Digne. *Annales des Basses-Alpes*, Bulletin de la Société Scientifique et Littéraire des B.-A., n° 181, tome XXIX, p. 63 et suivantes.
- Mlle TRUCHOT. — Les troupeaux transhumants du Sud-Est de la France. *Bulletin de la Société Scientifique et Littéraires des B.-A.* 1937.
- LÉON VENTRE. — A propos d'un centenaire 1740-1940 : Jean Soanen, évêque janséniste de Senez. *Annales des Basses-Alpes*, Bulletin de la Société Scientifique et Littéraire des B.-A., n° 178, tome XXVIII, p. 7 à 50.
- Annuaire du département des Basses-Alpes pour l'année 1846.* Vve A. Guichard, Imp. de la Préfecture, 1846.

NOTES ET MEMOIRES.

- ARNAUD. — *Livre Journal*, pièce comptable inédite, manuscrit.
- ANDRÉ HONNORAT. — *Mémoires*, manuscrit.
- M^e ADRIEN ROUX. — *Notes historiques sur les relations de Colmars et d'Allos* manuscrit ; *Notes inédites sur la transhumance dans la région de Colmars*, manuscrit.
- DE TAUX (Officier). — *Mémoire succinct sur l'histoire de la ville (de Colmars), le nombre de ses habitants, son commerce et ses manufactures*, manuscrit.

ARCHIVES.

- ARCHIVES DÉPARTEMENTALES. — Bouches-du-Rhône, série C. Basses-Alpes, séries C et M.
- ARCHIVES COMMUNALES. — Allos, registre de délibérations de la fin du XVIII^e siècle.

Vu, le Président du Jury :
AUBENAS.

Vu, le Doyen :
BRY.

Vu, et permis d'imprimer,

Le Recteur :
ELACHE.

ERRATA

- Page 19 : 1^{re} ligne du § IV : au lieu de *heurtés*, lire *heurté*.
Page 27 : 4^e ligne du § II : au lieu de *consenti*, lire *consentis*.
Page 50 : Après la 7^e ligne du § V, lire la 9^e ligne.
Page 63 : 1^{re} ligne du § III : au lieu de 1774, lire 1744.
Page 65 : 3^e ligne du § III : au lieu de *saisis*, lire *saisies*.
Page 83 : Note (3), au lieu de *Arch. B.-du-Rh.*, lire *Arch. B.-A.*
Page 94 : Après la dernière ligne, ajouter quatre lignes sautées :
« même en conclure qu'ils sont les fondateurs de ces
petits établissements. Eux-mêmes petits artisans, ils ont
dû pouvoir monter leur affaire grâce à leurs qualités
personnelles supérieures à celles de... »
Page 119, § V, ajouter *ayant* après Thorame-Haute.
Page 131, 6^e ligne, au lieu de *grâce è*, lire *grâce à*.
Page 139, 8^e ligne, au lieu de *il l'a décrit*, lire *il l'a décrite*.
Page 211, § 3, au lieu de *avec Charles-Quint*, lire *avec le descendant
de Charles-Quint*.

N.-B. — Dans toutes nos citations, nous avons scrupuleusement respecté l'orthographe des auteurs, qui n'étaient pas tous des lettrés, et dans tous nos tableaux, nous avons reproduit exactement tous les chiffres des statisticiens de l'époque, y compris leurs erreurs de calcul.

